

Aïssatou SY-WONYU

Les États-Unis et le monde

au 19^e siècle



collection
U

Aïssatou SY-WONYU

Les États-Unis et le monde

au 19^e siècle



ARMAND COLIN

Table des Matières

[Page de Titre](#)

[Table des Matières](#)

[Page de Copyright](#)

[Dédicace](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

[**PREMIÈRE PARTIE - L'Amérique à la recherche de son indépendance diplomatique \(1775-1817\)**](#)

[Chapitre I - La diplomatie de la Révolution \(1775-1789\)](#)

[La situation coloniale](#)

[L'alliance avec la France](#)

[La diplomatie de la guerre](#)

[La diplomatie de la paix](#)

[La diplomatie de l'indépendance](#)

[Bibliographie sélective](#)

[Chapitre II - L'époque fédéraliste et les guerres européennes \(1789-1801\)](#)

[L'organisation de l'exécutif](#)

[La tourmente de la Révolution française](#)

[Le Traité Jay](#)

[La présidence de John Adams](#)

[Bilan des années fédéralistes](#)

[Bibliographie sélective](#)

[Chapitre III - La diplomatie de Jefferson \(1801-1809\)](#)

[Les guerres barbaresques](#)

[L'achat de la Louisiane](#)

[Les relations avec la Grande-Bretagne](#)

[L'échec de la « coercion pacifique »](#)

Bibliographie sélective

Chapitre IV - La guerre de 1812 et la fin de la dépendance diplomatique américaine (1809-1817)

Madison et la nation en crise

La guerre de 1812

Les négociations de paix

La portée du traité de Gand

Bibliographie sélective

DEUXIÈME PARTIE - Les défis de l'indépendance et de la sécurité (1817-1848)

Chapitre V - Les États-Unis et l'hémisphère occidental (1817-1825)

Le rapprochement avec la Grande-Bretagne

Le traité Adams-Onís

La « doctrine » Monroe

La portée de la « doctrine » Monroe

Bibliographie sélective

Chapitre VI - La consolidation des frontières et le traité Webster-Ashburton (1825-1842)

Des relations ambiguës avec la Grande-Bretagne

L'ère de l'homme ordinaire (the Era of the common man)

Les relations tumultueuses avec le Canada

Le traité Webster-Ashburton

La portée du Traité

Bibliographie sélective

Chapitre VII - La « destinée manifeste » (1842-1848)

Sullivan et la « destinée manifeste »

L'Oregon, « pays du lait et du miel »

La question du Texas

La guerre contre le Mexique

Le traité de Guadalupe Hidalgo

Bibliographie sélective

[TROISIÈME PARTIE - L'appel de l'outre-mer et de l'impérialisme \(1848-1897\).](#)

[Chapitre VIII - La recherche d'horizons nouveaux et les paradoxes de l'esclavage \(1848-1861\)](#)

[La Jeune Amérique](#)

[La « réconciliation » avec la Grande-Bretagne](#)

[Le marché chinois](#)

[L'« ouverture du Japon »](#)

[Les aventures caribéennes](#)

[Bibliographie sélective](#)

[Chapitre IX - La diplomatie américaine à l'épreuve de la guerre de Sécession \(1861-1865\)](#)

[La diplomatie de l'Union](#)

[La diplomatie de la Confédération](#)

[L'affaire du Trent et les relations avec la Grande-Bretagne](#)

[Les menaces d'intervention européenne](#)

[1863 : tournant militaire et diplomatique](#)

[Le rêve impérial de Napoléon III au Mexique](#)

[Une diplomatie régénérée par la guerre ?](#)

[Bibliographie sélective](#)

[Chapitre X - Le prélude à l'impérialisme \(1865-1897\)](#)

[L'hémisphère occidental](#)

[La controverse concernant l'Alabama](#)

[La doctrine Monroe et l'Amérique latine](#)

[L'appel du Pacifique et de l'Extrême-Orient](#)

[Le grand rapprochement avec la Grande-Bretagne](#)

[La tentation de l'impérialisme](#)

[Bibliographie sélective](#)

[Conclusion](#)

[Sélection de sites Internet](#)

© Armand Colin, Paris, 2004
978-2-200-24254-1

Photo de couverture: *Émigrants à Ellis Island, New York,*
vers 1900

Ph © Roger-Viollet



Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés, réservés pour tous pays. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'oeuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).

**ARMAND COLIN ÉDITEUR • 21, RUE DU MONTPARNASSE •
75006 PARIS**

*À mon mari Emmanuel Wonyu
et mes enfants Pierre-Emmanuel, Édouard et
Alexandra*

COLLECTION U • HISTOIRE CONTEMPORAINE

Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux sans qui ce livre n'aurait pas été possible: mes parents, Seydou Madani et Khady Sy pour leurs encouragements à toujours aller plus loin, Jean-Paul Pichardie et Philippe Romanski pour leur amitié précieuse, Serge Ricard pour ses conseils discrets et efficaces, Antoine Capet et le CELCLA/CERCLA pour leur soutien moral et financier, Véronique Sales et Corinne Ergasse-Varis des éditions Armand Colin pour leur patience et leur confiance en ce projet.

Introduction

Les « mythes » fondateurs de la politique étrangère des États-Unis

Dès leur naissance politique en 1776 et en 1783 (la date variant selon que l'on choisit celle de la proclamation de leur indépendance ou celle de la reconnaissance par les Britanniques), les États-Unis sont pris dans les mailles de la complexité des relations internationales de la fin du XVIII^e siècle. Étant une excroissance de l'Europe, ils sont les héritiers des pratiques expansionnistes européennes auxquelles ils ont participé en tant que colons, tout en réclamant le droit à disposer d'eux-mêmes et de suivre un chemin autonome. Or, d'emblée, si le système politique choisi les différencie totalement de l'Europe (monarchique et absolutiste), le système économique non autarcique hérité de la période coloniale et les flux migratoires les ramènent sans cesse à l'Ancien monde. Aussi, la problématique centrale des relations qu'entretiennent les États-Unis avec le monde est la question de leur croissance politique, économique et sociale, ainsi que leur insertion dans les relations internationales, leur transformation de jeune et petite république en grande puissance démocratique et hégémonique.

L'histoire de la politique étrangère américaine au xix^e siècle est le récit de la croissance d'un empire continental, fondé sur des principes d'autodétermination, de *self-government*, qui constituent la différence majeure entre eux et le Vieux continent. Héritiers des Lumières, ils prônent l'égalité et la liberté, fondant un corps social organisé de manière républicaine et aspirant à la démocratie. Pris entre leur vocation atlantique et leur réalité continentale, les États-Unis sont le fruit d'un mouvement de libération dont les griefs vis-à-vis de la Couronne britannique sont à la fois politiques, économiques et culturels. Politiques par la question des liens administratifs avec la métropole et celle de leur

représentation au Parlement; économiques par la séparation croissante entre les intérêts de la métropole concevant les Treize colonies comme appartenant à un système impérial planétaire et ceux des colonies ayant des intérêts « indigènes » propres ; socioculturels car la dialectique du centre et de la périphérie ainsi que l'importance de l'immigration européenne modifient la composition démographique et suscitent le développement d'une culture « indigène ». On assiste aussi à une crise de reconnaissance et au développement d'un sentiment de fascination-répulsion vis-à-vis de l'Europe.

Aussi, de la Révolution à la Guerre hispano-américaine de 1898, il est impossible d'écrire une histoire des États-Unis sans y inclure leur politique étrangère et sans fonder leur histoire générale sur le récit de leurs interactions avec le reste du monde. Pourtant, encore aujourd'hui et en France, il existe une tendance lourde à faire de l'histoire des États-Unis sans consacrer de chapitre à la politique étrangère et ce malgré les références constantes des contemporains aux menaces étrangères. Ainsi, de nombreuses histoires de l'expansion vers l'Ouest étudieront la guerre de 1846-1848 contre le Mexique sans prendre en compte le fait que ce conflit est aussi le résultat de la volonté d'annexer le Texas et d'empêcher les puissances étrangères (européennes) d'étendre leur influence sur le territoire. Remis dans son contexte, cet épisode s'inscrit dans une pratique sinon « traditionnelle » du moins avérée de la diplomatie américaine, comme en attestent les cas de la Louisiane et de la Floride, visant à protéger leur intégrité territoriale et politique, leur sécurité et leur développement futur par adjonction de territoires.

L'une des raisons de cette absence d'intérêt pour la participation des États-Unis aux affaires du monde tient à deux facteurs essentiels: les multiples déclarations émanant des dirigeants politiques, en particulier de membres éminents de l'Exécutif ou du Congrès, enjoignant leurs contemporains à tourner le dos à la vieille, décadente et belliqueuse Europe pour concentrer leur énergie sur la réussite de l'implantation d'une république démocratique dans le Nouveau Monde. Cette posture eut pour conséquence un certain désintérêt de l'opinion publique pour le reste du monde, en particulier européen, et une tendance à considérer l'engagement international comme une exception et une obligation

imposée et non voulue. Nous verrons combien ceci fut illusoire, en particulier dans les premières années de la jeune République. Paradoxalement, si les Européens « laissent les Américains tranquilles », c'est qu'ils sont trop occupés pendant une grande partie du XVIII^e et du XIX^e à recomposer le système politique européen selon le principe de l'équilibre des puissances et à agrandir leurs colonies dans le vaste monde.

Une autre raison est le développement de l'idéologie exceptionnelle américaine qui est à la fois une déclaration de principe et un projet politico-culturel. En effet, alors que les diplomates européens ne voyaient le monde qu'en termes de relation de pouvoirs, de considérations stratégiques à l'échelle européenne et planétaire, d'intérêts économiques et d'objectifs impérialistes, les Américains, très conscients, de cette vision européenne du monde, développaient un certain nombre d'idéaux qui, par contraste, soulignaient le caractère exceptionnel de leur pays: les droits naturels, les idéaux républicains de souveraineté populaire, de neutralité, de liberté des mers. Ils mettaient aussi en pratique un esprit missionnaire sur lequel reposait une énergie expansionniste et s'accrochaient, parfois de manière illusoire, à l'idée que, en matière de politique étrangère, il était possible de séparer les relations économiques des relations politiques et que l'on pouvait proposer un idéal de liberté indépendant des manœuvres politiques et militaires des Européens. Dans le même temps, ils faisaient preuve d'un pragmatisme à toute épreuve dont l'unique but était la préservation des intérêts de la nation et de l'État.

La politique étrangère des États-Unis et leurs relations extérieures sont donc particulièrement complexes dans la mesure où le système politique américain rend lui-même complexe le processus de prise de décision concernant l'insertion des États-Unis dans les relations internationales de leur temps. Nous verrons que la formulation de la politique ou des politiques ainsi que sa mise en pratique est prisonnière de plusieurs facteurs dont la personnalité des acteurs, les intérêts en matière de sécurité et les tendances expansionnistes. Il apparaîtra que l'interaction est étroite entre la politique intérieure et la politique extérieure, ce qui peut sembler être une lapalissade tant que l'on n'examine pas de près les

ouvrages traitant de la politique intérieure et survolant trop rapidement les affaires internationales.

Une démarche chronologique nous semble souhaitable car elle permet de faire revivre le contexte tel qu'il pouvait être perçu par les décideurs et acteurs de la politique étrangère à une époque donnée. De plus, cette approche permet de faire justice au long dix-neuvième siècle, que l'on peut faire débiter à la Révolution et se clore en 1898 au moment de cette guerre qui fit « entrer » les États-Unis sur la scène internationale. En ce sens, il apparaîtra qu'il existe bien une politique étrangère des États-Unis au XIX^e siècle, que le pays est bien pris dans une relation dialectique avec le reste du monde et que de nombreux développements sur la scène intérieure peuvent rendre compte de l'impact des affaires extérieures sur les Américains, même si la doctrine officielle est celle des regards tournés vers l'intérieur, vers l'Ouest et vers l'autosuffisance.

S'il est vrai que le monde extérieur compte pour les États-Unis, pendant une grande partie du siècle, en particulier après la guerre de 1812-1814 contre la Grande-Bretagne, on peut se demander si les États-Unis comptent pour le monde. Ainsi, nous verrons que selon l'angle choisi, la part de la réalité des échanges et le poids des projections fantasmatiques varient grandement ; par exemple, si aucun État européen ne se préoccupe de contraindre les États-Unis à s'impliquer dans la marche politique du monde, il faut tout de même se demander dans quelle mesure les nations européennes peuvent être indifférentes à un pays qui accueille d'années en années tant de leurs citoyens ou sujets, attire une main-d'œuvre dont ils ont besoin et prend une part de plus en plus grande dans le commerce international. En effet, du fait de la croissance économique de la jeune République, elle devient une destination importante pour les investissements et les exportations d'Europe, tandis que, dans le même temps, elle fournit des produits agricoles et accroît sa part dans la balance commerciale de certains pays (nous pensons ici au coton produit dans le Sud des États-Unis et dont la majorité est exportée vers l'industrie textile de Grande-Bretagne et d'Europe continentale).

Au plan chronologique, cet ouvrage ne suivra pas strictement le découpage traditionnel du XIX^e siècle en deux périodes délimitées par la guerre de Sécession qui ne nous semble pas totalement pertinent en ce qui concerne la politique étrangère. La guerre de Sécession apparaît plus comme une parenthèse tragique et sanglante aux conséquences fondamentales sur la politique intérieure, alors que, concernant la diplomatie, elle ne fait que donner un coup d'arrêt à des développements initiés dans les années 1850 et suspendus à cause de la guerre civile. Cet effet de retardement ne constitue pas une véritable rupture à cet égard. En réalité, la charnière pourrait être placée à la guerre contre le Mexique de 1846-1848 et la crise de l'Oregon résolue en 1846 qui modifient considérablement les enjeux géopolitiques en donnant accès au Pacifique, ce qui transforme l'horizon des aspirations expansionnistes, ouvre sur l'outre-mer et aboutit à la transformation de la mer des Antilles en mer intérieure américaine.

La première partie de l'ouvrage s'attachera à montrer le développement d'une politique étrangère dans le contexte particulièrement instable des guerres européennes faisant suite à la Révolution française. Leur caractère international obligea les États-Unis à reconsidérer certains de leurs idéaux, les premiers dirigeants de la nation devant faire preuve de souplesse, de pragmatisme et d'imagination pour réussir à assurer la survie de la jeune République. La deuxième partie s'attachera à montrer combien, dans le cas des États-Unis, la formulation d'une politique étrangère autonome s'est accompagnée de l'élaboration d'une politique d'expansion continentale de la fin de la guerre de 1812-1814 contre la Grande-Bretagne à la guerre contre le Mexique de 1846-1848. Enfin, la troisième partie démontrera que les désirs d'expansion vers l'outre-mer débutent dans les années 1850, une fois que le « magnifique parallélogramme » de l'empire continental fut achevé à la faveur de la guerre contre le Mexique et du règlement du différend opposant les États-Unis à la Grande-Bretagne au sujet de l'Oregon.

PREMIÈRE PARTIE

L'Amérique à la recherche de son indépendance diplomatique (1775-1817)

Les États-Unis sont nés d'un mouvement de séparation et d'indépendance qui eut pour résultat l'accession d'une majorité des colonies britanniques d'Amérique du Nord à l'indépendance politique. S'il est vrai que les sujets britanniques ayant colonisé et développé les territoires de la côte Est, connus comme les Treize colonies, semblaient dotés de solides bases idéologiques pour affronter l'avenir, il apparut néanmoins assez rapidement qu'ils allaient devoir faire face à de nombreux obstacles pour assurer la pérennité de l'État qu'ils avaient l'ambition de créer et aussi la survie du modèle politique qu'ils envisageaient. Ces obstacles étaient de différente nature : politique, bien sûr, mais aussi économique, culturelle et diplomatique.

Lorsque la Révolution commença en 1775, la priorité de la diplomatie fut à la fois de contribuer à la victoire des insurgés et donc à la défaite de la puissance coloniale britannique, mais aussi à prémunir le territoire des Treize colonies contre les appétits des puissants voisins européens de la Grande-Bretagne en Amérique du Nord : la France et l'Espagne. À cet effet, les colons américains témoignaient d'un curieux mélange d'idéalisme (en mettant en avant leurs idéaux révolutionnaires et le droit à la liberté) et de réalisme né de leur reconnaissance du caractère incontournable des rapports de forces en présence. S'il est vrai que les Américains, novices en matière de politique étrangère globale, poursuivaient à de nombreux égards les mêmes buts (pouvoir, influence, acquisition et conservation de territoires) que les Européens, ils avaient la

particularité de tenter de conjuguer ces objectifs concrets à un discours universaliste reposant sur l'existence de ce qu'ils appelaient la « loi des nations » qui devrait fonder et régir les relations internationales.

L'un des principes centraux de la politique étrangère de ce jeune État demeurera intangible au cours du XIX^e siècle et au-delà : la sécurité nationale. Ce principe est certes partagé par la majorité des nations du monde mais, dans le cas des États-Unis, il s'agit d'une réalité quasiment imposée dès la Révolution en raison du contexte international de l'époque et des dangers encourus par des colonies qui étaient militairement faibles et, une fois l'indépendance acquise, formaient une proie facile pour les Européens en raison de leur potentiel économique et commercial et de leur position stratégique. Les générations suivantes reprendront à leur compte cette obsession de la défense de la sécurité nationale, même s'il ne faut pas négliger les autres principes fondateurs de la nation et de la diplomatie eux aussi nés à la même époque.

Évolution démographique (1790-1820)

Année	Nombre d'États	Population	Taux
1790	13	3 929 214	
1800	16	5 308 483	35,1
1810	17	7 239 881	36,4
1820	23	9 638 453	33,1

Source : U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*.

ADMISSION DES ÉTATS DANS L'UNION		
Rang	État	Année
1	Delaware	1787
2	Pennsylvanie	1787
3	New Jersey	1787
4	Géorgie	1788
5	Connecticut	1788

6	Massachusetts	1788
7	Maryland	1788
8	Caroline du Sud	1788
9	New Hampshire	1788
10	Virginie	1788
11	New York	1788
12	Caroline du Nord	1789
13	Rhode Island	1790
14	Vermont	1791
15	Kentucky	1792
16	Tennessee	1796
17	Ohio	1803
18	Louisiane	1812
19	Indiana	1816
20	Mississippi	1817
21	Illinois	1818
22	Alabama	1819

Chapitre I

La diplomatie de la Révolution (1775-1789)

1763	Paix de Paris – fin de la guerre de Sept Ans
1764	Vote de la taxe sur le sucre par le Parlement (pour augmenter la contribution financière des colonies au budget national britannique)
1765	Mars : <i>Stamp Act</i> (Loi du timbre) Octobre : convocation à New York du « congrès du <i>Stamp Act</i> »
1766	18 mars : abrogation du <i>Stamp Act</i> et application du <i>Declaratory Act</i> (le Parlement se déclare habilité à voter la législation s'appliquant aux colonies)
1767	Juin-juillet : lois Townshend taxant le verre, le plomb, le papier, les peintures et le thé. Colère des colons d'Amérique
1768	Février : l'assemblée du Massachusetts rédige une lettre circulaire contre la politique royale
1770	Le Parlement abroge les lois Townshend à l'exception de la taxe sur le thé 5 mars : « massacre » de Boston
1772	Samuel Adams forme le comité de correspondance pour tenir les colons informés des entreprises britanniques ; exemple suivi par les autres colonies
1773	Mai : le gouvernement de Lord North vote la loi sur le thé (<i>Tea Act</i>) Décembre : <i>Boston Tea Party</i>
1774	Mars-juin : lois coercitives pour punir les habitants de Boston Septembre : réunion du premier Congrès continental à Philadelphie
1775	Avril : premiers affrontements à Concord et Lexington Mai : second Congrès continental Juin : bataille de Bunker Hill
1776	Thomas Paine publie <i>Common Sense</i> 2 juillet : le Congrès vote en faveur de l'indépendance 4 juillet : Déclaration d'indépendance Août : défaite de George Washington à Long Island Décembre : victoire américaine à Trenton
1777	Octobre : capitulation du général Burgoyne à Saratoga
1778	Février : traités avec la France ; reconnaissance de l'indépendance des États-Unis
1780	Mai : prise de Charles Town (Charleston) par les Britanniques
1781	Ratification des Articles de confédération Octobre : capitulation de Cornwallis à Yorktown
1783	Septembre : traité de paix Novembre : évacuation de New York par les troupes britanniques
1785	Vote de l'Ordonnance du Nord-Ouest par le Congrès
1786	Négociations Jay-Gardoqui sur la navigation sur le Mississippi Convention d'Annapolis sur la révision des Articles de Confédération Rébellion de Shay
1787-1788	Ratification de la nouvelle Constitution par tous les États à l'exception de la Caroline du Nord et de Rhode Island

Les origines des déclarations diplomatiques américaines s'enracinent dans le passé colonial des États-Unis. Par exemple, lorsque les premiers Puritains installés en Nouvelle-Angleterre déclarèrent que leur projet était d'établir une « Cité sur la Colline » qui servirait de modèle à l'Ancien Monde corrompu, ils jetèrent les bases de l'isolationnisme, la version sécularisée de cette déclaration, fondant aussi l'exceptionnalisme américain. Outre les racines puritaines, la politique étrangère américaine découle de la philosophie des droits naturels telle qu'énoncée par le philosophe anglais, John Locke, et s'inspire des philosophes des Lumières, français ou écossais, à qui elle emprunte la méfiance et le mépris pour les méthodes de la diplomatie formelle faite de tromperie, de duplicité et de mensonge. Par ailleurs, cette diplomatie s'enracine aussi dans le système économique hérité de la métropole et adopté par la jeune république ; elle repose sur un socle intangible qui est la croyance au libre-échange, la volonté d'instaurer un système international fondé sur la liberté des mers et la paix. Ces principes sont donc à la fois des aspirations idéalistes et des objectifs concrets allant dans le sens des intérêts des États-Unis. En effet, une nation dont l'économie repose sur le droit de propriété et la liberté de commercer ne peut que défendre l'instauration d'un système international ouvert dans lequel les Américains seraient libres de commercer avec qui ils le souhaitent. Par ailleurs, face aux puissantes nations européennes, il était prudent de proclamer l'adhésion à des principes de paix et de neutralité seuls à même de protéger le pays en le plaçant d'emblée hors du jeu des rapports de force mondiaux tout en y participant comme nation neutre. Néanmoins, les premiers diplomates américains en relation étroite avec les Européens, tels Benjamin Franklin, John Jay, ou John Adams, avaient une conscience aiguë du fait que l'un des objectifs principaux d'une nation était de défendre ses intérêts par l'usage de la force si cela s'avérait nécessaire.

La situation coloniale

L'une des raisons de cette prise de conscience est que l'histoire même de l'Amérique avait été, durant tout le XVII^e et le XVIII^e siècles, une excroissance de l'histoire européenne. L'insertion internationale des colonies était le résultat de la politique étrangère britannique et les colonies occupaient, au mieux, une place de pion dans les stratégies planétaires britanniques. De 1689 à 1815, et malgré l'indépendance formelle, c'est l'Ancien Monde qui donne le ton dans le Nouveau. L'Europe était le théâtre de conflits entre la France et la Grande-Bretagne et leurs alliés exacerbés par la Révolution française de 1789. Le seul recours des États-Unis fut de se chercher des voies et des moyens de s'affranchir des manipulations, en particulier françaises et britanniques, en préservant leur intégrité territoriale et politique dans un contexte de renversements d'alliances entre les grandes puissances, au prix d'une seconde guerre contre la Grande-Bretagne de 1812 à 1814. Rappelons que, de 1689 à 1815, la France et la Grande-Bretagne s'affrontèrent au cours de sept guerres entraînant le monde dans soixante années de conflit quasiment ininterrompu.

La dernière guerre coloniale ayant opposé la France à la Grande-Bretagne, connue sous le nom de guerre de Sept Ans, Guerre française et indienne ou Grande guerre pour l'empire, prit fin en 1763 avec la victoire totale de la Grande-Bretagne qui devint la grande puissance européenne en Amérique du Nord et, théoriquement, la plus grande puissance du monde. Les Britanniques organisèrent alors un système international fondé sur l'équilibre des puissances en Europe, la domination des mers et la consolidation de leur influence en Asie, particulièrement en Inde, ouvrant une nouvelle ère de développement économique et d'expansion territoriale. En Amérique du Nord, la victoire britannique fut synonyme d'expulsion de la France qui perdit quasiment toutes ses colonies. Par le traité de Paris de 1763, elle céda le Canada à la Grande-Bretagne et renonça à toutes ses revendications territoriales à l'est du Mississippi. De plus, les Britanniques avaient arraché la Floride à l'Espagne, alors alliée de la France, s'assurant ainsi le contrôle de la façade orientale du continent, de la Baie d'Hudson au golfe du Mexique. Ils conservèrent des îles conquises pendant la guerre, réduisant l'empire français à deux îles des Caraïbes, la Martinique et la Guadeloupe, et deux îles de l'Atlantique

nord, Saint Pierre et Miquelon, au large de Terre-Neuve. Quant aux Espagnols, ils furent contraints d'abandonner la Floride et obtinrent la restitution de Cuba en échange de concessions maritimes autorisant les Britanniques à naviguer sur le Mississippi. Pour compenser la perte de la Floride, néanmoins, la France transféra à l'Espagne sa souveraineté sur la ville de la Nouvelle-Orléans et la Louisiane.

On le voit donc, la France venait non seulement de perdre la guerre mais aussi la paix puisque ce Traité ne parvint pas à régler les différends entre les deux pays et ne fit qu'exacerber la haine des Britanniques chez les Français tout en créant chez eux le sentiment d'avoir été floués et le besoin de prendre leur revanche face à une telle humiliation. La perspective d'une nouvelle guerre franco-britannique semblait inévitable, d'autant que l'arrogance britannique sortait renforcée de cette victoire éclatante sur les plans militaire et diplomatique. L'autre conséquence majeure et inattendue de cette guerre est que, pour la première fois, les colons américains eurent le sentiment d'avoir combattu ensemble pour obtenir la sécurité de leurs colonies et qu'enfin une ère de paix et de prospérité semblait s'ouvrir. Ils sortirent de cette guerre confiants en leurs capacités à s'organiser et à se défendre et, comme l'ennemi français était défait, persuadés qu'ils n'avaient plus besoin de la protection impériale britannique. Un malentendu se formait donc puisque Londres estimait qu'il était temps que les colonies participent plus activement au rééquilibrage des finances nationales qu'elles avaient contribué à fragiliser puisque la finalité de ces guerres coûteuses avait été de les préserver des Français et de leurs alliés indiens. Le divorce entre les colonies et la métropole est le résultat imprévu de cette guerre coloniale ; pressée par des contraintes financières, la métropole commença à se pencher sur le comportement des colonies et à exiger le respect plus scrupuleux des lois et règlements douaniers impériaux qu'elles avaient tendance à ignorer.

Par une de ces ironies de l'histoire, c'est précisément au moment où la métropole recherchait à resserrer les liens avec son empire que l'empire, en l'occurrence les colonies d'Amérique du Nord, pensait que ces liens n'étaient plus nécessaires. Durant la décennie 1760, les colons

s'évertuèrent à ne pas payer les taxes et à ne pas obéir à des lois édictées à Londres et considérées comme injustes. Peu à peu, ils développèrent un raisonnement fondé sur l'idée que l'on ne pouvait soumettre à des taxes des personnes que l'on ne consultait pas et qui ne participaient pas à l'élaboration de lois les concernant, selon le principe : « no taxation without représentation ». Au nom de libertés fondamentales déduites de la loi naturelle, ils faisaient appel aux « droits des Anglais », aux « droits de l'homme ». Si la priorité des Britanniques - de Londres - était de faire contribuer les colons à l'effort financier requis pour payer la guerre de Sept Ans et financer le coût du nouvel empire d'Amérique du Nord, celle des colons était de jouir de la nouvelle autonomie acquise grâce à la guerre. Le malentendu était aggravé par le sentiment de Londres que ces colons avaient combattu uniquement parce que leurs intérêts immédiats étaient en jeu, alors que les colons estimaient avoir payé le prix du sang et mériter plus d'autonomie ou, tout du moins, d'être associés à leur propre gouvernement.

Par ailleurs, en étendant leur souveraineté sur les anciens territoires français, les Britanniques durent faire face à un nouveau problème : la préservation des droits territoriaux des Indiens et la pression des colons américains souhaitant s'installer dans les territoires nouvellement acquis. Aussi, en 1763, le parlement de Westminster vota une Proclamation interdisant aux colons américains de s'installer à l'ouest de la chaîne des Appalaches. Il s'agissait à la fois d'envoyer un signal aux Indiens et saper ainsi la révolte qui couvait (sous la direction du chef Pontiac de la tribu des Ottawas) ; et de donner du temps aux arpenteurs chargés de reconnaître la région et la parceller en vue d'une vente organisée des terres, seule à même de générer des revenus et remplir les caisses de la Couronne (en évitant la multiplication des implantations sauvages de colons américains). Cette mesure fut très mal perçue par les colons qui y virent encore un signe de ce qu'ils appelaient, de plus en plus, la tyrannie de la Couronne. Pour aggraver la situation, le Parlement adopta une série de taxes mal acceptées par les Américains qui brandirent leur slogan, « no taxation without representation », recevant à présent un soutien croissant en Angleterre, en particulier du parlementaire whig, Edmund Burke, qui présentait les Américains comme les défenseurs de la liberté

face à la tyrannie royale. Le fossé se creusait donc peu à peu et de manière durable entre deux visions différentes de l'empire, des droits et devoirs de ses membres les uns vis-à-vis des autres et des colonies vis-à-vis de la métropole. L'incompréhension était d'autant plus grande que l'opinion majoritaire en Europe était la croyance à la monarchie de droit divin et, en matière coloniale, au mercantilisme (domination économique par l'acquisition de colonies devant fournir l'or et l'argent indispensable à la survie de l'empire et à son fonctionnement). Peu à peu se dessine donc une fracture entre un Ancien Monde s'accrochant à la monarchie de droit divin et un Nouveau faisant de la promotion des droits naturels un principe fondateur. Quoi qu'il en fût de ces divergences idéologiques, les colons américains en voie de rébellion étaient tout à fait conscients des réalités des relations internationales et de l'âpreté des rivalités entre les puissances dont il faudrait apprendre à jouer.

L'alliance avec la France

Dès la fin de la guerre de Sept Ans, les colons américains se trouvèrent pris dans l'écheveau de la politique mondiale, dans la mesure où la France n'avait pas perdu espoir de retrouver quelque influence en Amérique du Nord, observant tout ce qui s'y passait en attendant de trouver une faille dans laquelle s'engouffrer au détriment de la Grande-Bretagne ou de l'Espagne. L'un des moyens employés fut de tenter de profiter de la montée de l'insatisfaction des colons américains vis-à-vis de leur mère patrie, selon le principe éprouvé que l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Il s'agissait de tirer profit de la fronde américaine en proposant l'aide et le soutien de la France en vue d'une rupture avec la métropole. Par ailleurs, du point de vue français, il fallait garder un œil sur les Britanniques pour les freiner dans ce que la France soupçonnait être leur volonté de s'étendre au-delà de leurs propres colonies et s'emparer des colonies espagnoles en Amérique du Nord et, à terme, vers le sud. Que ce soit sous le duc de Choiseul, ministre des Affaires étrangères de Louis XV, ou le comte de Vergennes, ministre de Louis XVI, une constante de la diplomatie française fut de convaincre le Roi que les Britanniques entendaient à la fois étendre leur empire territorial et

leur domination économique du monde en contrôlant les routes maritimes principales et vitales grâce à une marine supérieure. Ainsi, la France profita de l'agitation causée par le Stamp Act (Loi du timbre) de 1765, le *Tea Act* (Loi sur le thé) de 1773, suivi de la *Boston Tea Party*, ainsi que des Intolerable Acts (lois intolérables) de 1774 qui aboutirent au début de la guerre d'Indépendance au cours des événements de Lexington et de Concord en 1775. Elle déploya une diplomatie secrète en direction des chefs de la rébellion pour offrir son aide et son soutien aussi bien financier que matériel.

En 1774, Vergennes, nouvellement entré en fonction, plaça, sans ambages, la question anglaise au centre de sa politique étrangère, présentant l'Angleterre comme « l'ennemie naturelle de la France », « gourmande, ambitieuse, injuste et perfide ». Son agent principal en Amérique fut Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, homme de lettres à la ville et agent secret de sa majesté qui établit des contacts avec des hommes d'affaires américains installés à Londres, tel Arthur Lee de Virginie. Au début de 1776, il suggéra au gouvernement français d'encourager la rébellion en Amérique en envoyant de l'aide militaire secrète et en accordant un prêt aux rebelles. S'étant assurée d'une promesse d'aide espagnole, la France commença à envoyer de l'aide en mai 1776 par l'entremise de Beaumarchais et d'une société écran, la Roderigue Hortalez et Cie : mousquets, canons, boulets, poudre, bombes, mortiers, tentes et vêtements pour 30 000 hommes. Cette aide française et espagnole joua un rôle considérable sur le moral des Américains en ce printemps 1776, marqué par la désorganisation militaire et la peur du lendemain face aux troupes britanniques. Elle apporta une sorte de répit en cette période où l'on s'interrogeait sur l'issue des escarmouches et où la révolution se cherchait encore une finalité. Le *Common Sense* de Paine parut au début de 1776 et apporta bien des arguments aux tenants de l'indépendance, mais les plus réalistes d'entre eux voyaient bien qu'elle ne pourrait être acquise que grâce à une aide extérieure.

Le pamphlet de Paine eut une portée en politique étrangère parfois oubliée aujourd'hui tant on y voyait, à juste titre, le document fondateur de l'indépendance, celui qui persuada le peuple des colons que l'on ne

pourrait plus retourner à l'empire d'avant 1763 et rendit possible la Déclaration de juillet. En effet, pour enraciner la révolution et son projet politique dans un lieu nouveau et dans une temporalité nouvelle, Paine appelait à une rupture totale d'avec l'Ancien monde, une rupture morale mais aussi diplomatique et politique. Il fallait tourner le dos à la monarchie et à la tyrannie des Britanniques et du reste de l'Europe, et fonder une diplomatie américaine libre, affranchie des alliances européennes, ancrée dans le principe de la liberté des mers. L'argumentation étant qu'il ne faut être ni l'ennemi ni l'allié de personne pour être l'ami de tous.

Dans la réalité, ces idéaux ne pouvaient assurer l'aide extérieure puisque toute aide ne pouvait être que liée à des engagements mutuels. Lorsqu'en juin le Congrès continental décida d'ouvrir des négociations en vue de la signature de traités d'alliances avec des puissances étrangères ennemies de la Grande-Bretagne, les délégués durent affronter le fait que leur révolution manquait de crédibilité et que personne ne les aiderait sans de solides garanties de succès et sans y gagner quelque avantage. Le premier obstacle était sans conteste l'absence de visibilité juridique : en effet, comment obtenir de l'aide en tant que colonies britanniques, d'autant que toute aide donnée serait immédiatement interprétée par la Couronne britannique comme une déclaration de guerre. Il devint donc urgent de proclamer l'indépendance unilatérale des colonies pour que, dans un second temps, leurs émissaires puissent tenter d'obtenir la reconnaissance internationale de leur indépendance et, éventuellement, de l'aide militaire et/ou financière. On voit donc que s'oppose un principe de réalité à l'idéal proclamé haut et fort par Paine. Cette contradiction pèsera lourd sur les premières années de la République.

Autre élément de confusion : deux méthodes furent employées pour insérer les États-Unis dans le concert des nations. La première fut une voie légale, sous la direction de John Adams qui prit la tête d'un comité chargé de rédiger un « traité modèle » (ou « Plan de 1776 ») pour guider les négociations formelles avec la France et toute autre nation. Ce modèle, finalisé en septembre 1776, reposait sur une philosophie identique à celle des recommandations de Paine : les États-Unis devaient, en toutes circonstances, refuser toute alliance politique contraignante

avec des nations étrangères. Ce Traité établissait une distinction nette entre les préoccupations économiques et politiques, insistait sur la reconnaissance du principe de liberté des mers fondée sur des accords commerciaux réciproques. Adams se refusait à accorder des privilèges politiques à la France de peur que celle-ci ne réclamât le Canada et les zones de pêches de Terre-Neuve. Il préférait donc poser sur la table de négociations la question de la domination commerciale britannique à laquelle il fallait mettre fin en Amérique du Nord. L'esprit de ce Traité était d'ouvrir l'Amérique au commerce sans discrimination aucune, car si tous les Européens pouvaient commercer également avec l'Amérique, nul n'en tirerait aigreur et la paix serait garantie, une fois réduite l'influence britannique. De plus, la république ne tomberait sous la coupe de personne. La base de la paix ne pouvait être que l'interdépendance économique internationale.

Alors que Adams tentait de concilier un idéal et des objectifs pragmatiques, l'autre méthode fut d'envoyer une délégation, composée de trois membres, à Paris pour donner corps à cette armature théorique. En réalité, certains membres de la délégation étaient déjà en France : Arthur Lee servait déjà d'informateur pour le Congrès continental sur l'attitude des Européens vis-à-vis des événements en Amérique ; le Congrès avait aussi envoyé Silas Deane, délégué du Connecticut, rechercher de l'aide militaire en Europe. À la fin de l'année 1776, le Congrès nomma donc Benjamin Franklin, Thomas Jefferson et Arthur Lee qui était déjà à Paris. Comme Jefferson refusa la nomination pour des raisons familiales, Franklin fut le seul à faire le voyage. Il était le plus expérimenté de la délégation car il avait passé de nombreuses années en Europe et, particulièrement, en Angleterre, où il avait été représentant de la colonie de Pennsylvanie pendant seize années. Il était donc au fait des intrigues des cours européennes, connaissant particulièrement bien les Britanniques et les Français. De plus, il avait acquis une renommée scientifique considérable en France où il était perçu comme l'homme des Lumières en Amérique. Sa présence en France contribua certainement à créer un sentiment d'identification positif avec la jeune nation américaine, au-delà du chauvinisme d'une opinion désireuse de combattre et humilier l'Angleterre.

À son arrivée en France en décembre 1776, il apparut assez vite à Franklin que la France, malgré son aide secrète, était réticente à l'idée de reconnaître ouvertement l'indépendance des États-Unis et de lui accorder une aide militaire officielle. La raison la plus évidente était qu'il s'agirait d'une déclaration de guerre, ce qui n'était envisageable que si la France s'assurait d'abord des alliés, comme l'Espagne. Or, si le roi d'Espagne, Charles III, souhaitait voir l'Angleterre défaite lui restituer Gibraltar (prise en 1704) et la Floride (prise en 1763), il ne lui échappait pas qu'aider des colonies à s'émanciper constituerait un dangereux précédent pour un pays qui possédait l'un des plus grands empires coloniaux du moment. De plus, fallait-il vraiment apporter son concours à un groupe de colons constituant une menace future pour l'Espagne sans avoir de garantie qu'ils arrêteraient leur expansion et qu'ils promettaient de ne pas empiéter sur les intérêts espagnols dans la vallée du Mississippi? Enfin, les Espagnols, comme les Français, restaient dubitatifs quant aux capacités militaires des Américains qui ne s'étaient illustrés dans aucun combat de grande envergure, mis à part le premier exploit de Bunker Hill ayant contraint les Britanniques à abandonner Boston ; pire encore, en septembre 1777, les armées de Washington essuyèrent une cruelle défaite à Brandywine puis en hiver 1777-1778 à Valley Forge. Dans le même temps, une lueur d'espoir apparut avec la victoire de Saratoga en octobre 1777, en raison d'une inexplicable erreur tactique britannique : au lieu de suivre les plans, le général Howe décida de pousser vers Philadelphie pour prendre la capitale des insurgés et laissa les troupes du général Burgoyne venues du Canada sans soutien à Saratoga. Cette victoire eut un impact psychologique considérable à la fois dans les rangs des Patriotes et à l'étranger car la révolution gagna soudain en crédibilité lorsque la nouvelle arriva en Europe en décembre 1777.

Le Premier ministre britannique, Lord North, entreprit immédiatement de faire un geste de conciliation envers les Américains, en envoyant un agent secret à Paris, chargé de proposer aux insurgés de reprendre leur place dans l'empire en échange d'assurances quant à un traitement équitable de la part de la Couronne. Les envoyés américains rejetèrent cette proposition unilatérale, en informèrent les Français qui furent

alarmés par la perspective de voir les Américains et les Anglais trouver un terrain d'entente sans eux. Les Français s'empressèrent donc de signer un double traité d'alliance commerciale et militaire le 6 février 1778, après moins d'un mois de négociations. Bien que s'appuyant sur le « traité modèle » d'Adams, les traités franco-américains de 1778 s'en éloignaient aussi beaucoup. Le premier traité, le Traité d'amitié et de commerce, suivait les recommandations d'Adams : reconnaissance des États-Unis par la France ; droits des pays neutres à commercer avec des nations belligérantes ou en guerre ; reconnaissance du principe des « bateaux libres, marchandises libres » (*free ships, free goods*), c'est-à-dire la non-confiscation de matériels non militaires sur un bateau battant pavillon neutre ; clause de la nation la plus favorisée (si l'une ou l'autre nation accordait des privilèges commerciaux à d'autres, chaque signataire du Traité en bénéficiait aussi).

Le second traité, le Traité d'alliance, s'éloignait du plan d'Adams et reflétait les complexités de la situation internationale puisque les négociateurs acceptèrent le principe d'une alliance militaire effective en cas de guerre opposant la France à l'Angleterre. Les États-Unis et la France promettaient de ne pas arrêter la guerre tant que l'indépendance américaine n'était pas effective, ni de conclure une paix séparée avec l'Angleterre sans l'accord formel de l'autre. Dans son Article XI, le Traité garantissait aussi le soutien mutuel des parties en matière de revendication territoriale en Amérique du Nord face à toutes les autres puissances et à jamais. Informés de l'existence de ce Traité pourtant secret grâce à des espions, les Britanniques tentèrent d'en empêcher la ratification par le Congrès continental en envoyant la mission Carlyle à Philadelphie. Elle arriva trop tard (les deux traités furent ratifiés le 4 mai, deux jours après leur arrivée) et se trouva face à un pays revigoré par l'aide française. Dès juin 1778, l'armée française entra effectivement en guerre et le 17 juin les marines françaises et britanniques se rencontrèrent dans la Manche.

Ces traités sont un curieux mélange d'idéalisme et de réalisme, d'autant plus qu'ils consacrent une alliance contre-nature entre une monarchie absolutiste et une république contre une monarchie parlementaire. Ils

constituent aussi les premiers traités internationaux signés par les États-Unis, les premiers traités liant les États-Unis aux aléas de la politique européenne sur une base permanente. Les événements futurs démontreront amplement le danger d'une telle politique au point que ces traités seront aussi les seuls du genre pendant des décennies, jusqu'à la signature de la Déclaration des Nations unies contre les puissances de l'Axe en 1942 et le traité de l'OTAN en 1949 (on exceptera le traité de Versailles qui fut certes signé mais non ratifié).

La diplomatie de la guerre

Forts de leur alliance avec la France, les États-Unis entreprirent de tisser un réseau d'alliances similaires avec l'Espagne, la Russie et les Pays-Bas. Leurs efforts ne furent pas couronnés de succès car ils ne réussirent pas à vaincre les réticences de puissances secondaires hésitant à se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de la Grande-Bretagne (au cas où l'alliance franco-américaine viendrait à échouer) et ne souscrivant pas vraiment, loin s'en faut, aux idéaux révolutionnaires américains. Par ailleurs, ces pays poursuivaient plutôt des objectifs commerciaux et territoriaux qui risquaient de les mettre en concurrence avec ces États-Unis s'ils parvenaient à conquérir leur indépendance. La position la plus sage semblait être la neutralité prudente tant que le cours des événements demeurait incertain.

Dans le cas de l'Espagne, qui apportait déjà une aide en secret, les États-Unis s'évertuèrent à la convaincre d'accroître une aide que les Espagnols commençaient déjà à regretter tant ils étaient à présent convaincus que l'indépendance des États-Unis serait synonyme de conflits directs et immédiats pour eux. En réalité, si les Espagnols penchaient pour aider les États-Unis, en dépit de leurs réticences légitimes, c'est parce qu'ils espéraient tirer parti de la guerre pour reconquérir des territoires perdus au profit de l'Angleterre par le passé, dans le secret espoir de voir la métropole et ses colonies s'épuiser mutuellement dans une guerre fratricide. Aussi, après la nouvelle de la

victoire de Saratoga, les Espagnols réduisirent effectivement leur aide. La nouvelle de la signature des traités de Paris de 1778 eut pour conséquence directe l'accroissement de la pression française sur l'Espagne qui comptait sur le soutien de la marine espagnole pour l'emporter sur la Grande-Bretagne. Pour inciter l'Espagne à s'engager plus avant, la France négocia un traité secret, le traité d'Aranjuez du 12 avril 1779, par lequel l'Espagne s'engageait à se joindre aux opérations militaires contre la Grande-Bretagne en échange de promesses qui constituaient une violation flagrante des engagements français vis-à-vis des insurgés américains. En effet, le comte de Vergennes accepta l'exigence espagnole de ne pas voir ce Traité inclure les États-Unis (il devait rester bilatéral, n'engageant que la France et l'Espagne) et le refus espagnol de reconnaître les États-Unis. Pire encore, il céda à une exigence espagnole en acceptant de ne pas signer de paix séparée avec la Grande-Bretagne tant que les Britanniques n'auraient pas restitué Gibraltar à l'Espagne (les Espagnols espéraient reconquérir Gibraltar au cours d'un engagement naval). Ce Traité prouve, encore une fois, à quel point la destinée de la révolution en Amérique était liée aux négociations entre Européens.

À la suite de ce Traité, l'Espagne déclara donc la guerre à l'Angleterre le 21 juin 1779 et engagea des négociations avec les Américains en vue d'une alliance formelle, assortie d'une aide financière. Dès septembre 1779, le Congrès dépêcha un envoyé à Madrid, le New-Yorkais John Jay, avec la mission d'obtenir la reconnaissance officielle des États-Unis par l'Espagne et le versement d'un prêt de cinq millions. Le jeune Jay, alors âgé de trente-quatre ans, se rendit en Espagne avec sa jeune épouse, rempli d'enthousiasme. À son arrivée en janvier 1780, la réception par les dignitaires espagnols fut cauchemardesque, mêlant le mépris et l'indifférence : ni le Roi, ni ses ministres principaux, dont le ministre des Affaires étrangères, Don José Monino, comte de Floridablanca, ne daignèrent consacrer du temps à recevoir l'envoyé américain. Celui-ci, issu d'une grande famille de New York, n'était pas préparé à un tel traitement et en conçut une amertume qui informera sa vision de l'Ancien Monde, en particulier, lorsqu'il occupera le poste essentiel de premier Secrétaire aux affaires étrangères de la jeune république.

Épuisé par un traitement qui ne s'explique que par la volonté des Espagnols de pratiquer une politique de l'usure (et remplir leurs engagements le plus tard possible), Jay reçut pour instruction, en été 1781, de renoncer aux prétentions territoriales américaines sur le fleuve Mississippi en échange du versement immédiat des sommes promises par l'Espagne. Les Espagnols déclinèrent cette offre extraordinaire, faisant de cet épisode un cas troublant d'erreur diplomatique croisée. Non seulement l'offre du Congrès continental était une erreur parce que les États-Unis renonçaient d'avance à leur possibilité de s'étendre vers l'Ouest dans l'avenir et se privaient d'un moyen de pression sur l'Espagne, mais les Espagnols, persuadés qu'ils allaient consolider leur position militairement en Amérique, déclinèrent une offre qui leur donnait un certain répit et un argument diplomatique. La seule explication pour comprendre cette « bourde » espagnole est que les nouvelles du front pouvaient porter les Espagnols à penser qu'ils allaient reconquérir les Florides et pousser leur avantage pour conquérir toute la zone entre les Alleghanies et le fleuve Mississippi qu'ils occuperaient effectivement. Par ailleurs, il est clair que les Espagnols ne faisaient pas confiance aux Américains et trouvaient la proposition de Jay peu crédible, non parce que Jay ou le Congrès n'étaient pas sincères, mais parce que tout indiquait que la population américaine se déplacerait vers l'Ouest. Au final, Jay, qui ne fut jamais reçu officiellement par les autorités espagnoles, réussit à obtenir la somme de 175 000 dollars, nettement inférieure à ce que les Américains espéraient. Il quitta l'Espagne pour Paris, persuadé que les Européens étaient indignes de confiance, que leur perfidie était sans limite, d'autant plus qu'il avait compris que la France poussait secrètement les Espagnols à freiner l'expansion américaine et qu'elle leur avait promis secrètement des territoires à l'ouest des Appalaches.

Outre l'Espagne, les Américains tentèrent aussi d'obtenir de l'aide auprès de la toute jeune Ligue de Neutralité Armée, formée en 1780 par l'impératrice Catherine II de Russie, dans le but de préserver la liberté des mers. La ligue, soucieuse de s'opposer à la Grande-Bretagne qui imposait des restrictions à la navigation dans la mer Baltique, réunissait la Russie, la Suède, le Danemark et la Norvège dans un projet commun de défense

des droits des pays neutres. Toutefois, cette ligue de pays dotés d'une marine faible, ne constitua jamais de menace globale contre la Grande-Bretagne, sauf à considérer qu'elle réussit à préserver la liberté de navigation en Baltique et empêcha la Grande-Bretagne de se concilier des alliés dans cet énième conflit contre la France puisque dans les années suivantes la Ligue inclut aussi la Prusse, le Saint Empire Romain, le Royaume des Deux Siciles et même le Portugal, habituellement allié de la Grande-Bretagne. Malgré les efforts de Francis Dana du Massachusetts, envoyé du Congrès continental, l'Impératrice ne se laissa pas convaincre d'accueillir les États-Unis au sein de la Ligue, ni de reconnaître officiellement la jeune nation. Au final, ce sont la volonté de neutralité et la peur des représailles britanniques qui confortèrent l'Impératrice et ses alliés dans leur politique de non-intervention.

Les tentatives de conclusion d'un traité avec les Pays-Bas furent tout aussi délicates, du moins dans un premier temps. Pourtant, en 1780, les espoirs américains avaient été stimulés par la dégradation des relations entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas au point d'entraîner ces deux pays dans une guerre au sujet du droit des marchands hollandais de transporter librement des biens et marchandises des Antilles vers l'Europe, en utilisant leur minuscule île de Saint Eustache comme plaque tournante. En réalité, les Hollandais commerçaient avec la France et les Américains, malgré le traité anglo-néerlandais de 1678, qui faisait obligation aux parties de se porter secours mutuellement en cas de menace d'une troisième partie. Devant le refus des Hollandais de mettre fin à leur ravitaillement de la France, les hostilités furent ouvertes et les Britanniques déclarèrent la guerre aux Pays-Bas à la fin de l'année 1780.

Suivant de près la montée du conflit entre les deux pays, le Congrès avait dépêché John Adams de Paris à Amsterdam, avec pour mission d'obtenir un traité d'aide et d'assistance. Les Hollandais hésitèrent et tergiversèrent pendant deux longues années, en attendant de voir comment tournerait à la fois le vent de la rébellion américaine et de leur conflit avec les Britanniques. En avril 1782, Adams réussit néanmoins à obtenir la reconnaissance des États-Unis par les Pays-Bas et un prêt substantiel des banquiers d'Amsterdam. Ces victoires furent suivies de la

conclusion d'un traité d'amitié et de commerce en octobre de la même année.

Les activités diplomatiques américaines en Europe aboutirent plus ou moins vite à la reconnaissance internationale de l'indépendance des États-Unis par la majorité des puissances européennes et à un isolement diplomatique relatif de la Grande-Bretagne. Toutefois, l'alliance avec la France, bien que toujours valable et solide, montrait des signes de fissuration en raison d'une propension des Français à jouer les grands frères en diplomatie vis-à-vis de diplomates américains considérés comme novices et naïfs. Ainsi, malgré l'engagement mutuel de continuer la guerre jusqu'à la reconnaissance inconditionnelle de l'indépendance des États-Unis par la Grande-Bretagne et le retrait des troupes britanniques, la France avait, unilatéralement en 1780 et 1781, décidé d'encourager une tentative de médiation autrichienne et russe. La médiation fut certes rejetée par les Britanniques mais, s'ils l'avaient acceptée, en l'état des forces militaires en Amérique du Nord, cette paix aurait signifié le maintien des armées britanniques sur une grande partie du territoire revendiqué par les Américains. Par ailleurs, soucieux de garder la mainmise sur les négociations de paix futures, le ministre Vergennes eut l'idée d'influencer la composition de la délégation américaine en Europe. Usant de toute son influence auprès du Congrès (en particulier la persuasion et la corruption), il parvint à faire envoyer Thomas Jefferson (ce dernier refusa pour des raisons personnelles) et Benjamin Franklin, francophiles convaincus et notoires, ainsi que John Jay et Henry Laurens de Caroline du Sud, espérant les convaincre de suivre les recommandations de la France. De plus, il oeuvra pour modifier les exigences américaines au point que le Congrès instruisit ses délégués de ne prendre aucune décision au cours des négociations sans l'approbation de la France.

La diplomatie de la paix

Le 19 octobre 1781, à Yorktown, petite bourgade de Virginie, les troupes britanniques commandées par le général Lord Charles Cornwallis et fortes de 7 000 hommes, rendirent les armes devant l'Armée

révolutionnaire américaine composée de 9 000 soldats et ses alliés français, 8 000 soldats commandés par le général Comte de Rochambeau. Cette cuisante défaite résonna dans tout le monde occidental et eut pour conséquence immédiate l'effondrement du gouvernement de Lord North qui avait non seulement conduit la nation à l'humiliation mais aussi à la ruine financière. De plus, la guerre n'avait jamais été populaire en Angleterre. Aussi, au plan politique, il était urgent pour la Couronne de trouver une issue favorable et tenter de gagner la paix puisque la guerre avait été perdue. L'un des objectifs compréhensibles étant de séparer les Américains de leur encombrant allié français.

Dès le mois de mars 1782, le Parlement décida de mettre fin à la guerre et, au début du moins d'avril, le nouveau Premier ministre, le marquis de Rockingham, envoya une délégation à Paris, pour ouvrir des négociations avec les Américains. Par malchance, Rockingham décéda et dut être remplacé, ce qui fut fait vers la mi-avril. Cette relative vacance du pouvoir en Angleterre laissa aux émissaires américains le temps de s'entretenir de manière informelle avec le chef de la délégation britannique, Richard Oswald, en attendant que ce dernier reçoive ses instructions du nouveau Premier ministre, Lord Shelburne. Benjamin Franklin, à présent rompu à la perfidie de la pratique diplomatique européenne, fit des propositions directes aux Britanniques, sans consulter la France : en particulier, il demanda la cession du Canada aux États-Unis, la reconnaissance de l'indépendance et l'établissement de frontières stables et sûres, en échange d'une paix séparée entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Durant cette période de flottement, Adams revint d'Amsterdam en octobre pour renforcer l'équipe américaine déjà étoffée par Jay, arrivé d'Espagne depuis le mois de juin 1782.

L'un des premiers obstacles rencontrés par les négociateurs fut une querelle symbolique mais essentielle sur la nature même des parties en présence. D'un côté les Américains posaient le préalable de la reconnaissance de leur indépendance pour négocier à égalité avec les Britanniques. De l'autre, ceux-ci exigeaient la signature d'un traité de paix avec des colonies ou plantations comme préalable à toute reconnaissance. À la fin du mois d'août, les Britanniques acceptèrent un compromis sauvant la face des deux parties : le Roi George III devait, à

la demande des Américains, recommander au Parlement de voter une résolution de reconnaissance des États-Unis.

Parallèlement, les Américains se trouvaient confrontés à la diplomatie française. Fort de ses récents déboires en Espagne et de sa suspicion des Européens, Jay réussit à alarmer Franklin quant à la nature même de l'aide française et à sa certitude que les intérêts des deux pays ne pouvaient que diverger. Il avait, par exemple, acquis la certitude que Vergennes avait promis aux Espagnols de tout faire pour empêcher les Américains de s'étendre au-delà des Appalaches. Pire encore, des informateurs lui avaient assuré que la France entendait les empêcher d'obtenir des Britanniques des droits de pêche sur les côtes canadiennes. Enfin, un autre élément alarmant fut la proposition faite par les Français, en septembre, de laisser aux Britanniques la zone au nord du fleuve Ohio tandis que les États-Unis et l'Espagne se partageraient la région au sud du fleuve. Cela prouvait, aux yeux de Jay, que la France jouait un double jeu dangereux pour les intérêts présents et futurs des États-Unis. Pour aggraver les choses, la France envoya un émissaire, le secrétaire privé de Vergennes, en mission secrète à Londres : l'interprétation immédiate de Jay fut que la France cherchait des assurances concernant les promesses faites par elle à l'Espagne. Toujours est-il que la mission de Rayneval semble avoir été de proposer une paix séparée entre la France et la Grande-Bretagne et, sans doute, de démontrer aux Britanniques combien les concessions territoriales qu'ils s'apprêtaient à faire devaient être limitées. Les Britanniques déduisirent de cette mission que si les Français soutenaient l'indépendance des États-Unis, ils ne les envisageaient que circonscrits dans un territoire étroit, celui des Treize colonies, sans possibilité de s'étendre vers l'ouest, dans l'espoir qu'un jour la France parviendrait à remettre pied sur le continent nord-américain.

Aidé par l'arrivée d'Adams, Jay put orienter les négociations avec la Grande-Bretagne et la France dans un sens différent, celui de la paix séparée avec les Britanniques, sans se conformer au traité de 1778. Son argument principal étant que, pour les Britanniques, la paix serait plus facile à négocier avec la France une fois qu'une paix séparée serait conclue avec les Américains. Par ailleurs, il assortissait ses ouvertures de propositions commerciales. Aussi, dès octobre, Oswald reçut pour

instruction de négocier avec les Américains. Les premières pierres d'achoppement furent la question des frontières, la dette d'avant la guerre et les biens des Loyalistes, confisqués par les Patriotes américains. Le Traité de paix préliminaire fut signé le 30 novembre 1782, le qualificatif « préliminaire » n'indiquant pas qu'il restait des différends à aplanir mais que le Traité restait provisoire tant qu'un traité de paix n'avait pas été négocié entre la France et la Grande-Bretagne. Les frontières furent délimitées au nord-est (le fleuve Sainte-Croix), au nord-ouest (le fleuve Saint-Laurent et les grands lacs) et à l'ouest (jusqu'au Lac des Bois puis au sud vers le Mississippi).

De leur côté, les Français firent bonne figure en ouvrant des pourparlers avec les Britanniques, tout en tentant de ne pas s'attirer l'ire des Espagnols vis-à-vis desquels ils se trouvaient en position de ne pas pouvoir tenir leurs promesses ; en effet, la perspective de voir restituer Gibraltar à l'Espagne était devenue irréaliste depuis que la nouvelle de l'échec du siège de Gibraltar était venue en octobre 1782. De plus, les Français craignaient à présent que Britanniques et Américains se réconcilient tant et si bien qu'ils en deviennent alliés, ce qui risquait de les isoler alors qu'ils étaient financièrement affaiblis par la guerre. Ayant appris par leurs espions l'élargissement du fossé entre les alliés d'hier, les Britanniques accélérèrent la procédure pour couper l'herbe sous le pied des Français en Amérique du Nord. En janvier 1783, un traité fut signé avec la France et l'Espagne (qui se voyait rétrocéder les Florides), ainsi qu'un traité avec les Pays-Bas. Ils furent tous inclus dans le « traité de paix définitif » ou traité de Paris signé le 3 septembre, mettant fin à la Guerre d'indépendance américaine.

Par ce Traité, la Grande-Bretagne s'engageait à se retirer militairement le plus tôt possible et à considérer la navigation sur le Mississippi comme « libre et ouverte aux sujets de la Grande-Bretagne et aux citoyens des États-Unis ». L'indépendance des États-Unis était à présent reconnue, incontestable et incontestée, tout du moins en théorie (sur le papier). De nombreux désaccords existaient encore, mais le cadre général de la paix et de l'établissement de liens commerciaux semblait stable. Restait donc à régler la question des droits de pêche (qui seront un objet permanent de litige pour le siècle à venir) : pour l'heure, soucieux de défendre les

intérêts de ses concitoyens de Nouvelle-Angleterre, John Adams parvint à arracher aux Britanniques la « liberté » et non le « droit » de pêcher au large de Terre-Neuve et du Canada. La question des Loyalistes ou « Tories », ceux des colons qui avaient choisi de rester fidèles à la Couronne, fut plus difficile à régler, de même que l'épineux dossier de la dette contractée auprès des Britanniques par les Américains avant la guerre. Alors que les Britanniques exigeaient le paiement des dettes et le versement de dommages et intérêts aux Loyalistes ayant perdu leurs biens, les délégués américains estimaient qu'ils n'étaient liés par aucune obligation et que la guerre les en avait délivrés puisque eux aussi avaient eu à supporter le poids du financement du conflit. Adams réussit à trouver un compromis plutôt bancal en garantissant aux débiteurs britanniques qu'ils pourraient s'adresser, sans danger, aux tribunaux américains pour récupérer leurs capitaux, tandis que le Congrès s'engagerait à recommander aux États individuels de restituer leurs biens aux « véritables sujets britanniques ». Le sort des Loyalistes nés sur le sol américain restait non résolu et l'avenir montrera que le premier gouvernement établi sous les Articles de la Confédération en 1781 n'avait pas le pouvoir d'imposer quoi que ce soit aux États.

Malgré ces obstacles, le traité de 1783 put être salué comme un bon traité qui permettait aux Britanniques de sauver la face et de ne pas perdre plus de territoire qu'il ne fallait pour assurer leur présence en Amérique du Nord et leur influence. Quant aux Américains, ils se préparaient un avenir diplomatique moins radieux qu'il n'y paraissait puisque d'inévitables conflits émergeraient de leur proximité avec les Britanniques et, surtout, avec l'Espagne dont l'empire était perçu comme « bloquant » le chemin aux expansionnistes. Enfin, l'alliance avec la France restait entière même si elle était à présent vidée de son sens (l'objectif principal avait été atteint). S'il est vrai que les diplomates américains avaient trouvé le bon moment pour se libérer de la tutelle de leur encombrant allié et choisi une alliance commerciale de facto avec les Britanniques qui excluait la France du Nouveau Monde, rien ne permettait de dire ce que l'avenir réservait. Les États-Unis s'installèrent confortablement dans une mythique « amitié » dont le souvenir formera le socle d'une proximité sentimentale mais qui, comme nous le voyons,

fut le produit heureux de calculs français considérant les États-Unis comme un pion dans la partie d'échecs que la France livrait depuis des siècles à la Grande-Bretagne. Par ailleurs, le poids financier de la guerre vint aggraver les problèmes internes de la France qui la précipitèrent dans une révolution et une nouvelle série de guerres en Europe, lui faisant regretter d'avoir réussi, alors qu'elle faisait partie des vainqueurs de 1783, à s'aliéner ses alliés américains et espagnols.

La diplomatie de l'indépendance

Même s'ils avaient des raisons d'être enivrés de leur victoire face à la plus grande puissance coloniale du moment, les chefs de la révolution américaine étaient tout à fait conscients du fait que l'indépendance était aussi synonyme de la fin du bouclier protecteur de l'empire qui, bon an mal an, les avaient préservés de leurs voisins, qu'ils fussent Indiens, Espagnols ou Français. De même l'indépendance politique n'était pas synonyme d'unité nationale qui restait à construire, ni même de stabilité politique qui restait à mettre en place. Les treize colonies réunies en Confédération se heurtèrent d'emblée au problème de la répartition des pouvoirs entre les États et la nécessité de mettre en place un gouvernement central même minimal afin d'élaborer des politiques dans l'intérêt de tous et, surtout, faire face aux nouveaux problèmes : la sécurité des frontières, les tendances séparatistes, une politique commerciale cohérente, les relations avec la Grande-Bretagne, les heurts avec l'Espagne, les tensions avec la France et les relations avec les Indiens. Enfin, il était notoire que les Articles de la Confédération avaient créé un pouvoir central aux prérogatives tellement limitées que les États-Unis étaient un pays sans véritable politique étrangère, sans défense et sans politique économique nationale.

Les Confédérés avaient une conscience aiguë de leur dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, en raison de la multiplicité des liens économiques entre l'ancienne métropole et les anciennes colonies dont la structure économique n'avait pas été transformée, comme par magie, par la victoire militaire et politique sur la Grande-Bretagne. C'est donc sans surprise que le gouvernement américain constata avec impuissance que

les Britanniques traînaient des pieds pour évacuer le Territoire du Nord-Ouest dès la fin de la guerre, en violation flagrante du Traité. Pire encore, la veille de la ratification du traité de Paris (8 avril 1784), Londres ordonna au Gouverneur général du Canada de garder le contrôle d'une ligne de fortification allant du lac Champlain au lac Michigan. L'objectif britannique était d'en faire un moyen de pression pour le règlement de la question des Loyalistes et de la dette, alors que les Américains y voyaient une volonté de leur nuire en armant les Indiens du Nord-Ouest, tout en préservant l'accès des Britanniques au commerce de la fourrure. Enfin, un autre souci, inattendu, fut la délimitation effective de la frontière dont les deux parties avaient convenu sur le papier. Les réalités géographiques rendirent la tâche difficile, donnant naissance à une série de revendications et de désaccords qui ne furent finalement apaisés qu'en 1818, après la guerre anglo-américaine de 1812-1814.

Des problèmes territoriaux du même type empoisonnèrent les relations avec l'Espagne. En effet, les termes britanniques inclus dans le traité de 1783 indiquant que la navigation sur le Mississippi deviendrait ouverte « de sa source à l'océan » furent interprétés par les Américains, dont c'était l'intérêt, comme la navigation libre sur la totalité du fleuve. Or, les Britanniques et les Américains savaient fort bien que la majeure partie du fleuve, en particulier jusqu'au golfe du Mexique était sous domination théorique de l'Espagne. De plus, à la fin de 1784, près de 50 000 colons américains avaient franchi les Appalaches pour s'installer dans la vallée du Mississippi revendiquée par l'Espagne. De même, les Américains se mirent aussi à contester la frontière des Florides, considérée comme étant le 31^e parallèle alors que les Britanniques avaient restitué la Floride occidentale à l'Espagne sans autre précision concernant sa frontière nord. Les Espagnols se référaient à celle de 1764 (jonction des fleuves Mississippi et Yazoo, soit au parallèle 32°28'). Ils décidèrent donc de fermer la navigation aux Américains à hauteur du port de la Nouvelle-Orléans, obligeant les États-Unis à choisir entre la fin du commerce sur le fleuve et l'établissement de relations plus favorables à l'Espagne. La crise atteignit un niveau d'intensité qui ne pouvait qu'aboutir à une guerre (apparemment souhaitée par les Britanniques qui encourageaient secrètement les Indiens à se soulever contre les États-Unis et l'Espagne) à

l'issue plutôt incertaine. Les Espagnols ne disposant pas de troupes suffisantes en Louisiane choisirent la voie diplomatique et ouvrirent des négociations de 1785 à 1786.

Cet épisode révèle à la fois la continuation des pratiques « machiavéliques » des Européens en Amérique du Nord et la profondeur de la désunion au sein des États-Unis, chaque « section » poursuivant des intérêts diamétralement opposés à ceux des autres, sans véritable souci de l'intérêt collectif. Un exemple est l'affaire Jay-Gardoqui. L'émissaire espagnol, Don Diego de Gardoqui offra à John Jay, devenu Secrétaire aux affaires étrangères, de concéder la totalité du Mississippi à l'Espagne en échange d'un traité commercial et d'une frontière favorable aux États-Unis. Jay, soucieux de préserver aussi les intérêts de la section du Nord-est, dont il était issu, et des intérêts commerciaux de ses amis new-yorkais, y était favorable dans la mesure où cet accord freinerait l'expansion de la nouvelle section Ouest. Les débats au Congrès furent houleux, en particulier parce que le Sud faisait bloc contre une proposition qui sacrifiait ses « droits » à l'expansion vers l'Ouest. Quant au Nord, il vota en bloc en faveur d'un traité commercial qui ouvrirait les ports espagnols en Europe, mais aussi ceux des îles Canaries et bien sûr celui de la Nouvelle-Orléans au commerce américain. Les opposants à ce traité avec l'Espagne reçurent l'appui de spéculateurs fonciers et de la majorité de la population considérant l'Ouest comme ouvert ; ce projet fut donc rejeté et la question du Mississippi demeura non résolue, ainsi que celle de la frontière des Florides, finalement réglée en 1819, une fois les Florides envahies par les Américains.

Quant à la France, elle ne se montra pas désireuse d'assister les États-Unis pour faire pièce à l'Espagne et à la Grande-Bretagne dans la vallée du Mississippi et témoigna d'une très grande répugnance à accorder des privilèges commerciaux aux Américains dans ses possessions antillaises et ce malgré les efforts de Thomas Jefferson qui remplaça Franklin à Paris en 1784. Elle posa même comme préalable le remboursement par les États-Unis de la dette contractée vis-à-vis d'elle. Outre ces difficultés internationales, les États-Unis devaient aussi faire face à la gestion de leurs relations avec les Indiens vivant dans les territoires. En effet, il était urgent de normaliser les relations dans ces zones pour permettre aux

colons de s'installer en paix. Ainsi, en 1784 puis en 1785-1786, les traités de Fort Stanwix (New York) et Hopewell (Caroline du Sud) permirent de conclure une paix fragile avec les Iroquois, les Cherokees, les Chickasaws et les Choctaws qui acceptèrent de faire des concessions territoriales aux Américains. En revanche, les Creeks de Géorgie refusèrent de s'associer à ces traités et s'opposèrent farouchement à la progression des pionniers jusqu'à la fin du siècle à l'ouest des Monts Alleghanies. L'indépendance n'avait donc en rien changé la politique coloniale vis-à-vis des Indiens qui mêlait la négociation, la persuasion et la tromperie, soutenues par la menace de guerre.

Face à ces difficultés diplomatiques, l'impression générale dans le pays et chez sa classe politique était que le système de gouvernement choisi au sortir de la Révolution ne permettait pas d'asseoir l'autorité du nouvel État qui souffrait d'un cruel déficit de crédibilité aux yeux de ses partenaires internationaux. La goutte d'eau qui fit déborder le vase et encouragea les Pères fondateurs dans leur entreprise de réforme fut l'épisode des relations avec les pirates de la côte barbaresque qui contrôlaient la mer Méditerranée, le long des côtes d'Afrique du Nord. Du temps de leur appartenance à l'empire, les marchands américains pouvaient compter sur le soutien de la marine britannique et sur les caisses de la Couronne qui payait un tribut aux pirates nord-africains installés à Alger, Tunis et Tripoli. À présent, le gouvernement américain devait négocier lui-même et avouer son impuissance face aux exigences financières des pirates. En 1787, un traité avait bien été conclu avec le Maroc mais rien n'empêchait les autres régences de continuer à saisir les navires américains et prendre des otages.

Aussi, lorsqu'en mai 1787 les délégués se réunirent à Philadelphie pour écrire une constitution plus efficace, ils avaient tous à l'esprit la situation internationale du pays et comprenaient la nécessité de renforcer l'exécutif, d'étendre les pouvoirs du Congrès, en particulier dans les domaines commerciaux, financiers et militaires. Il est notable que l'on décida de confier à l'exécutif la quasi-totalité des pouvoirs en matière de politique étrangère : la Constitution et les traités devenaient « la loi suprême du pays », le président avait le pouvoir de négocier lesdits traités, de reconnaître les nouveaux États, de procéder aux nominations

de diplomates, d'accueillir les dignitaires étrangers, de ratifier les traités. Ces pouvoirs étaient néanmoins soumis à deux contraintes, et donc limités : le Sénat devait donner « son avis et son consentement » à la majorité des deux tiers ; la Chambre des représentants restait souveraine sur les aspects financiers des engagements internationaux. Il est utile de rappeler aussi que l'insistance des délégués pour introduire cette clause des deux tiers obéit à deux motivations : l'une est la philosophie générale de la constituante qui souhaitait introduire un système de « checks and balances » (équilibre et surveillance permettant d'éviter les abus de pouvoir) ; l'autre est le souvenir amer du débat sur le projet de traité Jay-Gardoqui et la méfiance des sections les unes vis-à-vis des autres. La Constitution fut ratifiée en 1788 et entra en vigueur lorsque le premier président, George Washington, prêta serment à Philadelphie, alors capitale fédérale, le 30 avril 1789.

Répartition des pouvoirs en matière de politique étrangère

Congrès	Article I, section 8 • lever et percevoir des taxes, des impôts et excises ; payer les dettes ; pourvoir à la défense commune ; faire des emprunts sur le crédit des États-Unis • réglementer le commerce avec les nations étrangères • réglementer la naturalisation • définir et punir les pirateries et crimes commis en haute mer et les atteintes à la loi des nations • déclarer la guerre • lever et entretenir des armées • créer et entretenir une marine de guerre • pourvoir à la mobilisation de la milice, à son armement et à sa discipline
États fédérés	Article I, section 10 • aucun pouvoir constitutionnel en matière de politique étrangère
Sénat	Article II, section 2 • donner son avis et son consentement au Président pour la conclusion de traités et la nomination des ambassadeurs et autres ministres publics, consuls • approbation des traités à la majorité des deux tiers de ses membres
Président	Article II, section 2 • commandant en chef de l'armée et de la marine des États-Unis • commandant en chef de la milice des divers États quand celle-ci est appelée au service actif des États-Unis

	• conclure des traités • nommer des ambassadeurs, des autres ministres publics et des consuls • informer le Congrès sur l'état de l'Union et recommander à son attention telles mesures qu'il estimera nécessaires et expédientes
Cour suprême	Article III, section 2 • juridiction de première instance sur les cas concernant les ambassadeurs, les autres ministres publics et les consuls • juridiction d'appel sur tous les cas relevant de l'Amirauté et de la juridiction maritime • juridiction d'appel sur les différends dont les États-Unis sont partie

Note : la Constitution de 1789 précise sans ambiguïtés que la définition de la politique étrangère est du ressort de l'État fédéral. Au niveau fédéral, l'Exécutif et le Législatif concentrent la quasi-totalité des pouvoirs d'initiative en la matière, chaque branche exerçant un certain contrôle sur l'autre. Au XIX^e siècle, il ne faut toutefois pas sous-estimer l'importance des groupes d'intérêt, en particulier économiques, faisant pression sur le gouvernement pour influencer la politique étrangère du pays, l'orienter, voire la contrôler.

La leçon à tirer de la période révolutionnaire et celle de la Confédération est que la conception première des relations internationales fondées sur des idéaux de paix, de liberté et de prospérité, cède le pas à une vision plus sombre. Non pas que ces idéaux aient cessé d'être vivaces pour les Américains, mais, échaudés par les manœuvres diplomatiques des Européens, la plupart des acteurs qui les avaient vraiment pratiqués au cours des négociations en vue de la paix et de la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis sont devenus plus méfiants et persuadés que ces idéaux universels ne pouvaient être valables que pour eux et non pour les représentants d'une civilisation décadente, perfide et monarchique. En découle une politique étrangère pragmatique, s'accommodant de la Realpolitik des européens et de leur obsession de l'équilibre des pouvoirs, tout en tentant de se donner les moyens de demeurer le plus en retrait possible dans une neutralité plutôt désarmée. Malheureusement, la Révolution française de 1789 et les guerres révolutionnaires vinrent rappeler aux États-Unis combien il leur était impossible de se retirer prudemment de leur côté de l'Atlantique, car non seulement la France leur demanda de se conformer au traité d'alliance de 1778 mais les Britanniques élevèrent de sérieux obstacles à

la liberté des mers. L'heure venait de la défense de l'indépendance nationale.

Bibliographie sélective

ADAMS, William H., *The Paris Years of Thomas Jefferson*, 1997.

ALDEN, John R., *The American Revolution, 1775-1783*, 1954.

AZEAU, Henri, *Complot pour l'Amérique (1775-1778) : le rêve américain de Beaumarchais*, 1990.

BAILYN, Bernard, *The Ideological Origins of the American Revolution*, 1967.

BEMIS, Samuel F., *The Diplomacy of the American Revolution*, 1935.

BRANDS, H. W., *The First American : the Life and Times of Benjamin Franklin*, 2000.

BRECHER, Frank W., *Losing a Continent : France's North American Policy, 1753-1763*, 1998.

CALLOWAY, Colin G., *The American Revolution in Indian Country: Crisis and Diversity in Native American Communities*, 1995.

CHRISTIE, Ian R., & LABAREE, Benjamin W., *Empire or Independence, 1760-1776 : A British-American Dialogue on the Coming of the American Revolution*, 1976.

CLARK, Ronald W., *Benjamin Franklin : a Biography*, 1983.

COLBOURN, H. Trevor, *The Lamp of Expérience : Whig History and the Intellectual Origins of the American Revolution*, 1965.

CROWLEY, John E., *The Privileges of Independence : Neomercantilism and the American Revolution*, 1993.

CUNNINGHAM, Noble E. Jr., *In Pursuit of Reason : the Life of Thomas Jefferson*, 1987.

DARLING, Arthur B., *Our Rising Empire, 1763-1803*, 1940.

DICK, H., *Naissance de la pensée politique américaine, 1763-1787*, 1987.

DOWD, Gregory E., *A Spirited Résistance : The North American Indian Struggle for Unity, 1745-1815*, 1992.

DUPUY, Émile, *Études d'histoire d'Amérique : Américains & Barbaresques (1776-1824)*, 1910.

DULL, Jonathan R., *A Diplomatic History of the American Revolution*, 1985.

– *Franklin the Diplomat : the French Mission*, 1982.

– *The French Navy and American Independence : A Study of Arms and Diplomacy, 1774-1787*, 1975.

EGNAL, Marc, *A Mighty Empire : The Origins of the American Revolution*, 1988.

FERLING, John E., *John Adams : A Life*, 1992.

FITZSIMONS, David M., « Tom Paine's New World Order », *Diplomatic History* 19 (1995) : 569-82.

FONER, Eric, *Tom Paine and Revolutionary America*, 1976.

FOUCHÉ, Nicole, *Benjamin Franklin & Thomas Jefferson : Aux sources de l'amitié franco-américaine, 1776-1808*, 2000.

GILBERT, Felix, *To the Farewell Address : Ideas of Early American Foreign Policy*, 1961.

HAGAN, Kenneth J., *This People's Navy : the Making of American Sea Power*, 1991.

HENKIN, Louis, *Foreign Affairs and the Constitution*, 1972.

HIGGINBOTHAM, Don, *George Washington and the American Military Tradition*, 1985.

HOFFMAN, Ronald, & ALBERT, Peter J., eds., *Diplomacy and Revolution : the Franco-American Alliance of 1778*, 1981.

HORSMAN, Reginald, *The Diplomacy of the New Republic, 1776-1815*, 1985.

HUGUES, Gérard, *Coup d'État à Philadelphie ?*, 1989.

HUTSON, James H., « Intellectual Foundations of Early American Diplomacy », *Diplomatic History* 1 (1977) : 1-19.

– *John Adams and the Diplomacy of the American Revolution*, 1980.

– « The Partition Treaty and the Déclaration of American Independence », *Journal of American History* 58 (1972) : 877-96.

JENSEN, Merrill, *The Articles of Confederation : An Interpretation of the Social-Constitutional History of the American Revolution, 1774-1781*, 1963.

– *The Founding of a Nation : A History of the American Revolution, 1763-1776*, 1968.

JONES, Dorothy V., *License for Empire : Colonialism by Treaty in Early America*, 1982.

KAPLAN, Lawrence S., ed., *The American Revolution and « a Candid World »*, 1977.

– *Colonies into Nation : American Diplomacy, 1763-1801*, 1972.

KEANE, John, *Tom Paine : A Political Life*, 1995.

LACORNE, Denis, *L'Invention de la République : le modèle américain*, 1991.

LANG, Daniel G., *Foreign Policy in the Early Republic : The Law of Nations and the Balance of Power*, 1985.

LOFGREN, Charles A., « *Government from Reflection and Choice* » : *Constitutional Essays on War, Foreign Relations, and Federalism*, 1986.

LOPEZ, Claude Anne, *Mon cher Papa : Franklin and the Ladies of Paris*, 1966.

MCDONALD, Forrest, *Novus Ordo Seclorum : the Intellectual Origins of the Constitution*, 1985.

– *States Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

MACKESY, Piers, *The War for America (1775-1783)*, 1964.

MAIER, Pauline, *American Scripture : Making the Declaration of Independence*, 1997.

MARIENSTRAS, Élise, *Nous le Peuple : les origines du nationalisme américain*, 1988.

MARKS, Frederick W., III. « Foreign Affairs : a Winning Issue in the Campaign for Ratification of the Constitution », *Political Science Quarterly* 86 (1971) : 444-69.

– *Independence on Trial : Foreign Affairs and the Making of the Constitution*, 1973.

– « Power, Pride, and Purse : Diplomatic Origins of the Constitution », *Diplomatic History* 11 (1987) : 303-19.

MIDDLEKAUFF, Robert, *Benjamin Franklin and His Enemies*, 1996.

– *The Glorious Cause : the American Revolution, 1763-1789*, 1982.

MILLER, John C., *Triumph of Freedom : 1775-1783*, 1948.

MONAGHAN, Frank, *John Jay : Defender of Liberty*, 1935.

MORGAN, Edmund S., *The Birth of the Republic, 1763-1789*, 1956.

– *The Genius of George Washington*, 1980.

MORRIS, Richard B., *The Forging of the Union, 1781-1789*, 1987.

– *The Peacemakers : the Great Powers and American Independence*, 1965.

MURPHY, Orville T., *Charles Gravier, Comte de Vergennes : French Diplomacy in the Age of Revolution, 1719-1787*, 1982.

NOBLES, Gregory H., *American Frontiers : Cultural Encounters and Continental Conquest*, 1997.

NORDHOLT, Jan Willem Schulte, *The Dutch Republic and American Independence*. 1982.

ONUF, Peter, *Statehood and Union : a History of the Northwest Ordinance*, 1987.

– & ONUF, Nicholas, *Federal Union, Modern World : the Law of Nations in an Age of Revolutions, 1776-1814*, 1993.

PALMER, Robert R., *The Age of the Democratic Revolution : a Political History of Europe and America, 1760-1790*, 1959.

PANCAKE, John S., *1777 : The Year of the Hangman*, 1977.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1. Cohen, Warren I., ed.

POTTER, Pitman B., *Doctrines américaines de droit international*, 1937.

RAKOVE, Jack N., *The Beginnings of National Politics : An Interpretive History of the Continental Congress*, 1979.

– *Original Meanings : Politics and Ideas in the Making of the Constitution*, 1996.

RITCHESON, Charles R., *Aftermath of Revolution : British Policy Toward the United States, 1783-1795*, 1969.

ROBBINS, Caroline, *The Eighteenth-Century Commonwealthman : Studies in the Transmission, Development and Circumstance of English Liberal Thought from the Restoration of Charles II until the War with the Thirteen Colonies*, 1968.

ROSENBERG, Emily S., « A Call to Revolution : a Roundtable on Early U.S. Foreign Relations », *Diplomatic History* 22 (1998) : 63-70.

SAUL, Norman E., *Distant Friends : The United States and Russia, 1763-1867*, 1991.

SAVELLE, Max, *The Origins of American Diplomacy : The International History of Anglo-America, 1492-1763*, 1967.

SCOTT, H. M., *British Foreign Policy in the Age of the American Revolution*, 1990.

SHACKELFORD, George G. *Thomas Jefferson's Travels in Europe, 1784-1789*, 1995.

SMELSER, Marshall, *The Winning of Independence*, 1972.

SMITH-ROSENBERG, Carollo, « Dis-Covering the Subject of the 'Great Constitutional Discussion, 1786-1789 », *Journal of American History* 79 (1992) : 841-73.

SOFKA, James R., « The Jeffersonian Idea of National Security : Commerce, the Atlantic Balance of Power, and the Barbary War, 1786-1805, » *Diplomatic History* 21 (1997) : 519-44.

STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny : American Expansionism and the Empire of Right*, 1995.

STINCHCOMBE, William C., *The American Revolution and the French Alliance*, 1969.

STOURZH, Gerald, *Benjamin Franklin and American Foreign Policy*, 1954.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

TUCKER, Robert W. & HENDRICKSON, David C., *The Fall of the First British Empire : Origins of the War of American Independence*, 1982.

VAN ALSTYNE, Richard W., *Empire and Independence : the International History of the American Revolution*, 1965.

– *The Rising American Empire*, 1960.

VARG, Paul A., *Foreign Policies of the Founding Fathers*, 1963.

WEBER, David J., *The Spanish Frontier in North America*, 1992.

WEEKS, William E., *Building the Continental Empire: American Expansion from the Revolution to the Civil War*, 1996.

WHITAKER, Arthur P., *The Spanish-American Frontier, 1783-1795 : The Westward Movement and the Spanish Retreat in the Mississippi Valley*, 1927.

WHITELEY, Peter, *Lord North : The Prime Minister Who Lost America*, 1996.

WILLIAMS, William A., « The Age of Mercantilism : An interprétation of the American Political Economy, 1763-1828 », *William and Mary Quarterly* 15 (1958) : 419-37.

WOOD, Gordon S., *The Creation of the American Republic, 1776-1787*, 1969.

– *The Radicalism of the American Revolution*, 1992.

WRIGHT, Esmond, *Franklin of Philadelphia*, 1986.

WRIGHT, J. Leitch, *Britain and the American Frontier, 1783-1815*, 1975.

Chapitre II

L'époque fédéraliste et les guerres européennes (1789-1801)

1787	Septembre : signature de la Constitution
1789	Avril : George Washington est investi premier président des États-Unis Mai : convocation des États généraux par Louis XVI
1790	Le Congrès définit la citoyenneté de manière restrictive aux « free white persons » (blancs libres) Début de l'abolition de l'esclavage dans les États du Nord Juillet : approbation de la politique économique d'Alexander Hamilton par le Congrès
1791	Février : création de la Première Banque des États-Unis Révolte des esclaves de Saint-Domingue Décembre : rejet par le Congrès du <i>Rapport sur les manufactures</i> de Hamilton
1793	Février : le gouvernement révolutionnaire français annonce le début de la guerre du peuple contre les monarchies Avril : affaire du Citoyen Genêt et déclaration de neutralité par Washington Développement des « clubs démocratiques » Décembre : Thomas Jefferson démissionne de son poste de secrétaire d'État
1794	Juillet-novembre : rébellion du Whiskey à l'ouest de la Pennsylvanie et répression par l'armée américaine Août : victoire du général Anthony Wayne sur la Confédération indienne (environ 2 000 Shawnee, Ottawa, Chippewa et Potawatomi) de l'Ohio à la bataille de Fallen Timbers
1795	Janvier : Alexander Hamilton démissionne de son poste de secrétaire au Trésor Juin : le Traité Jay avec la Grande-Bretagne divise la nation Octobre : le Traité Pinckney avec l'Espagne surprend favorablement le pays Traité de San Lorenzo
1796	Septembre : publication du <i>Discours d'adieu</i> de Washington Décembre : John Adams est élu président
1797	Octobre : Affaire XYZ ; dégradation des relations avec la France
1798-1800	Quasi-guerre avec la France
1798	Juin-juillet : le Congrès vote les <i>Alien and Sedition Acts</i> (Lois contre les étrangers et la sédition) Formation d'une armée provisoire Novembre-décembre : <i>Résolutions de Virginie et du Kentucky</i> contre les <i>Alien and Sedition Acts</i>
1799	Décès de George Washington, « Père de la nation »
1800	Élection de Thomas Jefferson Septembre : convention de Mortefontaine avec la France mettant fin à la Quasi-guerre
1801	Février : Thomas Jefferson élu président des États-Unis par la Chambre des représentants Guerre contre les pirates barbaresques Cession secrète du territoire de Louisiane à la France par l'Espagne

Lorsque George Washington est investi président des États-Unis, il bénéficie d'un soutien populaire et d'un prestige dont tous espèrent qu'ils permettront d'asseoir la toute nouvelle constitution, si âprement négociée et ratifiée au prix de rancoeurs et d'insatisfactions annonçant des crises futures. À la tête du pouvoir exécutif renforcé selon les dispositions de la Constitution, Washington fut en première ligne pour élaborer et appliquer la politique extérieure dont toutes les composantes pratiques étaient à présent du ressort du Président et de ses adjoints. On comprend donc le caractère proprement inaugural de cette politique qui, bien que partant sur des bases établies pendant la période révolutionnaire et confédérale, se trouve dotée d'un prestige a priori. Toutes les décisions prises ne manquaient d'être perçues comme des précédents, un legs, une tradition. La mission de Washington était double : conduire le pays sur le chemin de la stabilité intérieure et de la paix à l'extérieur, seuls à même de permettre l'essor économique des colonies devenues indépendantes et la construction d'un système politique viable. Or, comme ses prédécesseurs, Washington hérita d'une situation internationale complexe et de la certitude quotidiennement renforcée qu'il est impossible de séparer la politique intérieure de la politique extérieure.

Présidents, Vice-présidents et secrétaires

	Présidents	Vice-présidents	Secrétaires d'État
1	George Washington Fédéraliste (1789)	John Adams Fédéraliste (1789)	Thomas Jefferson (1789) Edmund Randolph (1794) Timothy Pickering (1795)
2	John Adams Fédéraliste (1797)	Thomas Jefferson Républicain-démocrate (1797)	Timothy Pickering (1797) John Marshall (1800)
3	Thomas Jefferson Républicain-démocrate (1801)	Aaron Burr Républicain-démocrate (1801) George Clinton Républicain-démocrate (1805)	James Madison (1801)
4	James Madison Républicain-démocrate (1809)	George Clinton Républicain-démocrate (1809) Elbridge Gerry Républicain-démocrate (1813)	Robert Smith (1809) James Monroe (1811)

L'organisation de l'exécutif

Les leçons du passé immédiat indiquaient qu'il fallait d'urgence déterminer la ligne à suivre dans l'intérêt du pays en évitant de devenir le jouet des intérêts de pays étrangers présentés comme plus « doués » et mieux « armés » au sens propre et figuré que les États-Unis pour conduire une politique étrangère efficace. L'exercice même de la politique étrangère était rendu difficile par l'absence d'administration dédiée à cette seule tâche et par deux obstacles qui resteront présents durant tout le siècle et au-delà : l'indifférence de l'opinion publique vis-à-vis de la marche du monde, en particulier européen, sauf si les « manigances » du Vieux Continent avaient des répercussions directes sur le sort du pays ; et la réticence du Congrès à consacrer des finances importantes à l'organisation d'un service diplomatique et au fonctionnement de missions et autres légations à l'étranger. Ainsi, la Constitution de 1787 ne prévoyait aucun bureau particulier chargé de la politique étrangère et, en juillet 1789, le Congrès fut contraint, par souci d'efficacité, de créer un Département des Affaires étrangères. Rapidement

rebaptisé Département d'État, il était composé de cinq membres. Ses prérogatives étaient en priorité l'élaboration et la bonne marche de la diplomatie, au sens de relation avec les puissances étrangères. Il s'occupait aussi de politique intérieure. Quant à la définition des puissances étrangères, dans l'esprit des constituants et des gouvernants, ceux-ci n'incluaient pas les tribus ou nations indiennes que l'on ne considérait pas comme des nations étrangères. Elles étaient donc du ressort du Département de la guerre. L'avenir montrera que cette distinction eut deux conséquences majeures. La première est la tendance à considérer les conflits liés à l'expansion territoriale comme des problèmes de politique intérieure alors même que parfois il s'agissait aussi de problèmes diplomatiques dans la mesure où les territoires occupés par les Indiens pouvaient être, en droit, considérés comme des terres étrangères. Une succession d'arrêts de la Cour suprême tenta de lever l'ambiguïté liée au statut des territoires indiens. La seconde conséquence est que, de manière quasiment topique, la juridiction du Département de la guerre impliqua souvent un glissement naturel vers un traitement militaire des questions indiennes au détriment de solutions diplomatiques. Les ambiguïtés et les chevauchements de juridiction étaient nombreux, en particulier du fait de l'utilisation du terme « traité » pour désigner à la fois les contrats entre les États-Unis et les puissances étrangères, et les traités entre les États-Unis et les tribus indiennes. De même, il fallait aussi clarifier ce que la Constitution voulait entendre par « le Président doit consulter le Sénat ». Afin de ne pas paralyser *a priori* l'action gouvernementale, il fut entendu que la Constitution voulait dire le Président devait consulter le Sénat après avoir signé les traités et non au stade de l'élaboration des projets de traité.

Un autre facteur de perturbation et d'impuissance était que le secrétaire au Trésor pouvait légitimement être crédité d'un droit de regard sur la direction de la politique étrangère, à la fois du point de vue de la diplomatie économique et de la dimension financière des traités et accords (par exemple lorsqu'il s'agit d'offrir des compensations financières pour un traité d'acquisition territoriale). De plus, la personnalité des ministres ne rendait pas la tâche du président plus aisée ; il faut aussi ajouter les activités du Vice-président, John Adams, qui, en

sa qualité de président du Sénat, entendait délimiter le territoire du Sénat en matière de politique étrangère. Washington avait choisi Alexander Hamilton comme secrétaire au Trésor et Thomas Jefferson comme secrétaire d'État. L'un et l'autre, outre leurs caractères trempés, avaient des idées précises sur ce qu'ils entendaient par politique étrangère. En sa qualité de responsable des Finances, Hamilton défendait une ligne pro-britannique fondée sur un pouvoir central fort contrôlant fermement la politique économique et donc étrangère. Il critiquait par exemple les prises de position anti-britannique de Jefferson, en particulier quand celui-ci fit paraître un texte de protestation contre des violations flagrantes du traité de 1783 par les Britanniques. En 1790-1791, il proposa un plan financier qui appelait au développement des liens commerciaux avec la Grande-Bretagne. Pour sa part, Jefferson, soucieux de promouvoir les droits des États et partisan d'un pouvoir central limité, avait une vision différente de la politique étrangère qui, selon lui, devait s'appuyer sur l'alliance avec la France pour faire pièce aux tentatives de recolonisation de ses colonies. Ces deux personnalités regroupèrent derrière elles des partisans qui formeront un embryon de système bi-partisan ; les partisans d'Hamilton s'appelant les fédéralistes, ceux de Jefferson les anti-fédéralistes ou républicains-démocrates (ou Républicains).

La fragilité du gouvernement et ses divisions exposées au grand jour furent exploitées par les Européens en conflit en Amérique du Nord. Dès 1789, au cours d'un conflit opposant les Britanniques et les Espagnols au sujet du détroit de Nootka à l'extrême nord-ouest (territoire de l'Oregon), les Américains se virent affectés directement par la revendication espagnole. En effet, les Espagnols prétendaient avoir le contrôle exclusif de la côte pacifique. Les Britanniques voyant leurs intérêts présents et futurs menacés, se préparaient aux hostilités lorsque des soldats espagnols se saisirent de marchands britanniques tentant d'établir un comptoir dans le détroit de Nootka. Les Américains s'inquiétèrent des conséquences de ce conflit sur leur propre intégrité territoriale car, en cas de conflit, les Britanniques risquaient de s'attaquer à la Louisiane ou aux Florides, obligeant les États-Unis à les laisser traverser leur territoire pour attaquer les Espagnols. De plus, comment éviter de s'aliéner l'un ou

l'autre belligérant ? Cette première épreuve de la neutralité connut un terme favorable car l'Espagne se rendit à la Grande-Bretagne, faute du soutien de son allié français rendu impuissant par l'éclatement de la révolution en France. En 1790, la Convention du détroit de Nootka ouvrit ce territoire à l'établissement de marchands et colons britanniques et mit à mal l'idée d'exclusivité espagnole sur la côte pacifique.

Toutefois, le gouvernement américain en tira des leçons essentielles pour l'avenir. Tout d'abord, l'effondrement de l'Espagne en Amérique du Nord était inévitable et ce que la Grande-Bretagne venait de faire, c'est-à-dire grignoter du territoire espagnol, pouvait être répété. L'Espagne était si faible qu'elle ne pouvait se permettre de combattre. Ensuite, les complications perceptibles dans la situation politique en Europe auraient pour conséquence de fragiliser encore plus l'Espagne et de préserver les États-Unis des velléités expansionnistes françaises. Enfin, ce conflit montrait que la Grande-Bretagne demeurait le plus grand danger pour les États-Unis : elle n'avait manifestement pas renoncé à sa volonté d'expansion et d'implantation commerciale car, en même temps, les Britanniques venaient de comprendre que le fait d'avoir évité la guerre avec l'Espagne les avait eux aussi prémunis contre des actes opportunistes américains. En effet, le jeu d'intimidation contre l'Espagne aurait pu dégénérer en conflit avec les États-Unis ou en représailles commerciales (sous la forme de taxes sur les produits britanniques). Aussi, s'il est vrai que les Américains avaient déjà jugé sage d'envoyer des ministres plénipotentiaires en Grande-Bretagne dès 1784 (John Adams étant le premier), les Britanniques jugèrent prudent d'envoyer leur premier plénipotentiaire aux États-Unis en 1790 (George Hammond).

La tourmente de la Révolution française

Avant la présidence de Washington, les relations avec la France étaient loin d'être idylliques, comme en témoigne la brièveté du séjour aux États-Unis du premier plénipotentiaire français, le Comte de Moustier, nommé en 1787. Il avait, entre autres, trop publiquement exprimé l'intérêt de la France pour la Louisiane. Lorsque la Révolution française débuta en juillet 1789, les Américains furent d'abord collectivement enchantés par

la nouvelle de la suppression de la tyrannie en France et l'extension du règne de la liberté. Partout aux États-Unis la nouvelle de la proclamation de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fut reçue comme un écho de la Déclaration d'indépendance de Jefferson. On portait des cocardes dans les rues des villes, tous s'appelaient «citoyen» et «citoyenne ». L'identification de la Révolution américaine et de la Révolution française était totale.

La France et la Révolution

1789	Louis XVI convoque les états généraux qui échappent à son contrôle et se transforment en Assemblée nationale constituante
1791	L'Assemblée nationale proclame les Droits de l'homme et du citoyen et prépare une Constitution Après le soulèvement du peuple de Paris et des campagnes, le Roi tente de fuir le pays (juin)
1792	Déclaration de guerre contre l'Autriche et son alliée, la Prusse (avril) Abolition de la monarchie (août) et élection de la Convention Déclaration de guerre aux « contre-révolutionnaires » à l'intérieur comme à l'extérieur Proclamation de la République (septembre)
1792-1797	Première série de guerres révolutionnaires : les armées de la République repoussent la Coalition, la plupart des puissances européennes entrent dans le conflit Annexion de la Belgique puis d'autres territoires pour assurer à la France des « frontières naturelles » Traités de paix de Bâle (1795) avec la Prusse (avril), l'Espagne (juillet) et le Hesse-Cassel (août)
1793	Le roi est guillotiné (janvier) Le Comité de salut public instaure une dictature ; après l'éviction de Danton et des Girondins, Robespierre et les Jacobins prennent le pouvoir et installent le règne de la Terreur à Paris puis en province
1794	Fin de la Terreur, exécution de Robespierre (juillet)
1795-1799	Le Directoire, exécutif faible et corrompu, pris entre une « droite » royaliste et une « gauche » (Babeuf)
1799	Coup d'État du 18 Brumaire et prise de pouvoir par le général Napoléon Bonaparte, héros des campagnes d'Italie (1796-1797) et d'Égypte (1798-1799)
1799-1804	Consulat (exécutif tricéphale dominée par Napoléon devenu Premier consul)
1799-1802	Deuxième série de guerres de la Coalition. Malgré un début favorable, la Coalition dut s'incliner : paix de Lunéville (1801) avec l'Autriche, <i>paix d'Amiens</i> (1802) avec les autres membres, en particulier la Grande-Bretagne
1804-1814	Empire : Napoléon est couronné empereur des Français
1800	<i>Traité de San Idelfonso</i> avec l'Espagne qui entre en guerre contre la Grande-

1800	Traité de San Ildefonso avec l'Espagne qui entre en guerre contre la Grande-Bretagne (rétrocession de la Louisiane à la France par l'Espagne)
1805	Tentatives d'invasion de l'Angleterre définitivement abandonnées après la défaite de Trafalgar (octobre) Troisième série de guerres contre la Coalition marquée par la défaite de l'Autriche à Austerlitz (1805). Paix de Pressbourg
1806	Quatrième série de guerres contre la Coalition initiée par la Prusse (Iéna, 1806) et la Russie (Friedland, 1807) <i>Proclamation du Système continental à Berlin</i> et mise en place du blocus par la France. Renforcé par le <i>Décret de Milan (1807)</i> Hégémonie napoléonienne en Europe : occupation du Portugal (1807), de l'Étrurie et de Rome (1808-1809), et du nord de l'Allemagne (1810)
1808-1809	Invasion de l'Espagne qui ouvre une période de résistance nationaliste soutenue par les Britanniques
1809	Cinquième série de guerres contre la Coalition. Reprise des hostilités par l'Autriche et nouvelle victoire de la France à Wagram
1812	Invasion de la Russie qui avait décidé de se retirer du Système continental et de rompre les engagements pris dans le traité de paix de Tilsitt. La campagne est un désastre
1813	Contre-offensive de la Coalition qui repousse les troupes françaises jusqu'aux frontières de la France
1814	Campagne de France. Invasion par les troupes russes, prussiennes, autrichiennes et britanniques Abdication de l'Empereur qui est exilé à l'île d'Elbe sur la côte italienne Restauration de la monarchie avec Louis XVIII, frère de Louis XVI
1814-1815	Congrès de Vienne réunissant tous les alliés pour discuter de la réorganisation de l'Europe Restauration de l'équilibre des puissances entre cinq puissances : Autriche, Prusse, Grande-Bretagne, Russie, France
1815	Création de <i>Sainte Alliance</i> : Autriche, Prusse, Russie. C'est une alliance politique et spirituelle de solidarité en matière internationale pour la préservation de la paix. Seule la Grande-Bretagne refusa d'entrer dans cette alliance car elle rejetait le droit d'intervention
1815	Les Cent jours. Reconquête du pouvoir par Napoléon Défaite définitive à Waterloo (aux environs de Bruxelles) en juin Exil à Sainte-Hélène, au large de l'Afrique septentrionale
1821	Mort de Napoléon en exil

Néanmoins, après avoir acclamé l'instauration de la république en 1792, les Américains furent choqués par les nouvelles alarmantes venant de France, parlant de terreur, d'emprisonnement arbitraires, d'exécutions

après des simulacres de procès dits « révolutionnaires », d'exécution du Roi et de la Reine. Ils étaient aussi consternés par la nouvelle de la formation d'une coalition des monarchies européennes contre la France et donc contre l'idée républicaine. Beaucoup se demandaient si le prix à payer pour l'établissement de la république devait aussi élevé : la Terreur, et l'abolition de du christianisme remplacé par le culte de l'Être suprême. Certes, on comprenait bien l'engrenage fatal qui avait pu conduire à la Terreur, mais lorsque la France déclara la guerre à l'Angleterre, à l'Espagne et aux Pays-Bas en février 1793, la question de la révolution ne pouvait plus être uniquement un sujet de débat au plan moral, philosophique ou humanitaire. Elle devint un véritable problème politique puisqu'il était inévitable que la France appelât à son secours son allié de 1778. Cette question diplomatique devint un problème politique national, radicalisant les positions des fédéralistes et des républicains. Les fédéralistes accusaient leurs adversaires de vouloir entraîner le pays dans une guerre du côté d'anarchistes et de dictateurs. Les républicains accusaient leurs adversaires d'être opposés à toute idée de révolution et de conspirer pour réduire la liberté américaine, en refusant d'aider l'établissement de la liberté en France.

De plus, d'un point de vue strictement juridique, la question se posait de la validité du traité de 1778 signé entre un État qui n'existait plus et un État qui n'existait pas encore. La chute de la monarchie - c'était l'un des arguments d'Hamilton - n'avait-elle pas rendu caduc le traité ? Ne fallait-il pas attendre que la France se dote d'un gouvernement légitime pour réactiver les traités signés par elle ? Par ailleurs, une interprétation stricte des traités rappelait qu'ils étaient de nature défensive ; or, n'était-ce pas la France qui avait déclaré la guerre à la coalition européenne ? Et si la révolution échouait, qu'advviendrait-il des États-Unis face à une coalition surpuissante ayant rétabli la monarchie en France et tout à fait capable de restituer les États-Unis à la Grande-Bretagne ? Ces arguments de poids étaient contrés par un raisonnement reposant sur d'autres bases. Ainsi, certains, comme Jefferson, rappelaient que les États-Unis s'étaient trouvés dans le même cas que les révolutionnaires français et que c'est bien la reconnaissance des États-Unis par des pays étrangers et l'aide

apportée par un traité d'alliance qui avaient fait pencher la balance. Il fallait donc, et c'était le moins que l'on pût faire, reconnaître de facto le nouvel État français au non du principe de la continuité de l'État : le changement de régime politique n'avait aucune conséquence sur l'existence de la France en tant qu'État. Un pays fondé sur l'État de droit comme les États-Unis ne pouvait faire semblant de souscrire à la monarchie absolue et au principe de l'identification du Roi, de la nation et de l'État. Tout traité antérieur à la Révolution était donc parfaitement valable, à moins d'être révoqué explicitement et par négociation.

Ce raisonnement juridique et moral ne signifiait cependant pas que les partisans de la Révolution souhaitaient voir les États-Unis aider la France matériellement, militairement ou financièrement. À supposer qu'ils en eussent la capacité. Une majorité souhaitait que le président Washington proclamât la neutralité du pays. La notion de neutralité signifiait deux choses : une neutralité passive dans le but de voir l'évolution des événements et préserver les intérêts américains ; une neutralité active employée comme instrument de négociation et de pression sur les Britanniques ou les autres belligérants et obtenir d'eux des concessions commerciales. Les deux conceptions étant unilatérales, rien ne garantissait que les États-Unis pourraient être préservés du conflit par la seule vertu d'une Proclamation de neutralité. Rien ne pouvait empêcher les Européens de transporter leur conflit en Amérique du Nord et, le cas échéant, comment les États-Unis réagiraient-ils ?

Se rangeant du côté de ceux qui assuraient que le Président avait le droit de proclamer la neutralité (la Constitution ne lui donnait certes pas le droit de déclarer la guerre mais elle ne lui interdisait pas de l'éviter), Washington fit, le 22 avril 1793, un discours qui est un modèle de conciliation politique. Il n'y mentionne pas le terme « neutralité » (par égard pour les défenseurs des droits du Congrès), mais en appelle à une « politique amicale et impartiale » vis-à-vis des nations belligérantes. Cette injonction était assortie d'une menace : quiconque transgressait cette recommandation était passible des tribunaux fédéraux. Le Congrès confirma cette décision en votant la Neutrality Act en juin 1794, précisant les droits et devoirs des Américains en tant qu'acteurs neutres de la vie internationale.

Les arguments juridiques et politiques américano-américains ne doivent pas occulter le fait que la clarification de la position américaine devenait plus qu'urgente, en raison des activités des belligérants sur le sol américain. Il en est ainsi de l'affaire la plus emblématique et la plus grave : celle du Citoyen Genêt. Dès les premières heures de la guerre contre la coalition européenne, la Convention française avait pris la décision d'envoyer un émissaire aux États-Unis pour clarifier les relations avec ce pays et tenter d'obtenir son aide. Ses instructions étaient très précises et publiques puisqu'elles furent adressées au Congrès américain dont les Français pensaient qu'il était habilité à prendre des décisions en matière de politique générale, comme la Convention en France. Outre la maladresse flagrante vis-à-vis de Washington dont la susceptibilité fut à juste titre froissée, le choix de Genêt eut des conséquences fâcheuses : jeune, beau, charmant et charmeur, le Citoyen Edmond Charles Genêt, arriva aux États-Unis le 8 avril 1793, décidé à entraîner les États-Unis dans ce qu'il concevait comme une vague révolutionnaire mondiale.

Pour aggraver le tout, Genêt ne débarqua pas à Philadelphie (qui était alors la capitale des États-Unis) mais à Charleston, perçue par la France comme une ville totalement acquise à la cause révolutionnaire ; son plan était de susciter le maximum de soutien et d'enthousiasme dans cette ville et d'en faire le point de départ d'une campagne de pression sur le gouvernement américain pour qu'il accède aux demandes françaises. Les instructions de Genêt étaient multiples : négocier un accord avec les États-Unis soulignant leur devoir d'étendre le républicanisme à l'humanité tout entière ; susciter et encourager un mouvement de libération en Louisiane, en Floride et au Canada ; obtenir le paiement anticipé de la dette contractée par les États-Unis pendant la Guerre d'indépendance ; obtenir le passage libre des navires corsaires et des navires capturés dans les eaux américaines (par les corsaires ou la marine régulière), ce qui ne devait être qu'une formalité car les dispositions du traité de 1778 allaient même jusqu'à interdire d'accorder de tels privilèges aux ennemis de la France. Le traité de 1778 n'était pas explicitement invoqué, sans doute parce que la France n'avait pas la conscience tranquille puisqu'elle s'était abstenue de voler au secours des États-Unis au lendemain de la Guerre d'indépendance quand les Britanniques avaient

refusé d'évacuer les forts du Nord-Ouest. Toutefois Genêt était déterminé à obtenir deux résultats : utiliser les États-Unis comme base arrière pour des incursions dans les territoires espagnols et britanniques d'Amérique du Nord, et entraîner les États-Unis dans un soutien actif de la guerre en Europe.

Il comptait sur le soutien de patriotes américains ayant tout intérêt à voir repousser la présence espagnole ; le gouverneur de Caroline du Sud, par exemple, voyait d'un œil favorable le recul des Espagnols en Floride occidentale et dans la vallée du Mississippi. Ainsi, alors même qu'il n'avait toujours pas été reçu par des membres du gouvernement américain, Genêt obtint du gouverneur Moultrie l'autorisation d'armer une douzaine de navires corsaires. Suivant les instructions de Genêt, les autres consuls de France se lancèrent dans la même entreprise et, comme les corsaires capturaient des navires ennemis de la France, ils établirent des tribunaux de marine chargés de prononcer la saisie et la vente des prises. La Cour suprême finit par déclarer ces tribunaux illégaux en 1794 mais sans effet. De plus, en violation flagrante de la Proclamation de neutralité de 1793, des citoyens américains s'engagèrent sur les corsaires ; ceux qui furent arrêtés et traduits devant les tribunaux américains furent relaxés par des jurys ouvertement pro-français. Par ailleurs, de nombreuses prises furent faites par ces corsaires français dans les eaux territoriales américaines ce qui causa des protestations des gouvernements britannique, espagnol et hollandais qui soupçonnaient le gouvernement américain de fermer les yeux et, pire, de soutenir officieusement la France. Pendant ce temps, Genêt se mit à organiser une expédition militaire pour prendre la ville de la Nouvelle-Orléans, afin de compenser le fait qu'il n'arrivait pas obtenir le paiement anticipé de la dette américaine. Le projet échoua. Toutefois, Genêt tentait aussi de convaincre l'opinion publique américaine de faire pression sur le gouvernement pour qu'il abandonnât sa position de neutralité, en jouant sur le sentiment pro-français de la population. On le voit donc, les agissements de Genêt prenaient une ampleur inquiétante, ne serait-ce qu'en termes d'ordre public et d'incitation à la désobéissance civile et à l'insurrection.

Les relations avec Washington se dégradèrent d'autant plus que Genêt traînait visiblement les pieds pour se rendre à Philadelphie où le Président attendait de lui donner audience depuis mars. La réception fut glaciale et même Jefferson dut reconnaître que l'envoyé de la France était allé trop loin (il avait même suscité une campagne de dénigrement de Washington). En particulier, Genêt, surpris par la Proclamation de neutralité d'avril 1793, semblait trop désireux d'utiliser les divisions politiques américaines (entre pouvoir des États et pouvoir central, entre le Président et le Congrès), ce qui constituait un précédent trop dangereux. Pouvait-on laisser un émissaire étranger menacer le Président de recourir au Congrès et au peuple des États-Unis en l'accusant de despotisme parce que ledit Président estimait, en tant que chef de l'exécutif, qu'il avait le droit d'interpréter les traités signés par les États-Unis ? Le malentendu était total, en particulier parce que Genêt comprenait la déclaration de neutralité comme une mesure contre la France alors que dans l'esprit de Washington, il s'agissait de protéger les États-Unis.

Par un coup du sort, au paroxysme de la « crise Genêt », la capitale fut frappée par une épidémie de fièvre jaune, tuant 4 000 personnes sur les 55 000 habitants que comptait la ville. Les foules promptes à se réunir pour manifester leur soutien à Genêt se dispersèrent et la fièvre révolutionnaire, « anarchiste » (pour reprendre les termes du vice-président Adams) retomba. Dès août 1793, Washington demanda le rappel de Genêt en France, tandis que les Français obtenaient le rappel du ministre américain en France, Gouverneur Morris, qui tentait d'intervenir en faveur de la famille royale et conversait ouvertement avec les Royalistes. Si l'on ajoute que les soutiens politiques de Genêt en France, les Girondins, avaient perdu le pouvoir au profit de Robespierre et des Jacobins, et se retrouvaient tous en prison attendant d'être guillotins, on comprend que Genêt accepta d'abandonner toute activité politique en échange de la permission accordée par Washington de demeurer aux États-Unis. Genêt se retira donc de la vie publique et son remplaçant, Jean Fauchet, arriva aux États-Unis en février 1794. Il avait pour mission de rétablir de bonnes relations avec ce pays, d'arrêter Genêt et de l'envoyer en France pour y être jugé et, probablement, exécuté. Ceci contribua à envenimer les relations entre la France et les États-Unis et à

retourner l'opinion publique qui continua à soutenir Genêt avec enthousiasme tout en condamnant la France de la Terreur. Genêt s'enracina encore plus en épousant la fille du gouverneur de l'État de New York, George Clinton, et prit la nationalité américaine ; il vécut tranquillement jusque dans les années 1830.

Le Traité Jay

L'intermède Genêt avait donc aggravé les relations entre la France et les États-Unis. Outre la colère et l'indignation du gouvernement américain, en particulier de Washington et de son entourage, Genêt avait réussi à mettre le doigt sur des faiblesses américaines et la fragilité de leur neutralité (aux plans interne et externe). Il devenait donc essentiel de normaliser les relations d'autant plus que les relations avec les Britanniques se dégradaient de plus en plus. Au printemps 1794, il était clair que les dispositions du traité de 1783 étaient lettre morte : l'armée britannique n'avait quitté aucun des forts du Nord-Ouest, les Britanniques armaient et encourageaient les Indiens à résister aux Américains empiétant sur leurs terres. De plus, ils avaient décidé de créer un État-tampon indien pour protéger le commerce de la fourrure.

Tandis qu'ils déstabilisaient les États-Unis sur la frontière, les Britanniques profitaient aussi de l'état de guerre contre la France pour répliquer aux activités des corsaires français en se saisissant de navires américains commerçant avec les Antilles françaises. Une campagne anti-britannique se développa dans le pays et des personnalités éminentes comme James Madison poussaient le Congrès à voter une loi d'embargo contre les Britanniques ; le Congrès mobilisa une milice de 80 000 hommes et autorisa la mise en alerte des ports américains. Dès le début de la guerre, en 1793, les Britanniques avaient instauré des restrictions considérables à la liberté de navigation ; ainsi, ils avaient décidé de ne pas tenir compte du principe « bateau libre, marchandises libres » (*free ships, free goods*), interdisant aux navires neutres de transporter du matériel de guerre pour la France ou les Antilles françaises, que l'on considérait comme de la marchandise illégale ou de contrebande. Les Britanniques s'appuyaient sur l'Ordonnance de 1756 prise pendant la

guerre de Sept Ans : tout port qui n'était pas ouvert en temps de paix devait demeurer fermé en temps de guerre. De plus, ils invoquaient la doctrine du « voyage ininterrompu » ou « continu » : tout vaisseau américain quittant les Antilles françaises, même pour retourner aux États-Unis, pouvait être saisi si la destination ultime de leur cargaison était l'ennemi français. Ces pratiques britanniques constituaient donc un obstacle sérieux à la navigation commerciale américaine et montraient combien la neutralité était théorique dans un conflit dominé par la Marine britannique toute-puissante dans les eaux fréquentées par les navires américains.

Pourtant, c'est une autre pratique britannique qui développa aux États-Unis une fièvre anglophobe : la pratique de *l'impressment*, le recrutement forcé de marins pour servir sur les navires de la Couronne. En effet, le taux de désertion était si élevé dans la Royal Navy que l'Amirauté dut trouver des solutions pour lutter contre cette hémorragie en temps de guerre. Tout déserteur était donc pris de force pour reprendre du service ; avec le temps, la Marine britannique prit l'habitude de rechercher les déserteurs jusque dans les ports américains et sur les navires américains, se saisissant de tout homme valide sans être trop regardante sur sa nationalité, ce qui signifiait que des Américains étaient aussi enrôlés de force. Ceci constituait la violation la plus choquante des droits de neutralité.

Toutefois, au-delà des protestations, les États-Unis n'étaient pas en mesure d'empêcher les Britanniques de quadriller les mers et d'imposer leur interprétation de la neutralité. Les fédéralistes et leur chef de file, Alexander Hamilton, craignaient que la montée du sentiment anti-britannique ne poussât le Congrès à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne car ils pressentaient un désastre militaire, financier et économique pour les États-Unis. Ils n'étaient, en particulier, pas convaincus par l'argument du caractère essentiel du marché américain pour les Britanniques. Au plan diplomatique, néanmoins, ne pas réagir serait un déshonneur à deux titres : l'affront fait aux États-Unis et le non-respect des engagements pris dans le traité de 1778 avec la France. Sous la pression des Fédéralistes, Washington décida d'envoyer un émissaire à Londres pour tenter d'aplanir les différends. Il choisit John Jay, alors

président de la Cour suprême, en raison de son expérience de négociateur du traité de Paix de 1783 avec les Britanniques. Toutefois, conformément à la Constitution, la nomination de l'envoyé spécial devait être confirmée par le Sénat. S'ensuivit un débat radicalisant encore une fois les factions politiques car Jay était à la fois Fédéraliste et ouvertement pro-britannique, deux faits inacceptables pour le parti des Anti-fédéralistes décidés à en découdre avec les Britanniques. Ils soupçonnaient Jay d'impartialité et de faiblesse vis-à-vis des Britanniques avant même son départ. Le Sénat confirma sa nomination mais dans un tel climat que Washington renonça à rendre publiques les instructions de Jay qui furent secrètement rédigées par le nouveau secrétaire d'État Edmund Randolph. Il venait de remplacer Jefferson, démissionnaire en 1793, épuisé par les querelles politiques et souhaitant se mettre en réserve pour l'après-Washington. Jay, pris entre le marteau et l'enclume, avait donc la lourde responsabilité de négocier un « bon » traité avec les Britanniques et de présenter ce Traité à un Congrès suspicieux et belliqueux.

La philosophie générale des instructions de Jay était qu'il devait, quasiment à tout prix, éviter la guerre avec les Britanniques. Or, sa marge de manœuvre était très faible : comment convaincre les Britanniques de faire des concessions risquant de peser sur leur effort de guerre ? comment négocier quand la balance commerciale américaine était aussi défavorable : 90 % des importations provenaient de Grande-Bretagne ? Il lui était demandé d'obtenir des réparations pour les violations du droit de neutralité et un engagement réciproque de ne pas armer les Indiens contre l'autre, et, plus généralement, de régler tous les différends non résolus par le traité de 1783 tout en obtenant un accord commercial plus favorable aux États-Unis. Ces instructions étaient assorties d'une menace : si les Britanniques ne satisfaisaient pas ces demandes, les États-Unis s'allieraient avec la Ligue de neutralité armée. Cette menace, une concession faite par Randolph aux interventionnistes du Congrès, n'était pas de nature à inquiéter les Britanniques : non seulement la ligue était composée de pays n'ayant quasiment pas de marine menaçante pour les Britanniques, mais les États-Unis et leur notable faiblesse navale ne pouvaient guère changer la donne. Enfin, Jay arriva en Angleterre pour négocier avec un gouvernement britannique connaissant parfaitement ses

instructions et ses limites. Au fond, la seule arme dont il pouvait user était le fait que les Britanniques ne pouvaient se permettre l'ouverture d'un nouveau front extra-européen et la fermeture d'un marché aussi important pour leurs exportateurs.

La réception de Jay fut extrêmement cordiale de son point de vue à lui qui avait été habitué à un traitement glacial et à la limite du grossier en Espagne. Ceci eut plus qu'un effet anecdotique sur la perception des négociations aux États-Unis, en particulier quand la nouvelle circula qu'il avait baisé la main de la Reine, acceptant ainsi de se prosterner devant l'Angleterre. Toutefois, cette atmosphère cordiale permit d'aboutir à un traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé le 9 novembre 1794. Les Britanniques acceptèrent de se retirer des comptoirs à fourrure du Nord-Ouest au 1^{er} juin 1796, mais à condition que les marchands et citoyens des deux pays puissent utiliser la terre et les eaux de l'intérieur, à l'exception de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ceci permettait de reconnaître la souveraineté britannique, tout en ne changeant pas grand-chose aux pratiques des habitants de la zone qui pouvaient ainsi continuer leur commerce lucratif. Une autre concession américaine fut le maintien de l'ouverture de la navigation sur le Mississippi aux Britanniques. En échange, les Britanniques accordèrent le privilège de la nation la plus favorisée aux Américains dans leurs possessions des Antilles, ainsi que des privilèges économiques, mais en limitant la taille des bateaux américains autorisés à mouiller dans les ports antillais à moins de 70 tonneaux. Jay s'engagea donc à ce que les navires américains n'exportent pas de ces îles du coton, du sucre ou d'autres produits à destination de tout autre port qu'un port américain. Il ne parvint pas à régler le problème des réparations, de la dette d'avant la Guerre d'indépendance et de la frontière du Nord-Ouest, préférant la renvoyer à une commission d'arbitrage à organiser dans un avenir non défini. Du point de vue de ses instructions, Jay était loin du compte car le Traité ne mentionnait ni une quelconque reconnaissance par les Britanniques de la neutralité américaine, ni *l'impressment*, ni l'interdiction des blocus, ni l'indemnisation des biens saisis (esclaves) par les Britanniques à leur départ en 1783.

Plus grave, en admettant le droit des Britanniques de saisir, sous certaines conditions, du ravitaillement envoyé par des Américains à la France, que ces saisies pouvaient être opérées sur des navires américains et que, par conséquent, les entrepôts maritimes pouvaient être considérés comme contenant de la contrebande, Jay violait ouvertement le traité de 1778 avec la France. Lorsque ce Traité arriva aux États-Unis, le président Washington le garda secret le temps que le Sénat se réunisse en session spéciale. Les rumeurs les plus folles circulaient sur sa teneur et l'examen du Traité se fit dans un contexte pesant ; il fut approuvé de justesse (20 voix pour, 10 voix contre, soit les 2/3 requis) mais en rejetant les clauses commerciales restrictives concernant l'accès des Américains aux Antilles britanniques. Par ailleurs, un examen de l'origine géographique des votants montre une claire division Nord-Sud, le Nord-Est (à l'exception de deux votants) s'identifiant aux Fédéralistes, tandis que le Sud votait en bloc contre le traité et suivant les positions des Anti-fédéralistes.

Une violente campagne anti-britannique accompagna les débats du Sénat qui étaient pourtant secrets ; Jay fut pendu et brûlé en effigie, Hamilton fut agressé à New York. Les Fédéralistes furent accusés d'avoir vendu le pays aux Britanniques, de n'avoir œuvré que pour défendre les intérêts de leur section (Jay et Hamilton étaient des New-Yorkais), ajoutant même qu'étant originaire des Antilles britanniques et Américain d'adoption, Hamilton avait le profil idéal de l'agent double. Les fédéralistes firent front tout en regrettant les insuffisances du traité. Washington lui-même, tout en le signant et le ratifiant le 18 août 1794, ne cachait pas ses réserves vis-à-vis du document. Certes, Jay avait réussi à préserver la paix, ce qui était l'objectif principal de sa mission. Même les plus ardents anti-britanniques chez les républicains reconnaissaient qu'une guerre serait suicidaire alors que le pays était politiquement divisé, son gouvernement expérimental, ses forces armées incapables de lutter sur un front s'étendant du Canada au golfe du Mexique, face à deux puissances et aux Indiens, et, de surcroît, contre la marine la plus puissante du monde.

Mais les divisions politiques causées par le Traité ne pouvaient que laisser des traces et rendre plus difficile la tâche d'unification et de construction de la jeune nation. Ironiquement, pourtant ce Traité constitue la confirmation par les Britanniques de leur reconnaissance définitive de la souveraineté américaine ainsi confirmée. Le Traité ouvre une longue décennie de paix entre les deux pays et d'accroissement des relations commerciales (triplement du commerce). L'idée de mettre en place des commissions conjointes chargées de régler les problèmes au cas par cas introduisit la pratique de l'arbitrage dans les relations internationales et permit d'éviter des conflits entre les deux pays jusqu'en 1812 et fut remise à goût du jour après cette guerre qui fit justement la preuve de l'absurdité de la guerre comme moyen de régler des différends.

À court terme, l'établissement de relations sinon cordiales du moins apaisées entre la Grande-Bretagne et les États-Unis eut des répercussions immédiates sur la donne géopolitique internationale et, particulièrement, sur les relations entre les États-Unis, l'Espagne et la France. En apprenant la signature du traité Jay, l'Espagne, en la personne de son ministre des Affaires étrangères, Don Manuel de Godoy, proposa de négociations à Jay qui se préparait à quitter l'Angleterre en juillet 1794 ; l'Espagne proposait de discuter en vue d'un accord définitif sur la frontière de Floride et la navigation sur le Mississippi. Washington envoya donc à cet effet le fédéraliste Thomas Pinckney (il était alors ministre plénipotentiaire à Londres). Celui-ci arriva en Espagne en juin 1795 alors que l'Espagne venait de se retirer de la coalition des monarchies européennes contre la France et renversait ses alliances pour se rapprocher de la France, ce qui fut fait en juillet 1796, par le traité de Bâle, établissant une alliance entre l'Espagne et la France. Bien que ne connaissant pas les termes du Traité anglo-américain, les Espagnols avaient pris les devants en se rapprochant de la France et en cédant à celle-ci la partie espagnole de Saint-Domingue. Toutefois, ils craignaient le pire et se dirigeaient donc vers un accord généreux vis-à-vis des États-Unis puisqu'ils ne connaissaient pas encore la teneur des accords anglo-américains.

En effet, selon les calculs du ministre espagnol, il fallait à tout prix éviter de renforcer l'alliance entre les deux pays qui risquaient de se

tourner contre l'Espagne, ralentir le mouvement des Américains vers l'Ouest et mettre fin aux appétits théoriques de la France en Amérique en brouillant les Français avec les Américains. En résulta le traité Pinckney, signé en octobre 1795. Son contenu était très favorable aux Américains : libre circulation sur le Mississippi ; droit de « dépôt » (d'entreposage de marchandises dans le port en attendant l'embarquement) dans le port de la Nouvelle-Orléans pendant trois ans, renouvelables dans ce port ou dans un autre ; fixation d'une frontière au nord de la Floride le long du 31^e parallèle ; engagement mutuel de ne pas susciter de rébellion indienne contre l'autre ; acceptation de la définition américaine de la neutralité ; création de commissions mixtes pour régler la question des dommages causés par la marine espagnole aux biens américains pendant la guerre (quand l'Espagne était alliée de l'Angleterre). Le Traité Pinckney fut un succès total et compensa dans l'opinion l'effet désastreux du Traité Jay. Il en fut de même au Congrès (surtout à la Chambre des Représentants qui débattait encore sur le volet financier du traité Jay) où les opposants au Traité Jay acceptèrent de voter en faveur du traité avec l'Angleterre en échange d'un vote favorable des Nordistes au Sénat sur le traité de Pinckney, lequel fut obtenu en mars 1796 lorsque le Sénat l'adopta à l'unanimité.

Dans le même temps, les relations avec la France évoluèrent, non seulement du fait de l'annonce de la signature du Traité Jay mais aussi du début de négociations avec l'Espagne. L'artisan de l'évolution de ces relations fut, sans conteste, le nouveau ministre plénipotentiaire des États-Unis en France, le Virginien James Monroe, arrivé à Paris en 1794. Sa sympathie pour la Révolution était notoire et, malgré la Proclamation de neutralité, il laissait entendre à la Convention que les États-Unis étaient du côté de la France, sinon politiquement, du moins philosophiquement et sentimentalement. Toutefois, il assista impuissant à la ratification du traité Jay par les États-Unis et la violation de fait du traité de 1778. À l'été 1796, la Convention, tirant les conclusions de cet acte, décida de renoncer aux droits des pays neutres définis et garantis par les traités de 1778. Lorsque Washington rappela d'urgence Monroe pour le remplacer par un nouvel envoyé plus neutre, Charles Cotesworth Pinckney de Caroline du Sud (décision plutôt maladroite parce qu'il

s'agissait du frère de Pinckney négociant en Espagne), le Directoire refusa de le recevoir et il se retira prudemment aux Pays-Bas. Les relations s'étaient tellement dégradées que la guerre semblait inévitable. Aux États-Unis, l'année 1796 était aussi une année d'élections et les questions internationales pesèrent lourd dans la campagne.

C'est dans ce contexte que George Washington fit paraître son Discours d'adieu dans *l'American Daily Advertiser*, journal fédéraliste de Philadelphie, en septembre 1796. Renonçant à briguer un troisième mandat, il léguait au peuple américain sa philosophie de l'insertion dans les relations internationales. Se faisant l'héritier de Thomas Paine et reprenant les termes du Traité modèle de John Adams, il enjoignait ses concitoyens d'éviter les « alliances permanentes » avec tout pays étranger, de tirer parti de la séparation de son pays avec l'Europe matérialisée par l'océan Atlantique pour « se tenir éloignés » des troubles européens. Les seules alliances souhaitables ou acceptables étaient des alliances « temporaires » en cas d'urgence. Enfin, soulignant les faiblesses actuelles de son pays, il mettait en garde la classe politique contre les divisions et les factions qui faisaient le jeu de « l'influence et de la corruption étrangères ». Ce Discours d'adieu fut reçu immédiatement comme un concentré réaliste des enjeux présents car les accents de Washington étaient très alarmistes. Il en appelait à l'unité nationale contre les menaces extérieures. Il sera dit, plus tard, qu'il s'agit du discours fondateur d'une politique d'isolement mais, en son temps, ce discours était plutôt défensif et réaliste face à un danger immédiat et réel. Il s'agit d'une combinaison de neutralité politique stricte et d'appel au nationalisme, voire de cri du cœur pour que le pays se ressaisisse et se donne une politique étrangère autonome. C'est aussi un signal envoyé aux pays européens pour les enjoindre de laisser les États-Unis en dehors de leurs conflits en échange d'un engagement moral et implicite des États-Unis à ne pas prendre parti dans ces mêmes conflits. Avant d'être coulé dans le bronze par les générations suivantes, ce discours est un modèle de flexibilité et de calcul diplomatique, à l'image de la diplomatie de Washington qui, malgré de grandes maladroites, permit de normaliser les relations d'un pays jeune et inexpérimenté avec des puissances européennes rivales et en guerre.

La présidence de John Adams

L'élection de 1796 fut l'occasion d'une épreuve supplémentaire pour le fonctionnement de la Constitution américaine. En effet, John Adams, vice-président de Washington, reçut 71 voix du Collège électoral, contre 68 pour Jefferson qui devint contre toute attente son vice-président. Arrivé deuxième d'une élection âprement discutée entre quatre candidats, dans un ticket apparemment clair : deux fédéralistes, Adams (du Massachusetts) et Thomas Pinckney (de Caroline du Sud) ; deux républicains, Jefferson (de Virginie) et Aaron Burr (de New York). Par le fait des manœuvres maladroites de Hamilton (il tenta de faire voter en faveur de Pinckney) et une intervention intempestive de l'ambassadeur de France appelant à voter pour Jefferson, Pinckney perdit des voix, Jefferson ne parvint pas à gagner mais arriva deuxième, tandis qu'Adams se trouvait premier. La situation était donc inédite dans la mesure où ces élections étaient les premières élections partisans du pays, lesquels partis venaient de montrer leurs limites puisque l'exécutif se trouvait occupé par deux membres de partis opposés.

Adams prêta donc serment en sachant que le soutien du parti fédéraliste était sujet à caution car les partisans de Hamilton ne lui étaient pas acquis. Au plan international, il hérita d'une situation difficile avec la France. Au plan interne, les derniers mois au pouvoir de Washington furent difficiles et marqués par une impopularité attribuable en partie au Traité Jay et à l'identification de Washington aux fédéralistes. Enfin, le parti fédéraliste semblait ne pas avoir compris l'évolution sociologique du pays. Alors que les républicains élargissaient leur base en prônant plus de démocratie et un libre accès à la terre. De plus, sur un plan pratique, Adams devait gouverner avec un gouvernement qu'il n'avait pas pu changer et qui était composé de partisans de Hamilton.

Les relations avec la France dégénérèrent plus vite que la situation politique intérieure. En 1797, la France déclara que les navires américains transportant des marchandises pour l'ennemi ou appartenant à l'ennemi étaient susceptibles d'être arraisonnés et que toute personne à bord pouvait être considérée comme un pirate. Dès juin 1797, le nombre de saisies françaises s'éleva à 300 navires américains, contraignant le

président Adams à envoyer une mission spéciale à Paris composée de Charles Cotesworth Pinckney (qui était toujours aux Pays-Bas), John Marshall (fédéraliste de Virginie), Elbridge Gerry (républicain du Massachusetts et ami d'Adams) après que Jefferson et Madison eurent refusé de faire partie de la mission.

Ils eurent affaire au nouveau ministre des Affaires étrangères français, Charles Maurice de Talleyrand-Périgord, ancien prélat sous l'ancien régime, rallié au Directoire depuis son retour d'exil après Thermidor. Une particularité de Talleyrand est que son lieu d'exil pendant les premières années de la Révolution avait été les États-Unis - il avait fui la Terreur à Philadelphie - et il en était revenu convaincu que ce pays était trop faible pour inquiéter la France et que l'on pouvait faire pression sur lui en usant du levier commercial. Par ailleurs, il avait pour but de faire traîner les négociations en attendant les prochaines élections américaines et une victoire probable des républicains plus favorables à la France. Il espérait ainsi mener une négociation avec les États-Unis et l'Espagne pour permettre le retour de la France en Amérique du Nord en reprenant la Louisiane.

Le contexte des guerres européennes avait aussi évolué et, lorsque les Américains arrivèrent en octobre, la victoire semblait être du côté de la France. À la mi-octobre, la signature du traité de Campo-Formio avec l'Autriche et une succession de victoires du jeune général Bonaparte en Italie n'encourageaient pas le gouvernement français à faire des concessions, ni même à accélérer les négociations. Aussi, Talleyrand s'évertua-t-il à faire attendre les négociateurs américains, mêlant mépris hautain, procrastination, intimidation et corruption, exigeant le paiement de 250 000 dollars et un prêt de 12 millions de francs comme préalable à toute négociation. Au début de l'année 1798, les envoyés américains repartirent aux États-Unis sans résultats ; l'opinion américaine ayant eu vent des manoeuvres de Talleyrand et du « machiavélisme diabolique » des Français, demandait la guerre. En mai, se fondant sur la correspondance diplomatique échangée avec ses envoyés en France, Adams déclara au Congrès que les négociations avaient échoué et demanda l'autorisation de préparer le pays à la guerre. Les opposants républicains, soucieux d'éviter la guerre, exigèrent la publication de cette

correspondance pour être convaincus de la sincérité du Président qui, rompant avec les habitudes de Washington, accepta de communiquer la correspondance diplomatique au Congrès.

Alors éclata l'affaire XYZ. Alors qu'ils faisaient antichambre à Paris, les trois émissaires avaient reçu la visite de trois mystérieux Français se déclarant envoyés par Talleyrand ; ils avaient exigé, de sa part, un pot-de-vin censé compenser les remarques désobligeantes d'Adams contre la France dans son dernier message au Congrès. Outre ces 250 000 dollars, les Français avaient réclamé un prêt de 12 millions. Les émissaires américains avaient donc fait leur rapport à Adams qui, avant de transmettre la correspondance au Congrès, changea les noms des Français en X, Y et Z. Il décida aussi de faire circuler 10 000 copies des « dépêches XYZ », influençant ainsi l'opinion qui se radicalisa contre la France. Fort de ce soutien populaire, Adams commença les préparations en vue de la guerre et demanda même à Washington de prendre la tête de l'armée. Le Congrès approuva un prêt pour la guerre, une « armée provisoire » de 10 000 hommes en plus de l'armée régulière de 3 500 hommes stationnée sur la frontière occidentale. Adams décida aussi de créer un corps d'infanterie de marine et un ministère de la Marine tout en augmentant le nombre de navires (de 3 à 27). Pour suppléer à cette insuffisance de navire de guerre, le Congrès autorisa aussi l'armement des navires marchands et la reconnaissance de corsaires. Il abrogea les traités de 1778 rendus caducs par les arraisonnements opérés par la marine française.

La fièvre anti-française était à son comble ; les francophiles notoires, comme Jefferson, étaient soupçonnés de trahison. Les étrangers, en particulier français et irlandais, étaient sous surveillance. C'est dans ce contexte délétère que le Congrès décida de voter les *Alien and Sedition Acts*, lois destinées à lutter contre la subversion. Le Président était autorisé, par la Loi sur les étrangers (*Alien Act*) à arrêter et expulser du territoire les étrangers « dangereux » ; la Loi sur les ennemis étrangers (*Alien Enemies Act*) autorisait l'expulsion d'étrangers ennemis en temps de guerre ; la Loi sur la sédition (*Sedition Act*) interdisait tout « écrit faux, scandaleux et pernicieux » contre le gouvernement, ce qui conduisit à la mise en accusation de 25 rédacteurs en chef de journaux

républicains, dont 10 furent jugés et condamnés par des jurys composés de fédéralistes. Enfin, en sus de ces Lois sur les étrangers et la sédition, les Fédéralistes votèrent une Loi sur la naturalisation (*Naturalization Act*) ainsi qu'une loi, la *Logan Act*, interdisant à des citoyens privés de se livrer à des activités diplomatiques sous peine d'une amende de 5 000 dollars et un an d'emprisonnement. Il était assez transparent que le but de cette loi sur la naturalisation était de freiner la croissance du parti républicain qui attirait de nombreux étrangers naturalisés.

La conséquence de ces lois d'exception est qu'elles furent dénoncées par les républicains comme le prélude à l'établissement d'un pouvoir monarchique et despotique en Amérique. Jefferson et Madison répliquèrent par les *Résolutions du Kentucky et de Virginie*, datant de 1798 et 1799, fondant leur argumentation sur les premier et dixième amendements de la Constitution : non seulement les lois d'exception constituaient une violation flagrante de la liberté d'expression mais elles menaçaient le droit des États seuls habilités à servir de médiateurs entre le gouvernement central et le peuple et à protéger la liberté de ce dernier. En réalité, ces documents servirent de base à la campagne électorale de 1800 et préparèrent la victoire républicaine.

Entre-temps, le président Adams cherchait une solution autre que la guerre, se rappelant les conseils avisés de son prédécesseur et pour des raisons diverses, la principale étant que l'issue de la guerre risquait d'être un désastre pour les États-Unis. La seule voie possible était celle de la prudence et de l'attentisme. Cette position acheva de ruiner son crédit au sein de son parti qui réclamait la guerre à grands cris. Enfin, il plaçait ses partisans dans la situation suicidaire d'avoir à justifier des lois d'exception acceptables en temps de guerre mais sans guerre. Cette période, appelée la Quasi-guerre avec la France, fut aussi émaillée de nombreux incidents puisque la marine américaine captura une centaine de navires français durant deux ans.

Adams dut se résoudre à envoyer une nouvelle mission en France pour trouver une solution aux différends entre les deux pays. De leur côté, les Français semblaient avoir changé d'opinion et rechercher un règlement pacifique de ce différend. Partie en mars 1800 et cautionnée par le Sénat, la mission composée exclusivement de fédéralistes, arriva dans une

Europe où la donne géopolitique avait encore changé. En France, Napoléon avait pris la tête du gouvernement, avec le titre de Premier consul, et ne pouvait se permettre de risquer une guerre contre les États-Unis ; il souhaitait se donner du temps pour consolider son pouvoir en France et sa position militaire en Europe. Cela ne signifie nullement que Napoléon et Talleyrand avaient abandonné le rêve de reconstituer l'empire français en Amérique, d'autant que le développement de la vallée du Mississippi et de l'Ohio, les mouvements de population et l'armement timide des États-Unis augmentaient la pression sur l'Espagne qui ne tarderait pas à céder la Louisiane à la France.

Les Américains eurent immédiatement conscience de ce changement de ton et tentèrent de tirer encore une fois parti des rivalités européennes. Les négociations furent longues mais aboutirent à la Convention de 1800 signée le 30 septembre de la même année. Les Français reconnaissaient le principe américain de la liberté des mers et les deux parties s'accordèrent mutuellement le privilège de la nation la plus favorisée. Chacune s'engageait à restituer les navires saisis durant la Quasi-guerre. Après d'âpres négociations, la France consentit à abroger les traités de 1778 en échange du paiement par le gouvernement américain de la somme de 20 millions de dollars, correspondant aux revendications de citoyens américains demandant l'indemnisation des dommages causés par les Français. Alors que la France donnait une grandiose réception pour célébrer la signature de la Convention, ils mettaient la dernière main à un traité secret par lequel l'Espagne leur cédait la Louisiane en échange de territoires en Italie : le traité de San Idelfonso daté du 1^{er} octobre. La Convention fut adoptée par le Sénat et devint effective le 21 décembre 1801. Cependant, à leur insu, les Américains venaient de gagner un nouvel adversaire sur le continent.

Bilan des années fédéralistes

En mettant fin aux tensions avec la France, Adams fit entrer son pays dans une nouvelle ère de paix. En refusant de s'engager sur la voie de la guerre, pourtant réclamée à cor et à cri par l'opinion, il joua son avenir politique immédiat mais garantit la survie des États-Unis, parachevant le

réseau de traités de paix plus ou moins satisfaisants signés avec la Grande-Bretagne et l'Espagne. En libérant les États-Unis de leur alliance avec la France, il donnait raison à Washington et confirmera l'un des piliers de la politique étrangère de ce pays : le principe du *non entanglement*, l'abstention des affaires européennes. Il légua aussi à ses successeurs la conviction que la seule voie de salut pour les États-Unis était la croissance économique reposant sur l'existence de relations commerciales prospères et croissantes avec les grandes puissances économiques du moment. Grâce à ces trois accords, le commerce avec la Grande-Bretagne reprit de plus belle et le mouvement des pionniers vers l'Ouest fut facilité.

Les États-Unis avaient réussi à élaborer une politique étrangère autonome assurant la survie de la nation. Durant les crises liées à la Révolution française, les responsables successifs définirent une série de principes dont certains perdureront jusqu'à aujourd'hui comme le principe de la reconnaissance *de facto* des gouvernements étrangers. Pourtant, le parti fédéraliste ne réussit pas à engranger le bénéfice de ces politiques faute de n'avoir pas su rester en phase avec un peuple ayant soif de plus de démocratie et de liberté. Au cours des élections de 1800, le peuple américain choisit les républicains, portant Thomas Jefferson à la présidence, pour inaugurer une ère nouvelle.

Bibliographie sélective

ADAMS, William H., *The Paris Years of Thomas Jefferson*, 1997.

ALLISON, Robert J., *The Crescent Obscured : The United States and the Muslim World, 1776-1815*, 1995.

AMMON, Harry, *The Genêt Mission*, 1973.

BEMIS, Samuel F., *Jay's Treaty : a Study in Commerce and Diplomacy*, 1923 ; 1962.

– « Washington's Farewell Address : a Foreign Policy of Independence », *American Historical Review* 39 (1934) : 250-68.

– *Pinckney's Treaty : America's Advantage from Europe's Distress, 1783-1800*, 1926 ; 1960.

BOWMAN, Albert H., *The Struggle for Neutrality : Franco-American Diplomacy during the Federalist Era*, 1974.

BOYD, Julian P., *Number 7: Alexander Hamilton's Secret Attempts to Control American Foreign Policy*, 1964.

BURT, Alfred L., *The United States, Great Britain and British North America*, 1940.

CHARLES, Joseph, *The Origins of the American Party System*, 1956.

CHINARD, Gilbert, *Honest John Adams*, 1933.

COMBS, Jerald A. *The Jay Treaty : Political Battle-ground of the Founding Fathers*, 1970.

CROWLEY, John E., *The Privileges of Independence : Neomercantilism and the American Revolution*, 1993.

DARLING, Arthur B., *Our Rising Empire, 1763-1803*, 1940.

DECONDE, Alexander, *Entangling Alliance: Politics and Diplomacy under George Washington*, 1958.

– *The Quasi-War: Politics and Diplomacy of the Undeclared War with France, 1797-1801*, 1966.

DORIGNY, Marcel & ROSSIGNOL Marie-Jeanne, *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, 2001.

DOWD, Gregory E., *A Spirited Resistance : the North American Indian Struggle for Unity 1745-1815*, 1992.

DUPUY, Émile, *Études d'histoire d'Amérique : Américains & Barbaresques (1776-1824)*, 1910.

ELKINS, Stanley M. & McKITRICK, Eric, *The Age of Federalism*, 1993.

ELLIS, Joseph J., *Passionate Sage : The Character and Legacy of John Adams*, 1993.

FIECHTER, Jean-Jacques, *Un Diplomate américain sous la Terreur : les années européennes de Gouverneur Morris, 1789-1798*, 1983.

FOHLEN, Claude, HEFFER Jean & WEIL François, *Canada et États-Unis depuis 1770*, 1997.

FOUCHÉ, Nicole, *Benjamin Franklin & Thomas Jefferson : aux sources de l'amitié franco-américaine, 1776-1808*, 2000.

GARNIER, Michaël, *Bonaparte et la Louisiane*, 1992.

GUSDORF, Georges, *Les Révolutions de France et d'Amérique : la violence et la sagesse*, 1988.

GILBERT, Felix, *The Beginnings of American Foreign Policy*. 1961.

HAGAN, Kenneth J., *This People's Navy : the Making of American Sea Power*, 1991.

HORSMAN, Reginald, *The Diplomacy of the New Republic, 1776-1815*, 1985.

HUGUES, Gérard, *Coup d'État à Philadelphie* 1989.

– & ROYOT Daniel, eds, *Benjamin Franklin : des Lumières à nos jours*, 1991.

HUTSON, James H., « Intellectual Foundations of Early American Diplomacy », *Diplomatic History* 1 (1977) : 1-19.

JENSEN, Merrill, *The New Nation : A History of the United States during the Confederation, 1781-1789*, 1950.

KAPLAN, Lawrence S., *Colonies into Nation : American Diplomacy, 1763-1801*, 1972.

– *Jefferson and France*, 1967.

KETCHAM, Ralph L., *Presidents Above Party: the First American Presidency, 1789-1829*, 1984.

KURTZ, Stephen G., *The Presidency of John Adams : the Collapse of Federalism, 1795-1800*, 1957.

LANG, Daniel G., *Foreign Policy in the Early Republic : the Law of Nations and the Balance of Power*, 1985.

LEVIN, Phyllis L., *Abigail Adams : A Biography*, 1987.

LEWIS, James E. Jr., *The American Union and the Problem of Neighborhood : The United States and the Collapse of the Spanish Empire, 1783-1829*, 1998.

LISS, Peggy K., *Atlantic Empires : The Network of Trade and Revolution, 1713-1826*, 1983.

LYCAN, Gilbert L., *Alexander Hamilton and American Foreign Policy, a Design for Greatness*, 1970.

McCOY, Drew R., *The Elusive Republic : Political Economy in Jeffersonian America*, 1980.

McDONALD, Forrest, *Alexander Hamilton : A Biography*, 1979.

– *The Presidency of George Washington*, 1974.

– *States' Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

MARKS, Frederick W., *Independence on Trial : Foreign Affairs and the Making of the Constitution*, 1973.

MILLER, John C., *Alexander Hamilton : Portrait in Paradox*, 1959.

– *The Federalist Era, 1789-1801*, 1960.

O'BRIEN, Conor C., *The Long Affair : Thomas Jefferson and the French Revolution, 1785-1800*, 1996.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*. 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1. Cohen, Warren I., ed.

– *The First Rapprochement : England and the United States, 1795-1805*, 1955.

PHELPS, Glenn A., *George Washington and American Constitutionalism*, 1993.

RITCHESON, Charles R., *Aftermath of Revolution : British Policy toward the United States, 1783-1795*, 1969.

ROSSIGNOL, Marie-Jeanne, *Le Ferment nationaliste : aux origines de la politique extérieure des États-Unis*, 1994. *The Nationalist Ferment: the Origins of U.S. Foreign Policy, 1789-1812*, traduit par Lillian A. Parrott, 2003.

SCHORN, Alan, *Napoleon Bonaparte*, 1997.

SHARP, James R., *American Politics in the Early Republic : The New Nation in Crisis*, 1993.

SPALDING, Matthew & GARRITY, Patrick), *A Sacred Union of Citizens : George Washington's Farewell Address and the American Character*, 1996.

STINCHCOMBE, William C., « Talleyrand and the American Negotiations of 1797-1798 », *Journal of American History* 62 (1975) : 575-90.

– *The XYZ Affair*, 1980.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

VARG, Paul A., *Foreign Policies of the Founding Fathers*, 1963.

– *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WATTS, Steven, *The Republic Reborn : War and the Making of a Liberal America, 1790-1820*, 1987.

WEBER, David J., *The Spanish Frontier in North America*, 1992.

WHITAKER, Arthur P., *The Mississippi Question, 1795-1803*, 1934.

– *The Spanish-American Frontier, 1783-1795*, 1927.

WHITE, Léonard D., *The Federalists : A Study in Administrative History*, 1948.

WRIGHT, J. Leitch, *Britain and the American Frontier, 1783-1815*, 1975.

Chapitre III

La diplomatie de Jefferson (1801-1809)

1800	Élection de Thomas Jefferson
1801	Adams procède à des « midnight appointments » de juges fédéraux (nominations de dernière minute à des postes officiels) avant de quitter la présidence
1803	Février : le président de la Cour Suprême, John Marshall, rend son arrêt dans l'affaire <i>Marbury vs. Madison</i> qui crée la doctrine de la <i>judicial review</i> Mai : cession de la Louisiane aux États-Unis par la France
1803-1806	Exploration du Nord-Ouest par Lewis et Clark
1804	Juillet : Aaron Burr tue Alexander Hamilton au cours d'un duel Jefferson est réélu président
1807	Août-septembre : Burr est jugé pour trahison Décembre : Loi d'Embargo (<i>Embargo Act</i>)
1808	Janvier : fin du commerce transatlantique des esclaves James Madison est élu président
1809	Abrogation de la loi d'Embargo, fin de « l'odieux embargo » Vote de la loi de Non-intervention (<i>Non-Intercourse Act</i>)
1811	Novembre : Victoire de William Henry Harrison sur les Indiens à la bataille de Tippecanoe
1812	Juin : déclaration de guerre contre la Grande-Bretagne Madison est réélu président contre le républicain dissident de New York, William DeWitt Clinton

Lorsque Thomas Jefferson prend la tête des États-Unis le 4 mars 1801, il doit faire face à une situation internationale défavorable. L'état des relations avec la France, l'Espagne et l'Angleterre était si précaire que le nouveau secrétaire d'État, James Madison, ne put maintenir la ligne léguée par le gouvernement précédent et se trouva, bien malgré lui, contraint de louvoyer face à une Europe déchirée par les guerres napoléoniennes. Par ailleurs, Jefferson et Madison ne semblaient pas

armés pour mettre en œuvre une politique réaliste et concrète car ils étaient plutôt réputés pour leurs capacités d'abstraction et de théorisation politique, ainsi que tous avaient pu le constater lors de la parution des *Résolutions du Kentucky et de Virginie* qu'ils avaient contribué à rédiger (Jefferson avait été le principal rédacteur de la Déclaration d'indépendance et Madison l'un des rédacteurs remarquables de la Constitution). Ils étaient aussi connus - surtout Jefferson - pour leurs positions francophiles et leur attachement aux idéaux des Lumières. Seraient-ils capables de faire face à la nécessité d'aménager certains idéaux au nom de la sécurité nationale, comme par exemple leur idéal d'une nation sans armée ?

Ce déficit de crédibilité diplomatique était aggravé par *l'a priori* défavorable des Britanniques qui connaissaient l'acharnement des campagnes républicaines contre leur pays pendant les négociations en vue du traité Jay. Beaucoup furent donc soulagés en entendant Jefferson reprendre les préceptes de Paine, Adams et Washington dans son discours d'investiture : il en appelait à des relations pacifiques et amicales avec toutes les nations fondées sur « la paix, le commerce, l'amitié honnête avec toutes les nations et le refus des alliances contraignantes avec toutes ». Toutefois, ce pacifisme affiché n'était pas, dans son esprit, synonyme de passivité. Au contraire, Jefferson avait une vision pour son pays dont il voyait l'avenir tourné vers l'Ouest, faisant rimer croissance démographique, expansion territoriale et prospérité économique. Pour lui et d'autres républicains, comme James Monroe, l'une des conditions du développement de la république et de la liberté individuelle était la possibilité de donner libre accès à tous à la propriété terrienne. Cet idéal allait de pair avec une rationalisation toute pragmatique des intérêts nationaux comme économiques et donc à un souci permanent de la sécurité du pays. Jefferson cherchait à tourner le dos à l'Europe tout en étant conscient de son poids dans la réalisation de son rêve expansionniste. En effet, l'Ouest n'était *terra nullius* au regard du droit des nations et tout mouvement dans cette direction, comme l'expérience passée l'avait montré, impliquait des tensions avec les voisins européens, notamment l'Espagne et la Grande-Bretagne. Par ailleurs, il fut contraint d'abandonner sa position de principe contre la militarisation au nom de la

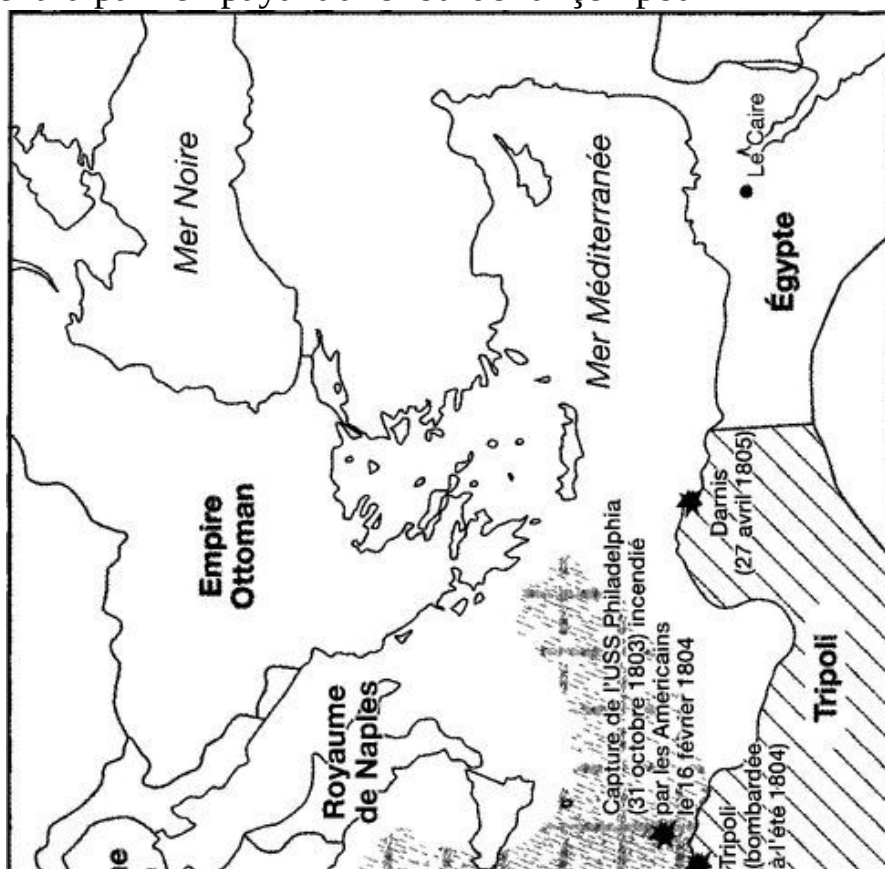
nécessité de favoriser les intérêts américains par les armes. En effet, comment satisfaire le besoin de grandeur nationale sur les mers et sur le continent sans un minimum de forces armées ?

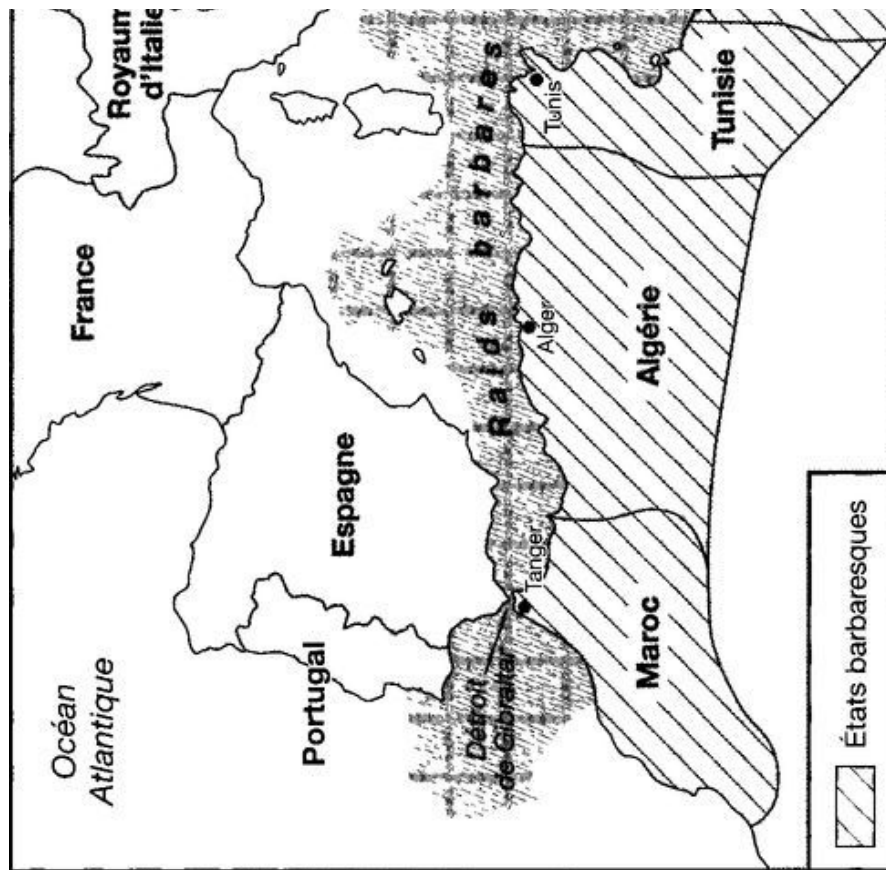
Les guerres barbaresques

La question des pirates de la côte de Barbarie empoisonnait l'existence des responsables de la diplomatie américaine car elle conjugait deux aspects jugés intolérables : d'un côté, les marchands américains déploraient l'inefficacité de leur pays impuissant à les protéger des exigences et des déprédations des pirates de la côte de Barbarie ; de l'autre, les Américains voyaient leur image ridiculisée en Méditerranée. En soi, cela ne portait pas beaucoup à conséquence mais la jeune nation avait une susceptibilité exacerbée dans ce lieu, d'autant qu'elle se sentait particulièrement impuissante en Europe. Aussi Jefferson décida-t-il d'appliquer ses idées, dès son accession au pouvoir, en refusant le système de concessions négocié du temps de Washington. Pour se faire, il fut obligé de convenir que le recours à la force était l'unique moyen de sauvegarder la liberté de navigation en Méditerranée pour les navires américains.

Au milieu des années 1780, Washington avait bien réussi à obtenir un traité de la régence du Maroc, mais ceci n'avait eu aucune incidence sur celles d'Alger, de Tunis ou de Tripoli. Les Américains et les Européens continuaient donc de verser un tribut, procédure jugée moins coûteuse que la guerre. Au cours des années 1790, le pacha (ou dey) d'Ager, puis celui de Tunis et de Tripoli signèrent des traités avec les États-Unis fixant une redevance annuelle. Les raids ne cessèrent pas pour autant. Ni les humiliations. En 1800, le dey d'Alger força le commandant du *George Washington*, un navire de guerre accompagnant les navires marchands, à faire amener le drapeau national et le remplacer par le drapeau d'Alger, à transporter l'ambassadeur d'Alger et ses cadeaux auprès du Sultan de Constantinople.

Or, du fait de la Quasi-guerre contre la France, la marine américaine avait gagné en assurance et en expérience. Et, comme deux mois avant l'investiture de Jefferson, le dey de Tripoli déclara la guerre aux États-Unis, le premier décida donc d'envoyer un escadron en Méditerranée, sans demander de déclaration de guerre formelle au Congrès. En 1803, l'une des plus belles frégates de la flotte, le *Philadelphia*, s'échoua en rade de Tripoli et fut capturé par les Tripolitains qui le remirent à flot. L'équipage fut pris en otage et l'on se prépara à le vendre comme esclaves. La marine américaine s'illustra alors par un des hauts faits qui contribuent à la rendre populaire auprès de l'opinion pendant tout le siècle : le lieutenant Stephen Decatur et un groupe de marines reconquirent le *Philadelphia* au milieu du port de Tripoli, préférant la détruire plutôt que la laisser retomber aux mains des pirates barbaresques. Après des années de blocus américain, le pacha finit par concéder un traité, signé en 1805, qui ne mit pourtant pas fin à l'insécurité en Méditerranée, mais releva considérablement l'image des États-Unis. En réalité, le gouvernement fut contraint d'acheter discrètement la paix en payant une lourde rançon pour





Carte 1. Les régences barbaresques

obtenir la libération de marins américains en captivité et en acceptant de faire porter par le tout nouveau consul des cadeaux substantiels au pacha.

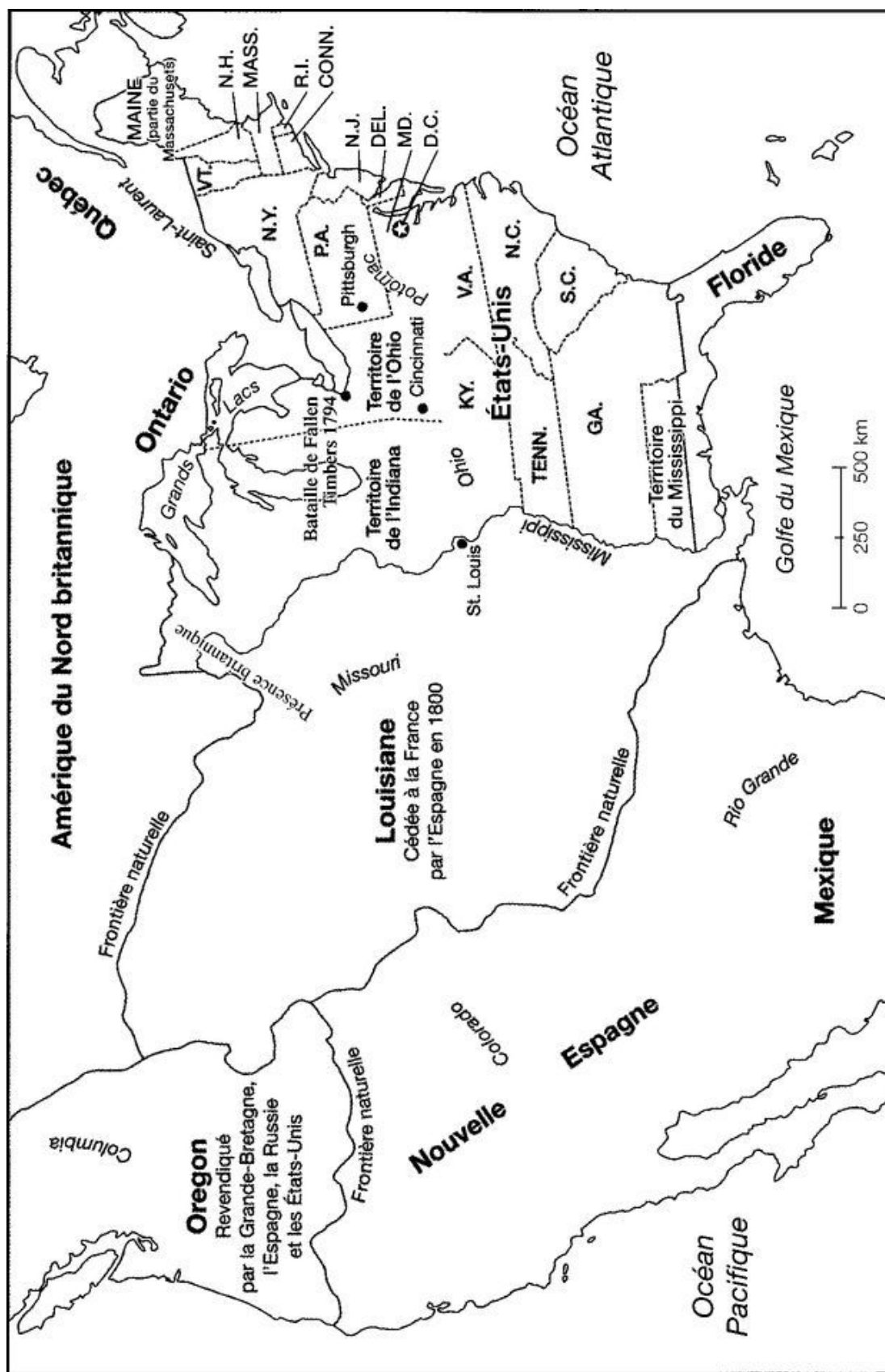
Les démêlés avec les pirates barbaresques ont une importance réelle au plan local parce qu'ils inaugurent une politique de résistance à la piraterie par l'emploi de la force qui sera reprise avec beaucoup plus de succès par la France au détriment des régences de la Méditerranée occidentale. Toutefois, les résultats furent plutôt symboliques pour les États-Unis. Jefferson vit sa stature d'homme d'État renforcée parce qu'il n'avait pas hésité à mettre en œuvre de grands moyens pour préserver l'honneur national et protéger le commerce. Certes les pirates ne cessèrent pas leurs raids mais, grâce à l'accompagnement des navires marchands par la Marine et la réputation gagnée par le coup d'éclat de Decatur, ceux-ci réduisirent leurs attaques de bateaux américains. Dans le même temps, l'image de Jefferson pacifiste avait fait long feu et il démontra aussi qu'il était capable de pragmatisme en tentant d'abord d'utiliser la force puis en choisissant la négociation pour régler le problème des pirates

barbaresques - faisant ainsi un virage à 180° puisqu'il était revenu à la pratique de payer le tribut, comme les fédéralistes avant lui.

Dès 1807, en raison des tensions avec la Grande-Bretagne, il fut contraint de rappeler la flotte croisant en Méditerranée, ce qui laissa les marchands américains orphelins et des proies faciles pour les pirates jusqu'en mars 1815. La guerre contre les Britanniques étant achevée, le Congrès décida d'envoyer la flotte contre le pacha d'Alger qui venait de déclarer la guerre aux États-Unis. Rejoints par les navires européens disponibles, à présent que la guerre en Europe était terminée, les Américains purent mettre un terme aux décennies d'exaction des régences barbaresques.

L'achat de la Louisiane

La grande affaire de la présidence de Jefferson fut l'acquisition du territoire de Louisiane dans un imbroglio diplomatique, juridique et constitutionnel à la mesure de l'immensité du territoire et de la complexité des rivalités dont il fait l'objet. Jefferson n'avait jamais caché ses appétits expansionnistes et, avant d'accéder à la présidence des États-Unis, avait beaucoup œuvré en faveur de l'extension du territoire national, de son système de gouvernement et de sa civilisation. Lorsqu'il était secrétaire d'État, il préconisait l'intervention dans la guerre opposant la France et l'Angleterre pour prévenir les velléités annexionnistes britanniques en Floride et en Louisiane. Personnellement, il s'intéressait beaucoup à l'Ouest au plan scientifique, commercial et philosophique ; pour lui, l'expansion continentale était seule à même de garantir la pérennité du modèle républicain et démocratique mis en place aux États-Unis. Il faut rappeler qu'à cette époque, le continent était encore mystérieux, parcouru par quelques rares trappeurs et hommes d'Église. Il suscitait



Carte 2. *L'Amérique du Nord en 1800*

donc d'innombrables fantasmes, l'un des non moindres étant le mythique détroit d'Anian ou Passage du nord-ouest. Si la majorité des Américains plaçaient l'horizon du possible au Mississippi, quelques audacieux voyaient au-delà et repoussaient cet horizon à la côte du Pacifique, rêvant d'établir un véritable passage maritime et commercial vers l'Extrême-Orient. La stratégie devait donc être celle de la conquête « pièce par pièce », progressive et, si possible, sans coup férir.

Les Espagnols savaient depuis l'indépendance des colonies britanniques que les Américains verraient croître leur population et s'étendraient vers l'ouest pour satisfaire le besoin en terres des nouveaux arrivants. La signature du traité Pinckney avait ouvert les vannes à de nombreux colons s'installant sur la rive orientale du Mississippi ; la Floride occidentale faisait l'objet de la convoitise des habitants des États proches, le Tennessee, la Géorgie et le territoire du Mississippi, qui voyaient en ce territoire la clé de leur accès au golfe du Mexique. Au cours de la décennie, plus de 100 000 Américains s'étaient installés à l'ouest des Appalaches. Que ce soit les Américains de la région, les spéculateurs de la côte Est ou les responsables politiques de la capitale, tous s'accordaient pour penser que cette zone finirait par tomber dans le giron des États-Unis, comme un fruit mûr. Aussi, la souveraineté espagnole sur cette zone semblait la moins dangereuse car les Espagnols étaient incapables de défendre leurs propres possessions et, *a fortiori*, de menacer le territoire américain. Tous les efforts diplomatiques américains tendaient donc à éviter que des puissances plus belliqueuses, la Grande-Bretagne ou la France, ne prennent pied à la place de l'Espagne. En juillet 1801, Jefferson pouvait donc tranquillement écrire : « Nous considérons que la possession [par l'Espagne] de tout le pays adjacent est plus que favorable à nos intérêts et nous serions extrêmement peints de voir une autre nation se substituer à elle ».

Sans le savoir, Jefferson venait de mettre en mots la réalité puisque le traité secret de San Idelfonso (1800) avait rétrocédé à la France sa colonie perdue au profit de l'Espagne à la fin de la guerre de Sept Ans. Il est vrai que les rumeurs de retour de la France étaient fréquentes dans la région. Dans les premières années de la Révolution française, le rêve de

rétablir l'empire français n'avait plus cours en France mais il n'avait pas disparu, comme en avaient témoigné les agissements du Citoyen Genêt désireux de prendre la Louisiane à l'Espagne, alors alliée de la Grande-Bretagne pour des raisons stratégiques et économiques. Durant les négociations menant aux traités de Bâle de 1795, les Français avaient tenté de convaincre l'Espagne de leur céder le territoire, ce qui n'avait manqué d'accroître les craintes américaines. En effet, en occupant l'ensemble de Saint-Domingue, les Français auraient besoin de la Louisiane et de ses richesses agricoles pour nourrir les cohortes d'esclaves travaillant sur l'île à sucre. Après Thermidor, et l'accession au pouvoir de Napoléon, le rêve reprit de la vigueur et se trouva d'ardents et puissants défenseurs en la personne de Napoléon et de son ministre des Affaires étrangères, Talleyrand.

Parallèlement, dès 1797, le ministre des Affaires étrangères espagnol avait recherché des moyens de se débarrasser d'une colonie trop coûteuse à conserver ; non seulement l'Espagne avait perdu l'exclusivité du port de la Nouvelle-Orléans, en accordant le droit de dépôt aux Américains, mais la contrebande (britannique, américaine) ne générait aucun revenu. La Couronne espagnole n'arrivait pas à contrôler les frontières car écrivait Godoy : « On ne peut fermer un champ ouvert ». Enfin, faisant preuve d'un réalisme certain, Godoy qui mesurait bien l'état des forces, préféra négocier avec la France tant qu'il avait un avantage au lieu de trop attendre et de voir la France prendre de force la Louisiane sans que les Espagnols n'y puissent rien faire. Par le traité de San Idelfonso, l'Espagne obtint la promesse d'un royaume en Italie pour le beau-frère du roi Charles IV, duc de Parme, en échange de six navires de guerre et de la Louisiane. De plus, Talleyrand promit de transformer le territoire (en plus d'être un grenier pour la France) en territoire-tampon entre les Britanniques et les États-Unis, d'une part, et le reste des possessions espagnoles d'Amérique du Nord, de l'autre.

Des négociations d'une telle portée ne pouvaient rester longtemps secrètes, d'autant plus que l'on pouvait constater des activités françaises dans le secteur dès 1801. En effet, la nouvelle de l'arrivée des troupes du général Victor à Saint-Domingue pour réduire la révolte des esclaves acheva de susciter l'angoisse. Tous, en Louisiane et aux États-Unis

étaient persuadés qu'il s'agissait du prélude au débarquement des Français à la Nouvelle-Orléans et à l'invasion de la Louisiane dont les troupes espagnoles ne s'étaient pas encore retirées. De plus, le ministre plénipotentiaire américain à Londres, Rufus King, alerta James Madison à la fin du mois de mars 1802 sur la promesse de royaume en Italie faite par la France à l'Espagne. Pour lui, cette promesse cachait une compensation considérable qui ne pouvait être que la Louisiane et/ou les Florides. Enfin, la nouvelle se précisa lorsque, en novembre 1802, les Britanniques transmirent à l'ambassadeur américain une copie d'un autre traité, plus récent, la convention d'Aranjuez de mars 1801, par lequel le neveu du roi d'Espagne, devait devenir roi de Toscane (ou Étrurie).

Jefferson réagit rapidement et finement à ces rumeurs concordantes. Tout d'abord, il obtint du Congrès l'autorisation de construire 15 canonnières et de faire appel à 80 000 hommes de troupe (mobilisés dans les milices d'État) pour les envoyer le long du Mississippi. Dans le même temps, il envoya une mise en garde aux diplomates français et espagnols accrédités à Washington. Enfin, il se rapprocha publiquement du chargé d'affaires britannique pour faire pression sur les Français et les Espagnols et leur faire comprendre qu'il était prêt à envahir la Louisiane avec la bénédiction des Britanniques. Étant le plus proche géographiquement et soutenu par une population directement concernée, Jefferson ne pouvait être pris à la légère.

Dans un second temps, Jefferson décida de négocier directement avec les gouvernements. Le 18 avril 1802, il écrivit donc au ministre américain en poste à Paris, Robert Livingston, en exposant la position américaine face à la reprise en main de la Louisiane par la France qu'il considérait comme un casus belli, « l'embryon d'une tornade » : « Le jour où la France prendra possession de la Nouvelle-Orléans, [...] nous devons nous marier à la flotte et à la nation britanniques. » Par l'intermédiaire de son ami, réfugié français en Amérique, Pierre Du Pont de Nemours, le contenu de la lettre fut porté à la connaissance de Napoléon et de sa cour. Pour éviter le conflit, la seule porte de sortie était la cession de la Louisiane et des Florides aux États-Unis. Il poursuivit en écrivant une nouvelle lettre, en date du 1^{er} mai, instruisant Livingston de proposer l'achat de la Nouvelle-Orléans et des Florides (encore sous

possession espagnole). S'ensuivit une longue période de négociations surréalistes durant lesquels Talleyrand continua à nier la rétrocession de la Louisiane par l'Espagne tandis que Livingston en réclamait la cession. Outre l'argument du risque de guerre avec les États-Unis, Livingston développa des arguments économiques et stratégiques : par exemple, comment la France fera-t-elle pour contrôler le port de la Nouvelle-Orléans sans contrôler les Florides ? Comment fera-t-elle pour sécuriser son immense territoire et empêcher l'installation de colons américains ? Enfin, il proposa d'abandonner la question de l'indemnisation des navires américains saisis par la France pendant la Quasi-guerre.

Pendant ce temps, l'Intendant - espagnol - du port de la Nouvelle-Orléans avait décidé, en octobre 1802 de suspendre le droit de dépôt accordé aux marchands américains, en violation flagrante du traité Pinckney, donnant l'impression que le port allait être transféré de manière imminente à la France. L'effet psychologique sur les Américains directement impliqués fut d'une ampleur égale aux lois britanniques ayant conduit à la guerre d'Indépendance dans les années 1770. Le préjudice causé était considérable car petit à petit le port était devenu le point de passage pour l'exportation de la production agricole (sucre, grain, coton) de la vallée du Mississippi en direction des Antilles et de l'Europe. Entre 1796 et 1802, la valeur de ces exportations avait augmenté pour atteindre la somme de 2 millions de dollars. Le volume des exportations de coton passant par le port avait été multiplié par quarante en trois ans et le tonnage de la marine marchande opérant sur le fleuve surpassait celui de la France et de l'Espagne cumulés. La cause de la décision drastique de l'intendant n'était donc pas quelque ratiocination politique mais la simple volonté de sanctionner les marchands américains qui pratiquaient aussi et à grande échelle une contrebande organisée qui, elle, constituait une perte sèche en recettes fiscales pour ce fonctionnaire zélé soucieux de faire du résultat. De plus, il avait reçu des instructions secrètes de Madrid en juillet 1802 ; le raisonnement des responsables espagnols étant que, comme les Américains ne manqueraient pas d'accuser les Français, la rétrocession serait synonyme de tension entre la France et les États-Unis, ce qui préserverait efficacement les territoires espagnols, du moins plus

que les vagues promesses de Talleyrand de transformer la Louisiane en territoire-tampon.

Le volume du commerce illicite était tel que du point de vue économique, cette décision n'eut aucun effet, mais elle mit le feu aux poudres psychologiquement. Les Américains vivant dans la vallée du Mississippi soulignèrent le peu de foi des Espagnols, brandirent l'épouvantail français et réclamèrent du pouvoir central à Washington (devenue capitale des États-Unis en 1801) des mesures immédiates pour améliorer leur situation. Il leur semblait intolérable d'être dépendants pour ce qu'ils estimaient être leur survie économique et leur avenir politique dans l'Union des caprices d'une monarchie européenne décadente - l'Espagne - ou d'un empire puissant et despotique - la France. Ils se présentaient comme les défenseurs de la liberté et se préparaient à prendre les armes pour envahir la Nouvelle-Orléans et y établir la souveraineté américaine. Certains penchaient pour déclarer la guerre à l'Espagne, d'autres, donnant foi aux rumeurs de transfert à la France, penchaient pour déclarer la guerre à la France qui occupait déjà, pensait-on, les Florides, était sur le point de rétablir l'ordre à Saint-Domingue et ourdissait le plan diabolique de fermer le golfe du Mexique au commerce américain, étouffant ainsi les habitants de la vallée du Mississippi pour faciliter son retour en Amérique du Nord.

Les rumeurs prenaient donc une tournure inquiétante pour la France et l'Espagne, mais aussi pour le gouvernement central américain car les appels à la guerre des habitants de l'Ouest étaient doublés de menaces séparatistes si le gouvernement ne parvenait pas à satisfaire leurs demandes et assurer leur bien-être. Par ailleurs, les fédéralistes, qui venaient de perdre le pouvoir, voyaient dans ces événements l'occasion d'accroître leur influence politique en s'assurant la sympathie de l'Ouest qui deviendrait ainsi un nouveau réservoir de voix dont ils avaient cruellement besoin. Ils militèrent donc pour l'envoi d'une expédition militaire à la Nouvelle-Orléans et pour prendre la ville ainsi que les Florides sans prendre la peine de négocier avec quiconque. En prenant les devants, ils voulaient mettre Jefferson en porte-à-faux avec la France, en l'obligeant à lui déclarer la guerre, ou avec ses électeurs de l'Ouest.

Jefferson refusa de se laisser enfermer dans un choix absurde et suicidaire et préféra accélérer la procédure diplomatique, comptant sur l'influence des appels à la guerre aux États-Unis sur les Français qui, sachant que l'opinion américaine voulait en découdre, se rangeraient prudemment du côté de la paix et de la négociation. Suivant les conseils de Du Pont de Nemours arrivé en France de sa part, il offrit à la France d'acheter la Nouvelle-Orléans et les Florides. La nouvelle de cette offre serait de nature à apaiser les habitants de l'Ouest. Il décida donc d'envoyer le Virginien James Monroe à Paris en qualité de ministre extraordinaire en France et en Espagne chargé d'assister Robert Livingston : leurs instructions étaient d'offrir d'acheter la Nouvelle-Orléans et les Florides. De plus, au cas où ni la France ni l'Espagne ne répondraient favorablement à cette demande, Monroe avait pour instruction de se rendre en Angleterre et de négocier un traité d'alliance pour préparer la guerre.

Cette nomination fut approuvée par le Sénat (de justesse) et la Chambre des représentants vota un budget de deux millions de dollars devant être employés au cours de la négociation ; les représentants insistèrent pour que Monroe obtînt la libre navigation sur le Mississippi et l'accès aux voies navigables des Florides débouchant sur le golfe du Mexique. Jefferson déclara : « Si nous espérons le libre usufruit du Mississippi, du Mobile, de l'Appalachicola et des autres fleuves de l'Ouest, la Nouvelle-Orléans et les Florides doivent faire partie des États-Unis que ce soit par achat ou par conquête. » Il donna aussi secrètement l'autorisation à Monroe de pousser jusqu'à 10 millions de dollars, prenant sur lui de convaincre le Congrès le cas échéant.

Monroe quitta les États-Unis en mars 1803, arrivant en France alors que le contexte diplomatique avait, encore une fois, radicalement changé et pour le plus grand bénéfice des États-Unis. En 1803, la paix d'Amiens qui, depuis, 1801 avait donné du répit aux puissances belligérantes d'Europe fut rompue. Les historiens débattent encore pour savoir si la responsabilité de la reprise des hostilités doit être attribuée aux Français ou aux Britanniques. Quoi qu'il en soit, la reprise de la guerre contre l'Angleterre signifiait que Napoléon ne pouvait se permettre ni d'ouvrir

un front en Amérique, ni, *a fortiori*, de laisser les Britanniques se trouver un nouvel allié par sa faute. De plus, par un coup du sort, il n'avait pas pu mener à bien son plan d'occupation des Florides prévu pour le début de l'année 1803. Un corps expéditionnaire avait bien été préparé mais il n'avait pu quitter les Pays-Bas du fait des intempéries et des rigueurs de l'hiver 1802. Cela avait donné le temps aux Britanniques de positionner une flotte dans la Manche pour empêcher les troupes françaises de partir. Or, sans occupation des Florides, Napoléon ne pouvait prendre la Louisiane et, inversement, faute d'une présence armée française, les Britanniques auraient tout loisir d'occuper eux-mêmes les Florides et de fermer à la France la mer des Antilles et le golfe du Mexique.

Par ailleurs, et plus préoccupant, la révolte des esclaves de Saint-Domingue sous la direction de Toussaint l'Ouverture commencée en 1795, était loin d'être écrasée. Malgré le répit de la paix d'Amiens et l'envoi en novembre d'un corps expéditionnaire de 20 000 hommes sous le commandement du général Victor Leclerc, beau-frère de Napoléon, les esclaves prirent le dessus : plus de 24 000 soldats périrent, de la fièvre jaune ou au cours des combats. Non seulement l'île allait échapper au contrôle français, ce qui constituait un tremblement de terre dans toute l'Amérique esclavagiste, mais le projet d'invasion de la Louisiane s'effondrait de lui-même. Car malgré l'arrestation de Toussaint l'Ouverture qui fut déporté en France où il mourut en captivité, l'insurrection redoubla d'intensité. Leclerc mourut lui aussi de la fièvre jaune. Son successeur tenta d'appliquer une politique de massacre, importa de la Jamaïque des chiens spécialisés dans la traque d'esclaves, multiplia les arrestations, sans parvenir à démoraliser les insurgés. La révolte coûta la vie à 50 000 soldats français, la plupart des Blancs de l'île et leurs esclaves ainsi que des Noirs libres s'exilèrent vers les États-Unis, d'autres îles des Antilles et la France.

Talleyrand et Napoléon changèrent donc de position et, le 11 avril 1803, offrirent à un Livingston médusé la totalité de la Louisiane. Il accueillit Monroe, fraîchement arrivé de Washington le 13, avec cette nouvelle stupéfiante. Pesant le pour et le contre, les Français avaient pris acte de leur impuissance en Amérique du Nord et, surtout, de la détermination des Américains à aller jusqu'au bout ; sans compter le fait

que, dans l'éventualité où la France prendrait effectivement possession de la Louisiane, elle s'exposerait à des années de conflits avec les colons américains qu'elle serait impuissante à empêcher de se déplacer vers l'Ouest. Par ailleurs, Napoléon avait décidé de consacrer ses forces à son empire en Europe et ne pouvait se permettre une diversion. Enfin, il espérait bien tirer le plus grand parti financier de la transaction. La perspective du doublement de la taille des États-Unis était synonyme de problèmes futurs pour l'Espagne, son alliée incertaine et peu fiable, et surtout pour la Grande-Bretagne qui devrait se soucier un peu plus de l'expansionnisme américain à ses dépens. Comme le résume une remarque apocryphe de Talleyrand : « cela les [les Américains] tiendra occupés pendant cinquante ans ». Enfin, ni Napoléon ni Talleyrand ne désespéraient de revenir, une fois l'empire stabilisé, et profiter des divisions américaines pour reprendre la Louisiane ou plus.

Les deux négociateurs américains, après une longue hésitation parce qu'ils allaient outrepasser leurs instructions, décidèrent d'accepter la proposition française. Un accord fut finalement conclu sur le prix de vente du territoire : 11 250 000 pour la Louisiane et 3 750 000 dollars pour indemniser à la place de la France les Américains ayant essuyé des dommages du fait de la Quasi-guerre. Le Traité fut signé le 2 mai 1803 mais antidaté du 30 avril. La France cédait aux États-Unis son territoire de Louisiane, les habitants devaient devenir citoyens des États-Unis qui garantissaient à l'Espagne et à la France l'accès aux ports de Louisiane pour une période de douze ans selon le même régime que les Américains. Restait la question de la Floride occidentale qui n'avait pas été mentionnée dans le Traité et dont les Américains ne savaient pas si, selon les accords toujours secrets entre l'Espagne et la France, elle faisait partie ou non de la Louisiane. Les Français refusèrent de lever l'ambiguïté et Napoléon aurait même déclaré : « Si une obscurité n'existait pas déjà à ce sujet, il serait bon d'en ajouter une ». Il semblait clair que les Américains souhaitaient voir inclure la Floride dans la délimitation géographique de la Louisiane pour pouvoir la réclamer aux Espagnols, tandis que les Français se réjouissaient d'avance d'avoir créé un différend entre l'Espagne et les États-Unis, sans effort particulier sinon d'être restés vagues.

La nouvelle de l'achat de la totalité de la Louisiane fut accueillie avec surprise et excitation devant l'immensité du territoire et les richesses supposées qu'il contenait. Pourtant, Jefferson se heurta à des difficultés constitutionnelles et politiques. Non seulement la Constitution n'autorisait pas explicitement le Président à acheter des territoires et donc à agrandir la taille du pays, mais au regard du droit international la transaction n'était sans doute pas valide puisque l'Espagne n'avait pas formellement transmis la souveraineté à la France et, surtout, la France n'avait pas rempli sa part du contrat signé en 1800 avec l'Espagne qui pouvait donc, en droit, abroger le Traité. Abandonnant son idée initiale qui consistait à convaincre le Congrès de voter le paiement de la somme puis de soumettre au peuple américain un référendum amendant la Constitution pour permettre au président d'acquérir du territoire, Jefferson se rangea à l'avis du secrétaire au Trésor, Albert Gallatin, qui mettait en avant l'argument des *implied powers*, « pouvoirs impliqués » ou « implicites ». Dans l'intérêt supérieur de la nation, le Président ou le Congrès pouvait prendre sur lui d'interpréter la Constitution en s'appuyant sur son esprit et non sa lettre.

Poussé par Monroe lui indiquant que les Français risquaient de changer d'avis, Jefferson transmit au Sénat le traité pour approbation en présentant une défense fondée sur l'idée qu'il s'agissait d'une occasion qui ne se présenterait sans doute plus jamais : « Les lois de la nécessité, de la préservation de soi, de la sauvegarde de notre pays quand il est en danger sont une obligation des plus hautes. » C'est en cela que s'explique sa formule célèbre : « l'empire de la liberté ». Pour Jefferson, revenant quelques années plus tard sur l'acquisition de la Louisiane, l'adjonction de ce territoire et l'agrandissement physique des États-Unis avaient réconcilié l'idée de liberté et l'idée d'expansion conçue comme une conséquence logique de la Constitution qui faisait la promotion d'un « grand empire et du *self-government* ».

Le débat politique sur le traité fut houleux ; les fédéralistes étaient à présent farouchement opposés à l'achat au motif que le prix à payer était trop élevé pour un territoire dont le pays n'avait même pas besoin. Ils contestaient aussi la constitutionnalité du traité et, surtout, en raison de la taille et de la composition démographique de la Louisiane, rejetaient

l'idée d'intégrer ce territoire à l'Union sur le même pied d'égalité que les autres États. En réalité, ils redoutaient au plus haut point que les nouveaux territoires ne viennent renforcer la nouvelle section de l'Ouest et ne soient par avance acquis aux idéaux du parti républicain. Le traité fut approuvé par le Sénat en octobre 1803 à la majorité écrasante de 24 voix contre 7. Enfin, l'acquisition fut officialisée le 20 décembre de la même année au cours d'une cérémonie de montée des couleurs américaines sur la Place d'Armes de la Nouvelle-Orléans, quand la souveraineté fut transférée par la France aux États-Unis, moins de trois mois après l'avoir officiellement reçu le territoire des Espagnols.

Au plan constitutionnel et au regard du droit international, la question de la légalité de la transaction ne fut levée qu'en 1828 lorsque la Cour suprême des États-Unis déclara constitutionnel l'achat de la Louisiane par l'arrêt *American Insurance Company vs. Canter*, concernant l'achat de la Floride aux Espagnols : le pouvoir du gouvernement de signer des traités et de faire la guerre lui donne effectivement le pouvoir d'acquérir du territoire et d'incorporer ses habitants à l'Union. A posteriori, on donnait donc raison à Jefferson et aux républicains, tout en avalisant l'incorporation de l'État de Louisiane effectuée en 1812. Par ailleurs, au plan du droit international, l'Espagne protesta dans la mesure où Napoléon n'avait pas complètement respecté ses engagements (l'Étrurie avait bien été créée pour le parent du roi d'Espagne mais sans jamais recevoir la reconnaissance internationale propre à asseoir sa crédibilité et sans retrait des troupes françaises). Quant aux relations avec les États-Unis, elles empirèrent au point qu'il fallut attendre le traité Adams-Onís de 1819 pour voir les différends se régler définitivement.

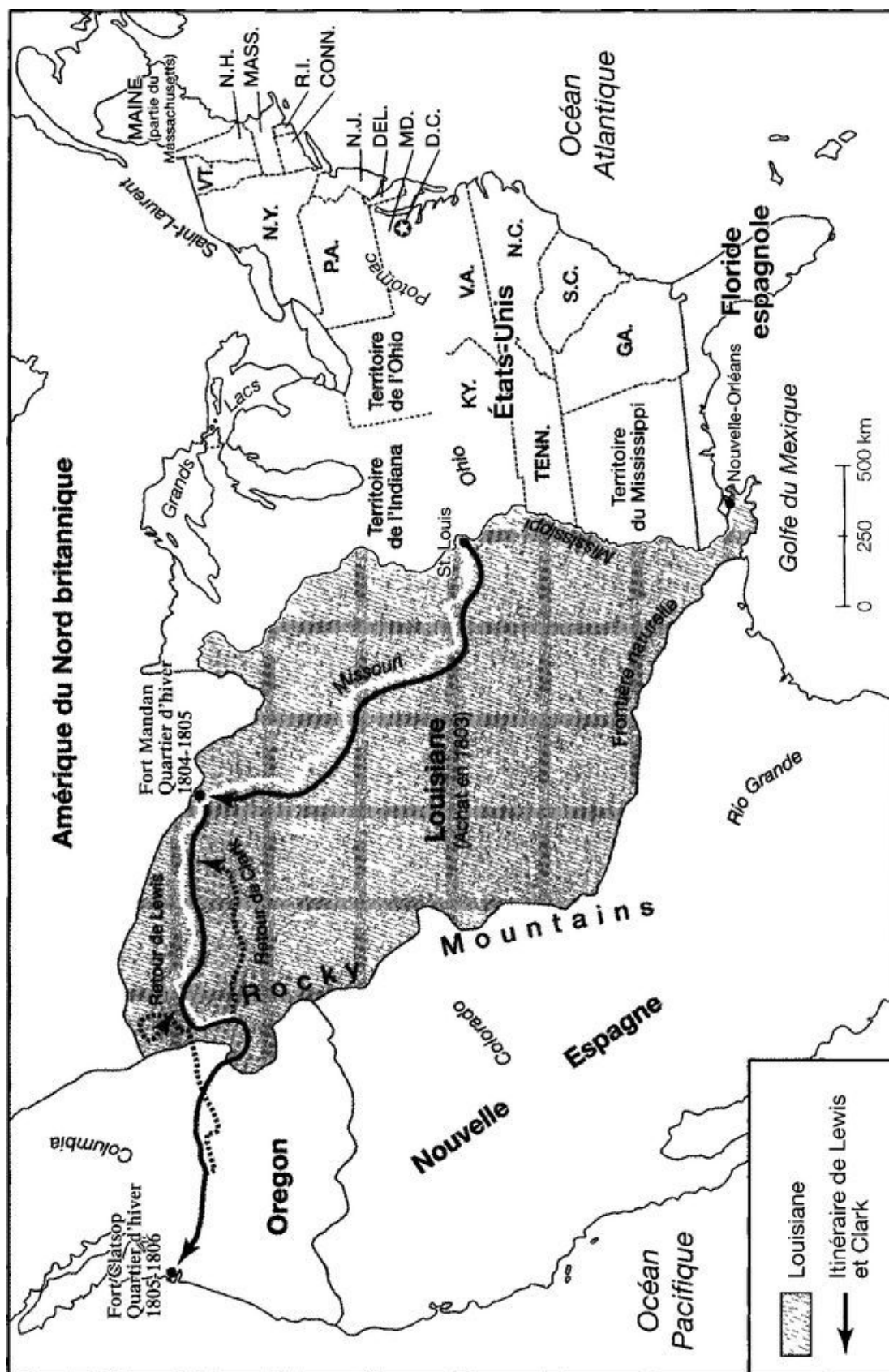
En effet, la question de la Floride occidentale et de l'imprécision des frontières avec l'Espagne, ainsi que celles des possessions britanniques au Nord du territoire de la Louisiane donna lieu à de multiples incidents opposant les États-Unis à leurs voisins. La Louisiane vendue par la France ne correspondait pas à celle qui avait été transférée aux Espagnols par le traité de Paris de 1763. S'il est vrai que la Floride occidentale faisait partie de la Louisiane française cédée à l'Espagne, elle ne faisait pas partie du territoire rétrocédé à la France et cédé aux États-Unis. Cette ambiguïté entretenue par les Américains couvrait une absence de

fondement juridique. Aussi, Jefferson et ses successeurs tentèrent de dire un droit différend en procédant par la menace, la persuasion ou la négociation dans le but d'étendre la souveraineté américaine sur la Floride occidentale. Les États-Unis tentèrent aussi de profiter de l'escalade militaire en Europe et des besoins financiers de Napoléon ; en février 1806, celui-ci fit savoir aux États-Unis qu'il userait de son influence sur l'Espagne pour la convaincre de vendre les deux Florides en échange de deux millions de dollars. Alors que Jefferson avait secrètement réussi à convaincre le Congrès de voter cette somme, Napoléon retira sa proposition. En janvier 1808, Napoléon tenta de convaincre les Américains d'entrer en guerre contre l'Angleterre en échange des Florides. Puis, il changea encore d'avis après avoir envahi l'Espagne et mit son frère sur le trône d'Espagne : étrangement, étant devenu plus Espagnol que les Espagnols, Joseph Bonaparte refusait de céder un pouce de son territoire. Enfin, une insurrection éclata en Espagne contre l'occupation française et dans les colonies espagnoles, point de départ de l'effondrement de l'empire espagnol dans les années 1810-1820. Face à l'instabilité, Jefferson renonça à acquérir ces territoires.

L'achat de la Louisiane enracina les États-Unis vers l'ouest de manière durable. Non seulement cette victoire personnelle de Jefferson permit d'élargir la base agrarienne de son parti, mais aussi de tester l'adaptation de la Constitution aux besoins du pays, de renforcer une unité nationale menacée par les tendances séparatistes de l'Ouest qui, à présent, se sentait vraiment faire partie de l'Union. Enfin, il créa un précédent pour l'acquisition de territoires déjà peuplés et posa un modèle d'inclusion sensiblement plus nuancé et pragmatique que le modèle de l'Ordonnance du Nord-Ouest de 1797. Il rendit, en quelque sorte, l'expansion normale, une sorte de « style de vie » pour reprendre la célèbre expression de l'historien William Appleman Williams. Liberté et expansion allaient donc de pair, et peu de gens remettaient en question le caractère potentiellement contradictoire de ces deux exigences. Enfin, au début de 1803, en obtenant du Congrès le financement d'une expédition scientifique pour reconnaître le territoire qu'il était sur le point d'acheter, il organisa plusieurs expéditions successives ou concomitantes. Leur

mission était de recenser les potentialités du territoire, tenter d'en mesurer l'étendue, trouver un accès praticable à l'Océan pacifique, s'assurer de la possibilité pour les Blancs de vivre dans le Missouri, identifier les Indiens vivant dans ce secteur, voir s'il était envisageable de tracer une route et trouver les sources du Mississippi, aussi mythiques à cette époque que le seront quelques décennies plus tard les sources du Nil.

La première expédition fut celle de deux militaires appartenant au corps du génie, les capitaines Meriwether Lewis et William Clark ; Lewis était aussi secrétaire privé de Jefferson. Ils se mirent en route au printemps 1804 pour revenir près de deux ans plus tard. Outre leurs récits extraordinaires, ils rapportèrent l'idée que les États-Unis avaient été les premiers à explorer l'intérieur et qu'ils pouvaient revendiquer la côte non espagnole du Pacifique. La seconde expédition, celle de Zebulon Pike, de 1805 à 1806, avait pour mission de trouver les sources de Mississippi. Pike ne les trouva pas mais il rapporta de précieuses informations sur les Britanniques à la frontière nord du territoire. Il repartit pour une seconde expédition de 1806 à 1807, pour rechercher les sources de l'Arkansas et de la Red River. Ses recherches furent infructueuses, mais il avait aussi une mission secrète qui était de mesurer les forces espagnoles au nord du Mexique. Le bilan de ces missions est qu'elles permirent de prendre possession de ce territoire et de commencer à le connaître ; ce faisant, Pike, Lewis et Clark furent à l'origine d'une évolution notable de l'expansion vers l'ouest. En effet, persuadés que la majorité du territoire - qu'ils appelèrent le « grand désert américain »- était impropre à l'agriculture telle qu'elle était pratiquée à l'époque, ils vantèrent les mérites de la Californie et de la côte pacifique (Oregon). Les pionniers se contenteront donc dans les décennies suivantes de traverser la Louisiane au nord vers l'Oregon et au sud vers le Texas et l'Amérique espagnole jusqu'en Californie.



Carte 3. La Louisiane et l'itinéraire de Lewis et Clark

Les relations avec la Grande-Bretagne

La reprise des hostilités entre la France et la Grande-Bretagne en 1803 eut, comme nous venons de le voir, une influence directe sur les États-Unis et leur fut favorable dans l'affaire de la Louisiane. Toutefois, les rapports avec la Grande-Bretagne empirèrent en dépit des ouvertures faites aux Britanniques par Jefferson au moment les plus tendus de ses négociations avec les Français. Par un mouvement de balancier, une fois que les problèmes furent réglés avec la France, ils s'aggravèrent avec les Britanniques au sujet de la liberté des mers, des droits des pays neutres et des intérêts économiques américains en Europe et aux Antilles. La cause de la mésentente était la pratique courante des Français et des Espagnols de permettre à des vaisseaux américains, non belligérants par définition, de transporter leurs marchandises entre leurs îles antillaises et la métropole. Alors que dans les années 1790, les Britanniques avaient considérablement freiné ce type de pratiques, invoquant la « Décision de 1756 », vers la fin de la décennie, ils assouplirent leur position en acceptant le principe du voyage « interrompu » (« *broken voyage* ») selon lequel un commandant français ou espagnol en provenance des Antilles pouvait « briser » son voyage en s'arrêtant dans un port américain où il payait des taxes, transformant leur cargaison en cargaison « neutre » ou « américaine » qu'ils pouvaient légalement réexporter vers l'Europe. La décision *Polly* de l'Amirauté britannique avait officialisé cette politique de tolérance et le commerce américain avait donc prospéré. Si la position britannique était pragmatique au plan commercial, elle ne pouvait satisfaire l'orgueil national des républicains au pouvoir et notoirement sourcilleux de leur indépendance, en particulier, dans leurs relations avec l'ancienne puissance tutrice. Jefferson et Madison en particulier insistaient sur la défense du principe : « *free ships make free goods* ».

Dans le même temps, les nécessités de la guerre en Europe avaient rendu les Britanniques moins tolérants. La Royal Navy et les milieux d'affaires britanniques accusaient le commerce des Américains neutres avec les Français de porter préjudice à l'effort de guerre et au commerce

britannique. Ils les soupçonnaient aussi de détourner la pratique du *broken voyage* en ne se donnant même plus la peine de décharger leurs marchandises dans les ports américains avec la complicité des autorités douanières qui leur faisaient payer le minimum de taxes, augmentant ainsi leurs profits. Aussi, en 1805, l'Amirauté revint sur la décision *Polly* par la décision *Essex* du nom d'un navire américain arraisonné par la marine britannique qui était parti du port de Barcelone (en Espagne, vers Cuba en ayant interrompu son voyage à Salem (Massachusetts)). Pour l'Amirauté, il ne suffisait plus de dire que l'on avait payé les droits de douane pour établir que le commandant avait « brisé » son voyage. Il lui fallait à présent apporter la preuve de son innocence. La charge de la preuve incombait maintenant au navire capturé.

La décision britannique aurait pu ne pas dépasser le stade du simple réglage juridique imposé par une nation toute-puissante dominant les mers. Mais elle fut d'un effet désastreux, car non seulement les Américains rejetaient la philosophie des Britanniques (dont il faut rappeler qu'elle était admise par tous les belligérants qui auraient fait la même chose et qui firent la même chose) mais les modalités d'application de cette décision insultaient leur dignité. En effet, la décision fut unilatérale, la Royal Navy s'autorisait à arraisonner des bateaux et à les conduire dans le port de Halifax en Nouvelle-Écosse pour les juger de manière expéditive et toujours dans le sens de la confiscation de la cargaison. Enfin, en croisant très près des côtes américaines, les navires britanniques avaient installé un blocus de fait des ports américains.

Encore une fois, en 1805, la tournure des événements militaires influença les comportements car si la victoire de l'amiral Nelson à Trafalgar sur la marine française et espagnole en octobre permit aux Britanniques d'asseoir leur suprématie navale, la suprématie française au plan militaire semblait confirmée en décembre par la victoire des troupes françaises sur les Autrichiens et les Russes à Austerlitz. Les forces étant devenues égales, le conflit se déplaça sur le terrain maritime commercial et sur les activités des transporteurs neutres.

Les conséquences pour les États-Unis furent immédiates car ils étaient le transporteur le plus important et celui qui commerçait avec le plus grand nombre d'Européens. Tout commença par la parution des premiers *Orders in Council* établissant un blocus de l'Europe de l'Elbe en Allemagne à la ville de Brest en France. Par le décret de Berlin, Napoléon proclama la fermeture de tous les ports anglais. Les États-Unis dénoncèrent les deux décrets comme des abus de pouvoir. Au début de l'année suivante, deux nouveaux *Orders in Council* déclarèrent que les transporteurs devaient mouiller en premier dans un port anglais, payer des droits de douane et ensuite repartir vers les ports français. Napoléon rétorqua par le Système continental qui avait pour but d'asphyxier les ports britanniques et réduire à néant le commerce britannique. Par le décret de Milan de décembre 1807, il mit en garde toute personne traitant avec les Britanniques et annonça qu'ils seraient considérés comme des possessions britanniques susceptibles d'être saisies.

La conséquence immédiate fut un regain d'activité de la marine française le long des côtes européennes ; de 1807 à 1812, elle arraisonna plus de navires américains que les Britanniques. Vue des États-Unis, l'Europe devenait incompréhensible et impraticable. Au plan strictement commercial, la France causait plus de dégâts au commerce américain que les Britanniques. Les sentiments francophobes se développaient autant que l'anglophobie latente depuis l'indépendance. Pourtant, ce sont bien les navires britanniques qui patrouillaient dans les eaux américaines, les marins britanniques qui soumettaient les marins américains à des humiliations constantes et, surtout, l'Amirauté qui cautionnait la pratique de *l'impressment*.

Les conditions de vie sur les bateaux de la Royal Navy étaient effroyables et l'effet de la bataille de Trafalgar, une véritable boucherie, avait fini de décourager les hommes enrôlés. Le taux de désertion ne cessait d'augmenter : Nelson avançait le chiffre de 42 000 déserteurs jusqu'en 1801. Les conditions et les salaires étant plus avantageux sur les navires marchands américains, de nombreux marins préféraient s'enrôler ailleurs dès lors qu'ils en avaient l'occasion, comme par exemple en Nouvelle-Écosse ou dans n'importe quel port américain. Aussi, entre 1793 et 1812, la Marine enrôlera de force plus de 10 000 marins pris sur

des navires américains privés, soit 6 000 pour la seule année 1808. Les Britanniques étaient donc plus visibles que les Français limitant leurs exactions au large de l'Europe et dans la mer des Antilles.

Le dialogue semblait impossible : alors que les Britanniques estimaient à la moitié de leur effectif le nombre de leurs marins ayant rejoint la marine marchande américaine, les États-Unis répondaient en proposant de refuser l'engagement de citoyens britanniques si la Grande-Bretagne renonçait officiellement à *l'impressment*. En effet, alors que les Américains raisonnaient en termes de liberté individuelle et de liberté des mers, les Britanniques n'avaient en tête que les nécessités militaires vitales : comment assurer sa suprématie maritime sans marins. De plus, un grand nombre de marins britanniques avaient choisi de se faire naturaliser américains pour échapper à la juridiction britannique ; se heurtaient donc la conviction américaine du droit à la naturalisation (même de complaisance) et la doctrine britannique de l'impossibilité de renoncer à la nationalité britannique (« Once an Englishman always an Englishman »). De fait, les deux points de vue étaient aussi inattaquables qu'irréconciliables au plan juridique et moral.

L'affaire glissait vers un conflit de souveraineté qui risquait de déboucher sur une confrontation armée tant l'arrogance britannique le disputait avec les protestations nationalistes américaines. Les Américains reprochaient aux Britanniques de ne pas respecter le drapeau américain, et de contester la validité de la naturalisation américaine. Pour eux, la protection du drapeau s'étendait à tous les citoyens, nés aux États-Unis ou naturalisés, que ce soit sur le sol américain ou sur des vaisseaux battant pavillon américain. Le secrétaire d'État Madison déclara en 1804 : « Un drapeau neutre en haute mer est un sauf-conduit pour ceux qui naviguent sous sa protection. » Les Britanniques rejetaient cette argumentation en affirmant qu'ils avaient le droit de visiter n'importe quel bateau privé en haute mer ; il était bien entendu que les navires de guerre américains ne pouvaient en aucun cas être arraisonnés par la marine d'une puissance étrangère. La protection du drapeau ne pouvait s'appliquer à la marine marchande. Les deux parties n'ayant que peu de respect et de confiance l'une envers l'autre, la perspective d'une conciliation s'éloignait de plus en plus.

L'échec de la « coercition pacifique »

Entre-temps, le contexte avait lui aussi évolué. Jefferson lui-même avait été contraint par les circonstances d'abandonner une autre de ses idées favorites : la foi dans le commerce et les intérêts commerciaux mutuels comme garants de la paix. En 1801, il pouvait encore déclarer que les pressions économiques américaines pouvaient contraindre les Français et les Britanniques à respecter les droits des pays neutres. Ils avaient besoin des produits américains pour mener leur guerre et ne pouvaient se permettre de mettre un frein à la navigation. Toutefois son raisonnement n'était valide que si les Britanniques et les Français ne sous-estimaient pas leur dépendance et s'ils ne surestimaient pas celle de l'autre. Par exemple, établir un blocus des ports anglais n'était militairement compréhensible que si l'on pensait, du côté français, que les Britanniques avaient plus à perdre que les Français soumis au blocus anglais ; et vice-versa.

Son idéal de « coercition pacifique » motivé par ses positions idéologiques et la volonté de faire des économies en réduisant au minimum les dépenses militaires et surtout navales, s'avéra rapidement illusoire. Dans un contexte de guerre en Europe, personne ne pouvait prendre au sérieux un pays ayant des prétentions commerciales internationales sans disposer d'une marine de guerre pour protéger son commerce, protéger les routes maritimes, les marchés. Les canonnières américaines ne pesaient pas lourd face à la marine de haute mer des Britanniques, des Français ou des autres. De plus, le temps passant, Jefferson dut se rendre à l'évidence que le commerce américain n'était pas aussi essentiel pour la Grande-Bretagne que pour les Américains. En d'autres termes, les exportateurs américains avaient plus besoin du marché britannique que l'inverse. Notons cependant que les exportateurs britanniques exportaient une grande partie de leur production vers les États-Unis. C'est donc la structure même du commerce américain qui démontrait ici sa fragilité : son premier client était la Grande-Bretagne qui se trouvait aussi être, pour des raisons historiques, son premier fournisseur.

Aussi, n'ayant finalement qu'une marge de manoeuvre réduite, Jefferson décida, en 1806, d'envoyer une mission spéciale en Grande-Bretagne pour tenter de régler les différends maritimes. James Monroe, à présent ambassadeur à Londres, et William Pinkney eurent la lourde charge de négocier avec les Britanniques, sachant qu'en avril, le Congrès venait de voter une Loi de non-importation d'une liste de produits en provenance de Grande-Bretagne. Le Président avait préféré retarder l'application de cette loi (en ne la signant pas) espérant fournir un argument à ses négociateurs. Lesquels avaient des instructions qu'il leur était impossible de satisfaire : les Britanniques devaient renoncer à *l'impressment* et renouveler les accords maritimes contenus dans le Traité Jay devant expirer en octobre 1807. Après d'âpres négociations durant lesquels Monroe et Pinkney firent preuve d'une étonnante flexibilité (au regard de leurs instructions et de l'attitude hautaine des Britanniques) en obtenant un Traité qui fut signé le 31 décembre 1806. Ils acceptèrent de renoncer au principe du « free ships, free goods » en échange d'une application moins rigide de la Décision de 1756, les Britanniques acceptant d'abandonner la jurisprudence Essex pour revenir à la jurisprudence Polly. Les produits alimentaires ne seraient plus considérés comme de la contrebande et les navires les transportant pourraient donc entrer dans les ports européens non soumis au blocus britannique. En échange, les Américains devaient renoncer à la non-importation pour dix ans.

Pourtant, Jefferson refusa de soumettre le traité Monroe-Pinkney au Sénat parce que n'y figurait aucune renonciation formelle par les Britanniques à la pratique de *l'impressment*. Ce rejet unilatéral du Traité eut de graves conséquences car les Britanniques décidèrent d'appliquer de sévères restrictions en réponse à la déclaration de guerre commerciale des Américains contenue dans la Loi de non-importation d'avril 1806. La question de *l'impressment* devint, du point de vue américain, un préalable à toute négociation à présent devenue impossible. La guerre semblait inévitable et une série d'incidents confirma cette impression.

Le 22 juin 1807, une grave crise survint. La frégate *Chesapeake* de la Marine des États-Unis faisant route vers la Méditerranée essuya le feu d'une frégate britannique, le *Leopard*, au large de la Virginie (la

Chesapeake venait du port de Norfolk). Les circonstances de l'incident sont établies : le commandant britannique avait signalé au commandant du *Chesapeake* qu'il avait un message ; celui-ci l'avait donc laissé monter à bord jusqu'à ce qu'il eût pris connaissance dudit message. Le Britannique, Salisbury P. Humphreys, devait, sur ordre du vice-amiral George C. Berkeley, commandant en chef de la flotte britannique en Amérique, fouiller le navire américain à la recherche de déserteurs britanniques. Une rumeur persistante disait qu'un certain nombre de marins du *Chesapeake* étaient d'origine britannique. Le commandant américain, James Barron, refusa d'obtempérer et, retourné sur son navire, le Britannique ordonna de faire feu sur la frégate américaine qui n'était pas préparée à livrer le combat (à la suite d'une série de négligences, le navire avait pris la mer sans être prêt). Le bilan fut de trois morts et dix-huit blessés du côté américain. Le *Chesapeake* dut se rendre, les Britanniques se saisirent de quatre déserteurs anglais parmi lesquels trois étaient nés aux États-Unis. L'un d'eux fut pendu dès son arrivée à Halifax. Les Britanniques venaient donc, sûrs de leur bon droit, de violer le droit international en abordant un navire battant pavillon américain et appartenant à la marine des États-Unis. Ceci constituait un *casus belli* des plus graves. S'il est vrai que ce n'était pas le premier cas de visite et de fouille d'un navire de guerre par la marine britannique, le cas du *Chesapeake* était différent car il y avait eu des victimes américaines. L'opinion demanda immédiatement vengeance.

Jefferson convoqua d'urgence ses ministres et prit une première décision : à présent, les navires britanniques n'étaient plus autorisés à faire relâche dans les ports américains pour se ravitailler en vivres et en eau. Il demanda aux gouverneurs de mobiliser la milice, environ 100 000 hommes, et mit en alerte l'armée et la milice. Néanmoins, très conscient de la faiblesse des États-Unis, il ne se précipita pas pour convoquer le Congrès en session extraordinaire et lui demander de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Il préféra attendre la prochaine session ordinaire devant commencer en octobre, espérant régler le problème par la voie diplomatique. D'ici là, il exigea des excuses officielles du gouvernement britannique et fit savoir à l'ambassadeur de France qu'il allait ordonner

l'invasion du Canada si les Britanniques ne réparaient pas le préjudice causé.

Malgré les efforts de l'ambassadeur britannique, David Erskine, le fossé ne cessa de se creuser car les gestes faits par Londres furent trop tardifs et ne suffirent pas à calmer l'orgueil national blessé. Londres acceptait de s'excuser mais non de renoncer à *l'impresment*. Le 22 décembre 1807, Jefferson tenta de mettre en œuvre la « coercition pacifique » en demandant au congrès une Loi d'embargo, qui allait plus loin que la Loi de non-importation : cette loi fermait les ports américains aux navires étrangers et limitait le commerce américain aux côtes américaines. Le gouvernement autorisa aussi la confiscation de tout chargement et tout navire faisant du commerce illicite, imposa une autorisation administrative avant tout chargement, stipulant que les commandants faisant du commerce sur les côtes devaient donner une caution égale au double de la valeur de leur cargaison. Le volume des exportations tomba à 1/5^e du volume d'avant la loi d'embargo. Les importations en provenance de Grande-Bretagne diminuèrent de moitié.

Pourtant, ces lois demeurèrent lettre morte en raison de leur impopularité dans les milieux d'affaires américains, en particulier dans les ports de la Nouvelle-Angleterre. Le sacrifice demandé était trop grand et le sentiment patriotique n'était pas suffisamment enraciné pour que les habitants de régions vivant du commerce avec la Grande-Bretagne se sentissent concernés par un raisonnement défendant l'honneur national. Personne ne croyait vraiment à l'efficacité d'un bras de fer dont les victimes à court terme étaient des citoyens américains. Les menaces de sécession se multipliaient de la part des habitants de la Nouvelle-Angleterre, persuadés que les républicains de Washington voulaient les asphyxier. Ironiquement, ils opposaient à l'antifédéraliste Jefferson, des arguments qu'il avait lui-même énoncés lorsqu'il mettait en garde le pays contre un gouvernement fédéral trop envahissant. Ignorant les menaces et les accusations de haute trahison, la plupart des personnes concernées continuèrent à agir comme si l'embargo n'existait pas ; la contrebande se développa entre le Canada et la Nouvelle-Angleterre.

Sur le plan politique, le parti fédéraliste moribond s'engouffra dans la brèche créée par Jefferson lui-même en l'accusant d'avoir fait voter une

loi anticonstitutionnelle : le gouvernement avait le pouvoir de réguler le commerce mais non de l'interrompre. Enfin, ils lui reprochaient de favoriser les Français en contribuant à renforcer le Système continental de Napoléon puisqu'il empêchait les bateaux américains de se rendre en Europe. Pour eux, cet embargo faisait plus de mal aux États-Unis qu'à la Grande-Bretagne, ce en quoi ils s'avérèrent avoir raison : l'activité commerciale était moribonde aux États-Unis, les marins se retrouvèrent de force à terre, le prix des produits manufacturés augmenta puisqu'ils étaient quasiment tous importés de Grande-Bretagne, le secteur agricole exportateur se trouva ruiné. S'il est vrai que l'économie britannique eut à souffrir de l'embargo (en particulier les secteurs important du coton et du tabac américains), ceci fut compensé par la reprise du transport maritime américain vers l'Europe sur des navires britanniques. Psychologiquement, jusqu'en 1808, les Britanniques furent soulagés par les récoltes foisonnantes qui permirent de compenser la pénurie de produits alimentaires en provenance d'Amérique.

À court terme, l'embargo devenait de moins en moins défendable et populaire parce que l'on ne voyait pas d'évolution de la position britannique ni de changement de leur comportement. Albert Gallatin, secrétaire au Trésor, tenta bien de démontrer les bienfaits économiques probables de l'embargo, dans un *Rapport sur les industries américaines*, paru en 1810, dans lequel il montrait que l'industrie manufacturière américaine se développerait en profitant de l'absence d'importations de produits britanniques ; en effet, le capital américain se détournerait du commerce international pour se porter vers l'industrie locale.

Profitant des tensions entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, d'autant plus qu'ils étaient peu affectés par l'embargo, les Français décidèrent, en avril 1808, de mettre encore plus de pression en saisissant des navires battant pavillon américain se trouvant dans les ports français ; la seule justification étant qu'en raison de l'embargo américain ces bateaux ne pouvaient qu'être anglais. En moins d'un an, le montant des pertes américaines s'élevait à dix millions de dollars. Les Américains demandaient de plus en plus l'annulation de « l'odieux embargo » qui profitait à tous sauf à eux. Non seulement il s'avérait contre-productif,

mais il causait la désunion nationale et s'avérait suicidaire pour le parti du Président. La seule issue possible était l'abandon de cette politique malgré le fait qu'en l'occurrence personne ne pouvait dire quelle autre politique aurait pu produire de résultat puisque les États-Unis n'avaient aucun moyen militaire d'imposer leur politique de liberté des mers à quiconque.

La fin du second mandat de Jefferson ressemble donc fortement à un naufrage politique et diplomatique. Pourtant, son incapacité à résoudre tous les problèmes posés aux États-Unis par les guerres déchirant l'Europe ne peut obscurcir le fait qu'il a réussi à éviter que ce conflit ne se transporte physiquement sur le continent américain en parvenant à acheter la Louisiane à la France. La construction de l'empire continental, deviendra, *a contrario*, la seule perspective positive dans un contexte où les relations avec l'Europe semblaient de plus en plus compromises puisque les États-Unis pouvaient tout aussi bien déclarer la guerre à la France qu'à l'Angleterre. Le 1^{er} mars 1809, le Congrès décida de remplacer la Loi d'embargo par la *Non Intercourse Act* (Loi de non-intervention) qui permettait de rouvrir le commerce à tous les pays à l'exception de la Grande-Bretagne et de la France ; si l'une ou l'autre nation offrait des garanties de respect des droits américains en tant que transporteur neutre, le commerce reprendrait immédiatement avec elle. Cette nouvelle loi ne changeait pas grand-chose à la situation puisque les premiers clients des Américains étaient précisément la France et la Grande-Bretagne. En l'absence de moyen de pression efficace, l'avenir s'annonçait sombre pour les États-Unis.

Bibliographie sélective

ADAMS, Henry, *History of the United States during the Administrations of Jefferson and Madison*, 9 vols, 1889-1891.

ALLISON, Robert J., *The Crescent Obscured : The United States and the Muslim World, 1776-1815*, 1995.

AMBROSE, Stephen E., *Undaunted Courage : Meriwether Lewis, Thomas Jefferson, and the Opening of the American West*, 1996.

BANNINC, Lance, *The Jeffersonian Persuasion : Evolution of a Party Ideology*, 1978.

BRANT, Irving, *James Madison : Secretary of State, 1800-1809*, 1953.

BURT, Alfred L., *The United States, Great Britain and British North America*, 1940.

DECONDE, Alexander, *This Affair of Louisiana*, 1976.

DOWD, Gregory E., *A Spirited Resistance: The North American Indian Struggle for Unity, 1745-1815*, 1992.

DUPUY, Émile, *Études d'histoire d'Amérique : Américains & Barbaresques (1776-1824)*, 1910. EGAN, Clifford L., *Neither Peace nor War : Franco-American Relations, 1803-1812*, 1983.

ELLIS, Joseph, *American Sphinx : The Character of Thomas Jefferson*, 1996.

FOHLEN, Claude, HEFFER, Jean & WEIL, François, *Canada et États-Unis depuis 1770*, 1997.

FOUCHÉ, Nicole, *Benjamin Franklin & Thomas Jefferson : aux sources de l'amitié franco-américaine, 1776-1808*, 2000.

GARNIR, Michaël, *Bonaparte et la Louisiane*, 1992.

GUSDORF, Georges, *Les Révolutions de France et d'Amérique : la violence et la sagesse*, 1988.

HAGAN, Kenneth J., *This People's Navy: The Making of American Sea Power*, 1991.

HORSMAN, Reginald, *The Diplomacy of the New Republic, 1776-1815*, 1985.

KAPLAN, Lawrence S., *Entangling Alliances with None : American Foreign Policy in the Age of Jefferson*, 1987.

– *Jefferson and France : An Essay on Politics and Political Ideas*, 1967.

– *Thomas Jefferson : Westward the Course of Empire*, 1999.

KASPI, André, *Les Américains : les États-Unis de 1607 à nos jours*, 1986.

KETCHAM, Ralph L., *Presidents Above Party: The First American Presidency, 1789-1829*, 1984.

LANG, Daniel G., *Foreign Policy in the Early Republic : The Law of Nations and the Balance of Power*, 1985.

LEWIS, James E. Jr., *The American Union and the Problem of Neighborhood : The United States and the Collapse of the Spanish Empire, 1783-1829*, 1998.

Liss, Peggy K., *Atlantic Empires : The Network of Trade and Revolution, 1713-1826*, 1983.

LYON, E. Wilson, *Louisiana in French Diplomacy, 1759-1804*, 1934.

McCOY, Drew R., *The Elusive Republic : Political Economy in Jeffersonian America*, 1980.

McDONALD), Forrest, *The Presidency of Thomas Jefferson*, 1976.

– *States' Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

MALONE, Dumas, *Jefferson the President: First Term, 1801-1805*, 1970.

– *Jefferson the President: Second Term, 1805-1809*, 1974.

MANNIX, Richard, « Gallatin, Jefferson, and the Embargo of 1808 », *Diplomatic History* 3 (1979) : 151-72.

MARIENSTRAS, Élise, *Nous le Peuple : les origines du nationalisme américain*, 1988.

OWSLEY, Frank L. Jr., & SMITH, Gene A., *Filibusters and Expansionists : Jeffersonian Manifest Destiny, 1800-1821*, 1997.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1. Cohen, Warren 1., ed.

– *The First Rapprochement: England and the United States, 1795-1805*, 1955.

– *Prologue to War: England and the United States, 1805-1812*, 1961.

PETERSON, Merrill D., *Thomas Jefferson and the New Nation : A Biography*, 1970.

POTTER, Pitman B., *Doctrines américaines de droit international*, 1937.

RISJORD, Norman K., *Thomas Jefferson*, 1994.

ROSSIGNOL, Marie-Jeanne, *Le Ferment nationaliste : aux origines de la politique extérieure des États-Unis*, 1994. *The Nationalist Ferment: the Origins of U.S. Foreign Policy 1789-1812*, traduit par Lillian A. Parrott. 2003.

SCHORN, Alan, *Napoleon Bonaparte*, 1997.

SEARS, Louis M., *Jefferson and the Embargo*, 1927.

SHARP, James R., *American Politics in the Early Republic : The New Nation in Crisis*, 1993.

SMELSER, Marshall, *The Democratic Republic : 1801-1815*, 1968.

SPIVAK, Burton, *Jefferson's English Crisis : Commerce, Embargo, and the Republican Revolution*, 1979.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

TUCKER, Robert W., & HENDRICKSON, David C., *Empire of Liberty : The Statecraft of Thomas Jefferson*, 1990.

TUCKER, Spencer C., & REUTER, Frank T., *Injured Honor: The Chesapeake-Leopard Affair, June 22, 1807*, 1996.

VARG, Paul A., *Foreign Policies of the Founding Fathers*, 1963.

– *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WALTERS, Raymond, Jr., *Albert Gallatin : Jeffersonian Financier and Diplomat*, 1957.

WATTS, Steven, *The Republic Reborn : War and the Making of a Liberal America, 1790-1820*, 1987.

WEBER, David J., *The Spanish Frontier in North America*, 1992.

WHITAKER, Arthur P., *The Mississippi Question, 1795-1803*, 1934.

WHITE, Leonard D., *The Jeffersonians : A Study in Administrative History, 1801-1829*, 1951.

WRIGHT, J. Leitch, *Britain and the American Frontier, 1783-1815*, 1975.

Chapitre IV

La guerre de 1812 et la fin de la dépendance diplomatique américaine (1809-1817)

1808	Janvier : fin du commerce transatlantique des esclaves Madison est élu président
1809	Abrogation de la loi d'Embargo, fin de « l'odieux embargo » Vote de la loi de non-intervention (<i>Non-Intercourse Act</i>)
1811	Novembre : victoire de William Henry Harrison sur Confédération indienne dirigée par Tecumseh à la bataille de Tippecanoe
1812	Juin : déclaration de guerre contre la Grande-Bretagne Madison est réélu président contre le républicain dissident de New York, William DeWitt Clinton
1813	Septembre : victoire du Commodore Perry sur la flotte britannique à la bataille de Put-in-Bay
1814	Mars : Jackson écrase les Indiens Creeks à la bataille de Horseshoe Bend Août : les marines britanniques incendient Washington Décembre : réunion de la Convention de Hartford pour recommander des changements constitutionnels Décembre : traité de Gand mettant fin à la guerre anglo-américaine
1815	Janvier : victoire de Jackson à la bataille de la Nouvelle-Orléans Ratification du Traité de Gand Échec de la Convention de Hartford

Les causes de la guerre engagée contre la Grande-Bretagne en 1812 sont encore un sujet de controverse entre historiens bien qu'ils semblent tous s'accorder sur une cause essentielle : la défense de l'honneur et de la dignité de la nation que les contemporains estimaient bafoués par l'ancienne puissance tutrice. C'est ainsi que les historiens parlent d'une « Seconde guerre d'indépendance ». S'il est vrai que l'indépendance politique semblait acquise dans la mesure où les États-Unis avaient été reconnus par la plupart des États, il restait à obtenir la reconnaissance et le respect de la part de la Grande-Bretagne mais aussi des autres États européens qui doutaient encore de la viabilité de la jeune république et de

sa capacité de survie dans un monde dominé politiquement et économiquement par l'Europe. Les sujets de désaccord avec la Grande-Bretagne s'étaient aggravés depuis l'indépendance et touchaient à la souveraineté symbolique et réelle des États-Unis. Qu'il s'agisse de la question de la liberté des mers, de la pratique de *l'impressment*, de la sécurité des frontières américaines ou du droit revendiqué par les habitants de la frontière à s'installer de plus en plus vers l'Ouest ou vers les Florides, la Grande-Bretagne apparaissait comme une puissance souhaitant freiner l'expansion et la réalisation du destin américain.

Outre ces problématiques diplomatiques, les tendances centrifuges de la société américaine s'étaient aussi aggravées du fait des tiraillements entre factions politiques à présent constituées en partis politiques et entre des États dont les intérêts « sectionnels » divergeaient de plus en plus. Jefferson avait déjà eu à faire face à la montée en puissance de la nouvelle « section » de l'Ouest. Madison dut, à son tour, tenter de concilier les intérêts contradictoires des Nordistes, en particulier de la Nouvelle-Angleterre, qui rejetaient en bloc les mesures restreignant le commerce avec la Grande-Bretagne, et des habitants de l'Ouest, désireux de voir le gouvernement fédéral garantir leur droit à l'expansion et leur sécurité face aux Indiens que l'on soupçonnait les Britanniques de manipuler contre les colons.

Madison et la nation en crise

Lorsqu'il prend la suite de Jefferson, James Madison, quatrième président des États-Unis, troisième de la « dynastie » de Virginiens, s'engage dans une politique étrangère apparemment peu différente de celle de son prédécesseur. Personnage sans grande envergure, il n'a que très peu de marge de manoeuvre par rapport à son parti qui ne semble par vouloir aller jusqu'à la guerre et à un parti fédéraliste décidé à user de l'influence qui lui reste pour renégocier avec les Britanniques. De fait, le contexte était assez sombre depuis que Jefferson avait reculé en renonçant au blocus, donnant une image désastreuse de faiblesse et d'indécision.

Toutefois, Madison ne craignait pas personnellement d'arriver à une telle extrémité et l'avait même annoncé au cours de sa campagne électorale. Les tentatives de conciliation vinrent donc des Britanniques en a personne du ministre des Affaires étrangères, George Canning, et de l'ambassadeur britannique aux États-Unis, David Erskine ; marié à une Américaine et plus américanophile que la plupart de ses compatriotes, ce dernier défendait le parti de la paix en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Canning était d'avis que, si la Grande-Bretagne abandonnait les *Orders in Council*, les États-Unis devraient s'engager à ne pas appliquer la *Non Intercourse Act*, les États-Unis devraient donc rétablir des relations commerciales normales avec la Grande-Bretagne, se plier à la Décision de 1756 et permettre à la Royal Navy de les aider à appliquer la *Non Intercourse Act* à la France. Pour pacifier les Américains, Canning n'était pas contre la possibilité de régler le contentieux de la *Chesapeake* en accordant une « réparation honorable à l'agression ».

Erskine se trouva placé par son ministre dans la situation inconfortable de devoir présenter aux responsables américains une liste de propositions qu'ils risquaient de trouver insultantes. L'une des clauses les plus insultantes étant l'idée d'aider les États-Unis à appliquer le *Non Intercourse Act* à l'encontre des Français, ce qui signifiait non seulement que les États-Unis acceptaient de se placer sous la tutelle des Britanniques, mais aussi qu'ils admettaient le fait qu'ils étaient incapables d'appliquer une politique étrangère autonome. Erskine prit donc sur lui de signer un accord avec le ministre des Affaires étrangères américaines, sans tenir compte des clauses restrictives de son ministre. Madison décida alors de lever le *Non Intercourse Act* à l'encontre des Britanniques au 10 juin 1809 au moment où les Britanniques devaient, de leur côté, révoquer leurs *Orders in Council*. Malheureusement, lorsque le ministre Canning eut connaissance des termes de l'accord conclu par son ambassadeur, il rappela Erskine d'urgence, refusa d'endosser l'accord, bien qu'il acceptât de laisser entrer dans les ports britanniques les vaisseaux américains déjà en mer. Madison, mortifié, fut donc, le 9 août, contraint de rétablir toutes les restrictions au commerce avec les Britanniques qu'il s'était cru autorisé à lever. Le peu de confiance qu'il restait entre les deux pays s'effrita encore plus. Ne sachant pas que

Erskine avait outrepassé ses instructions, les Américains interprétèrent l'attitude de Canning comme du mépris et de l'hostilité vis-à-vis des États-Unis. D'autant plus que celui-ci choisit Francis James Jackson, pour remplacer Erskine à Washington, un homme qui ne cachait pas son mépris pour tout ce qui était américain.

Jackson, qui n'était manifestement pas l'homme de la situation, accumula les maladroites dès son arrivée aux États-Unis en septembre 1809 ; ayant débarqué à Boston, il commit l'erreur d'aller rendre visite à des fédéralistes éminents avant de se rendre à Washington pour y présenter ses lettres de créances. Outre le fait que ni lui, ni son épouse ne cachaient leur mépris de l'Amérique et des Américains, Jackson était décidé à revenir sur l'accord obtenu par Erskine. En avril 1810, Madison exigea son rappel, ce qui fut accordé mais le gouvernement britannique mit un an à le remplacer, rendant les rapports entre les deux pays difficiles faute d'un interlocuteur britannique aux États-Unis, alors que dans la même période les États-Unis conservèrent un ambassadeur en Grande-Bretagne.

Tandis que les relations se dégradaient avec la Grande-Bretagne, les rapports avec la France semblaient aussi prendre une tournure inquiétante. Napoléon n'avait pas tardé à reprocher aux États-Unis d'appliquer une loi qui était défavorable à la France et, en guise de représailles, il prit deux nouveaux décrets annonçant la reprise des saisies de navires américains mouillant dans des ports français, dont le plus sévère était le décret de Rambouillet de mars 1810, qui se solda par la confiscation d'une dizaine de millions de dollars de biens américains et l'incarcération de centaines de marins américains.

Entre-temps, la *Non Intercourse Act* était arrivée à expiration et le Congrès décida de le remplacer par une loi inhabituelle, la loi Macon n° 2, dont l'objet était de pallier les insuffisances de la *Non Intercourse Act* en permettant aux États-Unis de commercer avec toutes les nations mais, dans le cas de la France et de la Grande-Bretagne, si l'une des deux acceptait de reconnaître les droits américains à la neutralité, alors les États-Unis pouvaient rétablir le *Non Intercourse* avec l'autre au bout d'une période de grâce de trois mois. La première mouture de la loi, plus souple, permettait aux navires américains d'entrer dans n'importe quel

port tout en fermant les ports américains à la France et à la Grande-Bretagne, tant qu'elles ne renonçaient pas à leurs restrictions maritimes. Elle avait été abandonnée parce que le trafic maritime français et britannique vers les ports américains était quasiment nul. La loi s'avéra inefficace et dangereuse dans la mesure où les décideurs américains se plaçaient à la merci des décisions européennes ; au jeu du bras de fer, ils ne pouvaient gagner parce qu'ils n'étaient pas aussi rompus à l'exercice du maniement de la menace et de la flatterie que les Français ou les Britanniques. Napoléon eut tôt fait de s'engouffrer dans la brèche et de promettre de cesser toute exaction et toute restriction contre le commerce américain. Une promesse qui ne lui coûtait pas grand-chose puisque la France était aussi asphyxiée par la suprématie navale britannique.

En août 1810, le ministre français des Affaires étrangères, le duc de Cadore qui avait remplacé Talleyrand tombé en disgrâce, annonça au ministre plénipotentiaire américain que la France était prête à abroger les décrets de Berlin et de Milan si les Américains parvenaient à convaincre les Britanniques de respecter les droits des Français en plus de ceux des Américains. Il stipula aussi que les Britanniques devraient abroger leurs décrets ou que les États-Unis devaient les forcer à respecter les droits des Américains en mer. Dans tous les cas, la France parvenait à obtenir la réouverture du commerce américain - et donc de leurs échanges avec la France - ou la guerre entre les États-Unis et la Grande-Bretagne qui ne pouvait que profiter à la France dans la mesure où elle était synonyme d'affaiblissement pour la Grande-Bretagne. Aussi, le 2 novembre, Napoléon annonça qu'il levait toutes les restrictions contre le transport maritime américain. Fort de cette assurance et ayant sans doute déjà pris une décision concernant la Grande-Bretagne, Madison attendit jusqu'au 2 février 1811 pour appliquer aux Britanniques les dispositions de la *Non Intercourse Act* (soit le délai de trois mois annoncé). La manœuvre française était habile car elle donnait l'impression que les Britanniques s'étaient rendus coupables de plus d'arraisonnements que les Français.

Le président Madison se trouva pris entre deux politiques extrêmes, la loi Macon qui plaçait le commerce américain sous le contrôle de la Grande-Bretagne et la lettre de Cadore qui faisait pencher la balance du côté français. De fait, les Britanniques refusèrent d'abroger leurs *Orders*

in Council et Madison fut justement accusé par les fédéralistes d'être manipulé par les Français. L'ambassadeur américain à Londres, William Pinkney, fut rappelé en février 1811. Quelques mois plus tard, la crise anglo-américaine s'aggrava lorsque, le 16 mai, la frégate américaine *President* rencontra un vaisseau britannique, le *Little Belt*, au large de la côte de Virginie. Sans raison apparente et sans que l'on ait pu établir par la suite qui avait fait feu en premier, les deux navires échangèrent des tirs. Au bout d'une heure, le combat cessa, ayant coûté la vie à neuf personnes et en blessant vingt-trois. La nouvelle de ce haut fait de la Marine américaine réveilla le sentiment anti-britannique dans le pays et fut interprétée comme une juste revanche après le désastre de la *Chesapeake*. Alors que tous considéraient cet épisode comme le début de la guerre, à Londres, les autorités britanniques choisirent la voie diplomatique en envoyant un nouvel ambassadeur aux États-Unis. Le bon sens leur conseillait de ne pas envenimer leurs relations avec les États-Unis alors que la situation militaire en Europe était précaire et que leur situation intérieure, en particulier financière, était tendue. Arrivé à l'été 1811, Augustus Foster avait pour mission de proposer une indemnisation pour la *Chesapeake* ; c'est avec surprise qu'il comprit que le pays en était déjà à réclamer vengeance pour l'incident du *Little Belt* et parlait d'envahir le Canada. Lui aussi commit l'erreur de se rapprocher des Fédéralistes sans comprendre que cette ingérence dans la politique étrangère ne faisait qu'assombrir l'image de la Grande-Bretagne auprès du gouvernement. Le malentendu était consommé car les Britanniques ne semblaient pas prendre la mesure de la colère et du sentiment national américain, alors que les Américains refusaient d'admettre l'argument britannique reposant sur le fait que Napoléon avait fait de fausses promesses et n'avait pas levé ses restrictions contre le commerce américain.

Par ailleurs, les Britanniques avaient l'attention détournée par des problèmes à leurs yeux plus graves que les malentendus avec les Américains. Le premier événement notable fut qu'à la fin de l'année 1810 ; le roi George III sombra dans la démence, posant un problème de succession qui occupa les esprits pendant une grande partie de l'année 1811. Puis, durant l'été 1812, le Premier ministre fut assassiné à

l'intérieur de la Chambre des Communes. En raison de la vacance du pouvoir, ni le gouvernement ni le Parlement ne purent tenir aucune discussion sérieuse portant sur l'abrogation des *Orders in Council*. Toutefois, du côté britannique, tout indiquait que l'on souhaitait se diriger vers la fin des restrictions contre les Américains. La distance et la mauvaise communication entre l'ambassadeur britannique et le secrétaire d'État James Monroe (ainsi que l'absence de représentation diplomatique américaine en Grande-Bretagne) se traduisirent par l'accroissement du parti favorable à la guerre pour régler une fois pour toutes les différends entre les deux pays.

Les plus ardents partisans de la guerre au sein du Congrès américain prirent le nom de *War Hawks* « faucons guerriers » et étaient un groupe de nationalistes mus par des motifs tout à la fois patriotiques, expansionnistes et régionaux. Les plus éloquents s'appelaient Henry Clay du Kentucky, John C. Calhoun de Caroline du Sud et Felix Grundy du Tennessee. Clay occupait le poste stratégique de *speaker* (président de la chambre des Représentants) en 1812. À partir de 1810, les faucons du parti républicain se rangèrent du côté de la guerre non pas tant parce qu'ils étaient belliqueux de nature mais parce qu'ils pensaient que la seule manière de faire entendre raison à la Grande-Bretagne était de lui déclarer la guerre. Ils étaient décidés à défendre l'honneur et l'intégrité nationale contre le mépris insultant des Britanniques. Outre ces considérations psychologiques, les partisans de la guerre y voyaient aussi une manière de régler le problème de l'insécurité régnant dans le territoire du Nord-Ouest dont beaucoup pensaient qu'on pouvait y voir la main des Britanniques. En particulier, les habitants de l'Ouest étaient persuadés que les Indiens étaient manipulés et armés par les Britanniques. Il est établi que les Britanniques armaient effectivement les Indiens en prévision d'une attaque des Américains qu'ils soupçonnaient de vouloir envahir le Canada. Les commandants des forts le long de la frontière avaient-ils pour autant la naïveté de croire que les Indiens ne se serviraient pas de leurs armes pour empêcher les Américains de s'installer encore plus dans le territoire du Nord-Ouest ? Toujours est-il que les habitants de l'Ouest étaient convaincus que les Britanniques armaient les

Indiens et qu'ils contribuaient ainsi à l'insécurité dans ce qu'ils considéraient comme une zone naturelle d'expansion.

De fait, les Indiens de la vallée du fleuve Ohio s'organisaient de plus en plus sous la houlette du chef shawnee, Tecumseh. S'appuyant sur l'aura religieuse de son frère Tenskwata, le chef Tecumseh réussit à unir les tribus indiennes vivant entre les Appalaches et le fleuve Mississippi. Depuis 1809, William Henry Harrison, nouveau gouverneur du territoire de l'Indiana, menait une politique de pacification fondée sur la signature de traités avec les tribus, moyennant finance et grandes quantités d'alcool. Grâce à ces traités, plus de 3 millions d'acres de terres nouvelles étaient disponibles pour les colons. Toutefois, l'installation de ceux-ci sous l'égide de l'armée des États-Unis était aussi synonyme de rétrécissement des terres indiennes, les tribus se trouvant repoussées de plus en plus à l'ouest jusqu'au fleuve Wabash. Lorsque Tecumseh réclama la restitution des terres obtenues par des traités douteux, Harrison refusa.

La confrontation semblait inévitable. Elle eut lieu le 7 novembre 1811 près de la capitale de la Confédération indienne, Prophetstown, au croisement des fleuves Tippecanoe et Wabash. Les Indiens prirent d'assaut le campement des 1 000 hommes menés par Harrison. Ce dernier remporta la bataille de justesse. Parmi les dépouilles des Indiens tombés au combat, on trouva des armes britanniques. Cette découverte confirma l'idée de ceux qui étaient persuadés que les Britanniques armaient les Indiens. L'heure semblait venue de libérer la frontière de l'influence britannique. De nombreuses personnalités de la frontière s'exprimèrent sur ce sujet, exigeant que le gouvernement américain fît en sorte de protéger efficacement leurs concitoyens de la frontière. L'un d'eux, Andrew Jackson, s'illustrera dans le combat contre les Indiens et les Britanniques. Le seul objectif militaire viable était le Canada car, que ce soit pour les habitants de la frontière ou les autres, la faiblesse navale des États-Unis face à la Marine britannique ne laissait que cette possibilité. De plus, la Floride constituait un objectif secondaire logique puisque ce territoire appartenait à l'Espagne, alors alliée de la Grande-Bretagne, et servait de sanctuaire aux tribus indiennes du Sud qui organisaient des raids contre les colons à partir de ce territoire étranger. Grâce à son alliance avec l'Espagne, la Grande-Bretagne pouvait aussi se servir de la

Floride comme point de départ pour attaquer le Sud et établir un blocus des côtes du golfe du Mexique.

Personne ne doutait de la capacité des troupes américaines, mues par un désir patriotique de préserver la sécurité nationale et venger l'honneur bafoué, à marcher sur le Canada et la Floride pour les adjoindre au territoire national. Les habitants de l'Ouest de même que les marchands de la côte Est célébraient les perspectives ainsi offertes : expansion, spéculation foncière, contrôle des zones d'exploitation de la fourrure, fin du problème indien, accès sans restriction au fleuve Saint-Laurent, fin de la présence britannique en Amérique du Nord. Aussi, dans son Message annuel de novembre 1811, le président Madison exhorta-t-il ses concitoyens à sauver l'honneur national maintes fois bafoué par les Britanniques. Non seulement ceux-ci portaient préjudice au commerce maritime américain, mais ils témoignaient d'un mépris inacceptable envers les États-Unis. Le congrès décida donc de voter un embargo de quatre-vingt-dix jours, espérant appliquer des sanctions économiques propres à asphyxier l'économie britannique et à les contraindre d'abroger leurs lois iniques contre les États-Unis.

Au même moment, sous l'effet de logiques économiques internes, les Britanniques en étaient arrivés au point où ils cherchaient le moyen d'abroger cette législation sans perdre la face. Leurs offres arrivèrent cependant trop tard, en particulier l'annonce faite par le Premier ministre Castlereagh de son intention de mettre fin aux *Orders in Council* si les Américains abandonnaient la politique de *Non Intercourse* et si les Français abrogeaient les décrets de Berlin et de Milan. Dès le 16 juin 1812, le Premier ministre britannique informa le Parlement qu'il allait suspendre les *Orders* à condition que les Américains rétablissent des relations commerciales normales. Mais les Britanniques avaient trop tardé car lorsque la nouvelle arriva aux États-Unis, le Congrès américain avait déjà déclaré la guerre à la Grande-Bretagne et ce depuis le 18 juin.

Le manque de communication sincère entre les deux pays, conjugué à la lenteur des moyens de communication de l'époque et l'habileté manipulatrice de la France avait donc conduit à cette situation ubuesque : les États-Unis déclarant la guerre à la Grande-Bretagne pour un motif qui n'existait plus. Bien sûr, les griefs contre la Grande-Bretagne étaient

encore présents, ce qui explique pourquoi le président Madison ne prit pas la décision de suspendre la déclaration de guerre lorsqu'il prit connaissance de la tentative de conciliation britannique. De son point de vue, les Britanniques ne faisaient que tenter une manœuvre dilatoire puisque *l'impressment* n'était pas officiellement abandonné, ni les autres comportements jugés offensants. Il en avait d'ailleurs fait la liste dans son Message du 1^{er} juin demandant au Congrès de déclarer la guerre : l'argument de l'oppression subie par les Britanniques côtoyait l'enrôlement forcé, le blocus de fait des ports américains, le comportement vis-à-vis des Indiens à la frontière. Résumés en quelques mots, les motifs de guerre américains étaient la défense de la souveraineté nationale. La majorité du Congrès et du peuple interprétant la guerre comme une nécessité, un passage obligé pour sauvegarder une indépendance chèrement acquise quelques décennies auparavant au terme d'une guerre sanglante.

Ainsi commença une guerre étrange âprement discutée par les contemporains et par les générations suivantes. Les débats historiographiques restent contradictoires tant il est aujourd'hui difficile de démêler l'écheveau des intérêts divergents à l'intérieur des États-Unis. Toutefois, à la lecture des contemporains, le thème principal qui semble faire l'unanimité est bien la question de l'honneur national, de la souveraineté et de l'indépendance, ce qui fera d'emblée paraître cette guerre comme une Seconde guerre d'indépendance. Néanmoins, il est clair que la question de la guerre soulignera encore les différences entre les différentes « sections » car le vote au sein du Congrès révélera des lignes de partage assez nettes entre les agrariens de l'Ouest et du Sud et les mercantilistes du Nord-Est recoupant des divisions politiques bien ancrées entre les républicains et les fédéralistes. Le paradoxe étant que les républicains agrariens du Sud et de l'Ouest voteront pour la guerre justifiée par des arguments maritimes alors que les sénateurs et représentants du Nord-Est tourné vers le commerce atlantique voteront contre la guerre. En fait, les votes s'expliquent par le fait que ni l'embargo américain, ni le blocus de fait imposé par les Britanniques n'avaient durablement nui aux intérêts des marchands du Nord-Est qui avaient rapidement trouvé des moyens de diversifier leurs activités et accroître

leurs profits. Alors que les producteurs agricoles du Sud et de l'Ouest traversaient une véritable crise économique car ils avaient des difficultés à exporter leur production.

Au cours des élections de 1812, le même schéma régional se répéta puisque Madison fut largement réélu grâce aux votes de l'Ouest et du Sud ainsi que de la Pennsylvanie tandis que son adversaire, le républicain dissident DeWitt Clinton reçut les suffrages du Nord-Est. Les Fédéralistes trop désunis pour avoir réussi à présenter un candidat accusèrent l'administration de Madison d'avoir obtenu le soutien de ces deux « sections » en échange de la promesse d'envahir le Canada, mais les documents contemporains n'accréditent pas cette thèse simpliste car le Canada était aussi présenté comme un lieu stratégique dont l'occupation permettrait de faire pression sur les Britanniques. En d'autres termes, l'argument du Canada fonctionnait de deux manières différentes d'autant plus que même les habitants de Nouvelle-Angleterre et de l'État de New York, par exemple, pouvaient avoir un intérêt à envahir cette zone.

Par ailleurs, les griefs contre la France étaient eux aussi considérables et le président Madison et le Congrès envisagèrent sérieusement de déclarer la guerre à la France, ce qui aurait engagé le pays dans un conflit triangulaire. Il semblerait que l'entourage du président espérait ainsi à la fois démontrer qu'ils n'étaient pas pro-Français et obtenir de la France et de la Grande-Bretagne des concessions importantes en menaçant l'une de faire alliance avec l'autre. Toutefois, il devint rapidement évident que cette tactique était suicidaire car le simple fait de menacer la France pouvait résulter en une véritable guerre contre les deux plus grandes puissances du moment. Les États-Unis ne pouvaient espérer sortir intacts d'un conflit d'une telle ampleur. Pourtant, une résolution de déclaration de guerre fut bien déposée au Sénat par les fédéralistes et elle n'échoua que de justesse, à deux voix près. Si le Congrès refusa de déclarer la guerre à la France, ce n'est pas en raison d'un quelconque sentiment pro-Français mais plutôt par bon sens : le tour de la France viendrait après celui de la Grande-Bretagne. Les opposants à une guerre mettaient en avant le fait que malgré l'attitude insultante de la France, il demeurait que la Grande-Bretagne causait plus de tort à l'indépendance nationale que la France et que la marine royale avait une capacité de nuisance bien supérieure aux

divers blocus français. Enfin, en cas de guerre contre les Britanniques, ennemis des Français, ceux-ci seraient bien obligés d'accorder aux Américains le droit d'entrer librement dans les ports français.

Ce conflit se présente d'emblée comme un conflit politique et politique. En effet, la teneur des débats au sein du Congrès démontre bien la juxtaposition de l'intérêt national et de l'intérêt du parti républicain fondé par Jefferson. Défenseur de la guerre, ce dernier articule précisément la préservation du projet national républicain avec le parti qui l'incarne, accusant le parti fédéraliste d'œuvrer pour l'assujettissement du pays à une puissance étrangère au nom de leurs intérêts économiques partisans et régionaux. En revanche, le parti républicain avait lui un projet national cohérent visant à l'établissement, à la pérennisation et à l'accroissement territorial d'une idée républicaine et démocratique. De leur point de vue, les Fédéralistes ne cherchaient qu'à subvertir la république en y réintroduisant des formes atténuées de monarchisme et d'aristocratie. Leur proximité économique et culturelle avec la Grande-Bretagne les rendait suspects. La déclaration de guerre était donc synonyme de sauvegarde du projet national et de promotion de la légitimité du parti républicain.

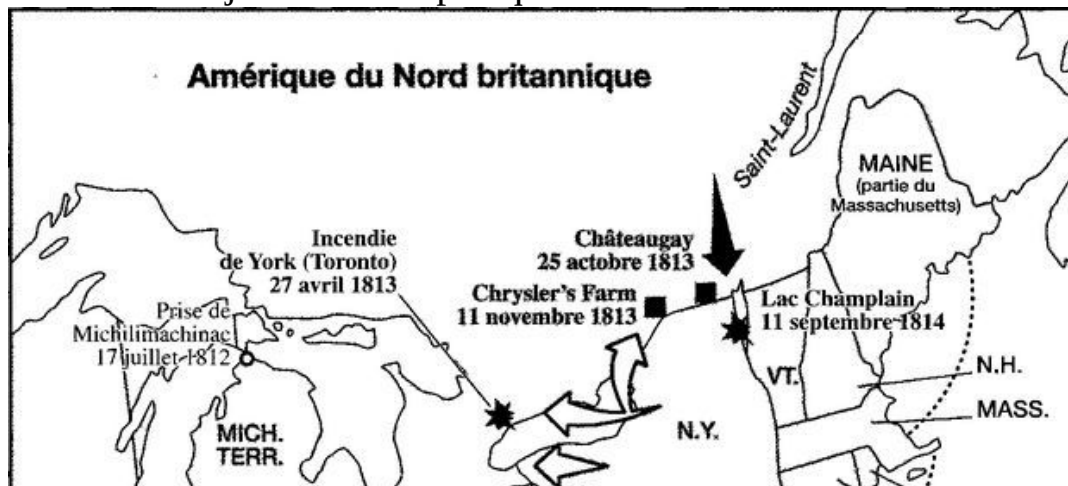
La guerre de 1812

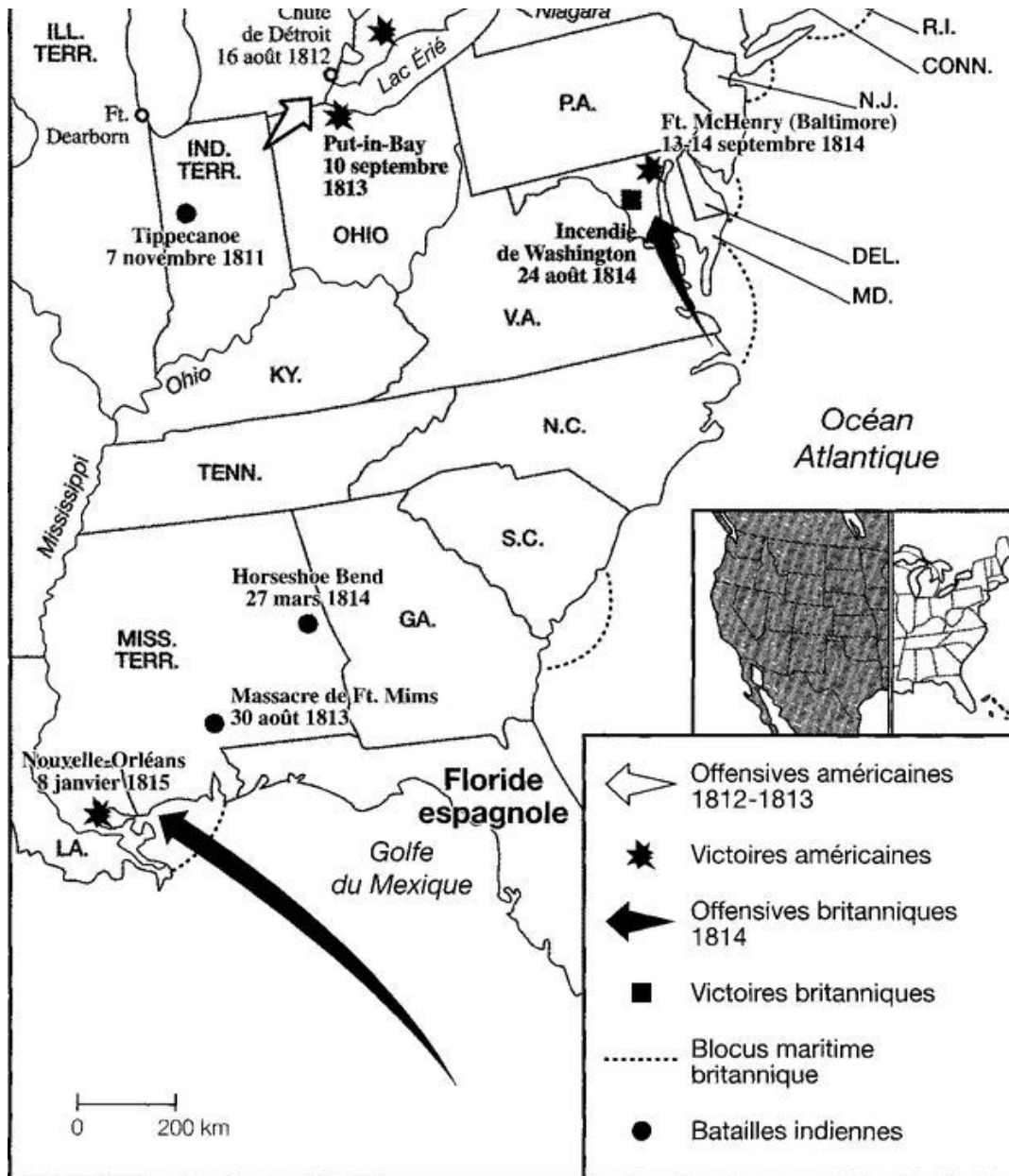
Si les motifs de la guerre sont un mélange de considérations abstraites et concrètes, son déroulement est tout aussi curieux. Non seulement une partie importante du pays ne se sentait pas solidaire du conflit, mais certains partisans de la guerre manifestaient très mollement leur soutien. D'un côté les habitants du Nord-Est refusaient ouvertement de soutenir la politique du gouvernement ; pire encore, ils prêtaient de l'argent aux Britanniques, envoyaient du ravitaillement aux troupes britanniques, leur portaient assistance (en les logeant par exemple) et commercèrent avec le Canada et la Grande-Bretagne pendant toute la guerre. Les Britanniques ayant vite pris la mesure de la division de l'opinion firent tout pour ne pas s'aliéner ce soutien inespéré ; par exemple, la Marine royale fermait les yeux sur les allées et venues des navires marchands commerçant avec la Grande-Bretagne. Le parti fédéraliste dénonçait la guerre comme la «

Guerre de M. Madison » et des Virginiens décidés à détruire la Nouvelle-Angleterre. On se remit à parler de sécession en Nouvelle-Angleterre.

D'un autre côté, si les partisans de la guerre étaient nombreux, leur enthousiasme à s'engager concrètement était assez tiède. Le gouvernement peinait à trouver des volontaires pour mettre sur pied une armée effective et à rassembler les fonds nécessaires pour financer la guerre. Le Congrès dut se résoudre à augmenter les droits de douane et lever des taxes sur les États et les personnes. Ces mesures étant insuffisantes, il fallut emprunter en émettant des bons du Trésor et des obligations. Au plan militaire, l'armée manquait cruellement d'hommes en raison de la politique mise en place par Jefferson de réduction de l'armée : officiellement composée de 35 000 hommes, l'armée ne disposait que de 10 000 hommes d'active, mal entraînés, stationnés sur la frontière par groupes disparates. Les officiers étaient généralement inaptes au service, mal formés et sans véritable expérience, à l'exception de quelques individus notables comme Andrew Jackson ou Winfield Scott.

Quant aux milices d'États, elles comptaient officiellement 700 000 hommes mobilisables immédiatement. En réalité, seuls 10 000 de ces citoyens-soldats répondirent à l'appel du Président en 1812 alors qu'il en espérait dix fois plus. Pire encore, la plupart d'entre eux envisageaient de se battre uniquement dans leur État d'origine ; la Floride ou le Canada s'avérèrent donc être des objectifs purement théoriques. Pourtant, le Canada était un objectif central puisque les





Carte 4. La guerre de 1812

troupes britanniques viendraient nécessairement de ce côté pour affronter les troupes américaines. À l'été 1812, le Président ordonna donc une grande offensive sur Montréal dans le but de couper la route aux Britanniques au niveau du fleuve Saint-Laurent. Ce projet demeura lettre morte en raison de l'incompétence des généraux américains qui ne réussirent pas à pénétrer au Canada, que ce soit par le Niagara, le lac Champlain ou Détroit. Deux armées remirent leur reddition aux Britanniques parce que la milice avait refusé de les soutenir, comme par

exemple celle de New York. Au cours des deux années suivantes, les campagnes militaires américaines furent une succession de défaites, l'offensive sur le Canada se transforma en débâcle et, à la faveur d'une contre-offensive, les Britanniques repoussèrent les troupes américaines et se lancèrent dans une invasion en règle des États-Unis.

Toutefois, l'une des rares réussites fut, en 1813, l'opération conjointe des généraux William Henry Harrison et Lewis Cass qui réussirent à reprendre la ville de Détroit, regagnant même du territoire au cours d'une bataille contre des Britanniques alliés à la Confédération indienne ; leur chef, Tecumseh, fut tué au cours de cette bataille. Privée de son influence, la confédération s'effondra. En juillet 1814, les Indiens du Nord-Ouest signèrent le traité de Greenville dans l'Ohio établissant la paix avec les États-Unis. Pendant ce temps, la situation dans le Sud semblait meilleure puisque, malgré l'opposition du Congrès qui avait voté une résolution à la fin de l'année 1813 interdisant au Président de prendre la Floride, les troupes menées par Andrew Jackson avaient pris la ville de Mobile. Le gouvernement argua du fait que Mobile faisait partie de la Louisiane alors qu'elle était sur le territoire de la Floride occidentale. En mars 1814, Jackson remporta une victoire sur les Indiens Creeks alliés des Britanniques et des Espagnols à Horseshoe Bend (dans le territoire du Mississippi). En août, affaiblis par leur défaite, les Creeks furent contraints de signer un traité à Fort Jackson par lequel ils cédèrent les deux tiers de leurs terres, ce qui revenait à les exclure du territoire du Mississippi et d'une partie de l'Alabama. Malgré ces succès, l'expansionnisme, qui faisait partie des objectifs de guerre, fut assez limité puisque ni le Canada, ni la Floride ne furent conquis. L'amertume des Nordistes se retourna contre les Sudistes qui n'avaient pas aidé à prendre le Canada tandis que les Sudistes les accusaient d'avoir empêché l'invasion de la Floride.

Sur le terrain militaire, les Américains semblaient donc battus en grande partie de leur propre fait. Étant donné que les meilleures troupes britanniques étaient mobilisées en Europe et que les perspectives de renfort étaient irréalistes, il est évident que les Américains ont souffert de leur impréparation et du manque d'unité nationale. Sur le plan naval, face à une marine plus aguerrie, les Américains réussirent pourtant à se

distinguer, gagnant de nombreuses batailles, la plus célèbre étant la capture de la frégate britannique *Guerrière* par l'USS *Constitution*. La marine américaine était alors composée de deux catégories de navires : 170 canonnières affectées à la défense de la côte atlantique mais rendues inefficaces par le blocus des côtes de la Nouvelle-Angleterre ; seize navires de haute mer dont sept frégates. De plus, les officiers de marine avaient une grande expérience acquise au cours des guerres contre les Barbaresques en Méditerranée. Une autre victoire célèbre est celle qui fut remportée par le commodore Oliver Hazard Perry sur le lac Érié et sa reprise de Détroit en 1813. Sans pourtant modifier le rapport de force général, ces hauts faits de la Marine eurent un effet positif sur le moral de l'opinion et fournirent des anecdotes héroïques. Il faut y ajouter les activités des corsaires briseurs de blocus qui portaient véritablement préjudice au commerce maritime : en deux ans, ils saisirent plus de 1 400 navires marchands britanniques naviguant sur l'Atlantique en allant même jusqu'à la Manche.

Toutefois, la supériorité navale britannique ainsi que son avantage terrestre faisaient prendre une tournure inquiétante à la guerre. À la fin de la guerre, le nombre de navires de guerre américains fut réduit à trois sur seize. De plus, les perspectives américaines se firent plus sombres lorsque les guerres européennes tournèrent à l'avantage des Britanniques par la défaite de Napoléon en Russie (1813) qui fut interprétée comme le commencement de la fin. En avril 1814, celui-ci fut exilé sur l'île d'Elbe. Les Britanniques pouvaient à présent se concentrer sur la guerre en Amérique et envoyer des troupes aguerries sur le front canadien. Le duc de Wellington, héros des guerres napoléoniennes, reçut pour instruction de se préparer à embarquer pour une offensive en trois parties que les Britanniques espéraient décisive. Le premier débarquement était prévu au niveau de la baie de la Chesapeake (en souvenir de la Guerre d'indépendance) pour ensuite remonter sur Washington et Baltimore. La seconde devait emprunter le fleuve Saint-Laurent pour pénétrer à l'intérieur des terres jusqu'à la vallée de l'Hudson et le lac Champlain. Enfin, la troisième devait emprunter le golfe du Mexique et remonter le Mississippi pour prendre la Nouvelle-Orléans.

La ville de Washington n'opposa aucune résistance aux troupes britanniques qui, en septembre 1814, entrèrent dans une cité abandonnée par des troupes américaines désorganisées et par ses habitants, le Congrès et le gouvernement y compris. Pour saper le moral de la nation, les Britanniques décidèrent de mettre le feu à tous les symboles du gouvernement : la Maison-Blanche, le Capitole encore en construction (il restera inachevé jusqu'à la fin de la guerre de Sécession), la bibliothèque du Congrès et des ministères (Trésor, Guerre). Ils quittèrent la ville le lendemain chassés par une tempête et prirent la route de Baltimore où fut aussi ordonné le bombardement du fort McHenry, aux abords de la ville. Les occupants du fort opposèrent une résistance farouche aux Britanniques qui furent contraints de se retirer. Cet incendie est surtout resté célèbre car il aurait inspiré la rédaction de l'hymne national américain à un avocat, Francis Scott Key, témoin impuissant de la scène. Il décida d'écrire un hymne au drapeau national, qui devint le *Star-Spangled Banner* quand, plus tard, les paroles furent associées à une chanson à boire anglaise. Les Américains réussirent aussi à faire pièce aux deux autres corps expéditionnaires britanniques à Niagara et sur le lac Champlain. La victoire la plus célèbre eut lieu à la Nouvelle-Orléans où les 8 000 vétérans des guerres européennes menés par le général Sir Edward Pakenham rencontrèrent les troupes pour le moins disparates d'Andrew Jackson, soit 3 500 hommes : soldats, miliciens, volontaires venus de la frontière, Indiens, esclaves, Français de Louisiane et pirates du fleuve. L'affrontement dura deux semaines et se solda par la retraite des habits rouges, le 8 janvier 1815. Pakenham et de nombreux autres soldats britanniques furent blessés ou tués. La Bataille de la Nouvelle-Orléans devint un symbole national et fit d'Andrew Jackson le plus grand héros du pays après le vénéré George Washington. L'ironie de l'histoire est que, au cours du mois précédent, des émissaires britanniques et américains en conférence à Gand (Belgique) venaient de négocier un traité de paix qui mit fin à cette guerre le 24 décembre. Mais cela, ni Pakenham, ni Jackson ne le savait, ni l'opinion publique américaine qui considéra donc la bataille comme la victoire finale de l'Amérique sur les Britanniques.

Les négociations de paix

L'un des aspects paradoxaux de cette guerre, outre les malentendus qui émaillèrent son déroulement et sa fin, est que tout en déclarant la guerre et en faisant la guerre, les deux parties menèrent des négociations de paix. Le processus de négociation était donc inextricablement lié à l'évolution militaire et navale du conflit en Amérique du Nord ainsi qu'à l'évolution de la guerre en Europe. Les exigences des deux parties fluctuaient au gré des victoires et des défaites avec un tournant précis : la fin de la guerre contre Napoléon. En effet, tant que les Britanniques étaient occupés à se battre contre l'hégémonie française en Europe continentale, ils refusèrent de négocier avec les Américains, bien que cela signifiât la gestion de deux fronts à la fois. Les arguments sont essentiellement psychologiques dans la mesure où conscients de leur bon droit et meurtris par la déclaration de guerre américaine qui constituait un coup de poignard dans le dos, les Britanniques refusaient de faire quelque concession. À cela il faut ajouter la succession de désastres militaires américains, mais aussi le fait que les Britanniques n'arrivaient pas, malgré l'incompétence notoire des troupes américaines, à remporter de victoire décisive. Aussi, les négociations marquèrent le pas sans que l'on arrivât à aborder les questions de fond : les droits des pays neutres en temps de guerre, l'*impressment*, le Canada, la Floride, l'honneur national. De nombreuses heures furent perdues à discuter de questions annexes et techniques comme les droits de pêche, les frontières, les droits de navigation en Amérique du Nord.

De plus, pour achever de rendre la situation absurde, la fin de la guerre en Europe souligna le caractère obsolète des griefs américains. Car tout ce qu'ils reprochaient à la Grande-Bretagne n'avait pu se produire que parce que la Grande-Bretagne était en guerre contre la France. Celle-ci terminée, la guerre contre la Grande-Bretagne n'avait plus de sens. Du côté britannique, la joie de la victoire contre Napoléon et la perspective du retour à une vie normale s'accompagnaient d'une grande lassitude devant la perspective de guerroyer encore des mois, voire des années. Du côté américain, l'inquiétude s'installait devant la perspective de voir toute l'armée britannique et, pourquoi pas, celles de ses alliés se tourner vers

l'Amérique qui risquait la destruction pure et simple et la recolonisation. Psychologiquement, les deux parties abandonnèrent peu à peu l'idée d'une victoire totale pour se diriger vers une paix des braves, vers un armistice honorable.

Il est important de noter cependant que cette guerre ne fut pas un simple face à face entre les Britanniques et les Américains. Des puissances européennes alliées à la Grande-Bretagne s'étaient alarmées de voir ainsi se créer un front en Amérique. C'est ainsi que le tsar Alexandre I^{er} de Russie s'était proposé comme médiateur au cours de l'hiver 1812-1813 car les armées françaises venaient de prendre Moscou et il craignait de perdre le soutien indispensable de la Grande-Bretagne si la guerre contre les États-Unis s'éternisait. Dès le mois de septembre 1812, le Tsar avait saisi le ministre plénipotentiaire auprès de la cour, alors installée à Saint-Pétersbourg, John Quincy Adams, fils de l'ancien président John Adams. En raison des rigueurs de l'hiver russe, l'offre n'arriva à Washington qu'au mois de mars 1813, juste après la prise de conscience aux États-Unis que l'invasion du Canada tournait court. Le président Madison accueillit favorablement cette offre de médiation. Il décida donc d'envoyer Albert Gallatin, secrétaire au Trésor, et James Bayard, sénateur fédéraliste du Delaware, en délégation à Saint-Pétersbourg, sans avoir jugé bon d'en informer les Britanniques. Le Premier ministre britannique, Lord Castlereagh ne se priva pas de refuser l'offre russe puisqu'il croyait alors avoir l'avantage sur le terrain militaire et ne souhaitait pas encore négocier. De plus, malgré leur alliance contre la France, la Grande-Bretagne et la Russie n'avaient pas des rapports harmonieux et les Britanniques soupçonnaient les Russes d'avoir un parti pris favorable aux Américains avec lesquels ils partageaient des vues similaires concernant les droits des pays neutres. En réalité, Castlereagh ne souhaitait pas de médiation et encore moins d'une médiation russe. En novembre 1813, il décida donc de notifier le gouvernement américain de son souhait de négocier de manière bilatérale.

La mission Gallatin-Bayard-Adams se trouva cette fois envoyée non plus en Russie mais en Belgique car il était hors de question d'aller négocier en Angleterre. La ville de Gand fut choisie parce qu'elle avait

l'avantage d'être en terrain relativement neutre bien qu'une garnison britannique y ait été installée. La délégation fut étoffée par Henry Clay, *speaker* de la Chambre des représentants et « faucon », et Jonathan Russell, ancien chargé d'affaires à Londres et ambassadeur en Suède. La délégation britannique était composée de trois personnes : Lord Gambier, amiral de la Navy célèbre pour avoir incendié la ville de Copenhague en 1807, Henry Goulburn, membre du parlement connu pour son farouche anti-américanisme et sous-secrétaire à la guerre et aux colonies, et William Adams, docteur en droit civil et spécialiste du droit maritime. De fait, la composition même de la délégation avait pour but de signifier aux Américains qu'ils étaient quantité négligeable dans la galaxie des problèmes diplomatiques britanniques. En réalité, ces trois hommes avaient une marge de manœuvre très réduite et s'en référaient constamment au Premier ministre lui-même. À la décharge des Britanniques, il faut préciser que les préparatifs du Congrès de Vienne devant décider du sort de l'Europe après la chute de Napoléon avaient un caractère prioritaire et mobilisait la crème des diplomates chevronnés.

Les Britanniques étant arrivés le 6 août 1814 à Gand, les négociations purent commencer. D'emblée l'atmosphère s'avéra exécrable au sein de la délégation américaine car les cinq hommes qui la composaient étaient de fortes personnalités, aux caractères souvent opposés. Les seules choses qui les unissaient vraiment étaient leur mission et leur aversion pour les Britanniques qui les méprisaient si ouvertement. De plus, que ce soit les Britanniques ou les Américains, leurs exigences étaient telles que les négociations ne pouvaient être que pénibles. Du côté américain les instructions du secrétaire d'État James Monroe étaient claires : arrêt de *l'impressment*, cession du Canada, acceptation de la définition américaine des droits des pays neutres, indemnisation pour les biens confisqués ou détruits à cause des *Orders in Council*, restitution des esclaves noirs emmenés par les Britanniques à la fin de la Guerre d'indépendance américaine. Mais, en août, devenus plus réalistes, Madison et Monroe modifièrent les instructions des négociateurs, abandonnant la question de *l'impressment*, du Canada et de la Floride. Il s'agissait maintenant de revenir au *status quo ante bellum*. Quant aux Britanniques, l'opinion publique demandait la reddition pure et simple des États-Unis qui avaient

perdu sur le terrain militaire et s'étaient vus non seulement repoussés mais occupés par l'armée britannique entrés en le territoire américain à partir du Canada. Les instructions étaient d'obtenir l'abandon des forts et des installations militaires sur les Grands lacs, la libre navigation sur le fleuve Mississippi, la cession de territoire dans la partie orientale du Maine, au nord de l'État de New York et en amont du Mississippi dans la région des Grands lacs (vers le lac Supérieur). Les Britanniques voulaient aussi construire une route militaire entre Québec et le fleuve Saint-Jean, traversant le Nouveau Brunswick pour arriver sur la côte atlantique, renégocier les droits de pêche au large de Terre-Neuve et de Grand Banks. Outrepasant leurs instructions, les négociateurs britanniques annoncèrent même la création d'une zone tampon indienne prise sur le territoire américain du Nord-Ouest.

Ces exigences parurent exorbitantes aux Américains et les négociations furent un temps paralysées. Les Britanniques devaient faire un pas pour débloquer la situation car les Américains ne pouvaient reculer plus qu'ils ne l'avaient déjà fait. Lord Castlereagh fit un geste en abandonnant la question de l'État-tampon indien et celle des Grands lacs. Toutefois, il rejeta le principe américain du *status quo ante bellum* et mit en avant son principe de *l'uti possidetis*. En d'autres termes, les Britanniques ayant envahi une bonne partie des États-Unis au cours de leur contre-offensive préféraient que chaque partie conservât ce qu'elle avait conquis, soit très peu pour les États-Unis. Cette proposition était donc inacceptable. C'est à ce moment qu'arriva la nouvelle de la victoire américaine à Plattsburgh qui mit fin au contrôle du lac Champlain par les Britanniques et les contraignit à reconstruire une nouvelle marine avant de pouvoir envisager une nouvelle offensive au nord des États-Unis. À cette nouvelle s'ajouta celle de la résistance du fort McHenry, ce qui apporta un soutien inespéré aux négociateurs américains enfin bien placés pour défendre leurs vues.

Dans le même temps, la conférence de Vienne ne se déroulait pas comme le souhaitaient les Britanniques car les Russes et les Prussiens exprimaient des exigences territoriales qui rendaient difficiles la réussite du projet britannique d'équilibre des puissances. Une guerre se prolongeant contre les États-Unis constituait à présent un handicap

certain. Par ailleurs, la situation économique et financière du pays devenait préoccupante, sans oublier les rumeurs de retour au pouvoir de Napoléon échappé de l'île d'Elbe. La plupart des militaires, en particulier Wellington, étaient d'avis que cette guerre ne pourrait être gagnée face à des Américains sûrs de leur bon droit et ayant l'avantage de se battre sur leur propre terrain. Par conséquent, en novembre 1814, le gouvernement britannique décida d'admettre le principe du *status quo ante bellum*. Le traité de paix fut enfin signé le 24 décembre.

Le traité de Gand est un étrange traité qui permit de clore des négociations de paix par épuisement des parties. Un paradoxe frappant est que le Traité ne résolut aucun des problèmes ayant conduit à la déclaration de guerre par les États-Unis. Pourtant, il s'avéra plutôt favorable aux États-Unis qui réussirent à conserver l'intégrité de leur territoire et la pérennité de leur système politique. Bénéficiant d'une chance incroyable, ils profitèrent des circonstances politiques européennes et de la diversion nécessairement causée aux Britanniques qui, malgré leur supériorité militaire et navale, étaient pris dans l'écheveau de leurs engagements européens. Certes les deux pays étaient ponctuellement opposés par des malentendus graves, mais dans le fond les délégués des deux pays admettaient volontiers qu'ils avaient plus à perdre d'une guerre que du rétablissement de relations économiques pacifiques. La fin des guerres en Europe avait rendu automatiquement obsolètes la pratique de l'*impressment* et la question de la neutralité. Soucieux de revenir rapidement à la normale, les Britanniques et les Américains restituèrent tous les territoires occupés pendant le conflit. Tous les Indiens ayant pris part aux combats furent amnistiés. Il fut aussi décidé de mettre en place une commission conjointe d'arbitrage destinée à aplanir tous les différends prévisibles comme le problème de la frontière du nord-est dans le Maine et celle du nord-ouest entre le lac Supérieur et les Rocheuses. Restèrent non résolus les différends portant sur les droits de pêche en Atlantique nord et la militarisation des Grands lacs.

Lorsque le traité arriva aux États-Unis pour ratification, le Sénat, qui jubilait encore après la victoire de la Nouvelle-Orléans survenue dix

jours auparavant, n'hésita pas à donner son assentiment - et à l'unanimité - aux termes très favorables pour les États-Unis. L'opinion, quant à elle, interpréta le traité comme la reconnaissance par l'arrogante Angleterre de l'indépendance des États-Unis qui, encore une fois, avait fait plier une grande puissance. Si les délégués de Gand et le gouvernement américain avaient bien compris que ce traité était la manifestation de l'épuisement réciproque des deux parties, le peuple américain resta sur son impression - chronologiquement fausse mais psychologiquement irréfutable - qu'il avait préservé son indépendance et défendu son bon droit bafoué par l'ancienne puissance coloniale. La nouvelle de la victoire de la Nouvelle-Orléans eut aussi pour effet de rendre inopportune toute critique de la guerre et coupa l'herbe sous le pied des sécessionnistes de Nouvelle-Angleterre qui, en décembre 1814, s'étaient réunis au sein de la Convention de Hartford dans le Connecticut. Des délégués venus du Connecticut, de Rhode Island et du Massachusetts avaient rédigé une série d'amendements à la Constitution nationale ayant pour but de conditionner la déclaration de guerre et l'embargo à un vote à la majorité des deux tiers des deux chambres du Congrès, sauf en cas d'invasion. D'autres amendements portaient sur un rééquilibrage des droits des États par rapport au pouvoir fédéral. Eux aussi arrivèrent à Washington après la nouvelle de la victoire et de la signature du traité de paix. Leurs doléances étaient devenues nulles et non avenues mais elles confirmaient l'existence de forces centrifuges qui ne demandaient qu'à s'exprimer de plus en plus dans le pays.

La portée du traité de Gand

Il est indéniable que la guerre de 1812-1814 marque un tournant dans l'histoire diplomatique et nationale américaine. À partir de cette guerre contre la Grande-Bretagne, la dernière contre une puissance européenne de leur histoire jusqu'à la Guerre hispano-américaine de 1898, les États-Unis ne subiront plus aucune menace extérieure de la même ampleur. L'intégrité nationale ne sera plus mise en péril que par les États-Unis eux-mêmes lorsqu'ils sombreront dans la guerre civile en 1861. Comme pour la Guerre d'indépendance, ils virent leur salut assuré par le concours de

circonstances historiques dont ils surent tirer profit et qui leur permirent d'éviter de justesse la catastrophe. Cette « Seconde guerre d'indépendance » permit aussi, certes modestement, de confirmer dans l'esprit des gouvernements européens l'idée que les États-Unis n'hésiteraient jamais à se lancer dans une guerre pour défendre leurs intérêts et leur dignité nationale. Quant aux Britanniques, leurs relations avec les Américains ne firent que s'améliorer durant la totalité du siècle, malgré des périodes de crise intenses. L'idée de recourir à la procédure de l'arbitrage amiable au sein de commissions conjointes permit de désamorcer de nombreuses crises.

La guerre ouvrit donc une ère de paix aux États-Unis qui, si l'on y ajoute la paix en Europe et l'établissement de la *pax britannica* dans le monde, permit au pays de se lancer dans une course à la prospérité économique. En effet, tirant les leçons de leur étranglement économique dû à la dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne, les négociants du Nord-Est comprirent qu'ils devaient s'atteler à investir dans le développement de leur industrie nationale. La grande affaire des générations suivantes sera l'expansion vers l'Ouest et son lot de complications diplomatiques. Quant aux Britanniques, bien qu'ils aient peu obtenu des Américains par le traité de Gand, ils étaient soulagés par la fin de la guerre, l'allègement des taxes et le rétablissement du commerce transatlantique. De plus, leur prestige se trouva augmenté par leur victoire finale sur Napoléon à Waterloo en 1815. Cette drôle de guerre terminée par un traité ne mentionnant aucun de ses motifs permit aux États-Unis de prendre conscience de leur position géopolitique. L'une des conséquences fut une nouvelle conception de la sécurité nationale et de la nécessité de se doter d'une armée plus professionnelle chargée d'assurer la défense du territoire ; de même, l'idée de sécurité justifia en partie l'expansion continentale pour étendre le pays de l'Atlantique au Pacifique. Enfin, le pays gagna une conscience nouvelle de soi, une cohésion plus grande autour de symboles patriotiques nouveaux : un nouveau panthéon de héros dont Andrew Jackson, un hymne national, une république triomphante. Ce nouveau nationalisme atténua pour un temps les divergences régionales.

Interventions armées à l'étranger (1798-1818)

De 1798 à 1993, l'armée américaine est intervenue 234 fois à l'étranger dans des situations de conflit ou de conflit potentiel, ou pour tout autre mission en temps de paix.

Ces interventions diffèrent à plusieurs titres : nombre de forces envoyées, type d'hostilité, degré de légalité au regard du droit international. Sur ces 234 interventions, cinq correspondent à des guerres formellement déclarées : la guerre anglo-américaine de 1812-1814, la guerre contre le Mexique de 1846-1848, la guerre hispano-américaine de 1898, la Première Guerre mondiale déclarée en 1917 et la Seconde Guerre mondiale déclarée en 1941. Beaucoup ont débouché sur des guerres non déclarées comme la Quasi-guerre contre la France de 1798 à 1800, les deux guerres barbaresque de 1801-1805 et 1815, la guerre de Corée de 1950 à 1953, la guerre du Vietnam de 1964 à 1973, la guerre du Golfe de 1991. Dans ce dernier cas, si le Congrès avait effectivement autorisé le recours à la force, il n'avait pas pour autant formellement déclaré la guerre à l'Irak.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la première justification pour ces interventions est la protection de citoyens américains ou la promotion des intérêts américains, en général commerciaux. Elles sont opérées essentiellement par la Marine ou l'infanterie de marine et dirigées contre des pirates ou des bandits, se traduisant souvent par l'envoi d'un corps expéditionnaire pour protéger une légation ou une ambassade à l'étranger. Cette liste n'est pas exhaustive car elle ne mentionne pas les activités d'exploration, de pacification ou d'accompagnement des colons au cours de l'expansion vers l'Ouest ou ailleurs.

1798-1800 Quasi-guerre contre la France	Guerre navale non déclarée avec la France. Lors d'une action terrestre, les Marines débarquent à Puerto Plata (Saint-Domingue) et capturent un corsaire français sous le feu des canons du port
1801-1805 Tripoli	Première guerre barbaresque. Un épisode remarquable est celui de l'USS <i>Philadelphia</i> capturé par les Tripolitains (qui avaient déclaré la guerre aux États-Unis) et repris par le capitaine Stephen Decatur
1806 Mexique (territoire de la couronne espagnole)	Le capitaine Zebulon M. Pike et un détachement envahissent le territoire espagnol au niveau du Rio Grande sur ordre du général James Wilkinson. Emprisonné sans résistance dans un fort pris aux Espagnols, Pike est relâché après confiscation de ses documents
1806-1810 golfe du Mexique	Des canonnières américaines opèrent depuis la Nouvelle-Orléans contre des corsaires espagnols et français au large du delta du Mississippi
1810 Floride occidentale (territoire espagnol)	Sur ordre du Président, le gouverneur Claiborne de Louisiane occupe un territoire revendiqué par les Américains à l'est de Mississippi jusqu'au fleuve Pearl qui deviendra, plus tard, la frontière orientale de la Louisiane. Il était autorisé à s'enfoncer jusqu'au fleuve Perdido
1812 L'île Amélie et d'autres parties de la Floride orientale	Si le président Madison et le Congrès ont bien donné l'autorisation d'occuper temporairement cette zone, afin d'éviter qu'une autre puissance ne le fasse, le général George Matthews remplit sa mission de manière si irrégulière qu'il dût être désavoué par le Président
1812-1815 La guerre de 1812	Le 18 juin 1812, les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne à qui ils reprochent de violer les droits des pays neutres du fait de leur état de belligérance avec la France
1813 Floride occidentale (territoire espagnol)	Le général Wilkinson prend possession de la baie de Mobile avec 600 soldats face à une faible garnison espagnole qui se rendit sans combattre. Les troupes américaines progressent jusqu'au fleuve Perdido (objectif de 1810)
1813-1814 Îles Marquises	Construction par les troupes américaines d'un fort sur l'île de Nukahiva pour protéger trois navires pris aux Britanniques
1814 Floride espagnole	Le général Andrew Jackson occupe le fort espagnol de Pensacola et en chasse les troupes espagnoles au cours de la guerre anglo-américaine
1814-1825 Caraïbes	Affrontements répétés entre pirates et navires marchands ou escadrons américains dans la zone de Cuba, de Porto Rico, de Saint-Domingue et du Yucatan. On compte plus de trois mille attaques de pirates entre 1815 et 1823

1815 Alger	Déclaration de Deuxième guerre barbaresque par le dey d'Alger. Avec l'autorisation du Congrès, une flotte importante commandée Stephen Decatur attaque Alger et réussit à obtenir une indemnisation pour les pertes subies par les navires marchands américains aux mains des pirates
1815 Tripoli	Lorsqu'il eut obtenu un accord avec le dey d'Alger, Decatur et son escadron font une démonstration de force devant Tunis et Tripoli. Il obtient aussi des indemnités pour les pertes causées pendant la guerre de 1812
1816 Floride espagnole	Les États-Unis détruisent le fort Nicholls, ou fort Nègre, soupçonné de servir de base arrière à des raids indiens en territoire américain
1816-1818 Floride espagnole	Première guerre contre les Séminoles. Accusés de laisser les esclaves en fuite se servir de leur territoire comme d'un sanctuaire, les Séminoles sont attaqués par les généraux Jackson et Gaines qui, en les poursuivant, pénètrent dans le nord de la Floride. Ils attaquent et occupent des postes espagnols, exécutant des sujets britanniques. Embarrassé, le gouvernement américain entame des négociations avec l'Espagne qui aboutissent à la cession des deux Florides aux États-Unis en 1819
1817 L'île Amélie (territoire espagnol au large de la Floride)	Obéissant aux ordres du président James Monroe, des forces américaines débarquent sur l'île pour en chasser des contrebandiers, aventuriers et autres forbans
1818 Oregon	L'USS <i>Ontario</i> , envoyé par le gouvernement américain, mouille dans le fleuve Columbia et, en août, prend possession du territoire de l'Oregon si la Grande-Bretagne a renoncé à sa souveraineté dans ce secteur, les Russes et les Espagnols continuent à en revendiquer la possession

Source : D'après Ellen C. Collier, *Instances of Use of United States Forces Abroad, 1798-1993* (Washington DC : Congressional Research Service, Library of Congress, October 7, 1993).

Bibliographie sélective

ADAMS, Henry, *History of the United States during the Administrations of Jefferson and Madison*, 9 vols, 1889-1891.

BERTON, Pierre, *The Invasion of Canada, 1812-1813*, 1980.

BIRD, Harrison, *War for the West, 1790-1813*, 1971.

BRANT, Irving, *James Madison : Commander in Chief*, 1961.

– *James Madison : the President, 1809-1812*, 1956.

BROWN, Roger H., *The Republic in Peril : 1812*, 1964.

BURT, Alfred L., *The United States, Great Britain and British North America*, 1940.

CAMPBELL, Charles S., *From Revolution to Rapprochement: The United States and Great Britain, 1783-1900*, 1974.

CARR, James A., « The Battle of New Orléans and the Treaty of Ghent », *Diplomatic History* 3 (1979) : 273-82.

COLES, Harry L., *The War of 1812*, 1965.

DOWD, Gregory E., *A Spirited Resistance : The North American Indian Struggle for Unity, 1745-1815*, 1992.

EGAN, Clifford L., *Neither Peace nor War : Franco-American Relations, 1803-1812*, 1983.

ENGELMAN, Fred L., *The Peace of Christmas Eve*, 1962.

GOODMAN, Warren H., « The Origins of the War of 1812 : a Survey of Changing Interpretations », *Mississippi Valley Historical Review* JV 28 (1941-42) : 171-86.

HAGAN, Kenneth J., *This People's Navy : The Making of American Sea Power*, 1991.

HICKEY, Donald R., *The War of 1812 : A Forgotten Conflict*, 1989.

HORSMAN, Reginald, *The Causes of the War of 1812*, 1962.

– *The Diplomacy of the New Republic, 1776-1815*, 1985.

– *Expansion and American Indian Policy, 1783-1812*, 1967.

– *The War of 1812*, 1964.

KETCHAM, Ralph L., *Presidents Above Party : The First American Presidency, 1789-1829*, 1984.

LANG, Daniel G., *Foreign Policy in the Early Republic : The Law of Nations and the Balance of Power*, 1985.

LEWIS, James E. Jr., *The American Union and the Problem of Neighborhood : The United States and the Collapse of the Spanish Empire, 1783-1829*, 1998.

LISS, Peggy K., *Atlantic Empires : the Network of Trade and Revolution, 1713-1826*, 1983.

MARIENSTRAS, Élise, *Nous le Peuple : les origines du nationalisme américain*, 1988.

McCOY, Drew R., *The Elusive Republic : Political Economy in Jeffersonian America*, 1980.

McDONALD, Forrest, *States' Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

OWSLEY, Frank L. Jr. & SMITH, Gene A., *Filibusters and Expansionists : Jeffersonian Manifest Destiny, 1800-1821*, 1997.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1, Cohen, Warren I., ed.

– *Prologue to War : England and the United States, 1805-1812*, 1961.

POTTER, Pitman B., *Doctrines américaines de droit international*, 1937.

PRATT, Julius W., *The Expansionists of 1812*, 1925.

REMINI, Robert V., *The Battle of New Orleans*, 1999.

RÉMOND, René, *Les États-Unis devant l'opinion française, 1815-1852*, 1962.

RUTLAND, Robert A., *The Presidency of James Madison*, 1990.

SCHORN, Alan, *Napoleon Bonaparte*, 1997.

SMELSER, Marshall, *The Democratic Republic : 1801-1815*, 1968.

STAGG, J. C. A., *Mr. Madison's War : Politics, Diplomacy, and Warfare in the Early American Republic, 1783-1830*, 1983.

STEEL, Anthony, « Impressment in the Monroe-Pinkney Negotiations, 1806-1807 », *American Historical Review* 57 (1952) : 352-69.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

SUGDEN, John, *Tecumseh : A Life*, 1998.

– *Tecumseh's Last Stand*, 1985.

TAYLOR, George R., « Prices in the Mississippi Valley Preceding the War of 1812 », *Journal of Economic and Business History* 3 (1930) : 148-63.

VARG, Paul A., *Foreign Policies of the Founding Fathers*, 1963.

– *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WALLACE, Anthony F. V., *The Long, Bitter Trail : Andrew Jackson and the Indians*, 1993.

WATTS, Steven, *The Republic Reborn : War and the Making of a Liberal America, 1790-1820*, 1987.

WEBER, David J., *The Spanish Frontier in North America*, 1992.

WHITE, Patrick C. T., *A Nation on Trial : America and the War of 1812*, 1965.

WRIGHT, J. Leitch, *Britain and the American Frontier, 1783-1815*, 1975.

DEUXIÈME PARTIE

Les défis de l'indépendance et de la sécurité (1817-1848)

Après la guerre de 1812, les États-Unis entrèrent dans une phase de développement et de croissance en complexité politique, sociale, économique et démographique qui leur permit de se rapprocher de leurs partenaires internationaux et devenir, au milieu du siècle, la première puissance industrielle du moment. Des centaines de milliers de colons traversèrent les Appalaches pour s'installer dans la vallée du Mississippi. La « section » de l'Ouest prit peu à peu une part plus active dans la gestion de la nation, comme en témoigna l'élection à la présidence du général Andrew Jackson, héros des guerres contre les Indiens et champion des droits des colons à s'installer dans des territoires nouveaux ; homme de l'Ouest, il symbolisait aussi l'ère de l'homme ordinaire (« *the age of the common man* ») et la nouvelle aspiration du pays à une démocratisation de la vie politique : la démocratie de la frontière.

Au plan international, durant la période allant de 1814 à 1848, les États-Unis s'efforcèrent de consolider leur place dans le concert des nations en pratiquant une politique à deux volets : d'un côté négocier l'acquisition de territoires nouveaux afin de satisfaire les attentes d'une population désireuse d'accéder à la propriété terrienne ; de l'autre, s'assurer de bonnes relations commerciales avec tous leurs partenaires importants et commencer à rechercher des marchés nouveaux en Amérique centrale et en Asie dans l'espoir de réduire la dépendance économique vis-à-vis de l'Europe.

De plus, la politique officielle demeura l'abstention de toute intervention dans les affaires européennes qui se traduisit par un strict isolement politique. Mais isolement n'était pas synonyme d'indifférence et la vie politique interne fut à plusieurs reprises influencée par la situation en Europe. Certes les guerres européennes et les dommages causés au commerce américain avaient disparu, mais l'effondrement de l'empire espagnol d'Amérique, le mouvement des nationalités en Europe, la contre-révolution réactionnaire qui réprimait ces aspirations contraignirent le gouvernement au sens large (exécutif et législatif) à s'interroger encore et encore sur la validité de sa politique de non-intervention qui était, effectivement, synonyme de refus de s'impliquer.

Le nationalisme était généralement perçu durant cette période, comme la défense des intérêts américains et de la sécurité nationale, au prix d'un manque d'engagement dans la défense d'une aussi noble cause que la liberté ailleurs. Il est vrai que les États-Unis n'eurent jamais les moyens d'une politique de solidarité risquant de déboucher sur une guerre avec une grande puissance et ses alliés éventuels. La leçon de la guerre anglo-américaine avait été bien retenue. Par ailleurs, les exigences de la politique intérieure et de l'expansion continentale avaient un effet double. D'une part elles posaient de multiples problèmes institutionnels et philosophiques, comme dans le cas des crises de redéfinition de la place de l'esclavage dans l'Union (compromis du Missouri) et de la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les États fédérés (crise de la *Nullification*, par exemple). De l'autre, pour reprendre l'expression de Walter LaFeber, elles causaient des cas de « *home foreign policy* », des conflits avec les voisins immédiats qui se trouvaient aussi être des puissances européennes : l'Espagne, jusqu'à la cession de la Floride et l'indépendance du Mexique, et la Grande-Bretagne présente au Canada. Les guerres avec les nations indiennes doivent assurément être rangées dans cette catégorie.

Évolution démographique (1820-1850)

Année	Nombre d'États	Population	Taux d'accroissement
1820	23	9 638 453	33,1
1830	24	12 866 020	33,5
1840	26	17 069 453	32,7
1850	31	23 191 876	35,9
1860	33	31 443 321	35,6

Source : U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*.

Immigration (1820-1850)

Années	1820	1821-1830	1831-1840	1841-1850
Nombre	8 385	143 439	599 125	1 713 251

Source : United States Immigration and Naturalization Service, 1990.

ADMISSION DES ÉTATS		
Rang	État	Année
23	Maine	1820
24	Missouri	1821
25	Arkansas	1836
26	Michigan	1837
27	Floride	1845
28	Texas	1845
29	Iowa	1846
30	Wisconsin	1848
31	Californie	1850

Chapitre V

Les États-Unis et l'hémisphère occidental (1817-1825)

1815	Fin de la guerre anglo-américaine Congès de Vienne, formation de la Sainte Alliance (Autriche, Russie, Prusse, Grande-Bretagne) rejoints en 1818 par la France
1816	Élection de James Monroe à la présidence. Il choisit John Quincy Adams comme secrétaire d'État
1817	Accord Rush-Bagot
1818	Convention anglo-américaine (pêcheries, frontières du Canada et des États-Unis, occupation conjointe de l'Oregon) Invasion de la Floride orientale par Andrew Jackson
1819	Traité Adams-Onís : l'Espagne cède les Florides aux États-Unis, renonce à ses prétentions sur l'Oregon ; les États-Unis renoncent à leurs revendications concernant le Texas Crise financière suivie d'une dépression jusqu'en 1823
1820	Compromis du Missouri qui règle le premier conflit « sectionnel » au sujet de l'extension de l'esclavage
1821	Indépendance du Mexique
1822	Reconnaissance par les États-Unis de l'indépendance des nouvelles républiques d'Amérique latine
1823	Proclamation de la « doctrine Monroe » ou <i>hands-off doctrine</i> : non-intervention, non colonisation, non transfert
1824	Visite triomphale de La Fayette aux États-Unis Élection de John Quincy Adams à la présidence par la Chambre des représentants
1825	Ouverture du canal de l'Érié ; début de l'ère des canaux

De 1817 à 1825, la présidence de James Monroe, cinquième président, incarne le nouveau nationalisme américain. Par l'effet de l'étrange guerre de 1812 contre les Britanniques, l'indépendance était devenue une réalité

palpable, le patriotisme une valeur bien ancrée. En raison de leurs agissements pendant la guerre et, surtout, au cours de la Convention de Hartford, les fédéralistes avaient causé la mort de leur propre parti et ils étaient considérés comme des traîtres à la nation et à l'idée républicaine. De manière simpliste, les Américains avaient tendance à croire qu'Américain rimait avec Républicain. Le régime politique bipartisan était devenu un système de parti unique faute d'opposition. En réalité, le pays tout entier semblait soucieux de se mettre au travail et aspirait à l'unité politique. D'autant que le système bipartisan né au cours du dernier mandat de George Washington n'avait aucune existence constitutionnelle et constituait pour certains une sorte de perversion de la république parfaite. Aussi, la disparition d'un parti au profit d'une harmonie politique retrouvée était bien accueillie. Monroe symbolisait cette *Era of Good Feelings* (« Ère des bons sentiments ») alors que le nouveau nationalisme s'incarnait en Andrew Jackson, héros des guerres indiennes et de la guerre anglo-américaine, et que l'on exaltait les vertus des hommes venus de la frontière pour dynamiser la jeune république. Toutefois, sur le front diplomatique, la situation était loin d'être aussi idyllique car de nombreux différends restaient en suspens avec la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Russie et la France. La guerre contre les Britanniques avait démontré la faiblesse militaire du pays dont les frontières étaient mal défendues au nord comme au sud. Enfin, la volonté de reprendre des activités commerciales impliquait des rivalités avec les autres acteurs internationaux.

Présidents, Vice-présidents et secrétaires d'État 1817-1861

	Présidents	Vice-présidents	Secrétaires d'État
5	James Monroe Républicain-démocrate (1817)	Daniel D. Tompkins Républicain-démocrate (1817)	John Quincy Adams (1817)
6	John Quincy Adams Républicain-démocrate (1825)	John C. Calhoun Républicain-démocrate (1825)	Henry Clay (1825)
7	Andrew Jackson Démocrate (1829)	John C. Calhoun Démocrate (1829) Martin Van Buren Démocrate (1833)	Martin Van Buren (1829) Edward Livingstone (1831) Louis McLane (1833) John Forsyth (1834)
8	Martin Van Buren Démocrate (1837)	Richard M. Johnson Démocrate (1837)	John Forsyth (1837)
9	William H. Harrison Whig (1841)	John Tyler Whig (1841)	Daniel Webster (1841)
10	John Tyler Whig et démocrate (1841)	Aucun*	Daniel Webster (1841) Hugh S. Legaré (1843) Abel P. Upshur (1843) John C. Calhoun (1844)
11	James K. Polk Démocrate (1845)	George M. Dallas Démocrate (1845)	James Buchanan (1845)
12	Zachary Taylor Whig (1849)	Millard Fillmore Whig (1849)	John M. Clayton (1849)

* En raison du décès soudain du président Harrison, le vice-président Tyler fut investi président et n'eut donc pas de Vice-président.

Le rapprochement avec la Grande-Bretagne

Après la guerre de 1812-1814, les États-Unis et la Grande-Bretagne semblaient avoir pris la mesure de tout ce qu'ils avaient à perdre à se combattre et se lancèrent dans une nouvelle ère de relations apaisées et raisonnées. Deux personnages jouèrent un rôle essentiel dans l'aplanissement des problèmes : le Premier ministre britannique, Lord Castlereagh, et le secrétaire d'État américain, John Quincy Adams. D'un côté, le Britannique choisit de traiter les Américains en partenaires égaux pour éviter les errements passés largement attribuables à la susceptibilité

nationale américaine. De l'autre, il préféra poursuivre une politique pragmatique qui prenait acte de plusieurs réalités incontournables : la première était que les États-Unis étaient le plus grand marché pour les exportations britanniques et la seconde que l'économie britannique avait besoin du coton et de produits agricoles américains. De plus, la Couronne britannique entendait utiliser dans ses négociations avec les Américains, avec la certitude que le Canada n'avait que peu de valeur stratégique et que sa proximité avec les États-Unis le rendait indéfendable car trop facile à envahir. Le simple fait que les États-Unis aient été incapables de le faire pendant la guerre passée ne permettait pas de préjuger de l'avenir. Le rapprochement était le seul moyen efficace de pacifier cette frontière et, surtout, d'éviter à la Grande-Bretagne de devoir régler en même temps des conflits avec les États-Unis et l'Europe.

Du côté américain, John Quincy Adams était un homme aguerri à la diplomatie européenne, ayant servi comme plénipotentiaire en Russie et en Grande-Bretagne. Le séjour dans ce pays et le contact avec les Britanniques avait pourtant eu un effet contradictoire sur lui. Non seulement ils renforcèrent son anglophobie « familiale » - son père avait été l'un des instigateurs de l'indépendance - mais ils lui permirent de prendre la mesure de la puissance britannique et de conclure que les États-Unis devaient d'urgence se concentrer sur leurs propres affaires et s'abstenir de heurter de front un pays aussi puissant. Aussi les offres de rapprochement faite par Castlereagh furent-elles accueillies favorablement au terme d'un raisonnement tout aussi pragmatique que celui des Britanniques. La motivation essentielle d'Adams était qu'il avait une vision du monde partagé entre l'Ancien et le Nouveau Monde, l'un étant le domaine de la Grande-Bretagne et des Européens en général, alors que l'autre relevait de l'influence américaine. Ce partage géographique et politique aboutissait à la formation d'une entité virtuelle, l'hémisphère occidental, séparé de l'Ancien Monde par l'océan Atlantique et, surtout, par un gouffre philosophique : le Nouveau incarnant l'avenir, le progrès, les institutions républicaines, la liberté, alors que l'Ancien représentait le passé, la décadence, les institutions monarchiques, le despotisme. Ce cadre théorique était sous-tendu par une théorie de la loi naturelle qui induirait inévitablement l'extension de « l'empire américain

», au sens d'influence, au Canada et à l'Amérique latine encore sous domination espagnole. Le temps et la Providence y pourvoiraient.

Plus prosaïquement, la normalisation des relations avec la Grande-Bretagne satisfaisait deux exigences complémentaires : l'idée de Castlereagh que la paix en Europe conditionnait la sécurité britannique et celle d'Adams que la sécurité américaine dépendait de la capacité des États-Unis à empêcher l'expansion britannique dans le Nouveau Monde. Or, pour Adams, cela allait de pair avec l'expansion des intérêts commerciaux et territoriaux américains. Aussi, les négociations commencèrent tout naturellement par la recherche d'accords commerciaux souhaitables entre les deux nations. En juillet 1815, les deux pays signèrent une convention commerciale sur les échanges dans l'Atlantique et en Inde et mirent en place un système de réciprocité pour quatre ans (reprenant les bases du Traité Jay). Cet accord interdisait l'imposition de droits de douane discriminatoires et ouvrit les ports des Indes britanniques aux navires américains. Mais les Antilles ne furent pas incluses dans le Traité en raison du refus des marchands britanniques craignaient la concurrence américaine.

Par ailleurs, le traité de Gand avait laissé en suspens un certain nombre de problèmes qu'il fallait à présent tenter de résoudre. Le premier était celui des frontières du Nord-Est et du Nord-Ouest, ainsi que le statut de l'Oregon revendiqué par les deux pays. Le deuxième problème était celui des pêcheries au large de l'Amérique du Nord britannique. Le troisième, celui de la militarisation et de la course aux armements dans la zone des Grands lacs et du Lac Champlain. Pour ce qui est de la course aux armements, ni la Grande-Bretagne, ni les États-Unis n'avaient réellement la volonté - ni les moyens - de se lancer dans une telle escalade. La pression venait en réalité des Canadiens qui, inquiets de n'avoir pas vu régler la question de leur souveraineté sur les pêcheries côtières, demandaient à Londres de les protéger contre toute invasion future par les États-Unis en construisant des fortifications supplémentaires le long de la frontière. Le gouvernement américain répliqua en menaçant les Canadiens de guerre s'ils empiétaient sur le domaine maritime américain. De même, une course à l'armement naval avait commencé, en particulier

sur le lac Ontario. Les tensions étaient telles de part et d'autre de la frontière qu'il devint nécessaire de trouver une solution ; aussi, en janvier 1816, le Département d'État proposa le désarmement mutuel et l'ouverture de négociations. Elles commencèrent en avril 1817 à Washington et aboutirent à la signature de l'accord Rush-Bagot (Richard Rush étant le représentant du secrétaire d'État et Charles Bagot, le ministre plénipotentiaire britannique). Il prévoyait le désarmement mutuel des deux pays dans la région et la baisse de leurs effectifs, même si les fortifications demeuraient le long de la frontière. L'accord ne concernait pas les fortifications terrestres au-delà des frontières, ni les chantiers navals. La frontière entre le Canada et les États-Unis sera gardée jusqu'en 1871, les tensions furent considérablement réduites et l'Accord Rush-Bagot posa un précédent pour l'idée de désarmement.

En 1818, une autre convention fut négociée par Rush, devenu ambassadeur à Londres et Albert Gallatin dépêché en Grande-Bretagne à cette fin. La Convention de 1818 renouvela le traité commercial de 1815 pour dix ans (les Antilles en étaient toujours exclues), régla la question des esclaves emmenés par les Britanniques en 1815, accorda aux Américains la « liberté » et non le droit de pêcher au large des côtes nord-américaines britanniques et leur donna le statut de nation la plus favorisée aux Indes ainsi que des privilèges commerciaux limités au Canada. En ce qui concerne les pêcheries, les Britanniques annulèrent les dispositions du traité de 1783 et redéfinirent les zones dans lesquelles les Américains avaient la « liberté » de pêcher : au large de Terre-Neuve et du Labrador s'ils acceptaient de pêcher près des côtes. Les Américains, de leur côté, consentirent à limiter leurs activités de traitement des poissons à quelques zones inhabitées sur la côte de Labrador et dans les secteurs où la pêche était effectivement autorisée. La Convention de 1818 apporta aussi une réponse à la question de la localisation de la frontière nord de la Louisiane et du nord-est des Montagnes rocheuses. Cette dernière était particulièrement litigieuse et n'avait pu être fixée ni en 1783 ni en 1803. En 1815, les négociateurs américains avaient forcé la main aux Britanniques et fixé la frontière le long du 49° parallèle mais, lorsqu'ils proposèrent de prolonger la ligne jusqu'au Pacifique, les Britanniques refusèrent de voir l'Oregon partagé à leur détriment ; en

effet, la ligne du 49^e parallèle les privait de la navigation sur une partie du fleuve Columbia.

En l'occurrence, cette zone n'avait pas une grande importance à ce moment-là mais il s'agissait d'un cas de prévoyance pour l'avenir. L'immensité du territoire et ses ressources naturelles commandaient que l'on ne délimitât pas aussi rapidement et d'un trait de plume les potentialités de chacun. Par ailleurs, discuter de l'Oregon en tête-à-tête risquait de constituer un casus *belli* pour l'Espagne et la Russie qui, toutes deux, revendiquaient la souveraineté sur ce territoire. Certes, les Britanniques et les Américains avaient été les seuls à réellement découvrir et explorer l'Oregon : James Cook avait remonté l'embouchure d'un fleuve qu'il avait baptisé Columbia en 1792, Lewis et Clark avait exploré le secteur en 1805 et 1806, un fort y avait été construit par les Britanniques en 1811. Mais les Russes prétendaient que leur colonie d'Amérique du Nord s'étendait de l'Alaska à l'Oregon alors que les Espagnols présents en Californie estimaient que leur souveraineté incluait aussi l'Oregon. Sans réellement se soucier des deux protagonistes, Rush et Gallatin acceptèrent de signer la Convention en incluant une disposition sur l'Oregon qui prévoyait l'occupation conjointe pendant dix ans renouvelables durant lesquels le territoire resterait « libre et ouvert ».

Le traité Adams-Onís

Grâce au rapprochement avec les Britanniques, les Américains s'engagèrent dans un processus de normalisation de leurs relations avec les Espagnols au plus bas depuis les incursions américaines en Floride pendant la guerre anglo-américaine. Les conflits portaient certes sur la Floride, mais aussi sur la Louisiane et le Texas. Durant les présidences de Jefferson et Madison, la Floride était devenue un objet de convoitise et de préoccupation pour les Américains. Se mêlaient les aspirations des habitants des États voisins souhaitant s'étendre dans cette direction et leurs griefs contre les Espagnols incapables d'empêcher les esclaves fugitifs de trouver refuge en Floride et les Indiens d'y préparer des incursions sur le territoire américain. De plus, la valeur stratégique de ce

territoire n'échappait à personne car la sécurité de toute la côte du Sud dépendait de son contrôle par les États-Unis. En effet, s'il est vrai que le golfe du Mexique ne courait aucun danger tant que l'Espagne était la seule maîtresse, la situation pouvait devenir catastrophique si les Français ou les Britanniques s'en emparaient.

Le premier objectif était la Floride occidentale, le second, la Floride orientale. À l'automne 1810, les habitants américains de Floride occidentale se révoltèrent contre l'Espagne, encouragés par le gouvernement américain, prirent le fort de Baton Rouge, proclamèrent la république de Floride occidentale et demandèrent l'annexion immédiate par les États-Unis. En décembre, les troupes américaines pénétrèrent dans la région du fleuve Pearl, en évitant cependant l'affrontement direct avec les troupes espagnoles. Comme les relations avec la Grande-Bretagne se dégradaient, Madison décida d'inclure la Floride occidentale dans ses objectifs militaires en cas de guerre. Le 15 janvier 1811, le Congrès vota une résolution secrète de non-transfert par laquelle les États-Unis refusaient de voir tout ou partie de la Floride orientale tomber entre les mains d'une puissance étrangère. Le Congrès autorisa aussi le Président à occuper militairement la zone allant du fleuve Perdido à l'Atlantique si l'Espagne le lui demandait. Outrepasant ces instructions, Madison encouragea secrètement une insurrection en Floride orientale et dut officiellement rappeler le général George Mathews qui avait établi un gouvernement, installé un gouverneur et annoncé la cession de la Floride orientale aux États-Unis. Étant allé trop loin, Madison dut reculer mais sans avoir au préalable obtenu du Congrès l'annexion pure et simple de la Floride occidentale et son incorporation dans le territoire du Mississippi. Lorsque la guerre éclata contre la Grande-Bretagne, il suspendit la restitution de la Floride orientale à l'Espagne. Le Congrès autorisa alors le Président à occuper toute la Floride orientale ; en Floride occidentale, l'armée s'empara de Mobile en avril 1813. L'année suivante Andrew Jackson s'empara du fort de Pensacola car il servait de base aux Britanniques. À la fin de la guerre, les États-Unis acceptèrent enfin de restituer la Floride orientale.

À ce moment-là, le gouvernement espagnol prit acte de son incapacité à défendre ses possessions, d'autant plus qu'une série d'insurrections embrasait peu à peu ses possessions autrement plus importantes d'Amérique latine. Il préféra donc s'engager dans des négociations en vue d'une cession qui renflouerait peut-être les caisses de la Couronne. Les négociations commencèrent en 1817 à Washington entre le secrétaire d'État Adams et le ministre plénipotentiaire espagnol Don Louis de Onís décidé à tirer le meilleur profit d'une situation catastrophique. Car s'il était clair que les Espagnols étaient impuissants, il était tout aussi limpide que les États-Unis avaient le désavantage d'être les demandeurs puisqu'ils voulaient la Floride et entendaient y instaurer la loi et l'ordre. Toutefois, les Américains disposaient d'un argument de taille : la menace de la reconnaissance de l'indépendance des colonies espagnoles.

Malgré les pressions, Adams ne souhaitait pas reconnaître les nouvelles républiques d'Amérique latine de manière hâtive. Il ne voulait en aucun cas se trouver engagé dans une guerre contre l'Espagne. Inversement, trop tarder signifiait que les Britanniques le feraient avant les États-Unis et obtiendraient des avantages commerciaux favorables de la part des jeunes républiques. Une autre motivation au comportement dilatoire d'Adams vis-à-vis de rebelles désireux d'étendre le système républicain en Amérique est peut-être son refus de croire que le catholicisme fût compatible avec la liberté. Ainsi, en 1818, son père, John Adams lui aurait dit : « [les peuples sud-américains] vont sans aucun doute être indépendants, mais seront-ils libres ? L'ignorance généralisée ne peut être libre et la religion romaine n'est pas compatible avec un gouvernement libre ». Les négociations avec l'Espagne furent donc difficiles, chaque partie demandant l'impossible. Onís rechercha un temps la médiation de la Grande-Bretagne avec laquelle l'Espagne était toujours alliée. Mais les Britanniques rappelèrent leur position : l'Espagne devait abandonner la Floride orientale en échange d'une frontière favorable entre la Louisiane et le Mexique. Par ailleurs, Castlereagh annonça qu'il n'interviendrait que si les États-Unis le demandaient, ce qu'il savait bien qu'ils ne feraient jamais.

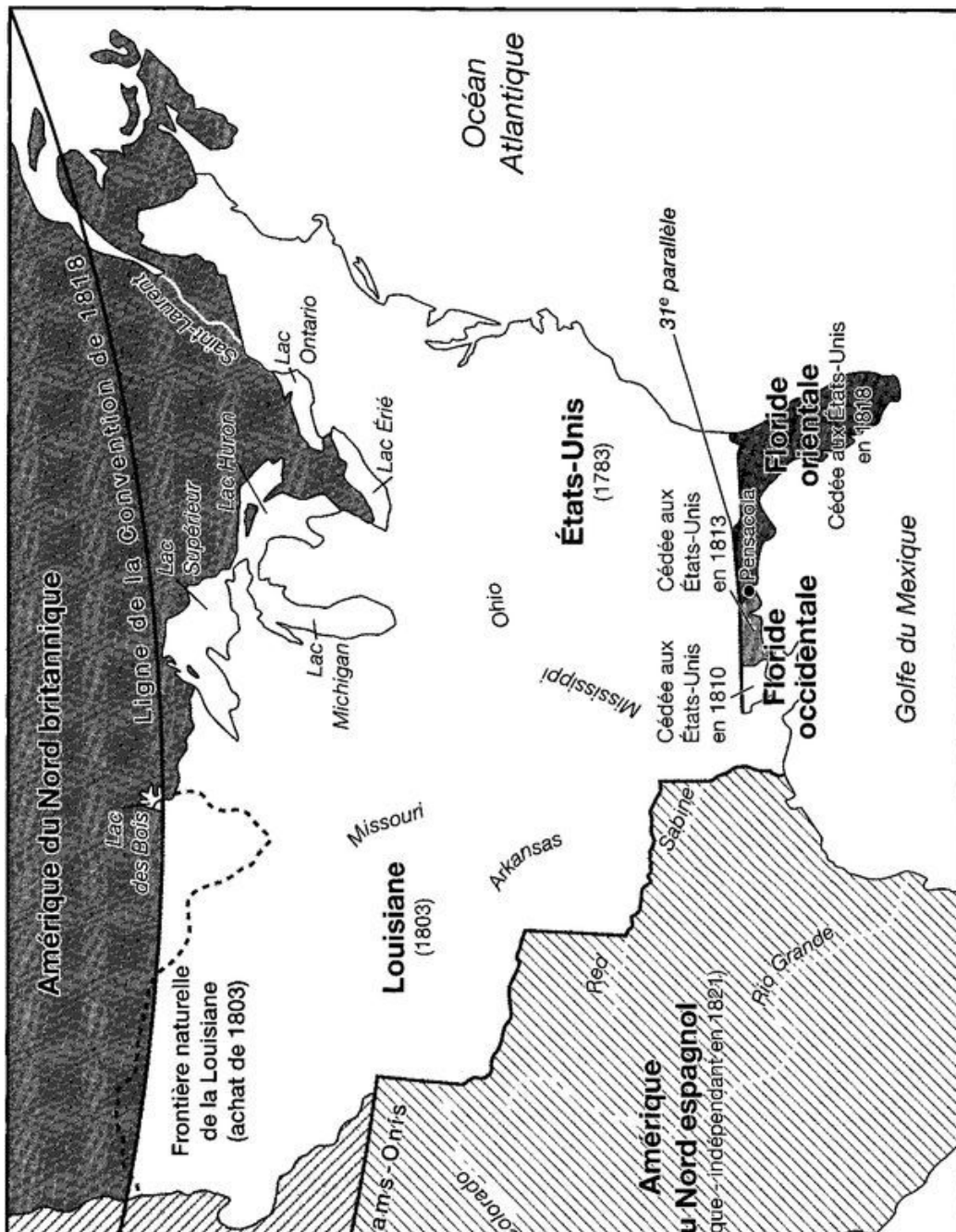
Survint alors un événement qui accéléra les négociations. Le 26 décembre 1817, le général Andrew Jackson partit en mission punitive

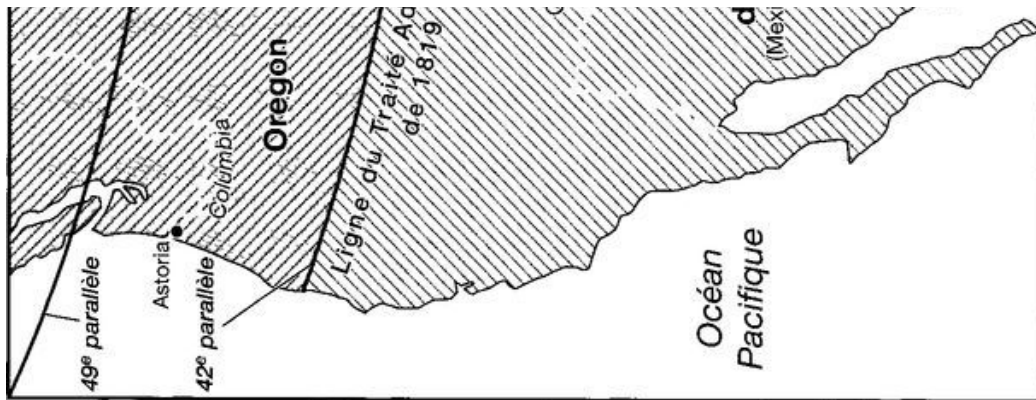
contre les Séminoles en Floride orientale. Il avait bien l'autorisation de franchir la frontière, mais il devait se tenir éloigné des forts espagnols. Bien qu'il n'ait pas été officiellement chargé d'envahir la Floride, Jackson ne cessa de répéter bien après les événements et malgré leurs dénégations qu'il ne faisait qu'interpréter les instructions écrites du Président à partir de ce que lui, son secrétaire d'État ou son secrétaire à la Guerre avait laissé entendre. En mars 1818, les troupes de Jackson, 3 000 hommes et 2 000 alliés indiens, entrèrent en Floride et, deux mois plus tard, la guerre entre les États-Unis, l'Espagne et la Grande-Bretagne semblait imminente. Jackson avait exécuté deux sujets britanniques accusés de contrebande d'armes ; il avait aussi renversé le gouverneur espagnol du fort de Pensacola, nommé un gouverneur militaire et civil américain, confisqué les archives et introduit les lois fiscales américaines. L'attitude de Jackson causa une tempête diplomatique. Onís, qui était encore aux États-Unis, demanda des explications à Adams, des réparations et une sanction exemplaire pour Jackson. Dans un premier temps, les Britanniques demandèrent aussi réparation. Onís se prit à espérer leur soutien total.

Adams rétorqua que Jackson avait agi pour défendre la sécurité de la frontière américaine et que la Floride était l'exemple extrême de la décadence dans laquelle une monarchie corrompue pouvait laisser sombrer une colonie. Quant à Monroe, il soutint Jackson sur le fond tout en regrettant, sans pour autant la condamner, la forme brutale de son action. La population salua Jackson comme un héros résolu à ne laisser personne empiéter sur les droits des Américains ou nuire à leur sécurité. En février 1819, le Congrès décida de ne pas censurer la conduite de Jackson, ce qui revenait à avouer qu'il n'avait jamais eu aucune prise sur lui. Par ailleurs, les Britanniques, soucieux de ne pas compromettre leur rapprochement avec les États-Unis, sacrifièrent la protection diplomatique de leurs sujets et leur alliance avec l'Espagne.

Les négociations reprirent donc entre l'Espagne et les États-Unis et, le 22 février 1819, le traité Adams-Onís ou traité Transcontinental fut signé. Les États-Unis reçurent « tous les territoires appartenant à l'Espagne à l'est du Mississippi connus sous le nom de Floride occidentale et orientale ». En échange, les États-Unis abandonnaient leurs

revendications sur le Texas, alors que l'Espagne abandonnait les siennes sur l'Oregon dont la frontière fut fixée le long du 42^e parallèle. Le reste de la frontière entre les possessions espagnoles et les États-Unis descendait ensuite en escalier suivant la frontière du Texas jusqu'au fleuve Sabine donnant sur le golfe du Mexique. Chaque partie renonça à ses revendications financières et les États-Unis consentirent à indemniser les Américains ayant subi des dommages à hauteur de cinq millions de dollars.





Carte 5. L'expansion territoriale américaine (1803-1846)

Couplé à la Convention de 1818, ce traité consolide les frontières nord et sud des États-Unis qui voyaient leur empire continental prendre forme. Posant des jalons pour l'avenir, Adams donna la possibilité à son pays d'accéder à l'océan Pacifique et, un jour, développer ses échanges avec l'Asie. Pourtant, certains expansionnistes lui reprochèrent de n'avoir pas acquis le Texas que Onís avait cependant reçu pour instruction (secrète) d'abandonner en cas de besoin. De fait, Monroe et Adams ne souhaitaient pas insister sur l'acquisition du Texas pour ne pas contribuer à aggraver les divisions croissantes dans le pays au sujet de l'expansion de l'esclavage. Le congrès et, à travers lui, l'ensemble du pays traversait l'une des premières crises du siècle au sujet de la demande d'adhésion à l'Union du territoire du Missouri. Les positions se radicalisaient car le Missouri, situé au-dessus de la ligne « Mason-Dixon » pouvait géographiquement prétendre à faire partie du Nord, mais la volonté de ses habitants de pratiquer l'esclavage les rangeait du côté du Sud. Or, en 1819, l'équilibre au sein du Congrès était de onze États esclavagistes et onze non esclavagistes. Le parti de Monroe se trouvait donc traversé par ce conflit et risquait de se voir transformé en parti du Sud et de l'Ouest uniquement.

Le traité fut finalement adopté par le Sénat le 24 février 1819 et ratifié par le Président dès le lendemain. Une crise politique en Espagne ralentit la ratification du côté espagnol mais le traité fut enfin signé par le roi Ferdinand VII le 24 octobre 1820 ; ainsi prit-il effet plus de deux ans après sa signature. En 1822, encouragé par les victoires de Simón Bolívar en Colombie et au Venezuela (1821), le président Monroe décida de

reconnaître les républiques nouvellement constituées en Amérique latine : la Colombie, La Plata, le Mexique et le Pérou. Le Congrès s'empessa de voter un budget de cent mille dollars pour envoyer des missions auprès de ces nouveaux pays. Il s'agissait à la fois de satisfaire le parti des défenseurs de la liberté et de la solidarité entre tous ceux qui oeuvraient pour étendre le modèle républicain, tout en préservant les chances des États-Unis d'établir des relations commerciales avec ces pays.

Le traité Adams-Onís permit donc de lever enfin la question des Florides et de la sécurité des frontières au Sud des États-Unis. Le coût financier fut quasiment nul mais le prix à payer politiquement fut considérable à long terme. En effet, l'achat de la Louisiane par Jefferson avait déjà posé un précédent en proposant une méthode inédite pour les États-Unis d'addition de territoire nouveau. La cession de la Floride confirma cette méthode : celui du droit d'une nation à frapper de manière préventive pour préserver ses intérêts même si le droit international et celui des gens s'en trouvaient provisoirement écornés. Pour les contemporains, il était clair que ce traité résolvait certains problèmes et en reportaient d'autres : le Texas et l'Oregon seraient, dans un avenir plus ou moins proche, les prochains sujets de discorde nationale et de différend international.

La « doctrine » Monroe

Tout comme le traité Adams-Onís, la doctrine Monroe élabore un cadre pour l'expansion future des États-Unis. Si l'on se rappelle aujourd'hui son aspect isolationniste, on a oublié qu'il s'agissait d'abord d'un document exprimant le nouveau nationalisme américain hérité de la guerre de 1812 contre les Britanniques et, *a fortiori*, de la « victoire » symbolique sur les Espagnols contraints de quitter les deux Florides. Ce nationalisme avait la particularité d'être à la fois pragmatique et idéaliste, car les auteurs de la doctrine, véritable déclaration d'indépendance diplomatique, avaient tiré les leçons des développements politiques en Europe et dans l'hémisphère américain, tout en projetant de manière

prémonitoire un projet de répartition des pouvoirs au plan international. Or, avaient-ils réellement les moyens de la politique ainsi annoncée ?

Cette « doctrine » est un manifeste rappelant les principes universalistes qui fondaient la république américaine et exprimaient l'idée d'une responsabilité américaine vis-à-vis des jeunes républiques du Nouveau Monde. En cela, elle pose les États-Unis comme le champion de la liberté, de la république et de la lutte contre l'impérialisme. Parallèlement et de manière quelque peu contradictoire, elle développe un argumentaire isolationniste symbolisé par la réactivation du terme « Hémisphère » (faisant écho aux décisions prises dans le traité de Tordesillas partageant le monde en deux entre l'Espagne et le Portugal) devenu occidental et coupé de l'Ancien Monde par l'océan Atlantique. De ce point de vue, elle invite les Européens à ne plus s'immiscer dans les affaires de cette nouvelle sphère. Or, les modalités de ces déclarations étaient plutôt floues et la crédibilité des États-Unis s'effrita rapidement auprès des jeunes républiques « sœurs » qu'ils entendaient ainsi « protéger ». L'une des raisons était que les États-Unis étaient déjà perçus comme expansionnistes et leurs proches voisins craignaient d'en faire les frais.

L'origine de l'énonciation de la doctrine Monroe pourrait remonter à la période d'indépendance (conseils de Paine, Traité modèle d'Adams, Discours d'adieu de Washington) mais, au plan conjoncturel, elle est motivée par les événements en Europe et, particulièrement, par la formation de la « Sainte Alliance » en 1815 au congrès de Vienne. La Russie, la Prusse, l'Autriche et la Grande-Bretagne avaient réactivé la Quadruple alliance de l'année précédente et se lançaient dans l'ère du «concert des nations ». Dès 1818, la France monarchiste s'était jointe à ce groupe pour former la Quintuple alliance, sous l'égide du prince de Metternich, Premier ministre d'Autriche. La finalité de l'alliance était de faire pièce au libéralisme en Europe et restaurer la monarchie mise à mal par la tempête révolutionnaire. Aussi, lorsque des révoltes populaires se produisirent à Naples, dans le Piémont, au Portugal et en Espagne, la Sainte Alliance décida d'apporter son concours à la répression. Toutefois, en 1823, lors du congrès de Vérone, les Britanniques refusèrent de participer à cette contre-révolution au motif qu'elle rejetait la méthode

préconisée - l'intervention militaire - lorsque les puissances européennes décidèrent d'aider le roi Ferdinand VII d'Espagne à restaurer la monarchie absolue. Le nouveau Premier ministre, George Canning (il venait de remplacer Lord Castlereagh qui s'était suicidé à la veille du Congrès) était décidé à s'opposer à ce mouvement réactionnaire.

Les États-Unis ne manquèrent pas de s'alarmer de la tournure des événements en Europe craignant, à juste titre, que les Européens ne décident d'aider l'Espagne à recouvrer son empire colonial perdu, une fois le Roi rétabli dans tous ses pouvoirs. Avec l'indépendance du Mexique en 1821, les républiques américaines existaient bel et bien, tout comme la menace de l'interventionnisme européen, d'autant plus que la France dirigeait l'invasion de l'Espagne. Les souvenirs des agissements français pour restaurer leur empire américain, combinés à la volonté des Espagnols de restaurer leur empire constituaient une coïncidence inquiétante. Toutes sortes de rumeurs se mirent à circuler, notamment celle de la remise de Cuba à la France en récompense de son aide.

Les Britanniques décidèrent alors d'agir en informant, secrètement, les Français qu'ils s'opposeraient à toute tentative de leur part de restitution de son empire colonial américain à l'Espagne. Par ailleurs, en août 1823, Canning proposa aux États-Unis, par l'intermédiaire de leur ambassadeur à Londres de faire une déclaration commune signifiant aux Européens qu'ils s'opposaient à l'intervention de l'Espagne en Amérique latine. Canning envoya donc aux États-Unis une note « non officielle et confidentielle » proposant d'exprimer la « désapprobation conjointe » de toute intervention française. Toutefois, pour être crédibles les États-Unis et la Grande-Bretagne devaient publiquement s'engager à ne pas acquérir eux-mêmes des territoires nouveaux. Canning mit aussi - et surtout - en avant l'argument des intérêts - économiques - partagés en Amérique latine. Les Américains se trouvaient face à un dilemme : accepter la main tendue britannique et voir les Européens reculer face à cette alliance ; ou consentir à se laisser manipuler par les Britanniques qui étaient tout à fait capables de faire pression tout seuls. Les motifs britanniques étant l'ouverture du commerce en Amérique latine et la diminution des droits de douane aux États-Unis.

Monroe, conseillé par Jefferson et Madison, penchait pour accepter l'offre de Canning. Mais l'opposition vint de John Quincy Adams qui se méfiait des Britanniques. De plus, par nationalisme, il ne souhaitait pas voir les États-Unis se comporter comme « une barque dans le sillage d'un bâtiment de guerre britannique ». Que dire de l'indépendance diplomatique si chèrement acquise s'il fallait, à la première occasion, capituler devant les Britanniques et admettre leur supériorité militaire, économique et diplomatique ? Enfin, pourquoi hypothéquer l'avenir des États-Unis en acceptant la clause de non-acquisition de territoires futurs, habilement intégrée par Canning pour protéger le Canada, mais aussi et surtout exclure les États-Unis de la Californie, de l'Oregon et du Texas ? Après d'âpres discussions, le président Monroe décida de décliner l'offre de Canning. Le dernier argument décisif semble avoir été le suivant : les Britanniques craignaient la restauration de l'empire espagnol autant que les Américains et sauraient prendre toutes les mesures militaires pour l'empêcher sans les États-Unis qui en profiteraient tout en restant indépendants.

Outre l'affaire britannique, il fallut aussi trouver un moyen de lever la menace de l'intervention russe en Amérique. Depuis le voyage d'exploration de Vitus Bering durant la première moitié du XVIII^e siècle, des commerçants russes s'étaient peu à peu installés sur la côte nord-ouest de l'Amérique qui fut baptisée Alaska. La Compagnie russo-américaine avait reçu une charte pour développer la région et avait ouvert un comptoir à San Francisco. En 1821, le Tsar rédigea un oukase qui revendiquait du territoire au sud du 51^e parallèle et exclut les bateaux non russes des eaux territoriales. Adams s'inquiéta de cette décision auprès du ministre russe en poste à Washington, le Baron Hendrik Tuijl, d'autant que ce dernier venait de transmettre un message du Tsar qui pouvait laisser croire que la Russie, membre de la Quintuple alliance, se préparait elle aussi à intervenir militairement en Amérique latine. En juillet 1823, Adams déclara officiellement à l'ambassadeur et à son gouvernement que les États-Unis entendaient instaurer un nouveau principe, la « non-colonisation » : les puissances européennes ne devraient plus pouvoir procéder à des colonisations nouvelles en Amérique. Il informa aussi les Britanniques de cette innovation qui n'en était pas vraiment une car

Adams l'avait déjà énoncée deux années auparavant. Il s'agissait d'une déclaration de principe car les États-Unis n'avaient absolument pas les moyens de contraindre quiconque à l'appliquer. Sur le plan du droit international, un tel principe allait à l'encontre de toutes les pratiques avérées. Toutefois, certains historiens expliquent la déclaration d'Adams et sa position vis-à-vis de la Russie comme un geste électoraliste en direction de ceux qui lui reprochaient d'avoir « bradé » le Texas et l'Oregon, car il se préparait à se présenter aux élections présidentielles de 1824.

Les Britanniques furent réellement surpris par le refus du gouvernement américain et la déclaration sur la non-colonisation. En octobre 1823, Canning, s'évertua donc à faire pression sur la France et obtint du ministre des Affaires étrangères, le duc de Polignac, la promesse secrète (par le mémorandum Polignac), qu'elle n'interviendrait pas dans les colonies espagnoles. Pendant ce temps, le gouvernement américain recherchait le moyen de faire savoir aux Européens quelle était leur position sur la situation internationale. Il fut finalement décidé de l'inclure dans le prochain message au Congrès du Président (soit décembre 1823). Appeler cette déclaration de principe une « doctrine » est un abus de langage car aucun des contemporains ne lui donna la portée qu'elle aura lorsque les générations suivantes se mettront à l'invoquer dans les années 1850, 1860 et plus tard. Le message, soit deux pages sur treize consacrées à la politique intérieure, souligne le caractère unique des institutions américaines et la nécessaire séparation politique du monde en deux sphères. L'isolement était souhaitable car seul à même d'assurer la paix et la sécurité de l'hémisphère américain. Le message contient donc une mise en garde vis-à-vis des Européens contre toute intervention dans les affaires américaines (*hands off*) et contre toute tentative de colonisation ou de recolonisation de l'Amérique (*non colonization*) et de transfert d'une colonie déjà existante à une autre puissance (*no transfer*). Il s'agissait pour les Européens de se tenir à l'écart à moins de voir interpréter leurs agissements comme « une disposition inamicale vis-à-vis des États-Unis ».

Néanmoins, dans une logique contractualisée et par souci d'équilibre, la mise en garde est assortie d'un engagement américain : celui de s'abstenir

d'interférer dans les affaires politiques européennes (*non-intervention*), conformément aux legs de Washington et des premières années de l'indépendance. Ceci constitue l'un des points les plus faibles de l'argumentation américaine car aucune puissance européenne ne se sentait alors sérieusement inquiétée par l'éventualité de voir les États-Unis s'immiscer directement dans les affaires du Vieux continent. Il s'agit en fait d'une ouverture laissée à la Grande-Bretagne pour renégocier une déclaration conjointe contre la Quadruple alliance en cas de besoin. En réalité, l'effet de la déclaration de Monroe fut quasiment nul et, si l'entreprise de recolonisation de l'empire espagnol fit long feu, c'est parce que les Européens avaient des problèmes plus graves à résoudre en Europe et ne souhaitaient pas prendre le risque d'une guerre avec la Grande-Bretagne et, peut-être, les États-Unis.

Quant aux jeunes républiques américaines ainsi rassemblées sous la bannière de l'hémisphère occidental, elles furent dans un premier temps enchantées par la nouvelle de l'initiative diplomatique américaine, d'autant que la reconnaissance formelle de leur indépendance par les États-Unis avait tardé. Les dirigeants latino-américains déchantèrent rapidement lorsqu'ils comprirent que les États-Unis n'étaient pas prêts à prendre les mesures nécessaires pour transformer leurs intentions en actes. En effet, quand les gouvernements d'Argentine, du Brésil, du Chili de la Colombie et du Mexique sollicitèrent des traités d'alliance promettant formellement l'aide réciproque en cas d'intervention européenne, Adams refusa sans ambages. Ils conclurent que la motivation américaine avait été purement égoïste et que les relations futures à l'intérieur de l'hémisphère occidental s'annonçaient ambiguës.

La portée de la « doctrine » Monroe

C'est avec un mélange de mépris et de frustration que les puissances européennes reçurent la déclaration du président Monroe. Ils accusaient les Américains d'arrogance parce qu'ils donnaient l'impression à la postérité qu'ils avaient fait échouer une entreprise de recolonisation qui n'avait aucune chance de se matérialiser. Pourtant, ce n'est que deux semaines après le message de Monroe que Canning révéla au

plénipotentiaire américain l'existence du mémorandum Polignac. Dès lors, les Américains eurent la certitude qu'il n'existait plus de plan d'invasion européenne en Amérique latine. De plus, outre un sentiment national revigoré, ils avaient gagné une certaine aura en Amérique latine. S'il est vrai que la « doctrine » n'avait aucune assise juridique ou diplomatique, elle eut le mérite de redéfinir la place que souhaitaient se voir occuper les Américains dans le monde. Elle mit en mot le souhait de Jefferson de tourner le dos à l'Europe et renforça l'opinion dans l'idée que l'avenir se trouvait à l'Ouest. Au plan politique, percevant le potentiel destructeur des forces centrifuges dans le pays, Monroe et Adams se lancèrent dans une politique de développement national et de promotion de l'expansion vers l'ouest et le sud-ouest, tout en incitant les hommes d'affaire du Nord-Est à ouvrir les marchés en Amérique latine.

La présidence de James Monroe réussit à améliorer les relations avec la Grande-Bretagne et contribua à délimiter une frontière stable au Nord, à l'Ouest et au Sud. Les perspectives commerciales avec l'Amérique latine et l'Asie s'annonçaient prometteuses. La « doctrine » retomba dans l'oubli jusque dans les années 1840 lorsque les expansionnistes, tenants de la « destinée manifeste », se mirent à rechercher des justifications dans les pratiques politiques passées. Pourtant, même dans les années 1840 et 1850, elle ne fut pas invoquée de manière constante, ni même cohérente. Ce n'est qu'à la fin de la guerre de Sécession, pour s'opposer à la tentative de l'empereur français Napoléon III d'instaurer un empire fantoche au Mexique que la doctrine Monroe fut appliquée et admise par les puissances étrangères. Dès lors, elle fut affinée pour lier de plus en plus le destin de l'Amérique latine à celui des États-Unis et rendre la sécurité des uns indissociable de la stabilité des autres.

Bibliographie sélective

AMMON, Harry, *James Monroe : The Quest for National Identity*, 1971.

BEMIS, Samuel F., *John Quincy Adams and the Foundations of American Foreign Policy*, 1949.

– *The Latin American Policy of the United States*, 1943.

BOURNE, Kenneth, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, 1967.

BRANT, Irving, *James Madison*, 6 vols, 1941-1961.

BROOKS, Philip C., *Diplomacy and the Borderlands : The Adams-Onís Treaty of 1819*, 1939.

BURT, Alfred L., *The United States, Great Britain and British North America*, 1940.

CAMPBELL, Charles S., *From Revolution to Rapprochement : The United States and Great Britain, 1783-1900*, 1974.

CUNNINGHAM, Noble E., *The Presidency of James Monroe*, 1996.

DANGERFIELD, George, *The Awakening of American Nationalism, 1815-1828*, 1965.

– *The Era of Good Feelings*, 1952.

FOHLEN, Claude, HEFFER Jean & Weil François, *Canada et États-Unis depuis 1770*, 1997.

JAMES, Marquis, *Andrew Jackson : The Border Captain*, 1933.

JOHNSON, John J., *A Hemisphere Apart: The Foundations of United States Policy toward Latin America*, 1990.

KETCHAM, Ralph L., *Presidents Above Party : The First American Presidency, 1789-1829*, 1984.

KUSHNER, Howard I., *Conflict on the Northwest Coast: American-Russian Rivalry in the Pacific Northwest, 1790-1867*, 1975.

LANGLEY, Lester D., *The Americas in the Age of Revolution, 1750-1850*, 1996.

LEWIS, James E. Jr., *The American Union and the Problem of Neighborhood : The United States and the Collapse of the Spanish Empire, 1783-1829*, 1998.

LISS, Peggy K., *Atlantic Empires : The Network of Trade and Revolution, 1713-1826*, 1983.

LOGAN, John A. Jr., *No Transfer : An American Security Principle*, 1961.

McDONALD, Forrest, *States' Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

MCINNIS, Edgar W., *The Unguarded Frontier : A History of American-Canadian Relations*, 1942.

MASTERSON, William H., *Tories and Democrats : British Diplomats in Pre-Jacksonian America*, 1985.

MAY, Ernest R., *The Making of the Monroe Doctrine*, 1975.

NAGEL Paul C., *John Quincy Adams : A Public Life, a Private Life*, 1997.

NOBLES, Gregory H., *American Frontiers : Cultural Encounters and Continental Conquest*, 1997.

OWSLEY, Prank L. Jr. & SMITH, Gene A., *Filibusters and Expansionists : Jeffersonian Manifest Destiny, 1800-1821*, 1997.

PAPPAS, Paul C., *The United States and the Greek War for Independence, 1821-1828*, 1985.

PARSONS, Lynn H., *John Quincy Adams*, 1998.

PATRICK, Rembert W., *Florida Fiasco : Rampant Rebels on the Georgia-Florida Border, 1810-1815*, 1954.

PERKINS, Bradford, *Castlereagh and Adams : England and the United States, 1812-1823*, 1964.

– *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1, Cohen, Warren L., ed.

PERKINS, Dexter, *The Monroe Doctrine, 1823-1826*, 1927.

REMINI, Robert V., *Andrew Jackson and His Indian Wars*, 2001.

– *Andrew Jackson and the Course of American Empire, 1767-1821*, 1977.

– *Andrew Jackson and the Course of American Freedom, 1822-1832*, 1981.

– *The Life of Andrew Jackson*, 1988.

RUSSELL, Greg, *John Quincy Adams and the Public Virtues of Diplomacy*, 1995.

ROCARD, Marcienne & VAGNOUX Isabelle, *Les États-Unis et l'Amérique latine*, 1994

SELLERS, Charles G., *The Market Revolution : Jacksonian America, 1815-1846*, 1991.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

SY-WONYU, Aïssatou, « Le mythe de l'isolationnisme, ou comment trahir les Pères fondateurs », *Cercles 7* (2003) : p. 113-129.

TATUM, Edward H. Jr., *The United States and Europe, 1815-1823*, 1936.

VARG, Paul A., *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WEBER, David J., *The Spanish Frontier in North America*, 1992.

WEEKS, William E., *Building the Continental Empire: American Expansion from the Revolution to the Civil War*, 1996.

– *John Quincy Adams and American Global Empire*, 1992.

– John Quincy Adams's « 'Great Gun' and the Rhetoric of American Empire », *Diplomatic History* 14 (1990) : 25-42.

WHITAKER, Arthur P., *The United States and the Independence of Latin America, 1800-1830*, 1941.

WILLIAMS, William A., « The Age of Mercantilism : An Interpretation of the American Political Economy, 1763-1828 », *William & Mary Quaterly* 15 (1958) : 419-37.

Chapitre VI

La consolidation des frontières et le traité Webster-Ashburton (1825-1842)

1824	Visite triomphale de La Fayette aux États-Unis Élection de John Quincy Adams à la présidence par la Chambre des représentants
1828	Le congrès vote le « tariff of abominations » (« le droit de douane des abominations ») Élection d'Andrew Jackson ; retour sur le devant de la scène du parti républicain-démocrate qui se rebaptise parti démocrate.
1829	Découverte d'or dans le territoire cherokee de Géorgie
1830	Jackson oppose son veto à la loi de construction de la Maysville Road Le Congrès vote l' <i>Indian Removal Act</i> (loi de déportation des Indiens)
1831	Révolte d'esclaves de Nat Turner en Virginie
1832	Crise de la <i>Nullification</i> Jackson oppose son veto à la Seconde banque des États-Unis Réélection de Jackson contre Henry Clay
1833	Abolition de l'esclavage par la Grande-Bretagne Ouverture de la <i>National Road</i>
1834	Formation du parti whig rassemblant les anciens fédéralistes et les partisans de John Quincy Adams
1835	Alexis de Tocqueville publie <i>De la démocratie en Amérique</i>
1836	Élection de Martin Van Buren (démocrate) Résolutions « baillons » (<i>gag rules</i>) prises par le Congrès pour empêcher tout débat sur l'esclavage au cours de ses délibérations
1837	Panique financière ouvrant sur une dépression qui durera jusqu'en 1843
1838	Début de la déportation des Cherokee, « la piste des larmes » (<i>Trail of Tears</i>) vers l'Oklahoma
1840	Fondation du <i>Liberty party</i> , opposé à l'extension de l'esclavage et à l'esclavage William Harrison (whig) est élu président contre Van Buren

La présidence de John Quincy Adams, comme celle de son père, fut marquée par de graves crises politiques internes et des relations internationales troublées. Pourtant, durant *l'Ère des bons sentiments* et les années qui suivirent, les relations des États-Unis avec l'étranger semblaient avoir trouvé leur rythme de croisière. Le pays était tellement concentré sur son développement intérieur que peu de personnes, à l'exception de ceux dont c'était la vocation, se préoccupaient d'initier quelque changement en matière de politique étrangère. De 1825 à 1842, les États-Unis furent dirigés par une succession de présidents n'ayant pas

l'expérience internationale des premiers dirigeants de la République, si l'on excepte John Quincy Adams. L'exemple le plus flagrant est celui d'Andrew Jackson, premier président originaire de la frontière et issu du peuple qui n'avait jamais voyagé hors de son pays. L'Amérique dite jacksonienne est caractérisée par la croissance économique qui s'accompagne du développement d'une culture matérialiste tant décriée par les utopistes et transcendentalistes tentant de penser la mission américaine de manière différente. La course aux biens matériels, à la terre, aux ressources naturelles était aussi conditionnée à la pacification du pays, ce qui donna naissance à un paradoxe proprement américain. La proclamation du républicanisme et de la création d'un « empire de la liberté » cohabitait avec des politiques indiennes répressives allant jusqu'à la déportation des Indiens vivant à l'est du Mississippi dans un territoire indien réservé, l'Oklahoma, et le maintien de l'institution de l'esclavage au Sud ainsi que la privation progressive de droits civiques aux Noirs vivant dans le Nord.

Des relations ambiguës avec la Grande-Bretagne

Malgré le rapprochement négocié après la guerre de 1812-1814, les relations américano-britanniques demeurèrent versatiles en raison des liens d'interdépendance économique entre les deux pays et de la rivalité commerciale en Amérique latine qui resteront des éléments invariants de leur histoire commune. Par ailleurs, trois autres sujets sont des sources de discordes et de tension : la frontière du Maine, l'accès des Américains au commerce vers les Antilles britanniques et la suppression du commerce des esclaves. Enfin, des malentendus, des relations interpersonnelles difficiles, le sentiment d'infériorité des Américains vis-à-vis de la supériorité culturelle britannique mêlé d'orgueil national, l'attitude jugée arrogante des Britanniques vis-à-vis d'un pays qu'ils n'acceptent pas tout à fait comme un égal, tous ces éléments psychologiques achèveront de rendre ambivalentes des relations pourtant jugées par les deux parties comme nécessaires.

Si le sentiment de fascination-répulsion pour la Grande-Bretagne est aussi prégnant aux États-Unis, c'est en partie du fait de leur grande

dépendance économique vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Vers 1840, la Grande-Bretagne devint le client majoritaire des États-Unis qui écoulaient plus de la moitié de leur production agricole sur le marché britannique, et le premier fournisseur car les deux tiers des importations américaines provenaient de Grande-Bretagne. Les Britanniques étaient moins dépendants (vers 1840, la part des exportations britanniques vers les États-Unis était tombée à 10 %, contre 20 % en 1823), sauf dans le cas du coton car le sud des États-Unis leur fournissait la majorité de leurs importations d'une denrée essentielle à leur industrie textile et à leur commerce impérial.

Par ailleurs, les Britanniques s'engageaient lentement mais résolument dans une nouvelle politique économique et commerciale qui aboutira à l'abrogation des *Corn Laws* (en 1846) par le Parlement. Ils abandonnaient le mercantilisme et la préférence impériale pour se diriger vers le libre-échange. En d'autres termes, du point de vue des marchands britanniques, le monde entier devenait une zone d'exportation et ils se lancèrent dans une politique offensive d'ouverture de marchés nouveaux. D'où une intense compétition avec les autres puissances européennes et avec les États-Unis, en particulier dans des zones de développement « naturel » pour eux, comme l'Amérique latine.

Ainsi, sous le mandat de John Quincy Adams, certains désaccords faillirent dégénérer en conflit ouvert. L'une des raisons des difficultés rencontrées par Adams ne tient pas uniquement à la rivalité commerciale avec les Britanniques mais surtout aux divisions politiques américaines. En effet, les élections de 1824 s'étaient soldées par une victoire de justesse contre Andrew Jackson, obtenue de haute lutte au sein de la Chambre des représentants et grâce au soutien de Henry Clay, *speaker* de la Chambre. Furieux, dénonçant un odieux marchandage politique (« corrupt bargain »), lorsque Clay fut choisi pour être le secrétaire d'État d'Adams, les partisans de Jackson au Congrès s'opposèrent systématiquement à toutes les propositions d'Adams, au plan interne et international.

Le fait qu'il fût devenu président n'améliora pas ses relations personnelles avec le Premier ministre britannique, George Canning, qui le tenait toujours pour responsable de l'attitude américaine pendant la

crise latino-américaine ayant abouti à la proclamation d'une politique individualiste. En effet, il avait reconnu la main d'Adams dans la formulation de la doctrine Monroe qu'il considérait comme dirigée contre la Grande-Bretagne en particulier. Aussi fit-il accélérer la procédure de reconnaissance par la Grande-Bretagne de l'indépendance des républiques d'Amérique latine et encouragea les milieux d'affaires britanniques à pénétrer ces nouveaux marchés pour chercher à les dominer. De même, il rechercha à accroître son influence politique auprès de ces jeunes nations. Aussi, toute initiative américaine dans ces régions supposeraient des heurts avec les Britanniques.

En 1826, Simón Bolívar, le *libertador* et héros de l'indépendance sud-américaine décida de convoquer le premier Congrès panaméricain. Il s'agissait de renforcer l'unité des républiques américaines, contre l'Espagne mais aussi de promouvoir le développement économique de tous. Il ne souhaita pas convoquer les États-Unis mais Adams, conscient de l'importance d'une telle réunion et convaincu par Henry Clay, ardent défenseur du panaméricanisme, fit en sorte que son pays y fût présent. Adams, soucieux de respecter les formes constitutionnelles, présenta la liste des délégués au Sénat qui devait les approuver et confirmer leur nomination. L'opposition de principe à Adams de la part des républicains fit du débat une longue invective contre le Président et sa politique. On l'accusa de rompre le principe d'isolement, de risquer d'engager le pays dans un Congrès international susceptible de prendre des décisions contraignantes pour les États-Unis. Les Sudistes craignaient que la question de l'esclavage y fût discutée et que les États-Unis fussent condamnés par des jeunes États qui étaient sur le point de l'abolir eux-mêmes. Aucun argument réaliste ne fut entendu, comme, par exemple, celui des Nordistes qui insistaient sur la nécessité de participer à cette conférence pour promouvoir les intérêts économiques du pays. Le résultat fut quatre mois de débats au Congrès pour confirmer les nominations et voter le budget de la mission. Le Président, qui avait usé de son influence pour obtenir une invitation, se vit contraint de ne pas l'honorer et l'image des États-Unis en fut considérablement écornée. Des deux envoyés, l'un mourut de la fièvre jaune avant d'arriver à Panama, l'autre attendit une meilleure saison pour voyager et quitta les États-Unis

alors que la conférence se terminait. Pendant ce temps, les Britanniques avaient avancé leurs pions, discréditant les États-Unis qu'ils craignaient de voir prendre une position dominante dans ce concert de nations. Quant au Congrès panaméricain, il ne déboucha sur aucune décision importante et ne prévoyait même pas de réunion future. L'échec de la conférence ne manqua de satisfaire les Britanniques qui pouvaient ainsi tirer parti de l'incapacité des Latino-Américains à s'organiser politiquement.

Adams tenta de mettre en œuvre ses idées sur un autre sujet sensible du point de vue britannique : le commerce dans les Antilles britanniques. En effet, au cours des négociations suivant les guerres napoléoniennes, les Américains avaient perdu le peu d'accès qu'ils avaient aux ports antillais. Avec la fin de la guerre, les négociants britanniques influencèrent leur gouvernement pour exclure totalement les Américains ; aussi, l'Accord commercial de 1815 n'incluait-il pas les Antilles dans le champ des privilèges réciproques de nation la plus favorisée. Le Congrès américain avait répliqué en instaurant une législation douanière de plus en plus restrictive, espérant ainsi contraindre les Britanniques à modifier leur position. Les lois américaines tentaient de limiter l'entrée directe ou indirecte aux États-Unis de produits antillais, après avoir transité au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse, au Canada et en Grande-Bretagne. Or, ces mesures portaient aussi préjudice aux producteurs américains. En 1822, les planteurs antillais réussirent à convaincre le Parlement d'ouvrir leurs ports à un commerce certes limité avec les États-Unis, à condition que les navires britanniques aient aussi l'autorisation de pénétrer dans les ports américains. À cette époque, Adams était secrétaire d'État. Il usa de son influence auprès du Congrès pour qu'il fût de réelles concessions et, en 1823, obtint la réouverture des ports américains aux navires britanniques transportant des marchandises antillaises. Toutefois, il demanda l'instauration de droits de douane punitifs tant que les navires américains n'auraient pas un accès égal aux ports antillais. Le gouvernement britannique refusa de renoncer à son système de préférence coloniale. Le dialogue de sourds semblait bien installé.

Lorsqu'il devint président, Adams s'attela donc à ce problème mais en faisant preuve d'une maladresse surprenante. Il choisit la voie de la non-conciliation et exigea des Britanniques qu'ils reconnaissent aux Américains le droit et non le privilège de commercer avec les Antilles. Ceci était d'autant plus malvenu que le Parlement venait d'adopter une position plus souple. En juillet 1825, il avait même accepté d'ouvrir un plus grand nombre de ports aux États-Unis à condition que ceux-ci lèvent toutes les restrictions au commerce britannique. Le Président choisit de refuser, comptant sur la pression des planteurs antillais pour faire céder le gouvernement et le Parlement britanniques. Or, en juillet 1826, la Grande-Bretagne ferma purement et simplement tous ses ports aux navires américains tant que leur gouvernement n'abandonnerait pas son système répressif. Entre-temps, Albert Gallatin fut envoyé à Londres pour obtenir un accord sur le sujet en se fondant sur la suspension conjointe des mesures restrictives. Lorsqu'il arriva à Londres, les îles venaient d'être fermées, le ministre des Affaires étrangères refusa de discuter du problème, accusant même les Américains de s'immiscer dans les affaires coloniales britanniques. Adams fut donc contraint d'appliquer la même mesure aux Britanniques : en mars 1827, les ports américains furent fermés aux navires britanniques, quelle que fût leur provenance dans l'hémisphère occidental. L'affaire du commerce avec les Antilles fut un échec cuisant pour Adams qui avait fait preuve d'un manque de jugement surprenant de la part d'un homme qui avait tant d'expérience de la diplomatie. Il réussit à envenimer les relations avec les Britanniques, à s'attirer l'hostilité des producteurs américains et des industriels transformant les produits en provenance des Antilles. En d'autres termes, il sapa sa propre base électorale et donna des arguments supplémentaires à ses ennemis politiques. Ajoutée à ses déboires sur le plan intérieur, la question du commerce avec les Antilles britanniques lui coûta sa réélection en 1828.

L'ère de l'homme ordinaire (*the Era of the common man*)

Lorsque Andrew Jackson fut élu et investi, il dut traiter le dossier brûlant que venait de laisser Adams. Connue pour son tempérament

emporté et son patriotisme virulent ne s'embarrassant pas de formes, Jackson suscitait les plus grandes craintes chez les observateurs qui s'attendaient à le voir traiter l'affaire antillaise de manière brutale et emportée. De plus, Jackson n'avait aucune expérience diplomatique et n'avait jamais démontré une quelconque connaissance des affaires internationales, au-delà du simple intérêt ponctuel d'un citoyen ayant combattu les Indiens, les Britanniques et les Espagnols. Or, Jackson en étonna plus d'un avec ses idées précises sur la politique étrangère souhaitable pour les États-Unis. Tout d'abord, il défendait ardemment l'expansion commerciale qu'il croyait indispensable au développement du pays. Pour ce faire, il était prêt à pactiser avec les Britanniques alors que son anglophobie viscérale était notoire. Il décida donc de demander le privilège et non le droit d'accéder aux Antilles britanniques et s'appuya sur un Congrès qui lui était totalement acquis pour élaborer des propositions acceptables à la fois pour les Britanniques et pour les Américains. Il fut décidé d'abroger la législation tarifaire restrictive et punitive, même si les Britanniques n'avaient pas mis fin à la préférence coloniale. En octobre 1830, une Proclamation présidentielle annonça l'ouverture des ports américains aux navires britanniques. Une fois la nouvelle parvenue aux Britanniques, ils décidèrent d'ouvrir les ports antillais aux Américains à condition que les marchands américains payent les taxes imposées par le gouvernement de Londres.

Cette victoire diplomatique fut naturellement attribuée à l'habileté et au pragmatisme de Jackson, mais elle s'explique aussi et surtout par les changements survenus sur la scène internationale. Canning, dont l'aversion des Américains était virulente, venait de décéder et son remplaçant, Lord Aberdeen, se montrait plus conciliant. Sur le plan interne, les Britanniques traversaient une période de mutation de leurs conceptions économiques et commerciales. Beaucoup, comme Adam Smith, doutaient de l'efficacité du système de préférence coloniale et faisaient l'apologie du libre-échange. Enfin, la logique interne de l'économie antillaise exigeait une normalisation des échanges entre les Antilles et les États-Unis : les uns avaient besoin du bois et de produits alimentaires américains, les autres d'un marché captif proche.

Fort de cette victoire diplomatique, Jackson s'attaqua à un autre problème de taille : les revendications concernant les spoliations françaises. Durant les guerres napoléoniennes, la marine française avait porté un rude coup aux activités de la marine marchande américaine : saisie de bateaux et de cargaison, arrestation de marins, etc. Après la défaite de Napoléon, le gouvernement français avait accepté d'indemniser les nations européennes qui l'exigeaient. Les États-Unis ne faisant pas partie des nations belligérantes et victorieuses, rien n'avait été décidé concernant leur indemnisation. Ces revendications étaient donc une sorte de serpent de mer, les Français refusant régulièrement d'accéder aux revendications américaines. En juillet 1831, le gouvernement accepta enfin de payer 25 milliards de francs en six annuités. La Chambre des députés rejeta le projet gouvernemental au motif que la somme était excessive. En février 1833, le secrétaire américain au Trésor se prépara à recevoir le premier versement français, mais le ministre français des Finances ne put honorer le paiement puisque la Chambre n'avait pas prévu le budget adéquat. Le roi de France informa l'ambassadeur des États-Unis que des « circonstances inévitables » avaient retardé le paiement tout en lui assurant qu'il serait effectué en temps utile. Au bout d'un an, en avril 1834, la Chambre refusa encore de voter la loi de finance. Jackson retrouva cette fois-ci les travers de sa personnalité volcanique et dénonça l'insulte faite aux États-Unis par les Français qu'il accusait de manquer d'honneur.

Dans son message au Congrès de 1834, il exposa son point de vue sur le sujet des spoliations et demanda l'autorisation d'envoyer un ultimatum à la France. Il mit la marine en état de guerre, demanda une loi lui permettant de saisir les bateaux et les biens français aux États-Unis si Paris ne modifiait pas son attitude. L'affaire prit une ampleur considérable car le Parti démocrate s'en empara pour en faire une cause nationale. L'opposition fut tout aussi virulente car le nouveau Parti whig (une coalition anti-jacksonienne de républicains-nationaux et de partisans du droit des États) vit une occasion de s'opposer à ce qu'ils considéraient comme la dictature populiste de Jackson et de défendre les intérêts commerciaux du pays car la France était le deuxième partenaire commercial après la Grande-Bretagne.

De son côté, le gouvernement français s'alarma des rumeurs de guerre en provenance des États-Unis. La situation était absurde puisque les responsables étaient les membres de la Chambre : estimant que la France ne devait rien aux États-Unis, ils trouvaient que ces derniers avaient bien profité de la guerre en tant que transporteurs neutres. L'ambassadeur auprès des États-Unis fut rappelé et l'on suggéra à l'ambassadeur américain de faire de même. Si les Américains étaient soucieux de leur honneur national, les Français l'étaient tout autant et ne pouvaient perdre la face en accédant aux exigences du Président américain ; l'humiliation nationale aurait conduit à l'effondrement du gouvernement. Le gouvernement français rechercha donc des voies pacifiques pour éviter une guerre extravagante. La Chambre accepta de voter le financement de l'indemnisation mais sous réserve que le président des États-Unis donnât une explication satisfaisante. À cette ouverture, Jackson opposa un refus net car il soupçonnait les Français de vouloir des excuses. La rupture semblait imminente.

En novembre 1835, la légation américaine en France fut fermée, le chargé d'affaires français à Washington prié de rentrer en France. En décembre, Jackson s'adressa encore au Congrès en présentant des arguments liés à l'honneur national et à la dignité offensée par la demande d'explication des Français. Les deux marines se mirent en état de guerre. C'est alors que survint, en janvier 1836, une offre de médiation de la Grande-Bretagne qui ne souhaitait pas voir son alliée s'engager dans une guerre à l'issue imprécise et suggéra fortement à la France de considérer le simple fait que le Président ait mentionné l'affaire dans son Message annuel comme une explication suffisante sinon satisfaisante. Voyant une sortie favorable, la France suivit le conseil britannique et la Chambre des députés autorisa le paiement des indemnités aux États-Unis. Si Jackson put avoir l'illusion d'avoir fait triompher l'honneur national, il fit aussi la preuve de ses limites en matière diplomatique.

Au cours de sa présidence, Jackson eut à intervenir dans la question épineuse du sort des Indiens vivant à l'est du Mississippi et soumis à la pression des colons qui voulaient s'approprier des terres fertiles. Depuis l'Indépendance, le statut constitutionnel des Indiens était demeuré flou, ce qui permettait au Congrès et au gouvernement de les traiter comme des

nations et de leur appliquer des traités, de commercer avec eux et de leur faire la guerre. Les relations étaient rarement harmonieuses, oscillant entre des tentatives d'acquisition pacifique - par traité - ou violente - par la guerre. On se souviendra que l'une des causes de la guerre de 1812 était le problème des Indiens de la vallée du Mississippi armés par les Britanniques. Après la guerre et la défaite de la Confédération indienne menée par Tecumseh, le gouvernement fédéral s'engagea dans une politique d'encouragement des Indiens à émigrer vers l'Ouest, loin des colons américains de moins en moins désireux de cohabiter avec les tribus indiennes. Monroe et Adams menèrent la même politique gradualiste, reposant sur le départ volontaire des tribus vers la rive occidentale du Mississippi. Or, la plupart des Indiens, en particulier dans le Sud, ne souhaitaient pas se déplacer vers un territoire inconnu et *a priori* hostile. De plus, la pression expansionniste dans le Sud était telle que leurs terres devenaient un objet de convoitise, d'autant plus que l'opinion générale était qu'ils étaient incapables de faire fructifier les terres qu'ils occupaient et constituaient un danger du fait de leur barbarie.

Sous Monroe, plusieurs projets de politique plus volontariste avaient été présentés au Congrès mais ce n'est qu'en 1830, sous Jackson, que le Congrès vota finalement la Loi de déplacement des Indiens (*Indian Removal Act*) qui prévoyait le déplacement forcé des tribus indiennes du nord et du sud de la vallée du Mississippi vers l'Ouest, dans un territoire à l'ouest du fleuve, le Territoire indien d'Oklahoma. Jackson qui penchait plutôt pour une approche gradualiste, comme Monroe et Adams, se trouva donc contraint d'appliquer le déplacement forcé. En effet, la situation s'était considérablement dégradée en particulier en Alabama, en Géorgie et dans le Mississippi. Les colons blancs, avec l'aide du gouvernement de leur État, s'évertuaient à spolier les Indiens de leur territoire pourtant sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Rien ne semblait pouvoir empêcher les colons d'empiéter sur ces territoires réservés aux Indiens, le plus souvent par traité signé avec le gouvernement fédéral. Par la loi de 1830, le Congrès se donna le droit de confisquer les terres en signant de nouveaux traités et de déplacer les tribus à l'ouest du Mississippi.

Toutefois, de nombreuses tribus indiennes refusèrent de se soumettre à cette loi qui supposait l'abandon de leurs terres et de leur culture. Les années 1830 furent donc déchirées par une série de conflits armés contre l'armée des États-Unis, se soldant tous par la défaite totale des Indiens et leur déportation vers l'Oklahoma. L'un des premiers fut la guerre de Faucon Noir (*Black Hawk's War*) de 1831-1832 et la défaite des Indiens Sac et Fox dans le nord de la vallée du Mississippi. Au sud, la résistance fut à la fois militaire et juridique. Cinq grandes tribus vivaient encore dans le Sud, sur des territoires reconnus par traité et à cheval sur plusieurs États : les Cherokees, les Chickasaws, les Choctaws, les Creeks et les Séminoles. Si les Chickasaws, Choctaws et Creeks finirent par accepter de signer des traités les spoliant, les Séminoles se rebellèrent et se replièrent sur les marais de Floride d'où l'Armée ne parvint pas à les déloger aisément. Il fallut deux guerres pour pouvoir déclarer que la pacification était effective. Quant aux Cherokees, qui vivaient en majorité en Géorgie, ils portèrent le conflit sur le plan juridique et arguèrent de leur statut de « tribu civilisée ». En effet, ils s'étaient donné une Constitution en 1827 et considéraient qu'ils pouvaient prétendre au statut de nation indépendante, obligeant le gouvernement à redéfinir ce qu'il entendait par nation et, surtout, quel droit devait régir les relations avec les Indiens : le droit national ou le droit international.

En 1829, de l'or fut découvert en territoire Cherokee et, par conséquent, le Congrès de Géorgie décida de confisquer les terres indiennes. Les Cherokees portèrent alors l'affaire devant la Cour suprême des États-Unis ayant juridiction sur les conflits entre États fédérés et entre un État et un pays étranger. De plus, ils avaient en main un traité signé avec les États-Unis. En 1831, la Cour rendit son arrêt célèbre, *Cherokee Nation vs. Georgia*, qui déclarait que les Cherokees n'étaient pas une nation étrangère mais une « *domestic dependent nation* » (nation intérieure dépendante) soumise à la juridiction exclusive du gouvernement fédéral. La Géorgie avait donc empiété sur les prérogatives du gouvernement fédéral en confisquant les terres indiennes car elle n'était pas habilitée à modifier les traités signés par le gouvernement des États-Unis. Ce qui paraissait être un arrêt plutôt favorable aux Indiens fut confirmé par un autre arrêt de 1833, *Worcester*

vs. *Georgia* qui stipulait que les Cherokees jouissaient de droits territoriaux que la loi géorgienne ne pouvait modifier. Il sous-entendait que le rôle du gouvernement fédéral était de protéger les Indiens érigés au rang de « pupilles » du gouvernement. En l'espèce, le gouvernement fédéral avait-il réellement les moyens politiques de défendre les Indiens contre un État de l'Union ? La constitution étant muette sur ce point, la tentative de *judicial review* de la Cour suprême s'avérait impraticable. Les mentalités étaient tellement hostiles aux Indiens qu'il était politiquement suicidaire de tenter de s'opposer à des colons blancs défendus par un État fondateur de l'Union et proprement impensable de lancer l'Armée fédérale contre des Blancs pour défendre des Indiens.

Les Cherokees durent se rendre à l'évidence et accepter l'impensable. Une faction de la tribu à présent amèrement divisée accepta de signer un traité en décembre 1835 abandonnant leurs terres. La majorité des Cherokees refusait toujours de partir. Ce n'est que trois ans plus tard, en 1838, que le président Van Buren décida d'employer la force pour contraindre les Cherokees à marcher vers l'ouest. Les conditions du trajet furent si terribles que près de 4 000 Cherokees sur le groupe de 18 000 accompagnés par l'armée moururent sur ce qui fut baptisé « la piste des larmes » (*Trail of tears*). L'action combinée de la Cour suprême, du Congrès et du Président avait abouti à l'un des plus grands mouvements de déportation volontaire et forcée de l'histoire des États-Unis. Dès lors, la politique indienne des États-Unis fut placée résolument dans le champ de la politique intérieure. Par ses arrêts, la Cour suprême avait redéfini les Indiens d'un trait de plume : ils perdirent leur indépendance, leur base culturelle, leur autonomie en devenant des pupilles de la nation, privés du droit de vivre là où ils le souhaitaient. À une époque où les droits politiques s'élargissaient (le suffrage universel masculin venait d'être adopté), ils se voyaient privés de tout moyen de s'intégrer à la nation en construction ou de cohabiter avec elle. En 1836, le gouvernement créa un Bureau des affaires indiennes sous la responsabilité du secrétaire à la Guerre. L'attitude des responsables politiques américains vis-à-vis des Indiens ne variera pas durant la majeure partie du siècle, faite de paternalisme et du sentiment d'avoir fait ce qu'il fallait pour à la fois

protéger les Indiens de massacres en les déplaçant et assurer la sécurité des colons décidés à faire progresser la civilisation et reculer la barbarie.

Les relations tumultueuses avec le Canada

Lorsqu'il accéda à la présidence, Martin Van Buren, successeur désigné de Jackson se trouva plongé dans une série de conflits conduisant les États-Unis au bord de la guerre sur des sujets aussi divers que la frontière du Nord-Est, les relations avec le Canada ou la reconnaissance du Texas. Dès les premiers mois de sa présidence, il lui fallut prendre position sur la situation au Canada où une rébellion s'était déclarée en 1837 (elle durera jusqu'en 1838). Des dissidents du Canada se dressèrent contre le colonisateur britannique en se réclamant des idéaux américains de 1776. Ils ne manquèrent pas de trouver un soutien populaire enthousiaste aux États-Unis. Après tout, la diffusion des idéaux américains au Canada était à la fois un camouflet pour les Loyalistes américains qui s'étaient installés au Canada après l'indépendance des États-Unis et le prélude à l'unification des États-Unis et du Canada. Les rebelles dirigés par William Lyon Mackenzie avaient tout particulièrement des sympathisants de l'autre côté de la frontière. En raison de la panique de 1837 et de la crise économique, beaucoup, du côté américain, voyaient d'un bon œil la possibilité de s'installer au Canada tandis que les plus politiques espéraient voir les Britanniques chassés définitivement d'Amérique du Nord.

Contre toute attente, Van Buren annonça la neutralité des États-Unis par la Proclamation de neutralité de 1837, sans pour autant prendre de mesures pour la faire appliquer. Sur le terrain, à la frontière avec le Canada, de nombreux américains se portaient volontaires pour combattre les Britanniques, Mackenzie défila triomphalement dans la ville de Buffalo (dans l'État de New York) où il obtint de l'argent, des armes et des hommes, soit environ 500 Américains dirigés par Rensselaer Van Rensselaer de New York. Les troupes s'entraînèrent près des chutes du Niagara. Entre-temps, les rebelles avaient loué un vapeur américain, le *Caroline*, destiné à transporter ses troupes et du matériel militaire depuis Buffalo jusqu'à Navy Island, quartier général de Mackenzie. Les

Canadiens loyalistes décidèrent de détruire le *Caroline* dont ils remontèrent la trace jusqu'à Schlosser situé sur le territoire américain. Le 29 décembre 1837, au milieu de la nuit, ils prirent d'assaut le navire, débarquèrent toutes les personnes présentes à bord et l'incendièrent, laissant un mort américain (Amos Duffe) et plusieurs blessés.

L'affaire du *Caroline* suscita un émoi considérable à la frontière, les cris de vengeance se mêlant aux appels à la guerre pour aider les rebelles à combattre des ennemis aussi lâches. Les diplomates, britanniques ou américains, se trouvèrent très embarrassés. Tandis que le secrétaire d'État demandait des excuses et des réparations, les Britanniques accusaient le gouvernement américain de n'appliquer que très mollement la Proclamation de neutralité et refusaient d'endosser une quelconque responsabilité. À cela, le gouvernement américain répondait que la rébellion était une guerre et que le *Caroline* ne pouvait être considéré comme un pirate. La position américaine était intenable car, au regard du droit international, le navire ne pouvait être considéré comme neutre puisqu'il transportait des hommes et du matériel militaire. Mais, aux yeux de l'opinion, les Britanniques avaient empiété sur le sol américain, détruit un bien américain, tué un Américain. Van Buren demanda donc aux gouverneurs du Vermont et de New York de mobiliser la milice et envoya à la frontière le général Winfield Scott, héros de la guerre de 1812. Le 5 janvier, il fit paraître une autre Proclamation de neutralité mettant en garde les Américains : quiconque violerait la proclamation serait emprisonné.

L'enthousiasme s'essouffla d'autant que l'affaire du *Caroline* et la rébellion au Canada ne suscitaient l'enthousiasme ni en Grande-Bretagne, ni dans le reste des États-Unis. À la frontière, la tâche du général Scott ne fut pas aisée car les tensions étaient encore palpables. Au début de l'année 1838, la rébellion fut réduite par les Britanniques mais l'instabilité à la frontière continua à se développer. Il s'avéra urgent de régler la question de la frontière du Nord-Est non résolue depuis l'indépendance. La controverse sur la frontière du Maine, territoire dépendant du Massachusetts, agita les esprits depuis les négociations de Paris. Le conflit portait sur la délimitation exacte de la frontière. Le Traité Jay de 1795 avait proposé une demi-solution en renvoyant le problème à une

commission conjointe future. En 1798, la commission arriva à un accord partiel, les revendications britanniques et américaines étant incompatibles. Lors des négociations du traité de Gand, en 1814, il fut aussi prévu de mettre en place des commissions mixtes et la possibilité de faire appel à un arbitre extérieur.

En 1820, le Maine s'était constitué en État et réclamait la renégociation de l'ensemble de la frontière. Il fut alors décidé, en 1827, de transmettre le différend au roi des Pays-Bas qui se proposait comme arbitre. Il devait examiner les cartes des deux parties et arriver à une décision finale contraignante pour elles. Quatre ans plus tard, il se déclara incapable de choisir l'une des cartes plutôt que l'autre et proposa un compromis : diviser purement et simplement en deux la bande de terre litigieuse. Les Britanniques acceptèrent la proposition néerlandaise de 1831 mais le Maine refusa d'accepter de perdre du territoire. En juin 1832, le président Jackson transmit le traité tel quel au Sénat qui le rejeta à 21 voix contre 20.

Le fond du problème était que, outre les richesses naturelles qui y abondaient, la frontière était plus stratégique qu'il n'y paraît au premier abord. Les Britanniques souhaitaient préserver leur accès à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent et à l'Atlantique vital pour des raisons commerciales et militaires. Une frontière trop au Nord les empêcherait de construire une route directe de l'Atlantique vers l'intérieur du Canada, d'autant plus importante que les rigueurs du climat rendaient le fleuve impraticable en hiver. Inversement, la frontière réclamée par les Américains séparerait la province du Nouveau-Brunswick de celle du Québec. De plus, ils étaient opposés à toute cession de territoire qui agrandirait, même un peu, le domaine britannique en Amérique du Nord. Aussi, au début de l'année 1839, le gouvernement du Nouveau-Brunswick se lança dans la « Guerre d'Aroostook », du nom d'une vallée riche en pins et en terres fertiles, après avoir pris la décision d'étendre sa juridiction sur la zone. Lorsque des bûcherons arrivèrent sur le site, le congrès du Maine décida d'envoyer la milice. 50 Américains furent emprisonnés. Les territoires voisins s'enflammèrent : la Nouvelle-Écosse se prépara à la guerre, le Nouveau-Brunswick mobilisa des troupes, le Congrès américain autorisa le Président à envoyer 50 000 volontaires. Le

président dépêcha à nouveau le général Scott pour tenter d'apaiser les esprits et obtenir une trêve. Ni le Nouveau-Brunswick, ni le Maine ne consentirent à se retirer de la portion du territoire qu'ils avaient occupée. À Londres, comme à Washington, on prit conscience de la nécessité de régler définitivement la question de la frontière du Nord-Est.

Une nouvelle affaire vint envenimer la situation et échauffer les esprits. En novembre 1840, un shérif-adjoint canadien, Alexander McLeod, déclara, alors qu'il était en état d'ébriété dans une taverne de Buffalo, qu'il avait dirigé la charge contre le *Caroline* et, de ses mains, tué la seule victime américaine, Amos Duffe. Il fut arrêté, emprisonné, menacé par une foule en délire. Le gouvernement canadien offrit de payer une caution contre sa liberté mais les autorités de l'État de New York refusèrent de le libérer et il fut mis en accusation par un grand jury. Le gouvernement britannique s'empara de l'affaire, exigeant la libération de McLeod et menaçant les États-Unis de guerre. Le nouveau président des États-Unis, John Tyler - qui venait de remplacer William Henry Harrison décédé après un mois de mandat - et son secrétaire d'État Daniel Webster reconnaissaient bien la validité de certains arguments britanniques, en l'occurrence que McLeod avait agi sur ordre en temps de guerre et ne pouvait donc être exécuté pour avoir obéi à des ordres. Mais, il restait l'obstacle du droit des États, en l'occurrence de l'indépendance de l'État de New York en matière judiciaire. Or, Webster n'avait aucune prise sur New York et n'arrivait même pas à obtenir une promesse du gouverneur, William Henry Seward, de gracier McLeod dans l'éventualité où il serait condamné à mort. Le procès commença donc en octobre 1841 et McLeod fut déclaré innocent faute de témoins ; son récit ne put être ni précisé, ni confirmé.

Le soulagement fut général aux États-Unis et en Grande-Bretagne. McLeod aurait-il vraiment été exécuté ? À moins d'avoir été lynché par la foule, il aurait peut-être été effectivement condamné à mort au terme d'une parodie de justice. Mais d'appel en appel, son cas aurait fini par se présenter devant une cour fédérale où le gouvernement fédéral aurait pu jouer de son influence. Par ailleurs, le gouverneur Seward s'était déjà préparé à gracier McLeod s'il avait été condamné à mort. Quoi qu'il en

soit, cette extravagante affaire eut le mérite d'accélérer le processus de négociation entre les deux pays.

Le traité Webster-Ashburton

En 1841, les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne semblaient être au plus mal en raison des problèmes à la frontière Nord-Est qui concernaient essentiellement les habitants de la Nouvelle-Angleterre. Pourtant, elles empirèrent en impliquant cette fois les Sudistes qui développèrent leurs propres griefs contre les Britanniques. Au cours des années 1830, les Britanniques adoptèrent un comportement jugé préoccupant par les Sudistes en abolissant l'esclavage dans leurs colonies en 1833 et en s'engageant résolument dans la suppression du Commerce des esclaves africains (*African slave trade*). La marine britannique patrouillait activement le long des côtes africaines, arraisonnant des navires soupçonnés d'être négriers. Les Sudistes s'opposaient violemment à toute interception de navire américain par les Britanniques mais, à la fin des années 1830, il était évident que la Royal Navy avait pris l'habitude d'arrêter et de fouiller des bateaux battant pavillon américain. De plus, les États-Unis étaient la seule nation atlantique à n'avoir pas encore signé de traité autorisant les Britanniques à mettre fin à la traite négrière.

En novembre 1841, un esclave, Madison Washington, prit la tête d'une révolte d'esclaves à bord d'un navire américain, le *Creole*, s'empara du navire et alla se réfugier dans le port de Nassau aux Bahamas. Malgré les pressions américaines, le Premier ministre britannique ordonna la libération des 135 esclaves qui furent autorisés à poser le pied sur la terre britannique, ce qui les rendait automatiquement libres. Une autre affaire similaire, du moins à son début, fut celle des révoltés de l'*Amistad*. En juillet 1839, un groupe d'Africains dirigés par Joseph Cinqué se mutinèrent dans les eaux cubaines et, croyant repartir vers l'Afrique, échouèrent sur la côte Est des États-Unis. Arrêtés, emprisonnés, ils furent traduits devant un tribunal pour le meurtre des membres d'équipage (le Capitaine et son second avaient survécu à la mutinerie). Les abolitionnistes américains s'emparèrent de l'affaire dont ils perçurent la

portée au nom du droit naturel à l'autodéfense contre une détention illégale. En mars 1841, la Cour suprême des États-Unis déclara que les noirs de l'*Amistad* étaient des Africains et donc des noirs libres car ils avaient été transportés d'Afrique vers Cuba en violation des traités anglo-espagnols prohibant le trafic des esclaves. Ayant été « kidnappés », ils avaient le droit de se mutiner et de tuer pour défendre leur liberté. Malgré les différences entre les cas du Creole et de l'*Amistad*, l'émotion fut considérable dans le Sud où l'on se mit à accuser la Grande-Bretagne de s'immiscer dans les affaires internes du pays. Les Sudistes réclamèrent leurs biens perdus par la faute du gouverneur des Bahamas. Le secrétaire d'État en conclut qu'il était urgent de se hâter d'apaiser les conflits devant la montée de l'anglophobie dans le pays.

Du côté britannique, la dégradation des relations avec la France les poussa, encore une fois, à rechercher l'apaisement dans leurs rapports avec les Américains. Ils espéraient aussi que les Français deviendraient plus accommodants s'ils constataient que la Grande-Bretagne entretenait de bonnes relations avec les États-Unis. Le Premier ministre, Sir Robert Peel, et le ministre des Affaires étrangères, Lord Aberdeen, nommèrent donc Alexander Baring, Lord Ashburton, envoyé spécial aux États-Unis avec de larges instructions puisqu'ils lui demandaient de régler tous les différends en suspens. Le choix de l'homme fut favorablement accueilli car Ashburton était une personnalité éminente, ce qui portait à croire que les Britanniques avaient vraiment à cœur de régler des problèmes importants à leurs yeux. Du côté américain, Webster était aussi un personnage exceptionnel. Avant même que ne débutent les négociations, il s'efforça d'obtenir l'assentiment du Massachusetts et du Maine qui étaient opposés à tout compromis. Pour ce faire, il demanda l'autorisation d'utiliser les fonds secrets de son ministère, les « *secret service funds* », soit 17 000 dollars alloués annuellement par le Congrès, et confia une mission d'intoxication à un dénommé Francis O.J. Smith (« Fog », le brouillard) qui inonda les journaux de Nouvelle-Angleterre d'éditoriaux expliquant qu'il n'y avait d'autre alternative qu'un accord sur la frontière ou la guerre.

Il reçut aussi le concours inespéré d'un historien de l'université de Harvard, Jared Sparks, qui lui écrivit en février 1842 qu'au cours de ses

recherches dans les archives françaises, il avait trouvé une carte de la zone conflictuelle qui devait être, vraisemblablement, la carte de travail des négociateurs du traité de Paris de 1783. À la grande surprise de Sparks, la carte corroborait les revendications britanniques et il transmit à Webster une copie de sa découverte. En réalité, Webster connaissait déjà l'existence d'une carte datant des négociations de Paris. Un de ses amis avait découvert une autre carte appartenant au Baron Friedrich von Steuben qui correspondait exactement à celle de Sparks. Webster fit appel à Sparks : il l'envoya dans le Maine informer les élus de l'existence de ces cartes et les convaincre qu'il valait mieux faire un compromis que de risquer de tout perdre si les Britanniques avaient connaissance de la réapparition de cartes favorables à leur position. Aussi, alarmés, le Maine et le Massachusetts décidèrent-ils d'envoyer des délégués pour les représenter à la commission devant siéger à Washington.

De son côté, Ashburton, arrivé en avril 1842, prit secrètement contact avec les responsables du Nouveau-Brunswick pour tenter de préciser quelles étaient leurs revendications minimales. Une délégation se rendit à Washington pour l'informer de leurs desiderata qui s'avérèrent aller au-delà de ce que Londres estimait raisonnable. Ashburton venait de commettre une erreur qui risquait de compliquer sa tâche et de réduire sa marge de manœuvre, tout en l'exposant à un refus des habitants du Nouveau-Brunswick d'accepter tout compromis. En juin 1842, les pourparlers débutèrent mais s'enlisèrent rapidement dans des débats interminables. Les instructions d'Ashburton étaient de s'en tenir à la frontière proposée par le roi des Pays-Bas en 1831, ce qui impliquait l'abandon de la vallée d'Aroostook aux États-Unis. Toutefois, les velléités expansionnistes américaines seraient freinées par la construction d'une route militaire allant de l'Atlantique à l'intérieur du Canada. Il était prêt à accorder la libre navigation sur le fleuve Saint-Jean et un territoire correspondant à plus de la moitié de la zone litigieuse. Le Maine et le Massachusetts devaient donc se résoudre à perdre du territoire en échange d'une somme de 150 000 dollars versée par le gouvernement américain.

Forts de ce succès, les deux négociateurs réglèrent aussi un litige concernant la frontière du Nord-Ouest entre le lac Supérieur et le lac des

Bois, au nord de l'actuel Minnesota. Il faut ajouter à ces questions de frontière, d'autres litiges en suspens comme, par exemple, le commerce des esclaves africains. En effet, les Sudistes réclamaient à cor et à cri la clarification du comportement britannique -en l'occurrence l'arrêt des arraisonnements de navires battant pavillon américain pour y rechercher des esclaves et, le cas échéant, les libérer - et une indemnisation pour les esclaves du *Creole*. Ashburton accepta d'inclure une note (qui ne faisait pas partie du Traité en tant que tel) annonçant la renonciation définitive à l'impresment en temps de paix. De plus, l'article XIII du Traité mit en place des escadrons conjoints américano-britanniques chargés de croiser le long des côtes africaines. Ils devaient « faire respecter les lois, droits et obligations de leurs pays respectifs en vue de la suppression du commerce des esclaves africains ». Cette astuce permettait de ne pas aborder la question de l'absence de traité signé par les États-Unis et autorisant les Britanniques à prendre toutes les mesures nécessaires pour supprimer le commerce des esclaves africains, y compris l'arraisonnement et la fouille de bateaux américains. Pour le cas du *Creole*, aucun accord satisfaisant ne put être trouvé. Toutefois, les négociateurs ajoutèrent une note au traité dans laquelle Ashburton garantissait que les fonctionnaires des îles britanniques étaient tenus d'éviter de « s'immiscer officieusement » dans les affaires de bateaux américains amenés dans leurs ports pour des raisons échappant à leur contrôle. Toutefois, le traité comportait une disposition sur l'extradition des fugitifs sous le coup de cinq chefs d'accusation mais sans y inclure la mutinerie. Webster espérait ainsi satisfaire les abolitionnistes et éviter que ne se produise un autre *Creole*.

Webster et Ashburton mirent aussi un point final aux cas de McLeod et du *Caroline*, chacun reconnaissant les torts de son gouvernement tout en insistant aussi sur sa bonne foi. Un résultat immédiat fut qu'en août 1842, le Congrès vota la Loi McLeod qui étendait la juridiction fédérale sur tous les cas impliquant des étrangers accusés d'actes criminels commis par ordre d'un gouvernement. Enfin, après avoir fait le tour des problèmes en suspens, les deux négociateurs évoquèrent la question de l'Oregon. Les instructions d'Ashburton étaient de tenter d'obtenir une frontière au niveau du fleuve Columbia. Webster rejeta cette proposition

sans pour autant saisir l'occasion de clarifier le statut du territoire, toujours sous occupation conjointe des deux pays et où d'année en année un nombre croissant d'Américains allaient s'installer. Webster était sans doute aveuglé par sa conception du développement des États-Unis, car il n'était pas favorable à l'expansion territoriale et pensait que seule l'expansion commerciale pouvait assurer la prospérité du pays. L'expansion territoriale n'était qu'une source de problèmes et sa présence à la table des négociations en était une énième preuve. Il manqua de jugement puisque, de manière pacifique, les Britanniques faisaient une proposition qui ne coûtait rien en 1842.

Le processus de ratification du traité fut ardu, que ce soit aux États-Unis ou en Grande-Bretagne. Aux États-Unis, la situation politique interne influença les avis sur le document et l'opposition vint surtout d'anglophobes et de démocrates. Dans le Maine et dans le Massachusetts, les habitants étaient encore sous le coup de la perte d'une partie de ce qu'ils considéraient comme leur territoire, mais les « éditoriaux » de Smith finirent par faire leur effet. Malgré cela, le Sénat approuva le traité en deux semaines. Du côté britannique, les Canadiens exprimèrent une grande amertume de voir ainsi sacrifiés leurs intérêts. À Londres, le gouvernement sortant de Lord Palmerston parlait de la « capitulation d'Ashburton ». Au cours du débat au Parlement, la carte retrouvée par Sparks fit surface et apporta des arguments nouveaux à tous ceux qui estimaient que la Grande-Bretagne avait trop cédé. Toutefois, Ashburton découvrit dans les archives du *British Museum* une carte datant de la négociation de Paris, portant les mêmes traits rouges, à ceci près que la carte Richard Oswald ou carte du Roi George III correspondait aux revendications américaines. La duplicité de Webster n'avait donc d'égale que celle du gouvernement britannique qui avait cet atout en main et n'en avait rien dit aux Américains. La conséquence de la découverte tardive d'Ashburton est qu'elle accéléra le processus de ratification en Grande-Bretagne. Pire encore, on apprit plus tard que Palmerston avait effectivement eu connaissance de cette carte et qu'il l'avait fait cacher dans les archives du *British Museum*.

La portée du Traité

Il est indéniable qu'à moyen terme, la signature du traité Webster-Ashburton contribua à améliorer les relations entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ce Traité eut aussi le mérite d'apporter enfin la paix sur la frontière entre l'Amérique du Nord britannique et les États-Unis. Certains historiens sont d'avis que Ashburton avait cédé trop vite en acceptant la ligne de compromis du roi des Pays-Bas. D'autres pensent que l'effet positif de cette « capitulation » fut essentiellement psychologique. À compter de ce traité, la frontière nord des États-Unis cessa d'être un sujet de préoccupation et, *a fortiori*, l'idée de faire la guerre au Canada pour l'envahir disparut peu à peu des esprits, bien que l'on note quelques tentatives sporadiques d'invasion ou d'annexion dans les années suivantes jusque dans les années 1860. Malgré tout, les Américains, comme les Canadiens, en vinrent à considérer la frontière comme normale et paisible.

D'un point de vue diplomatique, ce traité est un modèle du genre car il s'attaque à plusieurs sujets ardues en même temps et symbolise ainsi la volonté de dialoguer pour régler des différends. Aucune des parties n'abandonna des intérêts vitaux, toutes deux réussirent à atteindre des objectifs qu'elles considéraient comme essentiels. Il est aussi admirable de voir que quasiment aucune de ses dispositions ne fut remise en question dans les années qui suivirent sa signature, à l'exception de la mise en place des patrouilles conjointes dans la lutte contre le commerce des esclaves africains. L'opposition des Sudistes était telle que la mesure demeura lettre morte. Jusqu'en 1857, les Britanniques s'abstinrent de contrôler les bateaux américains mais, poussés à bout par la généralisation des pavillons américains de complaisance, ils reprirent leurs anciennes pratiques du « droit de visite » et d'arraisonnement sans discernement concernant la nationalité du navire. En 1858, les Britanniques consentirent à abandonner cette pratique en temps de paix sauf si elle était autorisée par un traité. En 1862, pendant la Guerre de Sécession, les États-Unis et la Grande-Bretagne signèrent un accord autorisant les fouilles mutuelles en temps de paix. Ce n'est qu'avec l'abolition de l'esclavage à la fin de la guerre que le différend fut éteint.

En 1853, une commission anglo-américaine régla définitivement la question de l'indemnisation du *Creole*. Enfin, le traité Webster-Ashburton apporta une embellie dans les relations anglo-américaines et contribua au développement de relations commerciales plus étroites.

Bibliographie sélective

BAXTER, Maurice G., *One and Inseparable : Daniel Webster and the Union*, 1984.

BELOHLAVEK, John M., « *Let the Eagle Soar !* », *The Foreign Policy of Andrew Jackson*, 1985.

BEMIS, Samuel F., *John Quincy Adams and the Foundations of American Foreign Policy*, 1949.

– *John Quincy Adams and the Union*, 1956.

BLUMENTHAL, Henry, *A Reappraisal of Franco-American Relations, 1830-1871*, 1959.

BOURNE, Kenneth, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, 1967.

CAMPBELL, Charles S., *From Revolution to Rapprochement: The United States and Great Britain, 1783-1900*, 1974.

CHITWOOD, Oliver P., *John Tyler : Champion of the Old South*, 1939.

COREY, Albert B., *The Crisis of 1830-1842 in Canadian-American Relations*, 1941.

CURTIS, James C., *The Fox at Bay: Martin Van Buren and the Presidency, 1837-1841*, 1970.

DEBO, Angie, *A History of the Indians in the United States*, 1970.

EHLE, John, *Trail of Tears : The Rise and Fall of the Cherokee Nation*, 1988.

EISENHOWER, John S. D., *Agent of Destiny: The Life and Times of General Winfield Scott*, 1997.

ELLIOTT, Charles W., *Winfield Scott: the Soldier and the Man*, 1937.

HARGREAVES, Mary W. M., *The Presidency of John Quincy Adams*, 1985.

HORSMAN, Reginald, *Expansion and American Indian Policy, 1783-1812*, 1967.

– *The Origins of Indian Removal, 1815-1824*, 1970.

JAMES, Marquis, *Andrew Jackson : Portrait of a President*, 1937.

JOHNSON, Timothy D., *Winfield Scott : The Quest for Military Glory*, 1998.

JONES, Howard, « Anglophobia and the Aroostook War », *New England Quarterly* 48 (1975) : 519-39.

– « The Caroline Affair », *The Historian* 38 (1976) : 485-502.

– *Mutiny on the Amistad : The Saga of a Slave Revolt and Its Impact on American Abolition, Law, and Diplomacy*, 1987 ; 1997.

– *To the Webster-Ashburton Treaty : A Study in Anglo-American Relations, 1783-1843*, 1977.

– and Rakestraw, Donald A., *Prologue to Manifest Destiny : Anglo-American Relations in the 1840s.*, 1997.

JONES, Wilbur D., *The American Problem in British Diplomacy, 1841-1861*, 1974.

– *Lord Aberdeen and the Americas*, 1958.

KETCHAM, Ralph L., *Presidents Above Party : The First American Presidency, 1789-1829*, 1984.

KLUNDER, Willard C., *Lewis Cass and the Politics of Moderation*, 1996.

McDONALD, Forrest, *States' Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

MCINNIS, Edgar W., *The Unguarded Frontier: a History of American-Canadian Relations*, 1942.

MERK, Frederick, *Fruits of Propaganda in the Tyler Administration*, 1971.

NAGEL, Paul C., *John Quincy Adams : A Public Life, a Private Life*, 1997.

PARSONS, Lynn H., *John Quincy Adams*, 1998.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1, Cohen, Warren I., ed.

PETERSON, Norma L., *The Presidencies of William Henry Harrison and John Tyler*, 1989.

REEVES, Jesse S., *American Diplomacy under Tyler and Polk*, 1907.

REMINI, Robert V., *Andrew Jackson and His Indian War*, 2001.

– *Andrew Jackson and the Course of American Freedom, 1822-1832*, 1981.

– *Daniel Webster : The Man and His Time*, 1997.

RICHARDS, Leonard L., *The Life and Times of Congressman John Quincy Adams*, 1986.

ROGIN, Michael P., *Fathers and Children : Andrew Jackson and the Subjugation of the American Indian*, 1975.

RUSSELL, Greg, *John Quincy Adams and the Public Virtues of Diplomacy*, 1995.

SATZ, Ronald M., *American Indian Policy in the Jacksonian Era*, 1975.

SELLERS, Charles G., *The Market Revolution : Jacksonian America, 1815-1846*, 1991.

STEVENS, Kenneth, *Border Diplomacy : The Caroline and McLeod Affairs in Anglo-American Canadian Relations, 1837-1842*, 1989.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

VARG, Paul A., *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WEEKS, Philip, *Farewell, My Nation : The American Indian and the United States, 1820-1890*, 1990.

WEEKS, William E., *Building the Continental Empire : American Expansion from the Revolution to the Civil War*, 1996.

– *John Quincy Adams and American Global Empire*, 1992.

WHITAKER, Arthur P., *The United States and the Independence of Latin America, 1800-1830*, 1941.

WILSON, Major L., *The Presidency of Martin Van Buren*, 1984.

Chapitre VII

La « destinée manifeste » (1842-1848)

1822	Ouverture de la piste de Sante Fé aux négociants américains
1823	Arrivée des premiers colons américains au Texas, province du Mexique
1830	Le Mexique tente de freiner la migration américaine au Texas
1833	Fondation à Boston de l' <i>American Anti-Slavery Society</i> (Société anti-esclavagiste américaine)
1835-1842	Deuxième guerre séminole
1835	Rébellion des Américains du Texas, bataille d'Alamo
1836	Bataille de San Jacinto Indépendance du Texas
1840	Élection de John Tyler
1842	Traité Webster-Ashburton : fixe la frontière entre le Maine et le Nouveau Brunswick
1843	Début d'une migration de masse vers l'Oregon Le Mexique ferme la route de Santa Fé aux Américains
1844	Élection du démocrate James K. Polk sur un programme expansionniste Traité de Wanghia avec la Chine : ébauche de la politique de « porte ouverte »
1845	Nouvelle phase d'immigration de masse d'Europe vers les États-Unis Annexion du Texas par les États-Unis John L. O'Sullivan popularise la formule « destinée manifeste »
1846	Traité Bidlack avec la Nouvelle-Grenade (Colombie) Guerre contre le Mexique Règlement amiable du conflit de l'Oregon avec la Grande-Bretagne Mai : révolution californienne (<i>Bear Flag Revolt</i>) Juillet : occupation de Monterey et de San Francisco
1847	Conquête de la Californie Installation des Mormons en Utah Février : bataille de Buena Vista ; les troupes du général Zachary Taylor battent les troupes mexicaines. <i>Wilmot Proviso</i> Mars : les troupes du général Winfield Scott débarquent à Veracruz Avril : les troupes de Scott battent les Mexicains à Cerro Gordo Août-septembre : batailles de Churubusco, Contreras, El Molino del Rey et Chapultepec 14 septembre : chute de Mexico
1848	2 février : traité de Guadalupe Hidalgo. Cession de la Californie et du Nouveau-Mexique aux États-Unis, reconnaissance de la frontière du Texas Découverte d'or en Californie Fondation du <i>Free Soil Party</i> opposé à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires de l'Ouest

Les années 1840 sont pour les États-Unis une période faste pour l'expansion territoriale favorisée par deux politiques aux conséquences considérables : le déplacement forcé des Indiens à l'Ouest du Mississippi qui laissent la place aux colons et le règlement de la majorité des différends avec la Grande-Bretagne par le traité Webster-Ashburton et, en particulier, la stabilisation de la frontière Nord du pays. La conséquence directe fut de permettre de concentrer les énergies sur le développement de l'Ouest et l'expansion de l'empire américain qui finit par recouvrir une partie substantielle du continent nord-américain aux dépens du Mexique et des prétentions impériales britanniques. L'élection de James K. Polk à la présidence symbolise le caractère expansif de la société américaine qui élit un candidat démocrate sur un programme explicitement expansionniste, incluant la revendication de territoires comme le Texas, la Californie et l'Oregon, pour satisfaire à la fois les appétits des Nordistes et des Sudistes. Ce nouvel esprit se résume de manière commode par la formule « destinée manifeste » lancée et popularisée par John L. O'Sullivan, intellectuel proche du Parti démocrate, co-fondateur de la *Democratic Review* qui, entre autres sujets, disserte page après page sur le caractère inévitable de l'expansion américaine pour le plus grand bien de la nation et la promotion du modèle démocratique et républicain.

Les conditions matérielles de l'expansion avaient été progressivement mises en place par une politique fédérale et étatique de développement interne (« *internal improvements* ») au sens de construction d'un réseau d'infrastructures : routes, canaux, navigation fluviale, chemin de fer qui permettaient de transporter les migrants de plus en plus à l'Ouest, de créer un marché intérieur et d'assurer le transport des produits agricoles pour l'exportation. Le rêve de trouver une vie meilleure à l'Ouest était alimenté par une littérature nationaliste exaltant les grands espaces et la liberté, les récits de ceux qui avaient réussi leur migration, et le développement d'une idéologie soulignant la part que chacun devait prendre individuellement à la réalisation de la destinée nationale. En 1860, près de 4,3 millions d'Américains et d'immigrants s'étaient installés dans l'Ouest, c'est-à-dire dans la vallée du Mississippi, entre les Appalaches et le fleuve. Certains recherchaient la prospérité et la richesse immédiates :

trappeurs, aventuriers, fermiers, mineurs, marchands, chasseurs, enseignants, domestiques, prostituées cherchant à améliorer leur sort. Mais on compte aussi un grand nombre de personnes recherchant la liberté religieuse ou de nouvelles âmes à convertir au christianisme. Quelles que fussent leurs motivations, ils formaient un flot incessant de personnes, dont un grand nombre firent la traversée des Grandes plaines et des Rocheuses pour s'installer au Mexique ou en Oregon.

Sullivan et la « destinée manifeste »

En 1845, John L. O'Sullivan, avocat et journaliste new-yorkais écrivit dans un éditorial alors anonyme qu'il existait un « droit de notre destinée manifeste de nous étendre sur tout le continent que la Providence nous a donné, et d'en prendre possession pour développer la grande expérience de la liberté et du gouvernement fédéral qu'elle nous a confiée ». En lançant la formule « destinée manifeste », il ne faisait que reprendre, mais dans un contexte très différent, les propos qu'il avait tenus dans un article de 1839, intitulé « The Great Nation of Futurity ». Il se montrait habité par une foi dans l'avenir missionnaire des États-Unis et soulignait le caractère exceptionnel de l'expérience américaine. Il écrivait par exemple que « le sol de l'Amérique sera un hémisphère - son toit le firmament des cieux parsemés d'étoiles, et sa congrégation une Union de plusieurs républiques, comprenant des centaines de millions de personnes bienheureuses... un sol gouverné par la loi naturelle et morale d'égalité venant de Dieu ».

Dans ces deux articles et dans la bouche de ses contemporains à qui Sullivan donne une expression concentrant tous les aspects de l'expansion, le terme « destinée manifeste » prend une tonalité quasiment mystique, devient une croyance religieuse en un mandat donné aux États-Unis au nom de la liberté. La mission était clairement civilisatrice car en étendant l'empire américain, on faisait reculer les ténèbres, on civilisait les peuples barbares. Les réactions furent très mitigées, d'autant que le terme devint rapidement un slogan politique, mais les adversaires de la formule, sur le fond et sur la forme, ne parvinrent pas à trouver des arguments aussi percutants.

Certains critiques dénonçaient la « destinée manifeste » comme une tentative aussi hypocrite qu'arrogante de redéfinir l'agression et la spoliation territoriale et leur donner une patine à la fois rationnelle et mystique. Ils soulignaient, à juste titre, qu'elle reposait sur une vision dichotomique et raciste du monde ne laissant aucune place aux non-Blancs sinon comme esclaves ou comme enclaves soumises. Les partisans de l'expansion s'en servirent pour argumenter leur opposition à toute interférence étrangère en Amérique du Nord qui serait interprétée comme la volonté de freiner ou arrêter l'expansion naturelle des États-Unis. Cette doctrine avait donc à la fois une portée idéaliste, satisfaisant tous ceux qui croyaient à la nécessité d'accroître l'empire de la liberté et de la chrétienté, et une portée pragmatique, renforçant les arguments des expansionnistes territoriaux et commerciaux. Ses objectifs républicains ne semblaient pas incompatibles avec la poursuite d'objectifs prosaïques.

De plus, en 1845, le contexte diplomatique permettait à de telles ratiocinations de trouver un public captif. En effet, Sullivan avait à l'esprit la question du Texas qui venait d'être annexé par les États-Unis en 1844 et apportait une légitimité *a posteriori* à l'incorporation dans l'Union d'un territoire toujours revendiqué par le Mexique. Toutefois, il brossait un tableau plus large de la légitime expansion des États-Unis et incluait l'Oregon et la Californie à sa cartographie de l'empire continental américain. Son ton millénariste faisait écho au millénarisme des Puritains, sécularisé au XIX^e siècle en extension du modèle républicain, ainsi que du système économique et politique expérimenté aux États-Unis. L'expansion territoriale devait permettre l'acquisition pacifique de territoires et l'incorporation au système de *self-government*. Au plan religieux, les missionnaires prenaient tout l'Ouest comme un immense champ d'évangélisation, tout comme l'Asie, l'Empire ottoman et l'Europe de l'Est. Ils souscrivaient aussi à l'idée que leur mission évangélisatrice devait avoir un fondement terrestre sous la forme de l'expansion des États-Unis au plan territorial et commercial.

Les attentes diverses concernant l'expansion avaient quelque chose de frénétique et la faisaient s'apparenter à une fuite en avant, selon le principe de la « soupape de sécurité » qui permettait d'éviter le développement de problèmes spécifiques aux Européens souffrant du

manque d'espace vital en renforçant les spécificités américaines : républicanisme, égalité des chances, non-intervention du gouvernement, liberté d'entreprendre, consolidation et accroissement des droits des États, accès aux terres arables les plus fertiles, commerce des fourrures vers l'Orient, sécurité nationale en pacifiant les Indiens et en éloignant les puissances étrangères. Ce processus avait commencé à la fin du XVIII^e siècle par le traité Pinckney, suivi de l'achat de la Louisiane, du traité Adams-Onís, de la doctrine Monroe et du traité Webster-Ashburton. Les développements des années 1846 et 1848 en furent l'aboutissement.

L'Oregon, « pays du lait et du miel »

Le lecteur se replongeant dans la lecture des sources contemporaines est aujourd'hui frappé par l'ampleur de la crise de l'Oregon car ce territoire semble être un concentré du sentimentalisme entourant l'expansion. Plus que tout autre épisode du mouvement vers l'ouest, la question de l'Oregon avait saisi les imaginations car ce territoire décrit comme un pays de Cocagne paraissait être le symbole même de tout ce que représentait la « destinée manifeste » : de vastes terres fertiles inexploitées par les Britanniques qui l'occupaient conjointement et par les tribus indiennes qui y vivaient, attendant l'arrivée du pionnier anglo-saxon pour y instaurer la civilisation et la prospérité matérielle.

Historiquement, les Américains faisaient dater leur revendication du territoire au début des années 1790 en rappelant que le Capitaine Robert Gray avait, le premier, découvert l'embouchure du fleuve Columbia. Une décennie plus tard, Thomas Jefferson avait envoyé l'expédition Lewis et Clark qui, de 1804 à 1806, avait remonté le Mississippi et le Missouri, traversé le nord des Grandes plaines et les Rocheuses pour effectivement reconnaître les vallées fertiles s'étendant entre les montagnes et l'océan Pacifique qu'ils avaient atteint après les pires souffrances. En 1811, fort de l'assurance que la zone était propice à l'exploitation économique, le New-Yorkais John Jacob Astor y avait construit un fort faisant aussi office de comptoir pour le commerce lucratif de la fourrure, qu'il avait baptisé Astoria, sur les rives du Columbia. Il vendit le fort à la Compagnie du nord-ouest britannique, en 1813, convaincu qu'il risquait

de le perdre à cause de la guerre contre les Britanniques. Toutefois, en 1818, le fort fut restitué aux Américains, conformément aux dispositions du Traité de Gand et de la Convention de 1818. En 1919, John Quincy Adams obtint de l'Espagne qu'elle renonçât à ses prétentions sur l'Oregon, dans le cadre du traité Adams-Onís. Enfin, en 1824, la Russie, dernière puissance européenne prétendant à la souveraineté sur l'Oregon, à l'exception des Britanniques, fut écartée pacifiquement et accepta de se retirer au nord du parallèle 54°40'.

Au début des années 1840, les Britanniques et les Américains se trouvèrent donc face à face, à la lutte pour accroître leur influence dans un territoire immense situé entre les Rocheuses et le Pacifique et les 54° et 42° parallèles. Les potentialités économiques étaient évidentes au plan des ressources minérales, agricoles, forestières. Pour les Américains, la partie qui leur semblait le plus utile était la riche vallée du fleuve Willamette, affluent du fleuve Columbia. Les Britanniques n'avaient d'utilité véritable que pour la zone située au nord du Columbia qui constituait l'épicentre de la Compagnie de la Baie d'Hudson, ayant le monopole sur le commerce de la fourrure, dont les activités s'étendaient aussi à l'agriculture et à l'élevage. Depuis 1821, elle avait absorbé la Compagnie du Nord-Ouest britannique. Elle était placée sous la protection du fort Vancouver, situé en amont du fleuve Columbia, ce qui avait effectivement réussi à décourager toute implantation américaine au-delà du fleuve. Outre ses richesses économiques (baleines, saumons, animaux à fourrure), la région présentait un avantage stratégique considérable pour les deux pays car elle commandait le contrôle du Pacifique nord. Pour les Américains, elle avait l'avantage de leur permettre d'avoir accès à la côte Pacifique propice à l'installation de colons qui y trouvaient un climat et un environnement agréable et de rendre possible l'ouverture vers le marché asiatique.

La crise se noua donc autour de la question de la validité des revendications américaines et britanniques. Au plan purement pragmatique, les Britanniques avaient les arguments les plus convaincants car si des explorateurs américains avaient bien sillonné la zone, seuls les Britanniques avaient vraiment pris la peine de l'exploiter économiquement et avaient fait la promotion de l'occupation de la zone.

Historiquement, James Cook puis le Capitaine George Vancouver avaient été les premiers à naviguer dans ces eaux. De plus, les Britanniques ne revendiquaient pas la totalité du territoire et suggéraient purement et simplement le partage en deux. Au nom de leur occupation effective, ils réfutaient l'argument américain de la « contiguïté » qui présentait l'Oregon comme l'extension naturelle de la Louisiane. De même, ils trouvaient particulièrement spécieux l'argument reposant sur une interprétation du traité américano-espagnol de 1819 : contrairement à ce que voulaient les Américains, les Espagnols n'avaient fait que renoncer à leurs revendications. La renonciation n'était pas une affirmation explicite du droit des États-Unis à cette région. Enfin, forte de l'expérience de ses illustres explorateurs, la Grande-Bretagne rappelait qu'elle avait plus de connaissance sur la zone qu'elle revendiquait et où elle s'estimait militairement et économiquement bien installée.

Jusque dans les années 1840, l'Oregon ne fascina pas grand-monde aux États-Unis et ne suscita aucune agitation politique. La plupart de ceux qui estimaient naturelle l'expansion des États-Unis dans cette zone l'envisageait comme inévitable ; elle aurait lieu en temps voulu et sans effort, comme en Louisiane et dans les deux Florides. Ces adeptes de la théorie de la gravitation politique attendaient de voir l'Oregon tomber comme un fruit mûr dans le giron des États-Unis. Aussi, la Convention de 1818 semblait totalement satisfaisante puisqu'elle garantissait l'occupation conjointe du territoire « libre et ouvert » à tous. Quelques désaccords avaient commencé de fissurer cette entente paisible lorsque les Américains avaient proposé un partage de l'Oregon que les Britanniques avaient refusé en proposant le fleuve Columbia comme frontière. La Convention de 1827 avait néanmoins reconduit le principe de l'occupation conjointe, cette fois sans limite dans le temps ; la seule condition était de donner un préavis d'un an pour mettre fin à l'occupation conjointe. Les Britanniques refusèrent encore une fois la proposition américaine de partage au niveau du 49° parallèle. Les Américains déclinèrent encore l'offre d'une frontière au niveau du Columbia, même en échange d'une enclave sur la péninsule Olympique où ils auraient pu construire un fort et utiliser le détroit de Puget (*Puget Sound*).

Le tournant eut lieu à la fin des années 1830 quand le nombre d'Américains décidant de faire la grande traversée pour aller s'installer sur la côte Pacifique se mit à croître. Le sénateur Lewis F. Linn de l'État frontière du Missouri présenta une série de résolutions demandant la protection de la route de l'Ouest par l'armée et offrant 640 acres (environ 250 hectares) de terre en Oregon à tout homme blanc qui parvenait à occuper la terre et la mettre en valeur pendant cinq ans. Linn inaugurait une nouvelle forme d'incitation à l'expansion par don pur et simple de la terre en échange d'une occupation effective ; il espérait satisfaire la demande de terres nouvelles qui, conformément à l'idéal agrarien de Jefferson, seraient mises en valeur par des fermiers. Les Britanniques s'alarmèrent de ce projet qui était de nature à rompre l'équilibre démographique en Oregon par l'arrivée massive de colons américains alléchés par une proposition aussi généreuse. Lord Palmerston, Premier ministre britannique, annonça même que le vote d'une telle loi par le Congrès serait interprété comme une déclaration de guerre. Le secrétaire d'État John C. Calhoun désamorça la crise en incitant le Congrès à l'inaction à la fois pour calmer les Britanniques et pour des raisons « sectionnelles » puisque l'Oregon aurait été une zone d'émigration pour les Nordistes, plus que pour les Sudistes.

Les négociations en vue du traité Webster-Ashburton auraient pu être une occasion de prendre à bras le corps le problème prévisible du droit des Américains à l'expansion en Oregon. Mais Webster ne prit pas la mesure de l'importance de la région et préféra se concentrer sur les réels différends avec la Grande-Bretagne, remettant à plus tard la résolution de conflits n'ayant pas encore éclaté. Le président Tyler avait bien tenté de proposer un compromis sur l'Oregon. Ashburton avait répondu, de manière informelle, que son pays s'en tenait toujours à sa position : une frontière au niveau du fleuve Columbia. Webster avait alors ajouté un élément nouveau : les États-Unis pourraient accepter cette frontière, si les Britanniques parvenaient à convaincre les Espagnols de vendre la Haute Californie aux États-Unis et de reconnaître l'indépendance du Texas. Ashburton ne put accéder à cette demande car il n'avait pas latitude pour le faire puisqu'il fallait engager aussi le Mexique. Les Américains refusèrent donc, eux aussi, la proposition britannique d'autant que le

rapport d'une expédition scientifique menée par le Capitaine Charles Wilkes venait de confirmer que le fleuve n'était pas navigable sur sa totalité et que la frontière devrait être située plus au nord, au moins au niveau du 49° parallèle, pour que les États-Unis aient accès aux détroits de Puget Sound et de San Juan de Fuca.

L'échec était donc total au plan diplomatique. C'est alors que l'Oregon devint aussi un problème politique interne aux États-Unis. En effet, la nouvelle de la proposition tripartite américaine transpira auprès des habitants de l'ouest et du nord de la vallée du Mississippi. Ils dénonçèrent la facilité avec laquelle le gouvernement s'était préparé à sacrifier leur droit naturel à s'installer à l'Ouest et, pourquoi pas, dans la vallée au nord du Columbia. En juillet 1843, plus de cent représentants venus de six États se réunirent à Cincinnati (Ohio) et réclamèrent la totalité de l'Oregon du 42° parallèle au parallèle 54°40'. Il en était du « devoir impératif » du gouvernement fédéral d'étendre sa juridiction sur tout le territoire. La « fièvre de l'Oregon » commença à se répandre. Depuis la panique financière de 1837, la crise économique avait fait partir à l'Ouest de plus en plus de colons espérant améliorer leur sort. Les politiciens, désireux de tirer un profit électoraliste de ce désarroi, parlaient de prendre l'Oregon aux Britanniques, d'y créer des parcelles de terre pour tous, et d'ouvrir le commerce américain au marché asiatique. La population américaine en Oregon augmenta de manière spectaculaire, passant d'environ cinq cents personnes en 1841 à plus de cinq mille en 1845. Environ mille personnes partirent s'installer en Oregon en 1843, deux mille en 1845. Quant aux quelque sept cents Britanniques installés dans le territoire, ils se sentirent submergés par le flot des Américains.

Ceux-ci décidèrent, en juillet 1843, de mettre en place un gouvernement provisoire et, en 1845, le renouvelèrent en suggérant qu'il resterait provisoire jusqu'à la proclamation de la juridiction américaine. Les Américains de l'Oregon incitaient donc ouvertement le gouvernement américain à agir en vue de l'annexion pure et simple du territoire. Le débat eut lieu au Congrès à la faveur d'un projet de loi émanant du même sénateur Linn sur la fortification de l'Oregon. Malgré le soutien du Sénat, la Chambre des représentants refusa de voter la loi en raison de conflits politiques internes liés à l'autre grande question : le

Texas. L'année 1844 étant une année d'élection présidentielle, il était évident que l'expansion territoriale allait jouer un rôle décisif et trouver une place inédite dans les programmes politiques des différents candidats et partis.

Le Parti whig, soucieux de conserver le pouvoir, investit Henry Clay du Kentucky, tandis que le Parti démocrate choisit James K. Polk du Tennessee, candidat de compromis qui s'attira le soutien populaire au Sud et à l'Ouest en promettant à la fois l'annexion du Texas et l'expansion dans l'Oregon. Dans le programme du Parti démocrate, il était déclaré sans ambages que les États-Unis avaient un droit « clair et indiscutable » à la totalité de l'Oregon. On en appelait à la « réoccupation immédiate » du territoire et la « ré-annexion » du Texas. Ainsi, le Parti démocrate parvint à réconcilier temporairement les Nordistes et les Sudistes en leur promettant à tous des zones d'expansion nouvelles, les uns pouvant y transporter leurs esclaves et étendre leur système économique et social fondé sur l'esclavage, les autres y transportant leur idéal « *free soil* ». Les démocrates associèrent les deux problèmes unifiant par un habile tour de passe-passe les deux factions du parti qui commençaient à se déchirer : les *free-soilers* et les esclavagistes. Polk remporta les élections, ce qui pourrait accréditer la thèse selon laquelle le pays tout entier avait été saisi d'une fièvre expansionniste. Toutefois, la justesse de sa victoire devrait porter à croire que le consensus n'était pas aussi total que l'on pourrait le croire.

Les Britanniques furent donc contraints de prendre position sur un programme électoral et une élection présidentielle les ayant désignés comme un obstacle à l'expansion naturelle des États-Unis. Ils demandèrent donc le recours à l'arbitrage d'un tiers, ce qui ne manqua pas de ressusciter l'anglophobie latente aux États-Unis. Polk choisit de naviguer entre le sentiment anti-britannique et son objectif principal : débarrasser l'Amérique du Nord et, en particulier, l'Ouest, de l'influence britannique et européenne. Il était clair que les Britanniques avaient été surpris par l'ampleur du mouvement en faveur de l'occupation totale de l'Oregon. Répondant au Discours d'investiture du président Polk, de mars 1845, le *Times* de Londres affirma que les Britanniques ne se sépareraient de l'Oregon que par la guerre.

Pourtant, malgré ses déclarations belliqueuses, Polk ne souhaitait pas la guerre avec les Britanniques. Dès juillet 1845, il autorisa le secrétaire d'État James Buchanan, à informer les Britanniques que les États-Unis étaient prêts à accepter le 49^e parallèle comme frontière en échange de la partie sud de l'île de Vancouver. L'ambassadeur britannique, Richard Pakenham, prit sur lui de refuser cette offre, en se fondant sur les positions passées de son gouvernement. De plus, il soupçonnait quelque trahison derrière la position très conciliante des Américains, gardant en mémoire la déclaration du Président qui revendiquait la totalité de l'Oregon. Il rappela que les Britanniques n'avaient aucune garantie de pouvoir naviguer librement sur le Columbia. Le Président, furieux, décida de retirer sa proposition et déclara que si une guerre devait se produire, les Américains n'en porteraient pas la responsabilité. À la fin du mois d'août, il reparla de la frontière au niveau du parallèle 54°40'. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Aberdeen, désavoua Pakenham et proposa encore de recourir à l'arbitrage. Mais la position de Polk s'était radicalisée et il exigeait à présent des concessions britanniques, contre l'avis de son secrétaire d'État, James Buchanan, qui rappelait la dégradation des relations avec le Mexique et le mettait en garde contre l'ouverture de deux fronts à la fois.

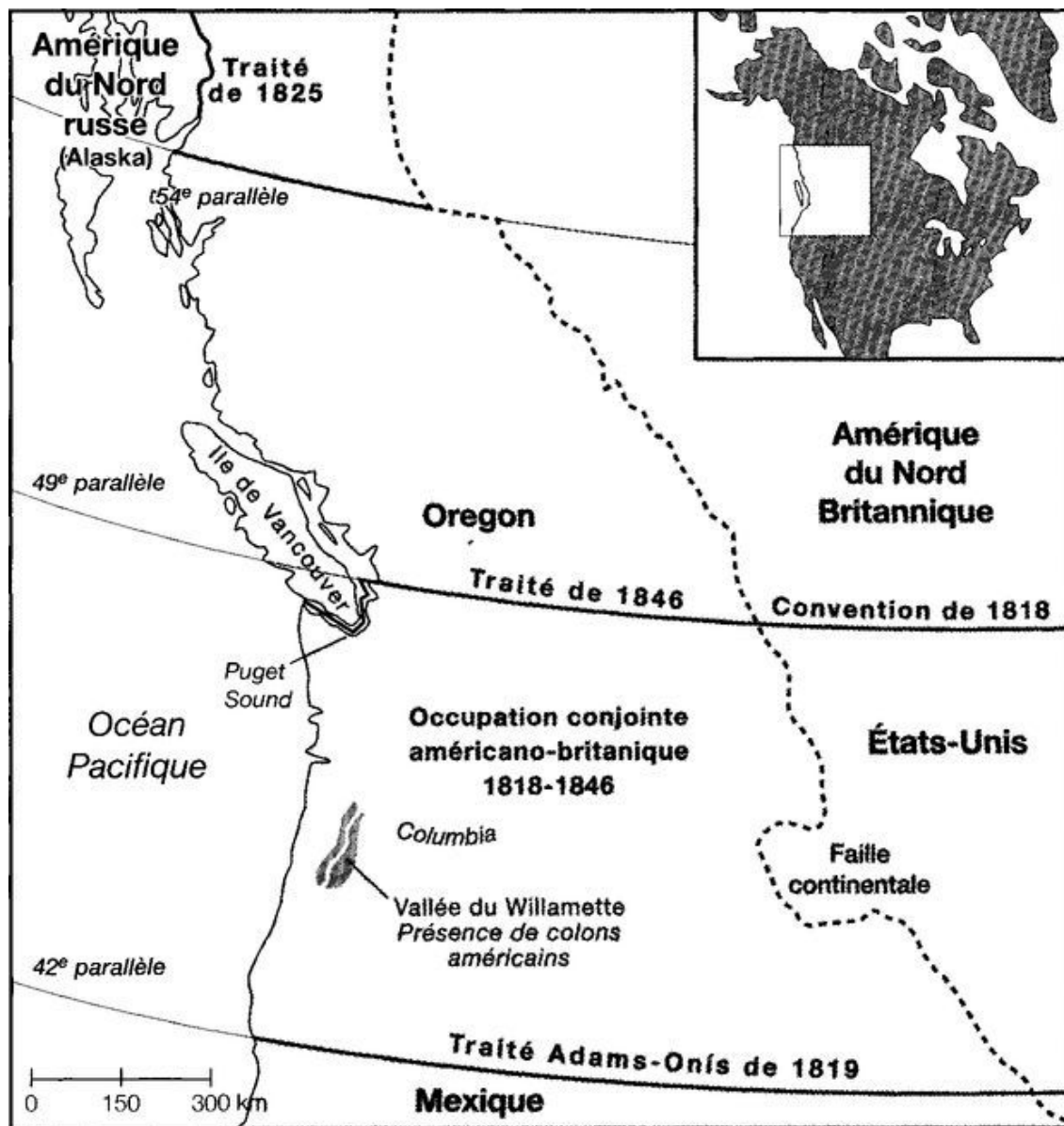
Durant tout l'été et l'automne 1845, la situation diplomatique américaine fut marquée par les tensions entre les États-Unis et le Mexique ainsi que la Grande-Bretagne. Pourtant, dans son Message de décembre, Polk durcit encore le ton concernant l'Oregon. De fait, il dressa un tableau précis et sans appel des projets américains au Texas, en Californie et en Oregon. Il demanda au Congrès de donner son préavis d'un an et d'annoncer aux Britanniques la terminaison de l'occupation conjointe prévue par la Convention de 1827. Puis, il énonça son corollaire à la doctrine de Monroe, le premier du genre : les États-Unis s'opposaient à toute implication européenne en Amérique du Nord et se tenaient prêts « à résister à tout prix », faisant appel à la clause de non-colonisation. Polk se déclarait décidé à ne tolérer aucune colonisation européenne dans aucune partie du continent. Il s'adressait certes à la France et à d'autres, mais l'adversaire évident était la Grande-Bretagne.

La position du Président était précaire. D'autant que, le Congrès venait d'admettre le Texas dans l'Union en décembre 1845. Alarmés par la réaction des Mexicains mais satisfaits par leur victoire concernant le Texas, les démocrates du Sud, menés par Calhoun, semblaient à présent disposés à accepter un compromis plaçant la frontière de l'Oregon au 49° parallèle. Ceci ne manqua pas de plonger les expansionnistes du Nord et de l'Ouest dans le plus vif désarroi puisqu'ils réclamaient la totalité de l'Oregon. Ils étaient persuadés que Polk mollissait et allait reculer devant la fermeté des Britanniques. Polk se trouvait donc pris entre le feu croisé de ses partisans et la menace d'une guerre certaine - contre le Mexique - et probable - contre la Grande-Bretagne. Les historiens se sont beaucoup interrogés sur les motivations de Polk et sur sa volonté d'en découdre avec les Britanniques et sont arrivés à la conviction qu'il s'agissait d'un calcul politique dangereux et d'un bluff : durant tous ces échanges avec les Britanniques, Polk ne demanda jamais au Congrès de déclarer la guerre, ni de voter un budget pour se lancer dans des préparatifs de guerre. Ni l'armée ni la marine ne furent mises en alerte.

Toutefois, les deux parties devaient trouver le moyen de résoudre le conflit sans perdre la face. Polk devait sauvegarder sa position politique et obtenir le soutien de la majorité, ce qui signifiait qu'il ne pouvait accepter moins que le 49° parallèle. Même le parti whig, farouchement opposé à l'expansion tous azimuts, reconnaissait l'importance commerciale de Puget Sound et du détroit de San Juan de Fuca. Les Britanniques continuaient à menacer de mobiliser leurs forces à la frontière canadienne. En février 1846, le secrétaire d'État envoya une dépêche annonçant la possibilité de négocier, laissant au Sénat la responsabilité de faire un compromis sur la quantité de territoire qui serait acceptable. L'action conjuguée de sénateurs démocrates du Sud et de whigs du Nord permit de trouver un compromis sauvegardant les intérêts américains sans pour autant continuer à exiger la totalité du territoire. De leur côté, pour des raisons de politique interne, les Britanniques avaient évolué et semblaient prêts à accepter la frontière du 49° parallèle.

Une nouvelle crise diplomatique avec la France se profilait, une opposition anti-coloniale se faisait jour et, surtout, l'abrogation des Corn

Laws agitait les esprits. Sur le plan des échanges, le coton américain était toujours plus demandé par l'industrie britannique qui ne pouvait se permettre de turbulences dans ses approvisionnements. Rien ne s'opposait au règlement rapide et pacifique du différend, si ce n'est la pression de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Or, au début de l'année 1845, celle-ci décida prudemment de déplacer son siège du fort Vancouver (sur le Columbia) au Fort Victoria sur l'île de Vancouver, craignant l'afflux de colons américains empiétant sur les terres de la Compagnie. Les colons de la vallée du Willamette ne se privaient d'ailleurs pas de menacer leur voisin haï de les envahir, détruire la compagnie et chasser les soldats britanniques. Lord Aberdeen envoya donc un projet de traité à Washington au début du mois de juin. Il proposait de fixer la frontière au niveau du 49^e parallèle des montagnes Rocheuses à l'océan Pacifique, en excluant l'île de Vancouver qui serait contournée par la frontière au sud. Les Britanniques conservaient ainsi l'île, indispensable à leur marine, tandis que les Américains avaient la souveraineté sur Puget Sound. Aberdeen ajouta une clause sur la libre circulation sur le fleuve Columbia pour préserver les droits de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Toutefois, sa charte venant à expiration prochainement et les chances de la voir renouvelée étant quasi nulles, la disposition était purement formelle ; en effet, une fois la Compagnie disparue, les Britanniques n'auraient plus besoin de naviguer sur le fleuve. Polk n'insista donc pas bien que la clause lui déplût. La guerre contre le Mexique venait d'éclater (en mai 1846). Il jugea tactiquement plus judicieux de consulter le Sénat avant d'accepter le Traité britannique, renversant ainsi la « tradition » mise en place depuis George Washington de ne consulter le Sénat que pour demander son approbation après la signature des traités et en vue de leur ratification.



Carte 6. Conflit frontalier du Nord-Ouest

Cette tactique eut pour effet de donner au Sénat le sentiment d'avoir le pouvoir décisionnaire ; il approuva le traité à la majorité de 39 contre 12 et recommanda au Président d'accepter la proposition britannique. Le 15 juin, le traité fut signé, et le 18 approuvé par le Sénat à 41 contre 14 sénateurs issus du Parti démocrate et originaires du Middle West. Bien que ce Traité mérite d'être considéré comme un modèle de compromis et de bon sens, des rancœurs persistèrent, en particulier chez ceux qui accusèrent Polk d'avoir « bradé » l'Oregon parce qu'il avait peur de faire la guerre aux Britanniques. La majorité salua la résolution rapide et

favorable aux États-Unis d'un différend qui aurait pu dégénérer en une guerre sanglante et à l'issue incertaine alors même qu'une guerre venait de débiter au sud contre le Mexique. Il est certain que l'artisan principal de l'évitement de la guerre fut Lord Aberdeen poussé par la situation politique interne de la Grande-Bretagne qui ne cherchait absolument pas à déclarer une guerre pour poursuivre une chimère dans l'une des parties les moins « utiles » de son empire à cette époque-là. Encore une fois, la situation interne et internationale des Britanniques avait sauvé les Américains de la catastrophe. Ce faisant, les Américains n'obtinrent qu'une partie de leurs revendications : l'accès au Pacifique. Mais l'heure n'était pas encore venue de l'éviction de la Grande-Bretagne d'Amérique du Nord ou du Pacifique Nord, ni de l'ouverture d'une grande voie commerciale vers l'Asie. Il fallut attendre la fin de la guerre contre le Mexique pour envisager concrètement ce dernier objectif.

La question du Texas

La guerre contre le Mexique constitue assurément un tournant dans l'histoire des États-Unis. Mais elle est incompréhensible si l'on ne replonge pas dans l'histoire du Texas et des relations tumultueuses entre les États-Unis et le Mexique, elles-mêmes héritées des relations avec l'Espagne. En annexant le Texas en 1845, les États-Unis endossèrent le contentieux entre le Texas et le Mexique, en particulier un inextricable différend frontalier qui cristallise l'ensemble des rancœurs entre les deux nations. Les Texans considéraient le Rio Grande, de son embouchure sur le golfe du Mexique à sa source comme la frontière qu'ils faisaient ensuite remonter jusqu'au 42^e parallèle. Quant aux Mexicains, ils prenaient le fleuve Nueces, à plus de 200 kilomètres au nord du Rio Grande, comme la frontière historique de leur ancienne province de Texas-Coahuila. Toutefois, le contentieux entre les Texans et les Mexicains dépassait le simple cadre d'un conflit frontalier et touchait à des questions fondamentales ayant trait à des différences culturelles, religieuses, sociales et institutionnelles. D'un côté les Mexicains craignaient d'être, comme les Espagnols avant eux, les victimes de l'irrépressible tendance des Américains à accroître leur territoire aux

dépens de celui des autres. La « destinée manifeste » leur paraissait être un slogan alarmant en raison de ses proclamations brutalement expansionnistes et de sa promotion de l'anglo-saxonisme. Les Texans s'étaient eux affranchis de ce qu'ils considéraient être le pouvoir despotique du Mexique soumis à l'instabilité politique et à la dictature, et qui avait décidé de les priver du droit à l'autodétermination. Une fois indépendant, le Texas avait fini par être annexé aux États-Unis, ce qui avait confirmé le Mexique dans ses craintes de voir les États-Unis mettre la main sur la totalité des possessions mexicaines entre le Texas et le Pacifique.

L'histoire du Texas commence dans les années 1820 et elle est indissociable de l'histoire du Mexique en tant que nation indépendante. Dans le traité Adams-Onís de 1819, les États-Unis avaient abandonné toute revendication sur les territoires à l'ouest de la frontière de la Louisiane au niveau du fleuve Sabine. Deux ans après, le Mexique s'affranchit du joug espagnol et proclama son indépendance. Les premières années furent des années d'instabilité politique et de recherche de voies de développement pour assurer la survie de la république. L'un des problèmes rencontrés par le gouvernement mexicain était la taille considérable de son territoire qu'il s'avéra très vite impossible de contrôler et de mettre en valeur ; il s'étendait d'Amérique centrale à l'Oregon, couvrant des millions de kilomètres carrés peu habités, mal connus et non exploités. La majorité des Mexicains d'origine espagnole et européenne - environ 60 000 personnes - vivaient autour des grandes villes et de la capitale Mexico, tandis que le reste de la population - environ six millions - était composée de métis ou d'Indiens n'ayant que peu d'affinités avec le pouvoir central. Quant aux Américains installés au Mexique, ils vivaient surtout dans le Nord du pays, au Texas, au Nouveau-Mexique et en Californie.

Ils étaient venus au Mexique sous le système des *empresarios* mis en place par les Espagnols. Un *empresario* disposait d'un contrat l'autorisant à faire immigrer au Mexique des colons dont on espérait qu'ils mettraient en valeur la terre et contribueraient à la prospérité du Mexique dans son ensemble. Au début, le gouvernement espagnol, puis mexicain, espérait que ce système permettrait de transformer le Texas en une sorte de

tampon contre les appétits territoriaux du gouvernement américain. Certains pensaient même qu'il serait de bonne politique d'encourager l'installation de colons américains, ce qui empêcherait la création de liens formels entre le Texas et les États-Unis. En effet, si ces Américains s'y trouvaient bien, ils ne verraient peut-être pas d'avantage à se séparer du Mexique et rejoindre les États-Unis. Les premiers Américains à faire le voyage furent un groupe recruté par Moses Austin, *empresario* originaire du Missouri, et son fils Stephen qui menèrent un groupe de 300 familles en 1822. Les conditions d'admission au Mexique étaient contraignantes mais se réduisaient souvent à de simples formalités : prêter un serment d'allégeance au Mexique, payer des taxes et impôts, se convertir au catholicisme, payer la somme de dix cents par acre avec des possibilités de crédit (à titre de comparaison, le prix de l'acre de terre fédérale aux États-Unis était de 1,25 dollar comptant). Les colons étaient donc attirés par le faible prix de la terre au Mexique et une constitution libérale qui garantissait de nombreux droits. Au milieu des années 1830, plus de 30 000 Américains avaient fait le voyage pour s'y installer.

La cohabitation s'avéra toutefois difficile, en particulier à cause de la clause de conversion au catholicisme. Beaucoup se comportaient encore comme des citoyens américains et non comme des Mexicains. Ils contestaient les impôts et taxes perçus par le gouvernement, en particulier les droits de douane frappant les importations venant des États-Unis. Lorsque le gouvernement mexicain prit la décision d'abolir l'esclavage et de porter un coup d'arrêt à l'immigration américaine, la révolte se mit à gronder. En 1834, le régime politique changea brusquement avec l'accession au pouvoir du général Antonio López de Santa Anna. Élu démocratiquement, il suspendit la Constitution et instaura la dictature militaire. Ne tolérant pas la fronde venue du Texas, il suspendit les libertés dont jouissaient les Texans. Ceux-ci répliquèrent par une liste de griefs sur le modèle de la Déclaration d'indépendance américaine de 1776. À la fin de l'année 1835, de nombreuses escarmouches eurent lieu entre l'armée mexicaine et des bandes armées texanes. Un gouvernement provisoire et une armée furent organisés sous la direction de Sam Houston.

Les États-Unis étaient loin d'être indifférents à ce qui se produisait au Texas. Au niveau du gouvernement, plusieurs tentatives d'achat du Texas au Mexique avaient été faites dans les années 1820, mais elles avaient échoué devant le refus systématique des Mexicains de céder une parcelle de leur territoire nouvellement souverain. Les Mexicains conçurent une grande méfiance des Américains car certains préconisaient l'invasion pure et simple du territoire. Toutefois, comme pour l'Oregon, la plupart de ceux qui considéraient un droit des États-Unis à s'étendre au Texas préconisaient le gradualisme et la patience. La gravitation politique ferait aussi tomber le Texas dans le giron de l'empire américain en temps voulu. Mais, en 1835, les événements s'accéléchèrent au Texas et exigèrent une révision rapide de la position officielle du gouvernement : fallait-il intervenir aux côtés des Américains du Texas et risquer une grave crise diplomatique avec le Mexique, sans compter les interventions possibles de puissances étrangères ? Le président Jackson choisit la neutralité stricte.

Mais, en dépit de ses exhortations, des « réunions Texas » se tenaient dans le pays, des volontaires se préparaient à partir assister leurs frères américains, des sommes étaient collectées pour financer les rebelles. En mars 1836, le général Santa Anna prit lui-même la tête de l'armée pour rétablir l'ordre dans sa province. L'armée régulière de cinq mille hommes rencontra les Texans à la mission espagnole d'Alamo à San Antonio et, après un siège de deux semaines, massacra les deux cents hommes du colonel William Travis, y compris des figures légendaires du folklore de l'Ouest américain, James Bowie et Davy Crockett. Trois semaines plus tard, à Goliad, les quatre cents hommes de James Fannin, comprenant aussi de nombreux volontaires américains, durent se rendre à l'armée mexicaine et furent fusillés. L'émotion fut considérable aux États-Unis, la propagande contre les Mexicains les présentait comme des barbares. De nombreux volontaires partirent pour le Texas, tandis que les réfugiés affluaient en Louisiane. Le 12 avril 1836, à San Jacinto, huit cents hommes composant l'armée texane attaquèrent le camp des Mexicains pendant la sieste, au cri de « Souvenez-vous d'Alamo », faisant plus de six cents morts dans les rangs mexicains. Le général Santa Anna fut

capturé et, le 14 mai, signa deux traités avec Sam Houston qui reconnaissaient l'indépendance du Texas, prévoyaient le retrait des troupes mexicaines du Texas et désignaient le Rio Grande comme frontière sud et ouest de la nouvelle république. Une fois libre, Santa Anna dénonça les deux traités au motif qu'ils lui avaient été arrachés sous la contrainte. Le désastre militaire conduisit à la déposition de Santa Anna, mais le nouveau gouvernement s'en tint à sa position qui invalidait les traités.

En raison de ses liens naturels avec les États-Unis, la nouvelle république du Texas s'empessa de demander l'annexion par les États-Unis et l'admission dans l'Union. Personne ne doutait de l'acceptation par les Américains d'autant que le président Jackson était un ami de Sam Houston et qu'il était connu pour ses activités expansionnistes. Dès avril, un projet fut déposé au Congrès mais il se heurta à l'opposition des abolitionnistes, dont l'influence politique dans le pays et au Congrès ne faisait que croître. De plus, en raison de la taille du Texas et de la possibilité de l'admettre entier ou morcelé en États plus petits (on parlait de cinq États), et tous esclavagistes, une coalition de Nordistes s'attela à obtenir le rejet de la demande d'annexion. En effet, le document précisait clairement que le Texas sollicitait son entrée comme État esclavagiste, ce qui remettait encore en cause le fragile équilibre entre les *free states* et les *slave states* qui étaient au nombre de treize chacun. Par réalisme politique, le Président préféra ne pas insister pour ne pas détruire le consensus minimal des nordistes et sudistes composant le Parti démocrate. Par ailleurs, depuis l'adoption des *gag rules* modifiant le règlement intérieur du Congrès (en vigueur de 1836 à 1844), les débats sur la question de l'esclavage étaient interdits, ce qui avait instauré une conspiration du silence et le choix prudent de ne pas empoisonner la vie politique. Hors du Congrès, les abolitionnistes ne se privaient pas d'accuser les Sudistes de comploter systématiquement pour augmenter le nombre d'esclaves au Texas en particulier et aux États-Unis en général. Ils donnaient pour preuve le fait que la majorité des colons s'étant installés au Texas venaient du Sud.

La question fut donc provisoirement close. Il fallait à présent prendre position vis-à-vis d'un Texas indépendant. Ce n'est que le 3 mars 1837,

quasiment un an après l'indépendance, que les États-Unis reconnurent formellement la république et envoyèrent un chargé d'affaires auprès du gouvernement texan. En juillet, des relations diplomatiques furent solennellement établies avec la *Lone Star Republic* (c'est une référence au drapeau texan qui reprend les couleurs du drapeau américain mais avec une seule étoile), présidée par Sam Houston. S'ouvre alors une ère paradoxale durant laquelle les États-Unis se virent dotés d'un nouveau voisin engagé dans un processus d'établissement de relations diplomatiques avec des nations étrangères, alors que toute la rationalité de la politique étrangère américaine depuis les années 1820 avait été de débarrasser l'Amérique du Nord de toute influence et ingérence étrangère. Faute d'avoir obtenu le soutien total des États-Unis, le Texas se tourna naturellement vers les puissances européennes pour être soutenu dans ses relations conflictuelles avec le Mexique. Celui-ci menaçait sans cesse de réoccuper le Texas et, à deux reprises en 1842, les forces mexicaines firent des incursions au nord du Rio Grande.

Outre le danger venu du Mexique, le Texas menaçait de s'effondrer en raison de sa dette extérieure aggravée par les dépenses militaires et gouvernementales. En 1837, espérant profiter du changement de président, le plénipotentiaire texan auprès de Washington déposa à nouveau une demande d'annexion qu'il fut contraint de retirer devant la réticence de Martin Van Buren à risquer une crise nationale sur l'extension de l'esclavage. À la différence de Sam Houston qui croyait aux liens indissociables avec les États-Unis, le nouveau président du Texas, Mirabeau Bonaparte Lamar, prit acte du refus américain et entreprit une politique de recherche de partenaires étrangers ; il lança aussi une politique expansionniste en direction du Pacifique, en envoyant la Mission Santa Fé en 1842. Le pays se trouvait au bord du gouffre financier et n'avait plus de choix qu'entre l'annexion par les États-Unis et la mise sous tutelle britannique.

Les Français et les Britanniques furent les premières puissances européennes à reconnaître l'indépendance du Texas. Après un temps de surprise face à l'attitude des États-Unis refusant l'annexion, ils tissèrent d'étroites relations avec le Texas qu'ils avaient le plus grand intérêt à voir conserver son indépendance. La première raison était que les Texans

serviraient de tampon (les Espagnols et les Mexicains l'avaient aussi espéré) entre les États-Unis et le Sud, y compris les possessions britanniques d'Amérique centrale et des Caraïbes. Sa taille conjuguée à celle du Mexique et de l'Amérique du Nord britannique permettraient la mise en place d'un équilibre des puissances sur le continent. Par ailleurs, le simple fait de l'existence du Texas était de nature à empoisonner le climat politique aux États-Unis en radicalisant les Sudistes contre les autres « sections » les empêchant de s'étendre vers l'Ouest au Texas. Plus prosaïquement, le Texas était déjà un producteur de coton et de denrées alimentaires que les Français et les Britanniques aspiraient à employer. Les Britanniques, forts de leur puissance commerciale, espéraient négocier des accords de libre-échange avec le Texas, ce qui par contraste obligerait les États-Unis à reconsidérer leur politique commerciale de droits de douane élevés. Même les abolitionnistes britanniques plaçaient de grands espoirs dans ce pays où ils pensaient pouvoir exercer leur influence salubre et obtenir l'abolition de l'esclavage. Les États-Unis seraient alors mis face à l'absurdité de leur entêtement à conserver ce système odieux alors qu'ils se présentaient comme la seule grande république anglo-saxonne d'Amérique du Nord. En 1840, la Grande-Bretagne reconnut officiellement le Texas et signa avec lui des traités d'amitié et de commerce, de même que la France. En 1842, le Texas fit appel à la Grande-Bretagne qui offrit ses bons offices entre le Mexique et le Texas.

Sam Houston, revenu au pouvoir en 1842 - car la constitution du Texas ne permettait pas à un président de se représenter immédiatement aux élections présidentielles au terme de son mandat, lequel était limité à quatre ans - résolut de tirer profit de l'inquiétude suscitée aux États-Unis par les calculs politiques britanniques et français, ainsi que par la réalité et la visibilité de leur présence au Texas. Le président Tyler tenta bien de remettre à l'ordre du jour la question de l'annexion, mais l'opposition était encore virulente, jusque dans son gouvernement divisé sur cette question. Lorsque le secrétaire d'Etat Webster finit par démissionner en 1843 (en partie pour préparer sa propre candidature aux élections présidentielles de 1844), il se sentit plus libre d'œuvrer pour influencer le Congrès en mettant en avant l'argument du renouveau de l'hégémonie des

Britanniques qui souhaitent faire du Texas un État fantoche. Aux Sudistes, il brandit le spectre de l'abolition de l'esclavage au Texas. Aussi, en septembre 1843, le nouveau secrétaire d'État, Abel Upshur ouvrit des négociations avec Sam Houston qui, avant de reposter la candidature de son pays, espérait avoir des garanties qu'elle serait acceptée. Menaçant, il laissa entendre que si elle était encore une fois rejetée, il lui faudrait « rechercher un autre ami ». La mort accidentelle d'Upshur obligea le Président à choisir un nouveau ministre et son choix se porta sur Calhoun ; si Upshur, originaire de Virginie, était connu pour ses vues modérées sur l'esclavage, Calhoun en était l'un des plus fervents défenseurs. Ce choix maladroit était donc de nature à mettre en danger l'annexion au Congrès par le simple fait qu'elle serait défendue par Calhoun et susciterait l'opposition automatique des abolitionnistes.

Pourtant, le 12 avril, imperturbable, le président Tyler signa le traité d'annexion du Texas et le transmit au Sénat qui reporta la discussion du document au mois de mai, en attendant la désignation par les partis de leurs candidats aux élections présidentielles. Le Texas devint alors, comme l'Oregon, un enjeu électoral. James K. Polk, qui avait pris le pouls de la nation, promit l'annexion des deux territoires et obtint l'investiture du parti démocrate. Il semblait donc clair que le sens de l'histoire portait le pays vers l'annexion du Texas. Mais cela n'était pas aussi clair pour les représentants du peuple. Lorsque s'ouvrirent les discussions au Sénat au début du mois de juin, le traité de Tyler fut rejeté à 35 contre 16. La quasi-totalité des sénateurs whigs et sept sénateurs démocrates (déçus de l'éviction de Van Buren) votèrent contre le traité. En novembre, les élections portèrent James K. Polk à la présidence sur un programme promettant la réoccupation de l'Oregon et la ré-annexion du Texas. Ce dernier terme avait pour finalité de faire croire que le Texas avait toujours appartenu aux États-Unis et que John Quincy Adams (à présent chef de file des whigs abolitionnistes à la Chambre des représentants) l'avait à tort cédé aux Espagnols en 1819. Le résultat des élections fut donc interprété par les démocrates et par le Président comme un mandat clair pour une politique expansionniste.

Tyler, soucieux de marquer une présidence plutôt terne par une action d'éclat, entreprit de remettre à l'ordre du jour l'annexion du Texas avant

de quitter le pouvoir en mars de l'année suivante. Dans son message au Congrès de décembre 1844, il revint sur sa crainte de voir la France et la Grande-Bretagne prendre l'ascendant sur le Texas et déclara que les élections venaient de donner un signal fort en faveur de l'annexion immédiate. Sachant qu'il risquait d'essuyer un autre refus en présentant son projet au Sénat, il décida de faire appel au Congrès dans sa totalité, rompant avec toutes les pratiques de la République. La méthode choisie fut la résolution conjointe (*joint resolution*) qui avait l'avantage de ne pas être un traité soumis à une majorité des deux tiers au Sénat et de n'avoir besoin que d'une majorité simple dans chaque Chambre. À l'objection du Comité des Affaires étrangères du Sénat, contrôlé par les whigs qui affirmaient qu'un territoire ne pouvait être annexé que par traité, Tyler rétorqua qu'il s'agissait d'admettre le Texas comme État et non comme territoire, s'appuyant sur une disposition de la Constitution selon laquelle c'était au Congrès d'accueillir dans l'Union les nouveaux États (Article IV, section 3).

Au terme d'une intense discussion tournant essentiellement sur la question de l'esclavage, le 25 janvier 1845, la Chambre des représentants vota en faveur de l'annexion à 120 contre 98 puis transmit la résolution au Sénat qui, après l'avoir amendée, l'approuva le 27 février à 27 contre 25. La répartition des votes montre que tous les sénateurs démocrates et trois whigs votèrent en faveur de l'annexion. La résolution amendée fut réexaminée par la Chambre qui devait se prononcer sur l'idée de renégocier avec le Texas pour que l'annexion soit faite selon des termes issus d'une négociation et non par une décision unilatérale des États-Unis. Le Président signa la Loi le 1^{er} mars, soit trois jours avant l'investiture de son successeur. Le lendemain, il prit une initiative vidant un peu de sa substance l'amendement du Sénat en proposant au Texas d'entrer dans l'Union selon les termes de la première résolution votée par la Chambre. Le Texas entra donc dans l'Union selon une procédure inédite pour une affaire aussi importante que l'accroissement de l'Union. En entrant dans l'Union, il transférait d'office aux États-Unis la gestion de ses frontières. La résolution conjointe prévoyait l'envoi d'une constitution au plus tard le 1^{er} janvier 1846 et la possibilité de diviser le Texas en quatre États

maximum. Le compromis du Missouri y serait applicable : l'esclavage ne pourrait être instauré au nord du parallèle 36°30'.

Les Britanniques firent une dernière tentative pour dissuader le Texas d'accepter l'annexion en faisant pression sur le Mexique pour qu'il reconnaisse l'existence du Texas, mais sans succès. Le 4 juillet, le Texas ratifia le traité d'annexion. Le 6 mars 1845, le Mexique avait rompu ses relations diplomatiques avec les États-Unis. Aucun argument justifiant l'absorption de son territoire par les États-Unis n'était acceptable aux yeux des Mexicains. Dans le même temps, les expansionnistes se félicitaient d'avoir enfin officialisé des liens évidents et naturels entre le peuple américain vivant aux États-Unis et les Américains transplantés au Texas. Les peuples en étaient satisfaits, les gouvernements y trouvèrent des raisons d'espérer en l'avenir et de commencer à envisager la possibilité d'étendre cet empire au Pacifique. Par ricochet, l'annexion du Texas renforça la détermination du gouvernement de trouver un compromis satisfaisant pour la question de l'Oregon.

La guerre contre le Mexique

L'attitude mexicaine constitue en l'occurrence un tragique exemple de mauvais calcul politique et de mauvaise appréciation de l'opportunité de l'action militaire. N'ayant pas, pour des raisons internes, engagé la majorité de leurs forces contre le Texas alors qu'il était faible et vulnérable, le Mexique décida de s'attaquer aux États-Unis, autrement plus armé financièrement et humainement que le Texas. De plus, les Mexicains ne prirent sans doute pas la mesure de la détermination du président Polk engagé dans une politique expansionniste impliquant la suppression de l'obstacle mexicain. Les historiens s'interrogent encore sur l'importance intrinsèque du Texas pour Polk et les expansionnistes commerciaux whigs sans lesquels les voix du parti démocrate n'auraient pas suffi pour cautionner les actions diplomatiques de Polk. Une interprétation convaincante est celle qui consiste à dire que l'objectif final de Polk et des expansionnistes était l'accès à l'océan Pacifique, ce qui explique les opérations conjointes en direction de l'Oregon et du Mexique. Pour ce faire, l'annexion du Texas et la guerre contre le

Mexique n'étaient que des moyens pour repousser les Mexicains au sud du Rio Grande et donner un accès à la côte Ouest par le sud-ouest, tandis que l'Oregon fournissait un accès par le nord-ouest. Cette explication permet de comprendre la répartition des votes sur l'expansion qui, sans donner de majorité écrasante, se décomposent en une coalition objective de la totalité des démocrates du Sud, de la quasi-totalité des démocrates du Nord et de l'Ouest, de la totalité des whigs du Sud et de l'Ouest et de quelques whigs du Nord soutenant l'expansion économique du pays. Cette coalition étant très précaire en raison de logiques internes propres à chaque parti et de l'influence des abolitionnistes sur chaque parti.

Comme nous l'avons vu précédemment, Polk ne craignait pas de recourir à un langage belliqueux pour arriver à influencer le cours des relations avec les puissances étrangères. De son côté, le gouvernement mexicain avait menacé à plusieurs reprises le gouvernement américain de rompre ses relations diplomatiques avec lui si les États-Unis annexaient le Texas. Toutefois, à mesure que les années passaient et que le Texas conservait son indépendance, la position mexicaine s'avérait absurde car il suffisait de leur rétorquer qu'ils n'avaient qu'à reprendre leur souveraineté sur le Texas tant qu'ils le pouvaient. De plus, dans le différend frontalier opposant le Texas au Mexique, le président Polk soutenait ouvertement la thèse du Rio Grande et, par conséquent, la validité du traité de San Jacinto que les Mexicains dénonçaient comme un document léonin de surcroît dénoncé par Santa Anna lui-même et ses successeurs. Ce désaccord sur le degré de pression acceptable pour rendre un traité légal se doublait d'une absurdité de fait : durant près de dix ans, ni le Mexique, ni le Texas n'avait pris de mesure pour occuper la zone litigieuse entre le Rio Grande (frontière pour le Texas) et le fleuve Nueces (frontière selon le Mexique) et ainsi matérialiser leur interprétation du traité de San Jacinto.

Il est ainsi fascinant de constater que les deux États s'arc-boutaient sur des déclarations de principe que ni l'un ni l'autre n'avaient la volonté ou la capacité de défendre. L'affaire prit un tour nouveau après l'annexion du Texas par les États-Unis et le transfert du différend au gouvernement des États-Unis. Le Président reprit à son compte le principe du Rio Grande

comme frontière et déclara que tout le territoire au nord du fleuve était sous la juridiction des États-Unis et accula le gouvernement mexicain à réagir à cette double insulte sous peine de se voir totalement discrédité sur le plan national et international. Celui-ci interpréta, à juste titre, la déclaration américaine comme le prélude à une annexion unilatérale et arbitraire de tout territoire mexicain qu'il jugerait utile et désirable.

En effet, Polk prit des mesures pour faire pression sur le Mexique dès que le Texas eut accepté officiellement l'annexion en été 1845. Dès le mois de juillet, il dépêcha le général Zachary Taylor et 3 900 hommes au Texas. Leur mission était de défendre le territoire nouvellement acquis contre une invasion du Mexique. Le choix de Taylor était de mauvaise augure car il était de la même trempe que le général Andrew Jackson et tout à fait susceptible d'agir comme ce dernier qui avait outrepassé ses ordres et envahi la Floride en 1818. De plus, au plan politique, le caractère et l'alignement de Polk et Taylor s'avérèrent rapidement incompatibles, car le whig Taylor semblait plus intéressé par la guerre comme moyen de s'assurer la victoire aux élections présidentielles de 1848 plutôt qu'une fin en soi. Au tout début, cependant, Taylor agit avec beaucoup de mesure et s'en tint à ses instructions qui étaient de démontrer la légitimité de la revendication américaine en occupant effectivement la zone au sud du fleuve Nueces. Il lui était recommandé de descendre jusqu'au Rio Grande aussi loin que « la prudence le commanderait ». Il ne devait prendre aucune initiative offensive et éviter les zones contrôlées effectivement par le Mexique, c'est-à-dire où des fonctionnaires mexicains étaient visibles. En août, les troupes américaines se fixèrent à Corpus Christi sur la rive occidentale du Nueces et elles y demeurèrent jusqu'en mars 1846.

Parallèlement à ce déploiement de force militaire, Polk décida d'envoyer secrètement des agents au Texas avec pour mission d'inciter le président du Texas, Anson Jones, à occuper la zone comprise entre le Nueces et le Rio Grande. Ces agents devaient compléter les ordres des soldats américains présents au Texas en leur faisant comprendre qu'ils devaient assister les troupes texanes si leur gouvernement prenait la décision d'occuper toute la zone litigieuse. Pour ce faire, le commodore John D. Sloat de la marine des États-Unis reçut l'ordre secret d'occuper

tous les ports de Californie si le Mexique attaquait le Texas. Ainsi, dès l'été 1845, le président Polk mit en place un maillage militaire en vue d'un conflit qui lui semblait inévitable et même souhaitable. La raison militaire de l'occupation des ports de Californie était qu'il craignait l'éventualité de voir les Britanniques faire mouvement vers le port de San Francisco à partir de l'Oregon. L'intérêt des États-Unis pour la Californie était assez ancien comme le démontraient à la fois l'offre d'achat de la baie de San Francisco et de la Haute Californie par le président Andrew Jackson dans les années 1830 et la proposition faite aux Britanniques en 1842 par le président Tyler qui acceptait le fleuve Columbia comme frontière de l'Oregon si les Britanniques parvenaient à convaincre les Mexicains de céder la Haute Californie aux États-Unis.

Cette dernière proposition avait d'ailleurs donné lieu à un épisode ubuesque et prémonitoire des relations entre les États-Unis et le Mexique. En effet, persuadé que les États-Unis étaient en guerre contre le Mexique, le commodore Thomas ap Catesby Jones avait pris la ville de Monterey, capitale de la Californie, et annexé la province mexicaine au nom des États-Unis sans résistance et avec la bénédiction de ses habitants américains et mexicains. Lorsqu'il eut confirmation - comme les Mexicains - que son pays n'était pas en guerre, il avait retiré ses troupes, s'était excusé et avait restitué le port aux fonctionnaires mexicains. Le gouvernement américain l'avait certes suspendu de ses fonctions et désavoué publiquement en s'excusant officiellement auprès du gouvernement mexicain lequel décida toutefois de clore toute négociation concernant le port de San Francisco. Il n'avait pas apprécié cette manifestation plutôt symptomatique de l'état d'esprit de certains Américains trop prompts à se saisir des possessions mexicaines *manu militari*.

Pourtant, malgré l'intérêt théorique des États-Unis pour la Californie, l'installation de colons américains dans cette province avait été assez lent comme ce fut le cas pour l'Oregon. Les premiers Américains à avoir jugé profitable de faire le long et dangereux voyage vers la Californie étaient, dès les années 1820, soit des marins engagés dans la chasse à la baleine faisant relâche dans les ports mexicains après le long périple par le Cap Horn, soit des trappeurs et des aventuriers passant par les montagnes

Rocheuses après avoir survécu à la périlleuse piste de l'Oregon. À la fin des années 1830, un flux continu de colons avait commencé à emprunter cette piste pour ce rendre en Oregon ou pour continuer vers la Californie au climat plus clément. Ils furent particulièrement encouragés à le faire par le récit du capitaine Charles Wilkes qui, en 1841, lors de son voyage en Oregon pour déterminer la navigabilité du fleuve Columbia, avait aussi visité la Californie. Il confirma l'intérêt commercial et stratégique du port de San Francisco, comme l'un des meilleurs du monde. Soulignant la faiblesse de l'emprise mexicaine en Californie, il considérait que la province deviendrait inévitablement indépendante et tomberait sans coup férir dans le giron des États-Unis.

Un autre explorateur-soldat, John C. Frémont, contribua encore plus à populariser la Californie, dans les milieux spécialisés - politiques, militaires et économique - mais aussi auprès de l'opinion publique dont il parvint à capter l'imagination. Après son périple de l'hiver 1843-1844 en Californie, il publia le récit de sa terrible traversée des Rocheuses décrivant son arrivée en Californie comme de l'entrée des Hébreux en Terre promise. Quant aux avantages économiques et commerciaux, ils furent démontrés, entre autres par un négociant de Nouvelle-Angleterre installé à Monterey depuis le début des années 1830, Thomas O. Larkin. Il écrivait des articles pour plusieurs publications de la côte Est et, en 1843, obtint le premier poste de consul des États-Unis en Californie. Selon lui, plus d'un millier d'Américains vivaient déjà en Californie où il s'attendait à un afflux important en raison des potentialités de la province délaissée par le Mexique.

Face à la migration des Américains, le Mexique poursuivit la même politique qu'au Texas en tentant de la contrôler et en demandant à certains colons de repartir aux États-Unis, sans que les fonctionnaires locaux n'eussent les moyens de l'appliquer. Le nombre de Mexicains d'origine espagnole ne dépassait pas 7 000 et les autorités mexicaines ne contrôlaient effectivement la province que jusqu'à hauteur de San Francisco et se cantonnaient à la bande côtière. Le reste de la population était composé de métis, d'Indiens et d'Américains. Lorsqu'il accéda à la présidence, Polk avait des idées précises sur la Californie qu'il souhaitait acheter au Mexique. Si le Mexique refusait, il envisageait sérieusement

de la prendre par la force en encourageant les habitants à se révolter et, ensuite, demander l'annexion par les États-Unis. En 1845, Larkin fut secrètement chargé d'encourager le séparatisme et d'obtenir l'annexion par les États-Unis. Il devait assurer les habitants de Californie de la totale « collaboration des États-Unis vis-à-vis d'une république-sœur » s'ils s'affranchissaient de la tutelle mexicaine.

Parallèlement et de manière officielle, Polk envoya un plénipotentiaire au Mexique pour ouvrir des discussions sur les différends entre les deux pays. À la mi-octobre, il fut informé que le président Herrera était disposé à recevoir un envoyé américain, mais uniquement pour discuter de la frontière du Texas. Il préféra envoyer une personnalité importante, le démocrate John Slidell de Louisiane, connu pour ses positions expansionnistes, en qualité d'envoyé extraordinaire et plénipotentiaire. Ses instructions étaient d'ouvrir des négociations avec le Mexique sur le Texas, la Californie et l'indemnisation des Américains ayant subi des dommages pendant les insurrections au Mexique. Slidell avait des propositions précises pour l'établissement de la frontière (de l'embouchure du Rio Grande à El Paso, puis au nord jusqu'au 42^e parallèle en traçant un trait jusqu'au Pacifique) ; il pouvait offrir 25 millions de dollars pour la Californie et le Nouveau-Mexique et même pousser jusqu'à 40 millions en cas de besoin. Les États-Unis étaient disposés à prendre en charge les indemnités que le gouvernement mexicain n'arrivait pas honorer.

Lorsqu'il arriva à Mexico au début du mois de décembre 1845, Slidell trouva le Mexique au milieu d'une énième crise gouvernementale, ce qui laissait très peu de marge de manœuvre au gouvernement Herrera. Celui-ci se suicidait politiquement s'il cédait à toutes les demandes américaines. De plus, l'opinion mexicaine, informée de l'arrivée de la « mission secrète » américaine, était violemment opposée à toute capitulation de son gouvernement. Le simple fait de recevoir Slidell, envoyé de très haut niveau, signifiait que le Mexique renonçait à la rupture de ses relations diplomatiques en acceptant d'envoyer un fonctionnaire de rang égal. Du fait de la maladresse de Polk qui refusait de voir la logique interne du Mexique, ce pays se voyait dans l'incapacité de discuter du Texas ou de la Californie sous une forme lui permettant de sauver les apparences.

Certes Slidell ne fut pas l'unique responsable de la chute du gouvernement Herrera mais il est certain que sa présence l'accéléra. Il écrivit au secrétaire d'État James Buchanan, en des termes racistes, qu'il ne fallait rien attendre des Mexicains insistant sur leur incapacité à se gouverner eux-mêmes et sur la nécessité pour les États-Unis de leur apprendre à se comporter.

La nouvelle de l'échec de Slidell parvint au Président au début du mois de janvier 1846. Le 13 janvier, il ordonna au général Taylor d'occuper la rive orientale du Rio Grande pour augmenter la zone d'occupation américaine. Il espérait sans doute forcer la main aux Mexicains. Le 28 mars, après quelques escarmouches avec la cavalerie mexicaine, les troupes occupèrent la partie sud de la zone litigieuse et s'installèrent à l'embouchure du fleuve. Le camp devint Fort Texas. En face, à Matamoros, les Mexicains disposaient d'une garnison de 3 000 hommes. De son côté, Slidell reçut pour instruction de demeurer au Mexique en attendant que le gouvernement mexicain quel qu'il fût le reçût et ouvrît des négociations. Or, sur le terrain, les événements s'accéléchèrent. Le 12 avril, après avoir renforcé la garnison de Matamoros avec 2 000 hommes, le Mexique ordonna au général Taylor de se replier sur le fleuve Nueces, ce qui témoignait d'une sorte d'ironie car le Mexique reconnaissait ainsi, de fait, l'annexion du Texas par les États-Unis. En réponse, Taylor décida d'établir un blocus de l'embouchure du Rio Grande pour asphyxier Matamoros. Il qualifia sa décision de « précaution défensive » alors qu'il s'agissait, en droit international, d'un acte de belligérance. La provocation était telle que le gouvernement mexicain se déclara en « guerre défensive » contre les États-Unis du fait du blocus instauré par Taylor. Le 21 avril, 1 600 Mexicains traversèrent le fleuve au-dessus de Fort Texas. Le 25, la confrontation entre les deux armées eut lieu, au cours d'une attaque des troupes américaines par les Mexicains, au nord du fleuve. Onze soldats américains furent tués, le reste du détachement fut capturé. Taylor s'empressa d'annoncer à Washington que les hostilités avaient commencé dès qu'il en eut connaissance le 27.

Suivant son propre calendrier, le 9 mai, *avant* d'avoir reçu la dépêche de Taylor, Polk décida de convoquer son gouvernement pour discuter de

son intention de demander au Congrès de déclarer la guerre au Mexique. Le Cabinet fut presque unanime, à l'exception de Buchanan, secrétaire d'État et de George Bancroft, secrétaire à la Marine, pour demander la guerre. Les deux ministres particulièrement en première ligne pour gérer une guerre y étaient opposés pour des raisons pragmatiques car la question de l'Oregon n'était toujours pas réglée et la possibilité d'une guerre contre la Grande-Bretagne était encore présente. Ils redoutaient une coalition entre la Grande-Bretagne et le Mexique contre les États-Unis. Après avoir réussi à les convaincre, Polk se retira pour rédiger le Discours de guerre (*War message*) qu'il avait l'intention de soumettre au Congrès le mardi suivant, 12 mai. Le soir même, il reçut la nouvelle de l'attaque mexicaine et convoqua à nouveau son Cabinet. La nouvelle se répandait déjà dans la capitale. Le contexte avait à présent changé puisque les États-Unis se trouvaient dans la position de la victime d'une odieuse attaque mexicaine.

Le 11 mai, le message réécrit fut présenté au Congrès qui vota massivement en faveur de la guerre afin de venger le sang américain versé. Les démocrates majoritaires à la Chambre des représentants limitèrent les débats à deux heures, ce qui ne laissa que peu de place à ceux qui souhaitaient exprimer des avis divergents. Il fallait se prononcer sans avoir le temps d'examiner de près le message du Président et ses annexes. Les plus virulents parvinrent tout de même à dénoncer l'hypocrisie du Président qui avait tout fait pour créer un incident conduisant à la guerre et avait fait tomber les Mexicains dans un piège. La Chambre vota pour la guerre à 174 contre 14. Le Sénat fit de même après un débat houleux à la majorité écrasante de 40 contre 2. Le Président fut autorisé à mobiliser 50 000 volontaires et un budget de dix millions de dollars fut voté.

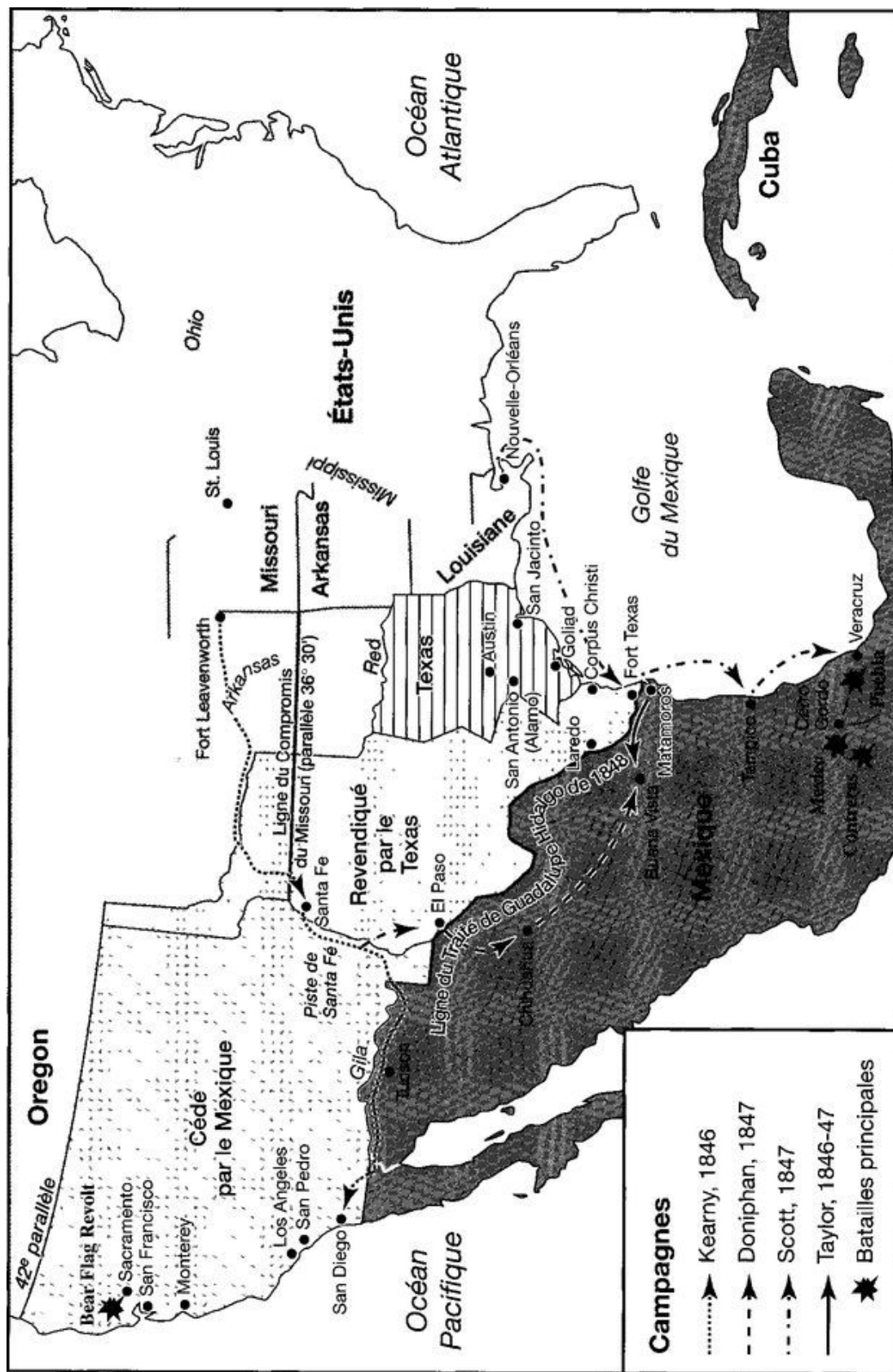
N'ayant pas réussi à empêcher la guerre, les abolitionnistes s'évertuèrent alors à obtenir un engagement explicite à ne pas étendre l'esclavage dans les territoires éventuellement conquis du Mexique. Malgré les dénégations, sans doute sincères de Polk, la guerre était devenue synonyme d'extension de l'esclavage, de même que l'annexion du Texas en son temps. Le parti des abolitionnistes tenta, par l'intermédiaire de David Wilmot, jeune représentant démocrate de

Pennsylvanie, d'assortir la loi de financement de la guerre présentée en août 1846 d'une clause restrictive. En substance, le *Wilmot Proviso*, demandait la clarification des buts de guerre et, surtout, la promesse que l'esclavage ne serait pas introduit ou rétabli dans les territoires conquis au cours du conflit. La clause ne fut pas adoptée bien qu'elle fût présentée plusieurs fois car Wilmot ne parvenait pas à coaliser tous les Nordistes derrière lui. Toutefois, en créant le débat sur l'esclavage au sein du Congrès, Wilmot réussit le tour de force de faire voler en éclat les *gag rules* et de remettre l'esclavage, son extension, son abolition au cœur du débat politique américain. De nouvelles lignes de partage commencèrent à se former à l'intérieur des partis entre partisans et adversaires de l'esclavage. Ainsi, Wilmot, démocrate expansionniste réagissait comme un Nordiste abolitionniste alors que certains whigs agissaient en Sudistes.

Le problème majeur du gouvernement de Polk devenait donc de mener une guerre la plus brève possible débouchant sur une victoire qui soit à même de faire taire toutes les controverses. Il pensa un temps accéder à la proposition du général Santa Anna, alors en exil à La Havane, qui, en février 1846, avait fait savoir au gouvernement américain qu'il aplanirait tous les différends si ce dernier l'aidait à reconquérir le pouvoir au Mexique. Le commandant de la flotte américaine au large de Veracruz reçut pour instruction de faciliter le retour de Santa Anna au Mexique le moment venu. Effectivement, en août, Santa Anna fut autorisé à franchir le blocus américain, il débarqua au Mexique et prit la tête d'une « Armée de libération » alors que le Mexique semblait dans la révolution. Toutefois, il revint sur ses promesses en annonçant qu'il faudrait attendre les élections prévues au Mexique en décembre. Il leva une armée de 25 000 hommes et s'engagea clairement dans la reconquête de son pouvoir perdu et contre les États-Unis. Malgré ses errements politiques, Santa Anna demeurait l'un des chefs militaires les plus capables du pays et les Américains venaient imprudemment d'ouvrir un nouveau front de guerre au sud du Mexique dans la région de Veracruz. Par ailleurs, les Mexicains étaient très au fait de l'importance de l'opposition à la guerre aux États-Unis, des tensions diplomatiques entre les États-Unis et la Grande-Bretagne au sujet de l'Oregon. Ils entendaient bien profiter de leur supériorité numérique et de l'avantage d'être sur leur propre terrain

pour vaincre les États-Unis à l'usure. L'heure n'était donc pas encore aux négociations de paix.

La guerre se déroula sur trois fronts distincts. Le premier fut placé sous le commandement du général Taylor qui reçut l'ordre de franchir la frontière et



Carte 7. Le Texas et la guerre contre le Mexique (1820-1848) U

de pénétrer sur le sol mexicain ; un autre contingent devait quitter Fort Leavenworth et pénétrer au Mexique par la ville de Santa Fé. En mars 1847, la ville de Chihuahua fut occupée par l'armée américaine. Le deuxième front était la Californie où se déroulaient de curieux événements. En mai 1846, les Californiens renversèrent le gouverneur de la province et mirent fin à la souveraineté mexicaine à la suite de ce qu'ils appelèrent la « Bear Flag Revolt » (« révolte du drapeau à l'ours »). Le capitaine Frémont était apparu pour la première fois sur la scène californienne en hiver 1843. Puis, il était revenu à la tête d'une troupe de soixante-deux hommes armés dans le but de vérifier quel était le meilleur passage pour la Californie par le nord des Rocheuses. Le commandant de la place de Monterey lui avait intimé l'ordre de quitter la province. Il s'était donc replié, avec ses hommes, dans la vallée de Sacramento et en Oregon en mai 1846. Arriva alors à Monterey un officier de marine porteur d'un message pour le consul Larkin et pour Frémont ; ces messages, dont le contenu n'a pas été conservé, eurent pour conséquence immédiate (coïncidence ?) le retour de Frémont, assisté cette fois de Californiens, dans la région de San Francisco et le début d'une série de révoltes. Frémont assura qu'il était en service commandé et secret, agissant sous les ordres directs du président Polk. Ayant appris officiellement que la guerre était à présent déclarée entre le Mexique et les États-Unis, Frémont joignit ses forces au commodore Sloat et au capitaine Robert F. Stockton pour prendre possession de la Californie. À partir du mois de juillet, ils prirent la zone entre Monterey et Los Angeles. La conquête ne fut effective qu'en janvier 1847, car Stockton dut faire face à une révolte contre l'occupation américaine à Los Angeles en septembre.

Le troisième front fut maritime et terrestre : il s'agissait d'envahir le Mexique par la mer en débarquant à Veracruz. Le major général Winfield Scott était chargé de la mission délicate de mener les troupes de la Nouvelle-Orléans au port mexicain pour ensuite faire route vers Mexico. Scott était aussi un whig déclaré et avait des ambitions politiques aussi limpides que son confrère Zachary Taylor. Faute d'avoir réussi à trouver

un général compétent et démocrate, Polk fut contraint de confier le commandement à cet homme aguerri et ayant une expérience des situations précaires, comme il l'avait démontré durant les années d'instabilité à la frontière du Nord-Est. En mars 1847, Scott partit à la tête de 10 000 hommes et prit Veracruz le 29 mars. Il rencontra l'armée de Santa Anna qui venait de perdre une bataille contre Taylor à Buena Vista. La bataille de Cerro Gordo fut une nouvelle victoire pour les troupes américaines. Après avoir pris la ville de Puebla, Scott se mit en marche sur Mexico au début du mois d'août 1847.

À ce stade du conflit, Polk jugea qu'il était temps de proposer des négociations en désignant un envoyé spécial, Nicholas Trist, chef de bureau au Département d'État. Ancien consul à La Havane, il parlait l'espagnol et, surtout, était un démocrate déclaré, ce qui lui donnait l'avantage d'avoir la confiance du Président et de pouvoir contrecarrer Scott si nécessaire. Dès la mi-avril, il reçut pour instruction d'offrir jusqu'à 30 millions de dollars pour la cession du Nouveau-Mexique, de la Haute et de la Basse Californie, ainsi que la reconnaissance du Rio Grande comme frontière du Texas. Il devait aussi demander un droit de passage sur l'isthme de Tehuantepec et offrir le paiement par les États-Unis des indemnités dues par le Mexique. La base de la négociation devait être le Rio Grande, la Haute Californie et le Nouveau-Mexique. Aussi, Trist prit la route immédiatement et rattrapa les troupes de Scott en mai alors que celui-ci venait de vaincre Santa Anna et de prendre Puebla. Les relations avec Scott furent épouvantables car Scott s'estimait espionné par un civil qui avait pour mission de faire la paix, se mêlant de fait aux questions militaires. Ils finirent par enterrer la hache de guerre à la fin du mois de juillet et prirent la route de Mexico en août.

Les deux hommes tentèrent d'arriver à un cessez-le-feu avant d'en venir à envahir la ville, mais ils furent encore une fois manipulés par Santa Anna. Par l'entremise de l'ambassadeur britannique, Santa Anna avait répondu favorablement à leurs offres de paix en échange d'un pot-de-vin de 10 000 dollars comptant plus 1 million après la ratification du traité de paix. Prenant sur ses fonds secrets, le général Scott versa le premier paiement. C'est alors que Santa Anna annonça que le Parlement

mexicain s'opposait à toute négociation de paix. Il ne restait plus qu'à prendre la ville pour contraindre les Mexicains à négocier. Le 20 août, l'armée de Scott se prépara à attaquer la ville. Santa Anna demanda un cessez-le-feu et la proclamation d'un armistice jusqu'à la signature d'un traité de paix. Si les négociations échouaient, la guerre pourrait reprendre. Scott devenu méfiant et soupçonnant le général de chercher à gagner du temps lança ses forces sur Mexico. Le 13 septembre, il prit la forteresse de Chapultepec et envahit Mexico le 14. Le 16 septembre, Santa Anna démissionna et un nouveau gouvernement provisoire prit la tête du pays.

L'évolution de la campagne eut aussi un effet inattendu aux États-Unis. Devant le peu de résistance des armées mexicaines, un mouvement réclamant l'invasion de la totalité du Mexique (*All Mexico Movement*) se développa et prit une telle ampleur que Polk entreprit d'accélérer la fin de la guerre. Les plus ardents défenseurs de l'annexion totale n'étaient pas, comme le pensaient les contemporains, des Sudistes ultra-expansionnistes car ils ne voyaient pas quel intérêt ils auraient eu à réintroduire l'esclavage dans des zones qui l'avaient abolies et qui étaient impropres à l'implantation des cultures faisant la richesse du Sud américain. S'il est vrai que le Texas faisait partie pour eux d'une zone d'expansion « naturelle » de l'esclavage à des fins économiques, il n'en demeure pas moins qu'ils trouvaient l'esclavage contre-productif dans le reste du Mexique. Un idéologue du Sud et éminent homme politique comme John C. Calhoun mettait même en garde ses concitoyens du danger à envahir tout le Mexique car sa population métissée, peu civilisée et soumise à l'influence du catholicisme serait très difficile à intégrer. Les Mexicains pâtissaient en tout point de la comparaison avec la civilisation anglo-saxonne et risquaient de compromettre le projet américain. De fait, les partisans les plus nombreux et les plus virulents du *All Mexico Movement* étaient des New-Yorkais et des habitants de l'Ouest, quasiment tous démocrates, justifiant leur position extrême par une interprétation large de la « destinée manifeste ». Pour eux, les États-Unis avaient l'occasion d'étendre leur empire sur la totalité de l'Amérique du Nord et devaient assumer leurs responsabilités vis-à-vis des peuples inférieurs ou en retard sur la voie de la civilisation comme les Mexicains.

Aussi le Président décida-t-il de rappeler Trist au début du mois d'octobre - la nouvelle de la chute de Mexico n'était pas encore parvenue à Washington - et d'ordonner à Scott de prendre la ville. Il craignait de voir la guerre s'éterniser, ce qui donnerait à ses adversaires le temps de se mobiliser contre la guerre et aux tenants de la conquête du Mexique d'accroître leur base politique. Toutefois, en bon politique, il instruisit Scott de modifier les instructions de Trist en demandant plus de territoire mexicain. Mais il se refusait à réclamer la totalité du Mexique. En réalité, Polk ne souhaitait que la Californie et le Nouveau-Mexique. Pour le reste, sa vision pragmatique était que Scott devait occuper tout le Mexique en attendant que les Mexicains organisent un régime stable et républicain. Une fois cette tâche accomplie, les États-Unis quitteraient un Mexique régénéré par leur influence. Toutefois, à l'intérieur du Cabinet de Polk, deux ministres étaient favorables à la conquête totale : le secrétaire d'État et le secrétaire au Trésor. Buchanan, en particulier, avait fini par vaincre toutes ses réticences concernant la guerre et était devenu à présent jusqu'au-boutiste au nom « de la destinée manifeste » des États-Unis.

Lorsque Trist apprit qu'il était rappelé à Washington, il hésita puis décida de rester en raison des dispositions favorables du nouveau gouvernement mexicain. Ceux-ci ayant été informés officieusement du rappel de Trist, lui demandèrent instamment de ne partir qu'après avoir conclu les négociations avec eux, soutenus par Scott et un membre de la légation britannique. Conscient de se mettre en porte-à-faux avec son gouvernement, Trist décida d'œuvrer pour la paix en dépit des risques encourus pour son avenir personnel. Il posa néanmoins une condition aux Mexicains : ils devaient accepter les exigences minimales contenues dans ses instructions de mai 1847. Faisant preuve d'un bon sens et d'une forme d'inconscience politique, Trist négocia un traité de paix avec un gouvernement modéré qui n'avait même pas encore obtenu la légitimation des urnes au Mexique, en pariant sur le bon sens des Mexicains et des Américains pour qu'ils acceptent la paix et respectent le traité. Le résultat de son pari fou fut le traité de Guadalupe Hidalgo,

modèle de modération et, surtout, de stabilité car ses dispositions essentielles ne furent quasiment pas remises en cause au cours des tumultueuses relations entre les États-Unis et le Mexique.

Il présenta ses arguments dans une longue lettre au président Polk que ce dernier reçut le 6 décembre 1847. Il soulignait, par exemple, la réalité suivante : les États-Unis devaient négocier pour éviter une guerre d'enlisement qu'ils ne pourraient gagner qu'au prix de nombreuses vies humaines et de sommes d'argent que le peuple américain ne s'était pas attendu à payer lorsque, en son nom, le Congrès avait déclaré la guerre au Mexique. Le Mexique venait de reprendre le cours normal de la vie politique en élisant un président provisoire qui représentait à présent la volonté populaire et était donc habilité à traiter avec l'émissaire des États-Unis. Trist ne pouvait plus reculer.

Le traité de Guadalupe Hidalgo

Après la défaite des armées mexicaines, les négociations en vue d'un traité de paix s'ouvrirent à Guadalupe Hidalgo, à proximité de la capitale Mexico. Il fut signé le 2 février 1848. Ses dispositions correspondaient aux instructions de Trist d'avril 1847 : les États-Unis devaient recevoir la Californie et le Nouveau-Mexique, province étendue comprenant le Nouveau-Mexique, l'Arizona, l'Utah et le Nevada actuels. Le Mexique reconnaissait aussi l'annexion du Texas par les États-Unis et admettait le Rio Grande comme frontière des deux pays. En échange, les États-Unis versaient la somme de 15 millions de dollars et prenaient en charge le paiement des indemnités réclamées par les citoyens pour les dommages causés pendant la guerre, soit 3,25 millions de dollars. La somme parut élevée à Polk mais elle permettait au gouvernement mexicain de sauver la face en présentant la somme comme une indemnisation versée au Mexique pour la perte de son territoire. Enfin, Polk se rendit à l'argument présentant la conquête d'un tiers du Mexique n'était pas de l'impérialisme puisque les Américains avaient légalement acquis ces territoires par traité et en versant une somme importante.

Polk était personnellement opposé au traité minimaliste de Trist mais il le transmit au Sénat pour faire taire les voix s'élevant de plus en plus

contre la guerre et, surtout, vider de sa substance le mouvement pour la conquête de la totalité du Mexique. En janvier 1848, le Sénat avait même voté une résolution condamnant la guerre comme « commencée de manière inutile et non constitutionnelle par le Président ». Henry David Thoreau venait de publier son *Essai sur la désobéissance civile* démontrant qu'il fallait résister à un gouvernement s'engageant dans une guerre injuste en refusant de payer ses impôts. Polk devait donc sauver l'essentiel en transmettant rapidement le traité au Sénat avec sa recommandation en faveur de l'approbation. Le Sénat était très divisé sur la question de la guerre et de l'adjonction de territoires pris au Mexique. Une coalition formée par quinze sénateurs whigs proposa même de restituer ses territoires au Mexique, tandis qu'une autre coalition de onze démocrates voulait augmenter les cessions mexicaines pour y inclure les provinces de Chihuahua, Coahuila, Nuevo León et Tamaulipas. Au cours du vote qui eut lieu le 10 mars, le Sénat approuva néanmoins le traité à 38 voix contre 14 : 26 démocrates votèrent aux côtés de 12 whigs. Le traité entra en vigueur le 4 juillet 1848.

Le Traité eut le mérite d'arrêter la guerre et d'empêcher une escalade ayant pu aboutir à l'effondrement total du Mexique. Le jugement porté par les contemporains fut mitigé, comme en témoigne la célèbre formule du sénateur whig, Philip Hone : « [c'est un traité] négocié par un agent non autorisé, avec un gouvernement non reconnu, soumis par un président fortuit à un Sénat mécontent ». Or, sans le refus de Trist d'appliquer les nouvelles directives de Polk, les États-Unis auraient eu à faire face à une guérilla nationaliste qui aurait été plus coûteuse que la guerre elle-même. Or, celle-ci était déjà la plus coûteuse de la courte histoire des États-Unis : 1 721 victimes au combat, 11 550 morts de maladie ou de malnutrition alors que l'armée était composée de 105 000 hommes. Quant aux Mexicains, ils perdirent 50 000 hommes.

Les conséquences pour le Mexique furent une réduction drastique de sa taille : en comptant le Texas, il venait de perdre la moitié de son territoire. Les années suivantes furent marquées par une instabilité politique chronique due aux réajustements nécessaires après une telle catastrophe nationale. Quant aux États-Unis, Thomas Hart Benton pouvait bien s'exclamer qu'ils avaient enfin atteint la forme d'un «

magnifique parallélogramme ». On pourrait lui opposer la phrase d'un Emerson rempli d'inquiétude face aux failles révélées par cette guerre sur les États-Unis eux-mêmes : « Les États-Unis vont conquérir le Mexique, mais ce sera comme pour l'homme qui avale de l'arsenic, le Mexique nous empoisonnera. » Les débats consécutifs porteront sur la question tant évitée de l'extension de l'esclavage et aboutiront à une telle radicalisation des positions que les structures politiques et sociales du pays en seront profondément ébranlées. La conquête du Mexique ouvrit de nouvelles perspectives aux États-Unis et conduisit, à terme, à la conquête des terres indiennes de l'intérieur. Mais elle aboutit aussi à la guerre civile.

Quant au président Polk, le fait d'avoir tant contribué à l'élargissement du pays, qui en fait l'égal de Jefferson et de son achat de la Louisiane, ne lui porta pas bonheur politiquement. En 1848, le peuple choisit un héros de la « Guerre de M. Polk », Zachary Taylor, troisième d'une liste de généraux-présidents après George Washington et Andrew Jackson. La guerre avait certes étendu « l'aire de la liberté » en complétant l'acquisition de l'Oregon par celle de la Californie et du Nouveau-Mexique. En quelques années, les États-Unis se trouvaient possédant une façade pacifique allant de Puget Sound à San Diego et le port prisé de San Francisco qui donnait enfin accès au mythique marché asiatique. Le territoire national avait augmenté de deux tiers. Pourtant, certains s'inquiétaient de la méthode de Polk à la fois au plan de la déclaration de guerre au Mexique et de l'acquisition aussi rapide d'un si grand territoire. Non seulement il exacerbait la controverse au sujet de l'esclavage, mais il posait de nouveaux problèmes moraux liés à l'anglo-saxonisme agressif qui avait accompagné le déroulement de la guerre.

Interventions armées à l'étranger (1820-1860)

1820-23 Afrique	Opérations de la Marine contre les navires négriers pour faire appliquer la Loi de 1819 interdisant le commerce transatlantique des esclaves
1822 Cuba (territoire espagnol)	Des troupes américaines ayant pour mission de mettre fin à la piraterie débarquent au nord-ouest de l'île et mettent le feu à un repaire de pirates
1823 Cuba	Bref débarquement de troupes poursuivant des pirates le 8 avril près d'Escondido ; le 16 avril près de Cayo Blanco ; le 11 juillet dans la baie de Siquapa ; le 21 juillet au Cap Cruz ; et le 23 octobre à Camrioca
1824 Cuba	En octobre, l' <i>USS Porpoise</i> a débarqué des soldats près de Matanzas à la poursuite de pirates
1824 Porto Rico (territoire espagnol)	Le commodore David Porter mène une expédition contre la ville de Fajardo qui abrite des pirates et bafoue l'honneur des officiers de marine américains. Il débarque avec 200 hommes et oblige les responsables de la ville à présenter des excuses. Il sera traduit en cour martiale pour avoir outrepassé ses pouvoirs
1825 Cuba	Débarquement conjoint de troupes britanniques et américaines en mars à Sagua La Grande pour capturer des pirates
1827 Grèce	En octobre et novembre, des détachements débarquent pour poursuivre des pirates cachés sur les îles de Argenteire, Miconi et Androse
1831-32 Îles Falklands	Le commandant de l' <i>USS Lexington</i> enquête sur la capture de trois baleiniers et cherche à protéger les intérêts américains
1832 Sumatra	Du 6 au 9 février, débarquement de troupes qui détruisent un fort pour punir les autochtones des villes de Quallah Battoo qui avaient pillé le navire américain, <i>Friendship</i>
1833 Argentine	Du 31 octobre au 15 novembre, un détachement est envoyé à terre à Buenos Aires pour protéger les biens américains et de pays étrangers durant une insurrection
1835-36 Pérou	Du 10 décembre 1835 au 24 janvier 1836 et du 31 août au 7 décembre 1836, des marines protègent les intérêts américains à Callao et à Lima durant une tentative de révolution
1836 Mexique	De juillet à décembre, le général Gaines occupe Nacogdoches au Texas, territoire revendiqué par les États-Unis, au cours de la Guerre d'indépendance du Texas ; ses ordres étaient de franchir « la frontière invisible » s'il percevait la menace d'une rébellion indienne
1838-39 Sumatra	Du 24 décembre 1838 au 4 janvier 1839, expédition punitive contre les habitants des villes de Quallah Battoo et de Mukki pour avoir détruit des marchandises américaines
1840 Îles Fidji	En juillet, expédition punitive des forces navales contre des autochtones attaquant des explorateurs et géomètres américains
1841	Un groupe de marins débarque pour venger l'assassinat d'un marin par

Ile Drummond	les habitants de l'île (archipel de Kingsmill)
1841 Samoa	Le 24 février, un groupe de marins débarque sur l'île d'Upolu, incendie des villes après l'assassinat d'un marin américain
1842 Mexique	Le commodore T.A.C. Jones, commandant de l'escadron navigant au large de la Californie, occupe le port de Monterey le 19 octobre croyant, à tort, que son pays était en guerre avec le Mexique. Lorsqu'il découvre son erreur, il se retire en saluant dignement. Une semaine plus tard, un incident identique a lieu à San Diego
1843 Chine	Des marins et des marines débarquent du <i>St Louis</i> après des heurts entre Américains et Chinois à Canton
1843 Afrique	Du 29 novembre au 16 décembre, quatre navires de la marine croisent au large de l'Afrique de l'Ouest et débarquent sporadiquement pour décourager les pirates et les négriers sur la Côte d'Ivoire, et punir les autochtones ayant attaqué des marins américains et des navires marchands
1844 – Mexique	Le président Tyler déploie des forces américaines pour protéger le Texas contre le Mexique, en attendant l'approbation par le Sénat du traité d'annexion du Texas. Il sera rejeté. Tyler dut s'expliquer auprès du Sénat
1846-48 Mexique	Guerre contre le Mexique. Le 13 mai 1846, les États-Unis reconnaissent l'état de guerre entre eux et le Mexique. Après l'annexion du Texas en 1845, les deux pays n'ont pas réussi à trouver une solution à un différend frontalier et le président Polk déclare qu'il fallait déployer des forces au Mexique pour prévenir une menace d'invasion par le Mexique
1849 Smyrne	Un détachement parvient à libérer un citoyen américain retenu par des fonctionnaires autrichiens

Bibliographie sélective

BAUER, Karl Jack, *The Mexican War, 1846-48*, 1974.

BERGERON, Paul B., *The Presidency of James K. Polk*, 1987.

BILLINGTON, Ray A., *The Far Western Frontier, 1830-1860*, 1956.

BOURNE, Kenneth, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, 1967.

BRACK, Gene M., *Mexico Views Manifest Destiny, 1821-1846 : An Essay on the Origins of the Mexican War*, 1976.

BRAUER, Kinley J., *Cotton Versus Conscience : Massachusetts Whig Politics and Southwestern Expansion, 1843-1848*, 1967.

CAMPBELL, Charles S., *From Revolution to Rapprochement: The United States and Great Britain, 1783-1900*, 1974.

CAMPBELL, Randolph B., *An Empire for Slavery : The Peculiar Institution in Texas, 1821-1865*, 1989.

CONNOR, Seymour V. & FAULK, Odie B., *North America Divided: The Mexican War, 1846-1848*, 1971.

Davis, William C., *Three Roads to the Alamo : The Lives and Fortunes of David Crockett, James Bowie, and William Barret Travis*, 1998.

DE BRUHL, Marshall, *Sword of San Jacinto : A Life of Sam Houston*, 1993.

DRINNON, Richard, *Facing West: The Metaphysics of Indian-Hating and Empire Building*, 1980.

EISENHOWER, John S. D., *Agent of Destiny : The Life and Times of General Winfield Scott*, 1997.

– *So Far from God: the U.S. War with Mexico, 1846-1848*, 1989.

ELLIOTT, Charles W., *Winfield Scott: The Soldier and the Man*, 1937.

FULLER, John D. P., *The Movement for the Acquisition of All Mexico, 1846-1848*, 1936.

GOETZMANN, William H., *When the Eagle Screamed : The Romantic Horizon in American Diplomacy, 1800-1860*, 1966.

GRAEBNER, Norman A., *Empire on the Pacific : A Study in American Continental Expansion*, 1955.

GRISWOLD DEL CASTILLO, Richard, *The Treaty of Guadalupe Hidalgo : A Legacy of Conflict* 1990.

HAGUE, Harlan & LANGUM, David J., *Thomas O. Larkin : A Life of Patriotism and Profit in Old California*, 1990.

HARLOW, Neal, *California Conquered : War and Peace on the Pacific, 1846-1850*, 1982.

HIETALA, Thomas R., *Manifest Design : Anxious Aggrandizement in Late Jacksonian America*, 1985.

HOPEWELL, Clifford, *Sam Houston : Man of Destiny*, 1987.

HORSMAN, Reginald, *Race and Manifest Destiny : The Origins of American Racial Anglo-Saxonism*, 1981.

JAMES, Marquis, *The Raven : the Life Story of Sam Houston*, 1929.

JOHANNSEN, Robert W., *To the Halls of the Montezumas : The Mexican War in the American Imagination*, 1985.

JOHNSON, Timothy D., *Winfield Scott: The Quest for Military Glory*, 1998.

JONES, Howard & RAKESTRAW, Donald A., *Prologue to Manifest Destiny : Anglo-American Relations in the 1840s*, 1997.

JONES, Wilbur D., *The American Problem in British Diplomacy: 1841-1861*, 1974.

LACK, Paul D., *The Texas Revolutionary Experience : A Political and Social History, 1835-1836*, 1992.

LANDER Jr. Ernest M., *Reluctant Imperialists : Calhoun, the South Carolinians and the Mexican War*, 1980.

MAHIN, Dean B., *Olive Branch and Sword: The United States and Mexico, 1845-1848*, 1997.

MATOVINA, Timothy M., *The Alamo Remembered: Tejano Accounts and Perspectives*, 1995.

McCAFFREY, James M., *Army of Manifest Destiny : The American Soldier in the Mexican War, 1846-1848*, 1992.

McDONALD, Forrest, *States' Rights and the Union : Imperium in Imperio, 1776-1876*, 2000.

MERK, Frederick, *Albert Gallatin and the Oregon Problem*, 1950.

– *Fruits of Propaganda in the Tyler Administration*, 1971.

– *Manifest Destiny and Mission in American History*, 1963.

– *The Monroe Doctrine and American Expansionism, 1843-1849*, 1966.

– *The Oregon Question : Essays in Anglo-American Diplomacy and Politics*, 1967.

– *Slavery and the Annexation of Texas*, 1972.

MORRISON, Michael A., *Slavery and the American West: The Eclipse of Manifest Destiny and the Coming of the Civil War*, 1997.

NELSON, Anna K., *Secret Agents : President Polk and the Search for Peace with Mexico*, 1988.

NEVINS, Allan, *Fremont: The Wests Greatest Adventurer*, 2 vols., 1928.

NOBLES, Gregory H., *American Frontiers : Cultural Encounters and Continental Conquest*, 1997.

OHRT, Wallace, *Defiant Peacemaker: Nicholas Trist in the Mexican War*, 1997.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol.

1, Cohen, Warren 1sted.

PERKINS, Dexter, *The Monroe Doctrine, 1826-1867*, 1933.

PETERSON, Norma L., *The Presidencies of William Henry Harrison and John Tyler*, 1989.

PLETCHER, David M., *The Diplomacy of Annexation : Texas, Oregon, and the Mexican War*, 1973.

POHL, James W., *The Battle of San Jacinto*, 1989.

PRICE, Glenn W., *Origins of the War with Mexico: The Polk-Stockton Intrigue*, 1967.

PROCTOR, Ben H., *The Battle of the Alamo*, 1986.

RAAT, W. Dirk, *Mexico and the United States : Ambivalent Vistas*, 1992.

RAKESTRAW, Donald A., *For Honor or Destiny : The Anglo-American Crisis over the Oregon Territory*, 1995.

REEVES, Jesse S., *American Diplomacy under Tyler and Polk*, 1907.

REMINI, Robert V., *Henry Clay: Statesman for the Union*, 1991.

ROBINSON, Cecil, *The View from Chapultepec : New Writers on the Mexican-American War*, 1989.

ROHRBOUGH, Malcolm J., *Days of Gold : The California Gold Rush and the American Nation*, 1997.

ROLLE, Andrew F., *John Charles Fremont : Character as Destiny*, 1991.

RONDA, James P., *Astoria and Empire*, 1990.

SANTONI, Pedro, *Mexicans at Arms : Puro Federalists and the Politics of War, 1845-1848*, 1996.

SCHROEDER, John H., *Mr. Polk's War: American Opposition and Dissent, 1846-1848*, 1973.

– *Shaping a Maritime Empire : The Commercial and Diplomatic Role of the American Navy, 1829-1861*, 1985.

SELLERS, Charles G., *James K. Polk: Continentalist, 1843-1846*, 1966.

– *The Market Revolution : Jacksonian America, 1815-1846*, 1991.

SINGLETARY, Otis A., *The Mexican War*, 1960.

SLOTKIN, Richard, *Regeneration Through Violence: The Mythology of the American Frontier, 1600-1860*, 1973.

SMITH, Justin H., *The Annexation of Texas*, 1911.

– *The War with Mexico*, 2 vols., 1919.

STANTON, William R., *The Great United States Exploring Expedition of 1838-1842*, 1975.

STENBERG, Richard R., « The Failure of Polk's Mexican War Intrigue of 1845 », *Pacific Historical Review* 4 (1935) : 39-68.

STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny : American Expansionism and the Empire of Right*, 1995.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

VARG, Paul A., *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WEBER, David J., *The Mexican Frontier, 1821-1846 : The American Southwest under Mexico*, 1982.

WEEKS, William E., *Building the Continental Empire: American Expansion from the Revolution to the Civil War*, 1996.

WEINBERG, Albert K., *Manifest Destiny : A Study of Nationalist Expansion in American History*, 1935.

WINDERS, Richard B., *Mr. Polk's Army: The American Military Experience in the Mexican War*, 1997.

TROISIÈME PARTIE

L'appel de l'outre-mer et de l'impérialisme (1848-1897)

Les réactions dans le pays à la guerre contre le Mexique furent encore plus violentes que lors de l'annexion du Texas. Les anti-expansionnistes commencèrent à se rapprocher des abolitionnistes qui répétaient, sans relâche, qu'il existait un complot des Sudistes pour étendre et renforcer le pouvoir esclavagiste (*slave power*). Ceux-ci rappelaient que les Sudistes avaient la haute main sur le pouvoir fédéral depuis la création des États-Unis et que, inquiets de voir croître la démographie du Nord et de l'Ouest plus vite que celle du Sud, ils cherchaient à s'adjoindre des territoires nouveaux où ils introduiraient leurs institutions et leur modèle de société. Les Sudistes rétorquaient que le Nord ne respectait pas ses engagements vis-à-vis de l'Union en laissant se développer une propagande insultante contre le Sud et réclamant l'abolition de l'esclavage, en violation flagrante des droits des États fédérés garantis par le *Bill of Rights*. Aux arguments moraux des abolitionnistes et politiques des anti-expansionnistes, ils répondaient par des arguments juridiques.

En réalité, la guerre contre le Mexique venait de raviver les controverses sur l'esclavage et la passion semblait gagner de plus en plus les protagonistes. Les années 1850 furent les témoins de la multiplication des conflits les plus acerbes sur des questions pratiques - comme l'admission d'États nouveaux - qui révélaient encore plus la profondeur des différences d'opinion. Le compromis de 1850 tenta de trouver un juste milieu mais il s'avéra être un fragile emplâtre sur une jambe de bois. Durant cette décennie, l'écart économique et social se creusa entre le

Nord, l'Ouest et le Sud. La révolution industrielle au Nord et à l'Ouest avait rapproché ces deux « sections » tandis que le Sud, quasi exclusivement voué à l'agriculture, dépendait de l'Europe et du reste du monde pour l'écoulement de sa production. Les trois « sections » ne semblaient plus être unies par cette communauté d'intérêts qui les avait rendues solidaires les unes des autres, malgré les différentes crises sécessionnistes qui avaient rythmé la croissance politique et économique depuis l'indépendance.

Évolution démographique (1860-1900)

Année	Nombre d'États	Population	Taux d'accroissement
1850	31	23 191 876	35,9
1860	33	31 443 321	35,6
1870	37	39 818 449	26,6
1880	38	50 155 783	26,0
1890	44	62 947 714	25,5
1900	45	75 994 575	20,7

Source : U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Historical Statistics of the United States, Colonial Times to 1970*.

Immigration (1860-1900)

Années	1851-60	1861-70	1871-80	1881-1890	1891-1900
Nombre	2 598 214	2 314 824	2 812 191	5 246 613	3 687 564

Source : United States Immigration and Naturalization Service, 1990.

ADMISSION DES ÉTATS		
Rang	État	Année
31	Californie	1850
32	Minnesota	1858
33	Oregon	1859
34	Kansas	1861

35	Virginie occidentale	1863
36	Nevada	1864
37	Nebraska	1867
38	Colorado	1876
39	Dakota du Nord	1889
40	Dakota du Sud	1889
41	Montana	1889
42	Washington	1889
43	Idaho	1890
44	Wyoming	1890
45	Utah	1896

Chapitre VIII

La recherche d'horizons nouveaux et les
paradoxes de l'esclavage (1848-1861)

1844	Traité de Wanghia avec la Chine
1846	<i>Wilmot Proviso</i> (clause Wilmot) : projet d'interdiction de l'esclavage dans les territoires cédés par le Mexique
1847	Installation des Mormons en Utah Série de victoires de l'armée américaine sur le Mexique Chute de Mexico
1848	Fondation du <i>Free Soil Party</i> Élection de Zachary Taylor (whig, héros de la guerre) contre Lewis Cass (démocrate) et Van Buren (à présent <i>Free Soil</i>)
1849	La Californie demande son admission dans l'Union comme État libre (non-esclavagiste)
1849-1851	Expéditions du « Flibustier » Narciso López à Cuba
1850	Compromis de 1850 sur l'extension ou non de l'esclavage dans les territoires cédés par le Mexique Admission de la Californie
1851-1852	Visite triomphale du patriote hongrois, Lajos Kossuth, aux États-Unis
1852	Harriet Beecher Stowe publie <i>La Case de l'Oncle Tom</i> Élection de Franklin Pierce (démocrate) contre Winfield Scott (whig) Formation du Parti nativiste
1853	Achat Gadsden au Mexique Début de la guerre de Crimée (défaite de la Russie en 1856) Expédition du Commodore Perry au Japon Début de la révolte des Taiping en Chine (jusqu'en 1864)
1854	Vote par le congrès de la Loi sur le Kansas et le Nebraska qui abroge le Compromis du Missouri (1820) Création du Parti républicain dans le Nord (coalition de whigs anti-esclavagistes, de membres du <i>Liberty party</i> , du <i>Free Soil Party</i> , du Parti <i>Know-Nothing</i>) Manifeste d'Ostende à propos de Cuba Traité Marcy-Elgin de réciprocité avec le Canada Traité de Kanagawa avec le Japon
1854-1855	Crise du Kansas et du Nebraska
1855-1860	Expéditions du « flibustier » William Walker au Nicaragua
1856	Élection de James Buchanan contre le premier candidat du Parti républicain, John C. Frémont
1858	Une guerre entre les Mormons de l'Utah et l'armée américain est évitée de justesse Le Congrès refuse l'admission du Kansas Débats Lincoln-Douglas sur l'esclavage Traité de Tsientsin entre la Chine et les puissances étrangères Traité de 1858 avec le Japon

1850-1860	
1859	Raid de John Brown sur Harper's Ferry ; il est capturé et emprisonné
1859-1860	Crise à la Chambre des représentants sur l'élection d'un <i>speaker</i>
1860	Le Parti républicain choisit Abraham Lincoln comme candidat à la présidence Scission du Parti démocrate Victoire de Lincoln Sécession de la Caroline du Sud
1861	Formation de la Confédération des États d'Amérique Début de la guerre de Sécession

En 1850, si les États-Unis étaient à présent dotés des dimensions et des ressources naturelles d'une grande nation, ils étaient encore faibles au plan interne et international. L'effervescence nationaliste ayant accompagné la guerre contre le Mexique avait révélé plus de désunion que de cohésion. Pourtant, la métamorphose était spectaculaire : la frontière occidentale s'était déplacée du Mississippi à l'océan Pacifique, la superficie avait triplé et la république pouvait repousser l'horizon des rêves d'expansion future vers l'Asie et le Pacifique. Malgré les craintes que certains contemporains pouvaient ressentir devant une croissance aussi rapide et aussi considérable, les États-Unis semblaient avoir réussi à conserver une certaine cohésion, à commencer par la cohésion institutionnelle fondée sur un processus d'incorporation progressive à l'Union de tout territoire nouvellement acquis. En outre, le régime fédéral permettait de concilier les deux contraires : empire et liberté. L'ouverture de routes, la construction de canaux, la promotion du chemin de fer, le télégraphe, l'accroissement de la vitesse des communications et des déplacements permettaient la circulation des personnes et des biens. Si l'on ajoute une foi nationale en un progrès téléologique prédestiné, l'avenir semblait porteur de nombreux espoirs.

Ce contexte ne favorisait donc pas une politique étrangère innovante. La désunion politique implique inévitablement que tout projet présenté au Congrès était immédiatement soupçonné de nuire à un groupe, d'en favoriser un autre. La politique étrangère fut donc anarchique ou, tout du moins, désordonnée, et incohérente, à l'exception de quelques initiatives dont les résultats apparurent après la guerre de Sécession. Les échecs retentissants furent l'annexion de Cuba, les incohérences du soutien aux «

flibustiers » tentant de prendre le contrôle de Cuba, du Nicaragua et du Mexique. Les réussites furent assez rares mais non négligeables : les avantages commerciaux obtenus en Chine et au Japon, et l'amélioration des relations avec les Britanniques grâce à la signature du traité Clayton-Bulwer de 1850.

Présidents, Vice-présidents et secrétaires d'État 1849-1898

	Présidents	Vice-présidents	Secrétaires d'État
12	Zachary Taylor Whig(1849)	Millard Fillmore Whig (1849)	John M. Clayton (1849)
13	Millard Fillmore Whig (1850)	Aucun	Daniel Webster (1850) Edward Everett (1852)
14	Franklin Pierce Démocrate (1853)	William R. King Démocrate (1853)	William L. Marcy (1853)
15	James Buchanan Démocrate (1857)	John C. Breckinridge Démocrate (1857)	Lewis Cass (1857) Jeremiah S. Black (1860)
16	Abraham Lincoln Républicain (1861)	Hannibal Hamlin Républicain (1861) Andrew Johnson Unioniste (1865)	William H. Seward (1861)
17	Andrew Johnson Unioniste (1865)	Aucun	William H. Seward (1865)
18	Ulysses Grant Républicain (1869)	Styler Colfax Républicain (1869) Henry Wilson Républicain (1873)	Elihu Washburne (1869) Hamilton Fish (1869)
19	Rutherford B. Hayes) Répu- blicain (1877)	William A. Wheeler Républicain (1877)	William E. Evarts (1877)
20	James A. Garfield Républicain (1881)	Chester A. Arthur Républicain (1881)	James G. Blaine (1881)
21	Chester A. Arthur Républicain (1881)	Aucun	Frederick T. Frelinghuysen (1881)
22	Grover Cleveland Démocrate (1885)	Thomas A. Hendricks Démocrate (1885)	Thomas F. Bayard (1885)
23	Benjamin Harrison Républicain (1889)	Levi P. Morton Républicain (1889)	James G. Blaine (1889) John W. Foster (1892)
24	Grover Cleveland Démocrate (1893)	Adlai E. Stevenson Démocrate (1893)	Walter Q. Gresham (1893) Richard Olney (1895)
25	William McKinley Républicain (1897)	Garret A. Hobart Républicain (1897) Theodore Roosevelt Répu- blicain (1901)	John Sherman (1897) William R. Day (1898) John Hay (1898)

La Jeune Amérique

Malgré l'issue favorable de la guerre contre le Mexique et les additions territoriales aux États-Unis, la « destinée manifeste » ne disparut pas des esprits, ni de programmes politiques. Au cours des années 1850, un programme expansionniste, désigné par l'expression « Jeune Amérique », continua d'être défendu ardemment en particulier et paradoxalement du fait de la montée du conflit sur l'esclavage. En effet, ses défenseurs espéraient que la poursuite d'un objectif commun pourrait être de nature à réconcilier les oppositions. D'importants événements secouaient le monde en 1848 et les États-Unis se devaient d'y participer. Une vague révolutionnaire submergea la plupart des pays européens au cours de l'année et, dans de nombreux pays, la réaction des pouvoirs en place fut l'instauration d'une répression brutale qui fit échouer la majorité de ces mouvements. Fuyant la police politique et la prison, de nombreux immigrants arrivèrent aux États-Unis et se mirent à plaider leur cause, espérant obtenir l'aide des États-Unis. Un mouvement de soutien aux peuples opprimés d'Europe se développa au moment même où les États-Unis venaient de se saisir par la guerre d'une portion conséquente du territoire national mexicain.

Les « Young Americans » regrettaient la pollution de la destinée manifeste par des considérations « sectionnelles » qui faisaient échouer tout projet concret : construction d'un chemin de fer ou d'un canal interocéanique, expansion au Canada, expansion en Amérique latine. De même, ils regrettaient que les États-Unis donnent une image déplorable d'eux-mêmes aux yeux des étrangers et, surtout, de ceux qui se réclamaient de leurs idéaux de liberté, d'égalité et de poursuite du bonheur. Toutefois, l'absence de planification donna lieu à une politique voguant au gré des sujets les plus populaires pour l'époque. Pourtant, ces expansionnistes, prêts à intervenir tous azimuts, ne s'interrogeaient que très rarement sur les responsabilités consubstantielles à l'interventionnisme. Aussi, en 1852, le Parti démocrate, qui dominait alors la scène politique, plaida pour une politique étrangère expansionniste et interventionniste, au sens de l'abandon de la politique de non-intervention dans les conflits européens pour voler au secours des révolutionnaires de 1848.

Les pays attirant particulièrement l'attention des États-Unis étaient la Hongrie, l'Italie et l'Irlande. Dans le cas de la Hongrie, l'enthousiasme populaire fut considérable. En 1849, avec l'aide du tsar de Russie, l'Empire austro-hongrois réussit à écraser la révolte hongroise qui était suivie depuis le début aux États-Unis. Grâce à une efficace campagne d'information relayée par les immigrés hongrois aux États-Unis, la sympathie pour la cause révolutionnaire était vivace aux États-Unis au point que le gouvernement ne pouvait l'ignorer. En juin 1849, le président Zachary Taylor décida de reconnaître les rebelles, ce qui suscita les plus vives protestations du chargé d'affaires autrichien à Washington. Un émissaire américain fut envoyé en Hongrie mais la révolte échoua avant son arrivée. Taylor était incité à agir par le secrétaire d'État Webster qui espérait utiliser la cause hongroise pour calmer les divisions internes aux États-Unis. À la fin de l'année 1850, il dénonça la « Note de Hüsselman », du nom du chargé autrichien et rappela la proximité philosophique entre les révolutionnaires hongrois et le peuple américain : le gouvernement populaire responsable. Les autorités autrichiennes en conçurent de la colère, tandis que le conflit « sectionnel » n'en fut pas affecté. De 1851 à 1852, l'un des chefs charismatiques de la révolution, Louis (Lajos) Kossuth arriva aux États-Unis pour une tournée de soutien, de levée de fonds et de contact avec la classe politique américaine afin de déterminer quelle aide les Hongrois devaient s'attendre à recevoir. Son séjour donna lieu à une véritable « folie Kossuth » (*Kossuth craze*). Kossuth, exilé en Turquie par les Autrichiens, avait réussi à obtenir la possibilité de partir grâce à la médiation américaine et avait quitté Istanbul sur un navire américain. Il fut reçu de manière grandiose par le secrétaire d'État, la Chambre des représentants et le Sénat qui lui offrirent de s'exprimer devant le Congrès, honneur que seul un autre étranger avant lui, le général La Fayette, avait eu l'honneur de recevoir.

Jusqu'en 1852, les relations avec le gouvernement autrichien demeurèrent donc tendues car Webster, visant l'élection présidentielle de 1852, entretenait l'idée du soutien des États-Unis à Kossuth. Après sa mort en décembre 1850, l'intuition générale des réalistes fut confirmée : les États-Unis ne donneraient aucune aide officielle à la Hongrie et préféreraient se tenir à l'écart des affaires de l'Europe. Lorsque Kossuth

retourna en Angleterre en 1852, il avait compris désabusé qu'il ne pouvait rien attendre des États-Unis et que seuls les Hongrois eux-mêmes devaient trouver les voies et moyens de se libérer du joug autrichien. La conséquence sur l'image des États-Unis est que ceux qui observaient de près son insertion dans les relations internationales purent conclure que l'affaire hongroise confirmait les tendances de la « doctrine » Monroe. En effet, entre des déclarations de principe rappelant des piliers de la nation américaine et le caractère universel de sa révolution, d'une part, et les impératifs politiques, de l'autre, la balance penchait très souvent du côté du non-exercice d'une solidarité quelconque avec les opprimés. Les États-Unis ne risqueraient pas de compromettre leur sécurité et leurs intérêts commerciaux et financiers en intervenant dans l'équilibre européen des puissances.

Inversement, le cas du Mexique est, à cet égard, parlant : les contemporains eurent sans doute l'impression que rien n'avait changé malgré l'exposition au modèle républicain et démocratique, ce qui suscitait certainement un sentiment de lassitude face à l'efficacité de la « destinée manifeste » en tant que messianisme républicain. Le général Santa Anna venait de reprendre le pouvoir et avait de grands besoins financiers. Toujours aussi attentif aux développements intérieurs de son grand voisin, il tira les conséquences de la découverte de gisements d'or en Californie et du besoin inévitable d'infrastructures pour le transporter de la côte Ouest au golfe du Mexique. Conscient que les Américains auraient besoin de l'autorisation de construire un chemin de fer dans la partie sud-ouest du pays et que, pour des raisons de commodité géologique, ils risquaient de devoir passer par une bande de territoire mexicain, il entreprit d'offrir ce territoire avant que certains n'eussent l'idée de s'en emparer. De ce fait, il faisait une opération financière lucrative. Il fit donc informer le président Franklin Pierce que le Mexique serait disposé à céder du territoire moyennant une compensation financière généreuse.

Le secrétaire à la Guerre, Jefferson Davis du Mississippi (futur président de la Confédération des États du Sud) conseilla au Président Pierce de nommer James Gadsden ministre plénipotentiaire auprès du gouvernement mexicain. Gadsden avait de l'expérience en matière de

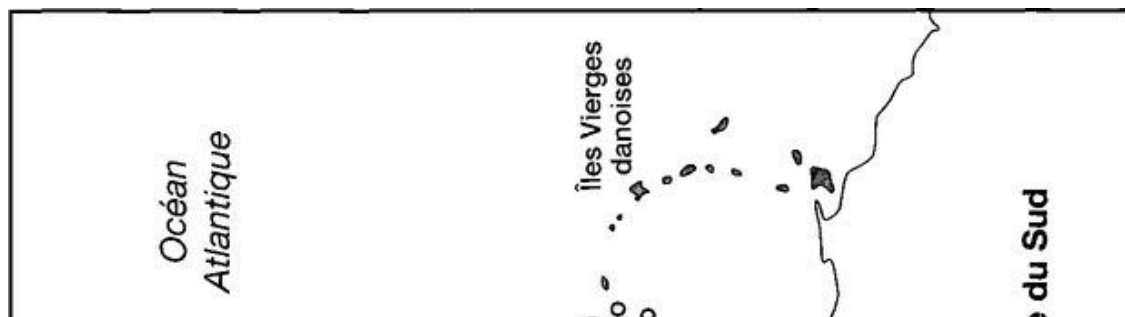
chemin de fer, en sa qualité d'ancien président de la South Carolina Railroad Company. Il mit sur la table des négociations cinq propositions de frontières différentes, englobant plus ou moins de territoire mexicain. Toutefois, la confiance dans les promesses de Santa Anna ayant été éprouvée par le passé, le gouvernement américain décida de faire une démonstration de force à la frontière du Rio Grande. Santa Anna, véritablement aux abois financièrement, ne varia pas dans ses promesses tout en choisissant la frontière englobant le minimum de territoire mexicain. À la fin du mois de décembre 1853, un accord fut signé et en avril, après de nombreux amendements par le Sénat américain, le Traité Gadsden fut approuvé. L'opposition la plus virulente venait des sénateurs nordistes qui critiquaient l'opportunité de construire un chemin de fer au sud-ouest alors que le nord-est leur semblait plus indiqué. Leurs arguments n'avaient d'autre poids que celui de leur hostilité au Sudistes. Les États-Unis acceptèrent de verser la somme de dix millions de dollars en échange d'un territoire appelé « Achat Gadsden », situé entre les fleuves Colorado et Rio Grande (au sud de l'Arizona et du Nouveau-Mexique d'aujourd'hui) mais aussi d'un droit de passage sur l'isthme de Tehuantepec, en prévision d'un chemin de fer ou d'un canal à ce niveau. Cette disposition fut ajoutée *in extremis* sous l'influence d'intérêts new-yorkais souhaitant investir dans la construction de chemins de fer ou de canaux interocéaniques. Enfin, Gadsden négocia aussi l'abandon d'une disposition du traité de Guadalupe Hidalgo qui rendait les États-Unis responsables des dommages subis par les Mexicains pendant la guerre à cause des Indiens vivant du côté américain de la frontière. Grâce à ce traité, les États-Unis eurent la possibilité de construire le Southern Pacific Railroad qui relia le sud de la Californie au golfe du Mexique.

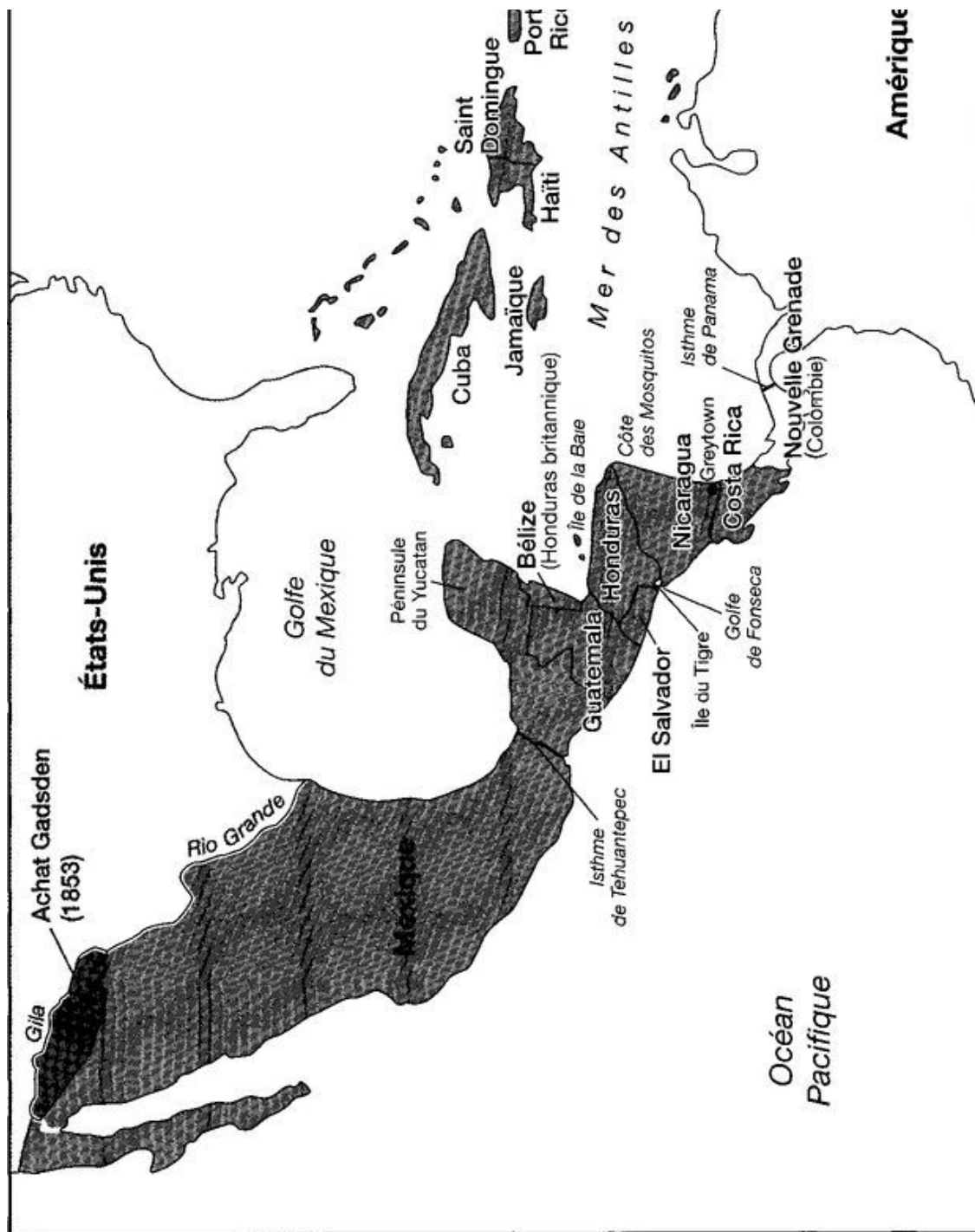
La « réconciliation » avec la Grande-Bretagne

Au cours des années 1850, Britanniques et Américains furent engagés dans des relations conflictuelles dont ils avaient l'habitude et qui oscillaient entre l'animosité et la réconciliation. L'une des conséquences de l'acquisition de territoires nouveaux par les Américains au sortir de la guerre contre le Mexique fut qu'ils eurent de nouvelles perspectives en

Extrême-Orient. En quelque sorte, le centre de gravité imaginaire des États-Unis s'était déplacé brutalement vers l'Ouest. Certes, l'océan Atlantique demeurait le centre névralgique sur le plan commercial puisque la majorité des échanges se faisaient avec l'Europe, mais la volonté d'ouvrir de nouveaux marchés en Asie et de développer les relations entre la côte Est et la côte Ouest réactiva l'intérêt pour la construction d'un canal - ou au moins un chemin de fer - permettant de circuler plus vite entre les deux océans. À l'époque, les trajets les plus évidents, que ce soit pour les Américains ou les Britanniques, étaient la province colombienne de Panama (qui avait l'avantage d'être le point le plus étroit de l'isthme) et le Nicaragua dont le réseau hydrographique était à même de réduire les coûts ; de plus, le Nicaragua était plus près des États-Unis. Or, les Britanniques avaient d'importants intérêts dans la région. Les deux nations ne pouvaient donc que se heurter.

En 1846, les États-Unis étaient parvenus à obtenir de la Nouvelle-Grenade (Colombie) un traité favorable, le traité Bidlack, qui leur donnait accès à l'isthme de Panama, en échange de la promesse de défendre l'isthme contre toute tentative d'occupation par une puissance étrangère. Par ce traité, les États-Unis devaient protéger la neutralité de Panama, garantir le libre passage pour tous et protéger la Nouvelle-Grenade. L'ambassadeur américain, Benjamin Bidlack, avait pris sur lui de négocier des termes aussi contraignants sans instruction formelle du département d'État. Toutefois, sacrifiant la tradition de *non entanglement*, le président Polk soutint son ambassadeur et réussit à faire approuver le Traité par le Sénat qui, au terme de débats houleux, s'inclina devant la nécessité de raccourcir les distances entre la côte Est et la nouvelle côte Ouest des États-Unis. Grâce à ce traité, des compagnies privées new-yorkaises construisirent le chemin de fer de Panama en 1855, reliant la ville de Colon sur la côte Atlantique à Panama sur la côte Pacifique.





Carte 8. Les intérêts américains en Amérique centrale

De leur côté, les Britanniques étaient alarmés par les activités diplomatiques américaines qu'ils interprétèrent, à tort, comme le début d'une politique cohérente et concertée de prise de contrôle par les États-Unis en Amérique centrale pour ensuite évincer les Britanniques et les

Européens d'Amérique latine. De plus, les liens entre les États-Unis et la Grande-Bretagne étaient devenus si étroits au plan commercial que leur marge manœuvre se réduisait. Si l'économie britannique dépendait à 50 % des importations en provenance des États-Unis (ce taux s'élevait à 80 % pour le coton), les Américains comptaient tout autant sur les investissements britanniques indispensables au développement de leur industrie et de leurs chemins de fer. Toutefois, les Britanniques n'étaient pas prêts à perdre leur suprématie commerciale en Amérique centrale et en Amérique latine en général. Le traité de 1846 hypothéquait les possibilités de construction d'un canal contrôlé par eux et, à terme, leur contrôle des routes maritimes internationales. Aussi, en janvier 1848, ils décidèrent d'agir en débarquant à l'embouchure du fleuve San Juan, occupant la petite ville nicaraguayenne de San Juan qu'ils rebaptisèrent Greytown. Cette position était stratégique car le fleuve San Juan traversait l'isthme d'est en ouest pour ouvrir sur le golfe de Fonseca sur la côte Pacifique.

Si l'on ajoute à cette action militaire que les Britanniques avaient déjà établi un protectorat sur le territoire des Indiens Mosquitos installés sur la côte Est du Nicaragua et qu'ils possédaient aussi la colonie de Bélize (le Honduras britannique), les îles de la Baie et la Jamaïque, l'occupation de San Juan-Greytown consolidait leur position à ce niveau de l'isthme et de la mer des Antilles. À leur tour, ils hypothéquaient toute chance pour les Américains de prendre position en vue de la construction d'un canal au Nicaragua. En octobre 1849, un officier de la marine britannique prit l'initiative de débarquer sur l'île de Tigre et d'en prendre possession au nom de la Couronne, sans y avoir été autorisé par sa hiérarchie. Le gouvernement britannique désavoua cet acte mais les Américains en conçurent beaucoup d'aigreur. La situation se détériora encore quand de l'or fut découvert en Californie (1849), amenant un flot important de chercheurs d'or américains, les «*forty-niners* », désireux de traverser l'isthme le plus rapidement possible pour se rendre en Californie. La route du Nicaragua étant particulièrement commode, le gouvernement américain fut contraint de négocier avec les Britanniques pour construire un chemin de fer dans le secteur.

Le 19 avril 1850, le secrétaire d'État, John Clayton, et le ministre plénipotentiaire britannique, Sir Henry Bulwer, signèrent le traité Clayton-Bulwer qui symbolisa la volonté des deux pays de trouver un *modus vivendi* préservant les intérêts présents et futurs de chacun. En effet, après des négociations extrêmement dures, ce traité permit à toutes les nations d'avoir un droit de passage dans la région et prévoyait la construction future d'un canal conjointement défendu par les deux pays qui devaient coopérer pour la construction du canal dès que les obstacles techniques seraient levés. Ils prenaient aussi un engagement lourd de conséquence : à l'avenir, aucun des deux pays ne devait rechercher le « contrôle exclusif » du passage interocéanique. De plus, la clause de « non-fortification » les engageait à ne pas construire d'ouvrage militaire, à ne pas occuper ni exercer de contrôle politique sur le Nicaragua, le Costa Rica, la côte des Mosquitos ou toute partie de l'Amérique centrale. Ce traité semblait donc être un modèle de compromis mais il fut critiqué à la fois en Grande-Bretagne et aux États-Unis comme sacrifiant les intérêts de chacun, comme une odieuse capitulation devant les menaces de guerre de l'autre partie. Les Américains étaient furieux car ils pensaient que la conséquence logique du traité et, en particulier, des clauses de non-fortification et de non-colonisation était que les Britanniques se retireraient de Greytown. Londres leur opposa une fin de non-recevoir. Aussi Clayton et Bulwer aboutirent à un document d'une remarquable ambiguïté. Clayton, suivant en cela l'exemple de Polk soucieux d'obtenir l'approbation du Traité de 1846 sur l'Oregon, tint le Sénat informé de ces négociations en temps réel. Les Sénateurs purent y apporter leur propre touche et n'eurent pas d'objection majeure à faire au moment du vote final. L'opposition démocrate au président whig Taylor l'accusa d'avoir reculé devant les Britanniques. Les expansionnistes lui reprochèrent d'avoir nui à la possibilité pour les États-Unis de construire un canal tout seuls et de s'étendre vers l'Amérique centrale. Pour la première fois depuis le message du président Monroe de 1823, on entendit invoquer le principe de non-colonisation pour contester l'occupation britannique de San Juan-Greytown. Inversement, une autre interprétation de la « doctrine » salua le traité comme l'admission par les Britanniques de la non-colonisation puisqu'ils avaient promis de ne plus rechercher des territoires nouveaux à conquérir en Amérique centrale.

Le traité fut donc approuvé et ratifié. Toutefois, au cours d'un échange de notes tenues secrètes, les deux négociateurs et, par conséquent, leurs gouvernements, précisèrent le sens des termes du traité pour chaque partie, ce qui prépara des différends futurs. En effet, les Britanniques réaffirmèrent leur interprétation de la non-colonisation comme s'appliquant à l'avenir et n'ayant aucun effet rétroactif. Ils entendaient bien conserver toutes leurs possessions acquises jusqu'au traité. Inversement, les Américains souhaitaient voir les Britanniques se retirer de toutes leurs colonies situées dans l'Hémisphère, même les plus anciennes. Clayton leur signala aussi qu'il avait obtenu des traités autorisant les États-Unis à construire un passage dans d'autres pays et que ceux-ci souhaitaient se placer sous la protection des États-Unis : « certains ont même déjà demandé volontairement à être annexés par les États-Unis. » Malgré le traité, les relations entre les deux pays restèrent tendues en raison des prises de position agressives de Clayton et Bulwer au nom de leurs gouvernements respectifs. Moins de trois mois après la ratification du document, les Britanniques précisèrent officiellement que le Traité n'avait pas effet sur leur présence à Greytown et sur la côte des Mosquitos. En 1852, les Britanniques établirent une colonie dans les îles de la Baie et, à l'été 1854, des émeutiers s'attaquèrent à un diplomate américain en plein Greytown. En guise de représailles, un officier de marine qui avait sans succès tenté d'obtenir des excuses, bombardra la ville. L'attaque ne fit aucun blessé mais l'incident aggrava les relations entre les deux pays, impliquant même la France qui subit des dégâts matériels. Washington soutint l'officier malgré le fait qu'il n'avait reçu aucun ordre. Le gouvernement britannique réclama des réparations aux Américains, puis pour désamorcer la crise, recommanda à ses nationaux ayant subi des pertes de s'adresser au gouvernement du Nicaragua au motif qu'il n'avait pas su maintenir l'ordre sur son sol.

Si les Britanniques reculèrent, c'est parce qu'ils étaient engagés dans une énième guerre aux côtés des Français, cette fois, la guerre de Crimée qui avait éclaté en 1853 (les troupes britanniques furent engagées en septembre 1854). Aussi, en octobre 1856, le ministre des Affaires étrangères, Lord Clarendon, signa une convention avec l'ambassadeur américain à Londres, George Dallas, par laquelle les Britanniques

s'engageaient à se retirer des îles de la Baie et du territoire des Mosquitos. En effet, il prenait acte d'une réalité incontournable : les Américains étaient beaucoup plus proches de l'Amérique centrale que les Britanniques pris aux quatre coins du monde par les exigences de leur politique impériale. La convention fut assortie d'amendements par le Sénat américain que les Britanniques rejetèrent. Néanmoins, les deux partis comprirent que la situation pouvait aisément dégénérer si chacun n'y mettait pas du sien. Au fond, les Américains avaient obtenu l'arrêt de l'expansionnisme britannique en Amérique centrale, tous deux avaient obtenu le droit de construire un canal, même conjoint, et les Britanniques se rassuraient en pensant qu'ils avaient retardé l'expansion américaine dans cette zone du globe. Peu de temps après, le magnat du chemin de fer, Cornelius Vanderbilt établit une ligne maritime vers le Nicaragua et construisit une voie de chemin de fer à travers le pays, ouvrant une âpre concurrence avec la ligne de Panama. En 1857, estimant la situation suffisamment stable, le Congrès rejeta le projet du président Buchanan d'installer des troupes pour assurer la sécurité des deux lignes.

L'autre sujet de controverse entre la Grande-Bretagne et les États-Unis demeurait le Canada. Durant les années 1850, les gouvernements s'attachèrent à améliorer la situation en négociant un traité de réciprocité commerciale. En 1846, les Américains avaient été saisis d'inquiétude à cause de la nouvelle politique économique britannique inaugurée par l'abrogation des *Corn Laws* en 1846 (Droits sur l'importation des grains). Le Canada perdit par ce fait sa position avantageuse et certains membres des élites politiques et économiques de la province se mirent à penser qu'il était temps de couper les liens avec Londres, de se rapprocher des États-Unis et, pourquoi pas, de demander l'annexion aux États-Unis. En réponse, le gouvernement britannique assouplit les restrictions économiques empêchant le Canada d'exporter vers d'autres parties de l'empire. Ces mesures risquaient cependant de rester sans effet si les États-Unis maintenaient les tarifs douaniers élevés qu'ils pratiquaient depuis des décennies, fournissant des arguments aux partisans de l'incorporation du Canada dans l'Union. En effet, les droits de douane ne s'appliquaient qu'aux produits étrangers.

Malgré ces considérations économiques, les relations psychologiques entre les États-Unis et le Canada restaient ambivalentes. De nombreux malentendus persistaient, en particulier sur les droits de pêche et l'interprétation de la Convention de 1818. En juin 1852, la marine britannique était même intervenue en patrouillant dans les eaux canadiennes pour protéger les pêcheries canadiennes. Les Américains répliquèrent en armant leurs bateaux de pêche, la marine américaine fut envoyée dans le secteur. Le face-à-face entre les deux marines dura une année au terme de laquelle, en mai 1854, les deux parties ouvrirent des négociations. Le secrétaire d'État, William Marcy, et le gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique, Lord Elgin, étaient décidés à trouver un accord. De plus, une sorte de consensus étrange se dégagait entre les Nordistes et les Sudistes alors que tout les avait opposés sur le plan national au sujet de la controverse concernant la Loi sur le Kansas et le Nebraska (loi sur l'extension de l'esclavage dans les territoires votée en mai 1854). D'un côté les Nordistes pensaient qu'un compromis sur le Canada serait le premier pas vers l'annexion finale du territoire britannique alors que, de l'autre, les Sudistes espéraient qu'un accord améliorant la situation des Canadiens mettrait fin à toute velléité d'incorporation dans l'Union.

Le Traité Marcy-Elgin de juin 1854 instaura le principe de la réciprocité entre le Canada et les États-Unis et devait durer dix ans. Au terme de la décennie, chaque partie pouvait mettre fin au traité avec un préavis d'un an. Le traité supprimait les droits de douane sur un nombre importants de denrées et de marchandises, et permettait aux Américains de pêcher dans des zones précédemment fermées par la Convention de 1818. En échange, les Canadiens obtenaient des pêcheries sur la côte Atlantique des États-Unis au-dessus du 36° parallèle. Les États-Unis obtenaient le droit de naviguer librement sur le fleuve Saint-Laurent et ses canaux tandis que les Britanniques pouvaient utiliser le lac Michigan. En 1866, les États-Unis se retirèrent du traité. Outre la réaction de colère face à ce qu'ils avaient considéré comme un soutien des Confédérés par les Canadiens, la raison en était qu'ils trouvaient que les Canadiens avaient plus tiré profit de l'accord. De plus, le Parti républicain à présent au pouvoir était en faveur d'une politique protectionniste plus stricte.

À la fin des années 1850, les relations américano-britanniques semblaient apaisées, en dépit d'une période de froid de 1854 à 1856, causée par la guerre de Crimée opposant une alliance franco-britannique à la Russie. Sans être soutenue par le gouvernement américain, celle-ci bénéficiait de la sympathie du peuple américain. Le ministre britannique à Washington avait eu la mauvaise idée de recruter des volontaires américains pour aller se battre en Crimée. Le gouvernement américain demanda son rappel, mais devant le silence de Londres, décida d'expulser le diplomate et trois consuls-recruteurs. Au-delà du principe, le Président obéissait aussi à des calculs politiques en vue des élections présidentielles : en effet, il souhaitait assurer au Parti démocrate le vote des Irlandais-Américains et des anglophobes. En dépit de ces épisodes, l'amitié américano-britannique fut célébrée symboliquement en 1858, lorsque le premier câble transatlantique fut posé et que la Reine Victoria put envoyer un télégramme au président des États-Unis. En 1859, les Britanniques firent un geste en Amérique centrale en signant un accord reconnaissant au Honduras la souveraineté sur les Îles de la Baie. En 1860, ils abandonnèrent le protectorat sur les Mosquitos. Buchanan salua ces avancées comme la victoire de la doctrine Monroe. En réalité, les Britanniques avaient décidé de mener une politique minimaliste en Amérique centrale en sauvegardant leurs droits dans une application favorable aux Américains du traité Clayton-Bulwer. Quant à leurs possessions d'Amérique du Nord, le traité Webster-Ashburton de 1842, le traité sur l'Oregon de 1846, le traité Marcy-Elgin de 1854 leur assuraient une stabilité politique et économique qui était le meilleur garant de leur maintien dans l'empire. Ces relations apaisées s'avérèrent précieuses lorsque les États-Unis sombrèrent dans la guerre civile.

Le marché chinois

Après l'excès d'expansion territoriale des années 1840, l'aventure extrême-orientale des États-Unis, fondée sur l'expansion commerciale, passa presque inaperçue des contemporains. Le fait que les Américains étaient absorbés par la désunion politique causée par l'esclavage joua paradoxalement en faveur de l'expansion en Asie car elle échappait au

prisme de l'expansion de l'esclavage. Aussi le Congrès ne posa aucune objection à l'aventurisme diplomatique en Asie. De plus, depuis des décennies, l'intérêt des Américains pour l'Orient préexistait à la prise de conscience politique de l'importance de cette zone. L'Orient intéressait les négociants depuis longtemps, il fascinait les missionnaires qui voyaient en lui une terre d'évangélisation, le courant romantique lui consacrait de nombreux ouvrages, peintures, sculptures et pièce musicales dépeignant l'exotisme de ces contrées. De plus, l'introduction d'objets venus de Chine alimentait cette soif d'exotisme.

Par ailleurs, au plan de la pénétration commerciale et culturelle, les États-Unis partaient quasiment sur un même pied d'égalité que les autres nations occidentales qui, comme eux, se heurtaient à la xénophobie des Asiatiques, en particulier des Chinois, farouchement hostiles aux étrangers perçus comme des démons. Au XVIII^e siècle, ils avaient timidement ouvert la porte au commerce étranger limité à quelques ports et à l'établissement de comptoirs en dehors des villes. Les Britanniques étaient la puissance prééminente dans la région et les Américains se contentaient souvent de les suivre en obtenant des clauses de la nation la plus favorisée. Tant qu'ils obtenaient les mêmes privilèges que les autres, les négociants étaient satisfaits. Le temps passant, les puissances européennes se mirent à envisager d'accroître leurs zones d'influence en Chine et d'obtenir des colonies, à l'opposé des Américains qui continuaient à prôner l'égalité de traitement et l'ouverture du commerce à tous, sans exclusivité, préfigurant la « porte ouverte » de la fin du XIX^e siècle.

C'est après la Révolution américaine que le commerce entre les États-Unis et l'Orient se développa, lorsque, en 1784, *l'Empress of China*, quitta New York pour Canton, emportant dans ses cales des fourrures, du coton, du plomb et du ginseng. Il revint avec des soieries, des épices et du thé. Les négociants de la côte Est des États-Unis établirent des liaisons régulières avec les ports chinois. Au cours des années 1820, les Chinois virent croître leur demande de coton américain et, dans les années 1830, les relations commerciales s'intensifièrent. Aussi le gouvernement américain jugea-t-il nécessaire d'établir des relations diplomatiques avec les pays d'Asie. Edmund Roberts fut envoyé en Extrême-Orient. Ses

instructions étaient de négocier des traités commerciaux avec la Cochinchine, le Siam, Mascate et le Japon. Il lui était explicitement demandé de ne pas s'adresser à la Chine dans la mesure où le commerce fonctionnait déjà bien. L'année suivante, il signa donc des traités commerciaux avec le Siam et Mascate, évitant le Japon car il souhaitait aborder ces îles accompagné d'une délégation plus importante et porteuse de cadeaux plus nombreux. Il eut la joie de voir le Sénat approuver ses deux traités mais mourut au cours de son voyage de retour vers le Japon.

De 1839 à 1842, les Britanniques s'engagèrent dans une guerre contre la Chine, la guerre de l'Opium, qui eut pour résultat de lever les restrictions commerciales contre les étrangers en Chine. En août, par le traité de Nankin, les Britanniques prirent possession de l'île de Hong Kong, obtinrent l'ouverture de cinq ports et le privilège d'extraterritorialité dans les cas civils permettant à un citoyen britannique d'être jugé par ses pairs plutôt que par les tribunaux chinois. Ils reçurent aussi des réparations dans la mesure où les Chinois leur avaient déclaré la guerre. Les États-Unis profitèrent de la brèche ouverte par le traité de Nankin. À l'été 1843, le Congrès décida d'envoyer Caleb Cushing négocier un traité tout aussi favorable, le traité de Wanghia signé en juillet 1844. Les États-Unis eurent l'autorisation d'étendre leurs activités aux cinq ports récemment ouverts, d'établir des postes consulaires, de faire appel au privilège d'extraterritorialité pour les cas civils et criminels, et d'assister la Chine dans l'établissement de ses tarifs douaniers. L'armature du traité était l'obtention par Cushing du traitement sans condition en qualité de nation la plus favorisée comme la Grande-Bretagne. Sans guerre, les États-Unis venaient d'obtenir les mêmes privilèges commerciaux que les Britanniques, inaugurant une « tradition » dans le développement de leur présence commerciale en Chine. De plus, ce Traité dynamisa le commerce extérieur américain et contribua à la croissance des manufactures du Nord-Ouest.

Pourtant, comme les Britanniques, les Américains devinrent les complices du lent déclin de la Chine et de la perte de sa souveraineté. L'intervention dans l'élaboration des tarifs douaniers, de même que les privilèges d'extraterritorialité étaient autant d'empiètement sur des droits régaliens de l'État chinois. Les Américains en étaient conscients et se

défendaient en rappelant qu'il faisait partie des prérogatives et des devoirs d'un État de protéger ses citoyens, en particulier s'ils étaient exposés aux rigueurs d'un système judiciaire aussi opaque et incompréhensible pour les Occidentaux que le système chinois. Il en résulta néanmoins un regain d'hostilité en Chine contre les étrangers de plus en plus visibles d'année en année. De 1853 à 1864, la Révolte des Taiping menaça de réduire à néant la relative stabilité des relations instaurées par le traité de Wanghia. Le chef de la révolte était Hong Xiuquan, un chinois converti au christianisme qui cherchait à renverser la dynastie mandchoue installée à Pékin. Le récit de ses exploits arriva aux États-Unis où il éveilla la sympathie de ceux qui voyaient en lui un libérateur chrétien. Inversement, comme la plupart des étrangers, les Américains en Chine craignaient l'effondrement de la dynastie qui, à son tour, nécessiterait l'intervention des étrangers pour préserver la stabilité du commerce. En novembre 1856, les troupes britanniques affrontèrent les troupes chinoises à Canton et la Marine américaine essuya des tirs en provenance des forts chinois. La réplique immédiate fut le bombardement et la destruction des forts par le navire américain présent. L'année suivante, les Britanniques et les Français s'engagèrent dans la guerre civile chinoise tandis que les Russes et les Américains gardaient une neutralité officielle tout en coopérant avec les Français et les Britanniques. C'est un jeune officier britannique, âgé de 27, Charles Gordon, qui prit la tête de l'armée impériale en 1860 et vint à bout des Taiping en 1864.

En 1858, les quatre pays se rencontrèrent à Tsientsin pour négocier la fin de la guerre. Les Américains arrachèrent de haute lutte la réduction des tarifs douaniers et l'ouverture de ports supplémentaires sur la côte chinoise et sur le fleuve Yangtse. La Chine devait tolérer le christianisme et autoriser les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Russie à établir des légations diplomatiques dans la capitale, Pékin. En 1860, la Convention de Pékin accorda à la France et à la Grande-Bretagne des privilèges supplémentaires qui furent automatiquement applicables aux Américains par le biais du mécanisme de la nation la plus favorisée. L'empereur, dont la capitale était occupée, fut contraint d'appliquer le Traité de Tsientsin. Le rôle joué par les États-Unis est assez paradoxal

car, encore une fois, ils bénéficièrent de la pression militaire franco-britannique pour faire avancer leurs propres points de vue sur la Chine. Ainsi, le Traité de Tsientsin tentait de garantir des objectifs commerciaux tout en empêchant l'établissement d'un contrôle permanent de la Chine par une puissance étrangère. Le mécanisme de la nation la plus favorisée constitua un apport important qui permit de retarder la partition de la Chine en sphère d'influence ce qui pouvait, dès les années 1850 et 1860, aboutir à son effondrement politique, la perte de sa souveraineté et la fin du commerce. Poursuivant ce but, en 1867, le ministre américain en poste à Pékin, Anson Burlingame, accepta de mener une mission chinoise auprès des grandes puissances pour les convaincre de limiter leurs exigences, en particulier territoriales, en Chine. L'année suivante, il signa un traité avec les États-Unis, le traité Burlingame, portant sur le commerce, la circulation des personnes, les consuls et d'autres sujets. Une des dispositions du Traité prévoyait l'entrée d'immigrants chinois aux États-Unis qui avaient besoin d'une main-d'œuvre bon marché pour construire le premier chemin de fer transcontinental du pays.

L'« ouverture du Japon »

Contrairement à la Chine, les États-Unis virent leur intérêt pour le Japon se développer lentement en partie du fait de l'extrême isolement de l'archipel qui pratiquait une farouche fermeture au monde extérieur. Au début du XVII^e siècle, le shogunat avait été instauré lorsque les shoguns, chefs de guerre, de la famille Tokugawa imposèrent cette politique de fermeture. Celle-ci souffrait quelques exceptions et de hardis Européens, notamment des Néerlandais, avaient établi un timide commerce avec le Japon. Au milieu du XIX^e siècle, la présence européenne et américaine en Extrême-Orient s'était intensifiée et, dans le cas des États-Unis, le traité de Wanghia constitua un tournant. Le volume du commerce passant par le port de Shanghai avait augmenté et le Japon prit une importance nouvelle du fait de sa position sur les routes maritimes entre la Chine et les États-Unis. L'une des motivations du gouvernement américain, outre la recherche d'éventuels marchés, était la sécurité des marins américains car des récits effrayants circulaient sur les mauvais traitements infligés

aux étrangers ayant la malchance de s'échouer sur les côtes japonaises. De plus, le développement de la navigation vapeur créait un besoin en port de ravitaillement et de réapprovisionnement en charbon. Or le Japon disposait du précieux combustible et avait l'avantage de se trouver quasiment sur une ligne droite de San Francisco à l'Extrême-Orient. Lorsque la côte Ouest fut définitivement acquise par les États-Unis, l'intérêt pour le Japon fut remis au goût du jour.

Ainsi, en 1852, le commodore Matthew C. Perry, héros de la Guerre de 1812 et frère du vainqueur de la bataille du lac Érié, fut nommé commandant de l'*East India Squadron* (flotte américaine stationnée en Asie) et reçut l'ordre d'établir des relations commerciales avec le Japon. Il devait négocier un accord commercial, obtenir des bases de réapprovisionnement en charbon, s'assurer de l'hospitalité des Japonais vis-à-vis des Américains naviguant dans les eaux japonaises. En juillet 1853, il entra dans la Baie de Yedo avec son escadre composée de quatre navires de guerre, dont deux vapeurs, les « vaisseaux noirs ». Son entrée spectaculaire impressionna les témoins de la scène car les navires étaient tous noircis par la fumée des cheminées. L'histoire fut rapportée et rapprochée d'une vieille légende disant que le Japon serait envahi par des barbares. L'escadre demeura presque une semaine dans le port, sans tenter de débarquer, accréditant la thèse d'une force mystérieuse et surnaturelle. Perry et sa suite finirent par débarquer, achevant d'impressionner les Japonais présents car, outre 400 marines armés et tirant une salve d'honneur, Perry était encadré par deux gardes du corps noirs. Il remit une lettre officielle du président des États-Unis aux fonctionnaires japonais venus l'accueillir. Stupéfaits, ceux-ci lui intimèrent de repartir. Il repartit, sans insister, promettant de revenir l'année suivante avec une escadre plus importante.

La deuxième visite donna lieu à une démonstration de force encore plus impressionnante. En mars 1854, Perry revint avec sept navires et, ayant attendu deux semaines, mit à terre accompagné de deux orchestres jouant « La bannière étoilée », dix-sept coups de canon, 500 marines l'arme au clair, baïonnettes en place. Les Japonais échangèrent des cadeaux avec lui. Pour sa part, Perry offrit un train miniature, un télégraphe, une histoire de la guerre contre le Mexique contenant des

gravures du bombardement de Veracruz par la marine des États-Unis. L'attitude japonaise s'était considérablement adoucie et assouplie. S'il est vrai que la « diplomatie » de Perry joua un rôle important, elle tira aussi avantage des mutations internes du Japon. Une nouvelle classe de marchands tentaient d'asseoir son influence économique et politique en établissant des liens avec les États-Unis. Les Japonais étaient particulièrement fascinés par les armes américaines. Par ailleurs, les Américains n'étaient pas les seuls Occidentaux à qui ils aient eu affaire. Leur puissant voisin russe leur causait des soucis. Ainsi, en août 1853, peu après la visite de Perry, quatre navires de la marine russe avaient fait des manœuvres trop près de Nagasaki. Les Japonais trouvaient qu'ils naviguaient trop fréquemment dans leurs eaux et souhaitaient donc un allié extérieur en cas de besoin.

Perry obtint donc des Japonais le traité de Kanagawa, signé le 31 mars 1854, par lequel ils avancèrent modestement sur la question des marins naufragés sur les côtes japonaises. Il ne réussit pas à obtenir de concessions commerciales car le traité n'ouvrait que deux ports isolés dans lesquels des privilèges consulaires étaient toutefois garantis. Les Japonais étaient manifestement soucieux de ne pas trop s'engager, comme le prouve leur refus d'accepter des transactions d'affaires en dehors du cadre officiel japonais. Malgré le manque de résultats concrets, le traité de Perry fut salué comme une percée car les Américains venaient de réussir à signer le premier traité entre le Japon et une puissance étrangère. Tous les espoirs furent permis et tous étaient persuadés que la primauté américaine leur garantirait des relations privilégiées avec le Japon. Perry fut félicité par le Congrès, reçut une médaille de l'association des hommes d'affaires de Boston et la Chambre de commerce de New York lui offrit un service en argenterie de 400 pièces. L'année suivante, le Dr. Peter Parker fut envoyé en Chine pour tenter d'obtenir des privilèges supplémentaires. En 1856, les États-Unis envoyèrent leur premier diplomate au Japon, Townsend Harris, homme d'affaires new-yorkais, avec le titre de consul général. Il avait toute latitude pour établir des liens commerciaux avec le Japon mais, arrivé seul, sans appui militaire, il se heurta au refus des Japonais de le recevoir. Il resta un an à Yedo jusqu'à

l'arrivée d'un navire de guerre et resta sans nouvelle de son ministère pendant un an et demi de plus. Entre-temps, sa situation était devenue précaire au Japon et sa vie était en danger car on l'accusait d'avoir apporté des malheurs au pays. Sans se décourager, Harris tenta de défendre son point de vue et parvint à convaincre les Japonais qu'il était plus intéressant de traiter avec les États-Unis qu'avec les Européens qui avaient la fâcheuse tendance à faire la guerre pour obtenir des privilèges commerciaux. L'intervention de la France et de la Grande-Bretagne dans la guerre civile chinoise était un argument de taille.

En juin 1857, il signa une convention élargissant les privilèges commerciaux américains, suivie, en juillet 1858, du premier traité d'amitié et de commerce entre le Japon et l'Occident. Le traité de 1858 élargit les privilèges américains, autorisa l'envoi de consuls dans tous les ports ouverts au commerce, permit l'échange de représentants diplomatiques entre les États-Unis et le Japon, établit des tarifs douaniers fixes et accorda le privilège d'extraterritorialité. L'année suivante, Harris fut hissé au rang de ministre plénipotentiaire des États-Unis au Japon, inaugurant la première légation américaine à Tokyo. Si les États-Unis se félicitèrent de l'ouverture du Japon, la réaction au Japon fut mitigée. Les isolationnistes reprochaient au shogun d'avoir traité avec des étrangers et se coalisèrent autour de l'empereur pour chasser les étrangers du pays. En juin 1863, l'empereur exigea le départ de tous les étrangers, les émeutes se multiplièrent et, au cours de l'une d'elles, le secrétaire de la légation américaine fut tué. En 1864, dans le détroit de Shimonoseki, un fonctionnaire japonais fit tirer sur des navires étrangers. Une expédition punitive conjointe fut organisée avec la participation des États-Unis. Par la Convention de 1864, les étrangers obtinrent une indemnisation de la part du gouvernement japonais. Pour apaiser les relations avec le Japon, le gouvernement américain décida de rembourser l'indemnité reçue car elle était trop importante par rapport aux dommages subis. En 1868, l'empereur réussit à imposer son pouvoir contre le shogunat au cours de la Restauration Meiji. Il rouvrit la porte aux Occidentaux et, surtout, à leur technologie. À la fin du siècle, la montée en puissance du Japon avait été si fulgurante, que les États-Unis acceptèrent de lui restituer le

contrôle total de ses tarifs douaniers et de renoncer à son privilège d'extraterritorialité.

Les aventures caribéennes

Si les hommes d'affaires sudistes et nordistes avaient des intérêts jumelés dans l'ouverture de marchés asiatiques, l'expansion vers l'Amérique centrale était étroitement associée aux intérêts sudistes. En effet, l'idée que l'expansion vers le Sud pourrait conduire à l'admission de nouveaux États esclavagistes et rééquilibrer la répartition entre États libres et esclavagistes reprit de la vigueur durant les années 1850. Or, échaudés par le débat initié par le *Wilmot Proviso*, les concessions faites pour l'admission de la Californie, du Texas et du Nouveau-Mexique, les Nordistes considéraient toute nouvelle tentative émanant du Sud comme suspecte. Il est probable que certains Nordistes continuaient à soutenir l'idée de « destinée manifeste » mais loin de les rapprocher du Sud, de plus en plus d'entre eux estimaient que le fondement en était le républicanisme et la diffusion d'institutions civilisées dont l'esclavage ne faisait pas partie. Les moralistes finirent par gagner du terrain sur les politiques qui pensaient encore que l'esclavage était compatible avec la liberté.

Les Sudistes tentaient donc d'accroître leur influence politique grâce à l'esclavage. Adoptant une position diamétralement opposée, certains Nordistes allaient donc jusqu'à dire que le préalable à l'acceptation unanime de l'expansion devait être l'abolition totale de l'esclavage aux États-Unis. Les espoirs placés dans les Caraïbes se résumaient à l'idée que l'esclavage qui y existait encore ou venait d'en être aboli était à même d'assurer le développement économique de la région et d'apporter un soutien de taille à l'économie et à la culture du Sud. S'ils n'étaient pas autorisés à suivre leur « destinée manifeste », il ne leur restait qu'à abolir l'esclavage ou quitter l'Union. Dès la fin de la guerre contre le Mexique, une occasion se présenta au Yucatan, province du Mexique. Le gouvernement blanc du Yucatan se considérait indépendant du Mexique et faisait face à une menace de révolte de sa population indienne. Il envoya donc un émissaire auprès du président Polk l'informant que le

Yucatan se placerait sous la souveraineté des États-Unis si, en échange, le gouvernement américain lui accordait une aide militaire contre les Indiens. Après avoir balancé, surtout lorsqu'il apprit que les Britanniques et les Français envisageaient d'intervenir dans les troubles du Yucatan, Polk invoqua la doctrine Monroe en affirmant au Congrès que les États-Unis devaient s'opposer à tout transfert de propriété d'une quelconque parcelle de terre américaine, même *avec le consentement* des résidents en faveur d'un tel changement. Il apportait ainsi un nouvel aspect à son « Corollaire Polk » car le discours de Monroe disait plutôt *sans le consentement*. En fin de compte, les troubles s'apaisèrent d'eux-mêmes et l'intervention américaine ne fut plus nécessaire.

Le cas de Cuba s'avéra plus complexe car l'île concentrait l'ensemble des fantasmes expansionnistes du Sud : proximité des États-Unis, permanence de la pratique de l'esclavage, possession coloniale européenne, richesse économique fondée sur l'exploitation du sucre. Cuba et Porto Rico étaient les deux seules possessions espagnoles du Nouveau Monde à être restées dans le giron de Madrid, conservant des liens d'une complexe proximité avec la métropole. Du point de vue de l'Espagne, Cuba était toujours la « perle des Antilles », le « sucrier du monde » dont elle produisait des tonnes et des tonnes par an. Les Américains investissaient beaucoup à Cuba et commerçaient régulièrement avec l'île. De plus, du fait de sa position géographique, l'île avait toujours attiré l'attention des stratégies politiques, militaires et navals américains, depuis l'Indépendance (voire avant puisque les Britanniques avaient plusieurs fois tenté de s'en saisir) : Cuba était la clé du golfe du Mexique et même de la mer des Antilles. Au milieu du XIX^e siècle, elle avait pris une importance soudaine en raison de la recomposition géopolitique de la mer des Antilles pour les États-Unis, allant de pair avec des considérations de sécurité pour le futur canal interocéanique et des considérations politiques « sectionnelles ». Enfin, la situation politique de Cuba inquiétait certains analystes américains qui craignaient qu'elle ne devienne un autre Haïti si l'Espagne mettait en pratique ses menaces d'émancipation des esclaves de Cuba. Aux États-Unis et particulièrement dans le Sud, la perspective d'une seconde république noire aux portes du Sud esclavagiste faisait frémir.

Avec l'échec de l'occupation de Yucatan par les États-Unis. L'île prit une importance encore plus centrale. Les « Jeunes Américains » du parti démocrate apportèrent leur soutien au président Polk dans ses offres d'achat de Cuba à l'Espagne pour la somme astronomique de 100 millions de dollars. L'Espagne, soutenue par les Britanniques et les Français pour des raisons évidentes, refusa plusieurs fois cette offre. De toute manière, le soutien du Congrès n'était en aucun cas acquis d'avance. Il ne restait plus qu'à prendre Cuba de force par des voies illégales ou illicites, en dehors des canaux habituels du Congrès et des forces armées. La pratique du « filibustering », de la flibuste semblait être un moyen commode, rapide et spectaculaire de conquérir l'île, l'arracher aux Espagnols et présenter le fait accompli au Congrès qui ne pourrait refuser un tel trophée. La tradition expansionniste américaine avait été, en partie, élaborée par des entreprises mercenaires de ce type, en Floride occidentale, au Texas, en Californie. Par ailleurs, la complicité du gouvernement semblait souvent évidente car quand les choses tournaient mal, il désavouait l'entreprise qu'il acceptait en critiquant la forme si les choses tournaient bien. Durant la présidence de Pierce et de Buchanan, les flibustiers devinrent le bras armé d'une diplomatie peu orthodoxe, orchestrée par des Sudistes nombreux dans l'entourage des deux présidents et mise en œuvre par des Sudistes qui composaient la majorité des flibustiers.

La première expédition de « flibustiers » eut lieu à Cuba sous la direction du général Narciso Lôpez, un Espagnol, ancien homme d'affaires à Cuba qui avait plusieurs fois vendu ses services pour libérer Cuba de l'Espagne. Ses liens avec une riche famille de propriétaires d'esclaves cubains le rendirent immédiatement suspect aux yeux de Nordistes reconnaissant là un signe de l'existence du complot sudiste. Toutefois, il suscita beaucoup d'enthousiasme auprès de la communauté cubaine des États-Unis, surtout à New York, recruta des volontaires à la Nouvelle-Orléans, dont d'anciens combattants de la guerre contre le Mexique, désirant participer à la libération de Cuba pour y obtenir des terres en échange de leur sacrifice. Lôpez promit du butin, des femmes, des terres et un bonus de 1 000 dollars. En septembre 1849, il rassembla ses centaines de volontaires sur l'île de Round, au large de la Nouvelle-

Orléans mais la marine des États-Unis les empêcha de prendre le départ pour Cuba. López ne se découragea pas et tenta de repartir en mai 1850 à la tête d'une force de 700 hommes, tous vêtus d'une chemise rouge en hommage aux révolutions de 1848 en Europe. L'armée espagnole les repoussa hors de l'île. Revenus aux États-Unis, López et ses hommes furent arrêtés en vertu de la Loi de neutralité de 1818 et jugés à la Nouvelle-Orléans mais l'affaire fut classée sans suite en raison de plusieurs vices de forme. López décida de repartir pour Cuba avec 500 hommes et fit paraître une proclamation sur « l'inévitable destinée de Cuba d'être annexée par les États-Unis ». Ce débarquement fut le dernier pour sa troupe. Ils furent encerclés par l'armée espagnole, arrêtés, emprisonnés. Une centaine d'hommes furent gardés en prison tandis que López et 50 hommes - dont le colonel William Crittenden du Kentucky, neveu du ministre de la Justice (*Attorney general*) - furent exécutés.

C'est alors que López obtint la « reconnaissance » internationale qu'il avait tant espérée. L'opinion publique américaine, surtout à la Nouvelle-Orléans, hurla au meurtre dans la mesure où de nombreuses victimes des exécutions espagnoles venaient de la ville. Des foules manifestèrent à la Nouvelle-Orléans (dévastant le consulat d'Espagne), Key West, Cincinnati, Philadelphie et Pittsburgh. Des manifestants en colère dévastèrent aussi la légation américaine à Madrid. Le secrétaire d'État, Daniel Webster, présenta les excuses du gouvernement américain à l'Espagne et admis que son gouvernement n'avait pas su empêcher les activités des flibustiers. L'année suivante, la reine d'Espagne gracia les membres de l'expédition encore au fond des geôles cubaines ; le Congrès vota des indemnités pour les dégâts causés au consulat d'Espagne de la Nouvelle-Orléans.

La mort de López ne sonna pas le glas de l'intérêt américain pour Cuba, loin s'en faut. En avril 1852, les autorités françaises et britanniques accédèrent à la demande de l'Espagne et invitèrent les États-Unis à participer à un pacte par lequel chaque partie promettait de ne pas rechercher à conquérir Cuba et à garantir l'occupation de l'île par l'Espagne. Le nouveau secrétaire d'État, Edward Everett, renversa la position initiale des États-Unis qui avaient accepté le principe de l'accord tripartite. Pour Everett, Cuba était une question américaine. Les élections

présidentielles portèrent au pouvoir un nouveau président, Franklin Pierce, mais sans changer la politique vis-à-vis de Cuba. Son secrétaire d'État, William Marcy, et son ambassadeur à Londres, James Buchanan, avaient tous deux servi sous Polk et étaient de fervents expansionnistes. Le nouvel ambassadeur en Espagne, Pierre Soulé de Louisiane, ainsi que le nouvel ambassadeur en France, John Mason, étaient aussi d'anciens membres du Cabinet de Polk. À cinq, ils firent donc plusieurs tentatives pour acquérir Cuba. La première méthode fut de proposer de l'acheter à l'Espagne qui opposa un refus des plus fermes. Soulé, ouvertement en faveur de l'acquisition par tous les moyens de Cuba, était un curieux choix pour occuper précisément l'ambassade américaine en Espagne. Non seulement les autorités espagnoles prirent sa nomination comme une insulte mais, au moment de quitter New York, Soulé fit un discours incendiaire contre l'Espagne appelant à l'annexion de Cuba. Notons que le même Soulé avait été exilé de France en raison de ses prises de position en faveur de la République.

Il ne tarda pas à créer un incident avec les Espagnols. À la fin février 1854, les autorités de La Havane décidèrent de saisir la cargaison d'un vapeur marchand américain, le *Black Warrior*, faisant route de New York à Mobile, car sa cargaison n'était pas clairement identifiée, ce qui constituait une violation de la réglementation douanière. Ce genre de comportement était toléré mais les Espagnols avaient décidé d'appliquer la loi maritime internationale plus sévèrement. Soulé prit prétexte de cet incident pour exiger la remise de Cuba aux États-Unis, envoyant une note insultante aux autorités espagnoles, posant un ultimatum demandant la révocation des officiels espagnols ayant participé à la saisie du bateau américain et le paiement de la somme de 300 000 dollars sous quarante-huit heures aux propriétaires du bateau. Le secrétaire d'État ne lui avait demandé que d'obtenir une indemnisation et Soulé outrepassait donc ses ordres. Dans le même temps, dans un discours au Congrès, le président Pierce critiqua sévèrement le gouvernement espagnol.

La crise fut désamorcée par l'action conjointe de l'ambassadeur d'Espagne aux États-Unis et les autorités espagnoles qui contactèrent les propriétaires du navire et versèrent une indemnisation de 53 000 dollars. Toutefois, les péripéties ne s'arrêtèrent pas à ce règlement amiable. En

avril 1854, le secrétaire Marcy donna pour instruction à Soulé de faire une nouvelle offre d'achat sans excéder la somme de 130 millions de dollars. Si l'Espagne refusait encore une fois, Marcy autorisait Soulé à employer toute son énergie pour « détacher cette île de la domination espagnole et de toute dépendance vis-à-vis d'une puissance européenne ». Il devait, en cas de besoin, rencontrer secrètement les ministres Buchanan et Mason pour se concerter avec eux et, surtout, agir de concert avec eux. Les trois ministres ne tinrent pas compte de la consigne de secret et se réunirent plusieurs fois au vu et au su de tout le monde à Ostende en octobre et à Aix-la-Chapelle. Le résultat de leurs conciliabules fut une dépêche secrète envoyée au secrétaire d'État. Or, des extraits de ce mémorandum secret parurent dans la presse européenne et américaine avant même que le secrétaire d'État ne reçût la dépêche. Dans le Manifeste d'Ostende, les trois plénipotentiaires faisaient une analyse de la situation qui se trouva en porte-à-faux avec la position du gouvernement américain. En effet, Marcy, avait employé le terme « détacher » qui signifiait inciter les Cubains à se révolter contre l'Espagne pour ensuite demander l'annexion par les États-Unis. Le mot « détacher » (*detach*) était devenu « arracher » (*wrest*) dans le Manifeste. C'est ainsi qu'il se défendit mais, connaissant Soulé, il devait bien imaginer qu'il ferait une interprétation extrémiste de ses instructions. Au fond, l'histoire de l'expansion territoriale foisonnait d'exemples d'instructions semi-officielles, officieuses, tacites, orales, allant plus loin que les instructions écrites.

Persuadés que la guerre était une option pour conquérir Cuba, le trio affirmait que les États-Unis pouvaient légitimement conquérir l'île par la force si les Espagnols refusaient de la vendre encore une fois. L'affaire fit grand bruit et un commentaire de l'époque en dépeint l'absurdité : « [le gouvernement] projetait un cambriolage à grande échelle et en faisait la publicité à l'avance ». En réalité, les instructions de Marcy à Soulé tendait plutôt à indiquer que si l'Espagne refusait de vendre, il faudrait se résoudre à abandonner toute idée d'annexer Cuba. Cet épisode tragico-comique illustre néanmoins l'importance de Cuba pour les États-Unis. Le Manifeste décrivait clairement les raisons pour lesquelles les États-Unis

devaient étendre leur souveraineté : défendre la sécurité nationale, empêcher l'africanisation de Cuba et un second Haïti. Au vu de la publicité entourant le Mémorandum, le gouvernement de Peirce fut contraint de désavouer ses ministres plénipotentiaires. Soulé décida de démissionner. Lorsque la totalité du Mémorandum fut rendue publique par les adversaires du président au Congrès, en mars 1855, le Nord fit bloc pour dénoncer le complot sudiste propre à étendre l'esclavage même au prix d'une guerre. L'intensité de la critique s'explique en partie par la crise du Kansas et du Nebraska déchirant le pays la même année. En autorisant l'extension de l'esclavage au Kansas et au Nebraska sur la base de la « souveraineté populaire », le Congrès faisait voler en éclat la confiance relative instaurée par le Compromis de 1850.

Le retentissant échec de la diplomatie officielle ouvrit encore une fois la voie au recours à des méthodes peu orthodoxes. L'un des anciens soutiens de López, John Quitman - qui était aussi gouverneur du Mississippi - avait décidé de démissionner de son poste en 1851 et de tenter de prendre l'île lui-même. En 1854, ayant appris la débâcle de Soulé, Mason, Buchanan, il se prépara à partir, à la tête d'un véritable armée de 3 000 hommes. Il se heurta à l'opposition du gouvernement fédéral. Par ailleurs, miné par des problèmes financiers, il ne parvenait pas non plus à trouver des relais chez les Cubains. Il abandonna le « filibustering » l'année suivante. Mais il fut remplacé par un autre personnage haut en couleurs, William Walker du Tennessee qui tenta, à quatre reprises, d'envahir l'Amérique centrale : en 1855, 1857, 1858 et 1860. Celui que l'on surnommait « L'homme aux yeux gris de la destinée manifeste » parvint un temps à prendre la tête du Nicaragua. Son intérêt pour le « filibustering » datait de 1849, année où il avait quitté la Nouvelle-Orléans pour s'installer en Californie. Avec un groupe d'aventuriers, il conquiert la ville de La Paz, capitale de la Basse Californie en 1853, proclama la république et se donna le titre de président. Il fut obligé de faire machine arrière en raison de la mauvaise gestion de ses troupes. Les autorités américaines finirent par l'arrêter pour violation de la Loi de neutralité de 1818, comme López. Il fut toutefois acquitté par un tribunal de San Francisco.

Son intérêt se porta alors sur la question de la construction d'un canal au Nicaragua. Ses premières activités au Nicaragua furent d'assurer la sécurité de l'Accessory Transit Company, entreprise faisant traverser le pays à des personnes se dirigeant vers la Californie. Il s'installa tant et si bien qu'il prit le contrôle du Nicaragua en 1855 et s'autoproclama président. C'est alors qu'il rechercha le soutien des Sudistes en décidant de rétablir l'esclavage au Nicaragua, encouragé par Pierre Soulé lui-même venu lui rendre visite et lui proposer des investissements. Il se prépara même à légaliser à nouveau le commerce des esclaves. Enfin, il jura d'unir le Nicaragua aux États du Sud. Aidé par le plénipotentiaire américain, il entreprit une réforme de l'agriculture pour adopter des cultures de rente comme le coton, le sucre et le riz. Walker était devenu l'un des éclaireurs de l'expansion de l'esclavage en Amérique latine. C'est ainsi qu'il s'attira l'opposition des Nordistes américains mais aussi des puissances étrangères ayant des intérêts dans la zone, notamment les Britanniques. Beaucoup l'accusaient de violer les dispositions du Traité Clayton-Bulwer et, par ricochet, accusaient le gouvernement américain d'une coupable inaction. En 1856, le Président n'avait-il pas décidé de reconnaître le régime de Walker ?

Walker fut l'artisan de sa propre chute, coupant court à ces accusations graves contre le gouvernement américain. Son régime dictatorial et le manque de conviction de ses fidèles précipitèrent sa chute. Devenu impopulaire auprès de « son » peuple, il dut aussi affronter la coalition franco-britannique contre son régime et se heurta au tout-puissant homme d'affaires, Cornelius Vanderbilt, en prenant parti pour Charles Morgan qui rivalisait avec Vanderbilt pour obtenir des droits de passage au Nicaragua. Vanderbilt, furieux de voir préférer Morgan (qui avait aidé Walker dans son entreprise de conquête du Nicaragua), décida de prêter assistance aux forces coalisées du Costa Rica, Guatemala, Honduras et Salvador décidées à chasser Walker du Nicaragua. Celui-ci s'enfuit pour les États-Unis en 1857, pour revenir en novembre de la même année. Il fut intercepté par la marine des États-Unis qui le consigna à Greytown. Libéré, il tenta encore une fois de revenir en 1858, mais le navire qui le transportait s'échoua au large de Belize. Au printemps 1860, il fit sa dernière tentative de reconquête du Nicaragua en passant par le Honduras

où il fut capturé par l'armée du Honduras. À la mi-septembre 1860, il fut fusillé, mettant fin au rêve de réintroduction de l'esclavage en Amérique latine là où il avait été aboli.

La décennie se termina sur une nouvelle tentative d'acquisition de Cuba. À présent Président, James Buchanan décida d'agir poussé par l'accélération des événements sur le plan intérieur. En effet, peu de temps après son investiture, la Cour suprême, composée majoritairement de juges originaires du Sud, rendit un arrêt qui radicalisa encore plus les positions au sujet de l'esclavage : l'arrêt *Dred Scott* qui déclarait le compromis du Missouri anticonstitutionnel et privait tous les Noirs vivant aux États-Unis, libres ou esclaves, de l'accès aux droits civiques dont jouissait la population blanche. Conscient de la difficulté d'acquérir Cuba avec le consentement du Congrès, qui tentait pourtant de calmer les esprits en votant le *Homestead Act* (cherchant à attirer les colons potentiels vers l'Ouest), Buchanan nomma August Belmont, banquier new-yorkais, ambassadeur à Madrid. Le Sénat refusa de confirmer sa nomination car Belmont aurait dit qu'il fallait corrompre l'Espagne pour la convaincre de céder l'île.

En décembre 1858, Buchanan demanda au Congrès de voter un budget pour acheter l'île avant qu'une puissance européenne ne s'en saisît. La mesure ne put être discutée. En 1859, puis en 1860 il tenta encore de faire agir le Congrès mais tout espoir d'annexer Cuba par voie d'achat disparut avec l'élection d'Abraham Lincoln qui était ouvertement opposé à toute annexion de Cuba. Paradoxalement, Buchanan avait toujours mis en avant des arguments de sécurité nationale, de stratégie et de préparation pour un développement futur du trafic interocéanique. Mais, marqué par ses origines sudistes et ses accointances avec les expansionnistes les plus virulents du Sud esclavagiste, il ne put se défaire de l'accusation qu'il menait une politique « sectionnelle ». La guerre de Sécession rejeta aux oubliettes la question de l'acquisition de Cuba et du développement de la présence américaine dans les Caraïbes. L'abolition de l'esclavage en 1865 supprima l'un des arguments sudistes en faveur de l'annexion de l'île - l'extension de l'esclavage - tout en supprimant l'argument fondamental des Nordistes s'opposant à cette annexion. Après la guerre, l'intérêt des États-Unis pour Cuba et l'Amérique centrale revint

sur le devant de la scène. Toutefois, les expéditions des flibustiers laissèrent des traces dans la mémoire des habitants de la région qui en conçurent une grande méfiance pour tout ce qui était américain.

Après l'enthousiasme des années 1840, la décennie menant à la guerre de Sécession peut apparaître comme une période de « dépression » durant laquelle la politique étrangère fut désordonnée, désorganisée et sans plan précis. Le Nord et le Sud s'opposèrent farouchement sur la définition de l'intérêt national. De ce point de vue, l'esclavage tint une part essentielle dans tous les débats : dans quelle mesure était-il compatible avec l'expansion territoriale ? Comment l'articuler à la « destinée manifeste » ? Comment concilier le messianisme républicain au racisme fondant l'expansion au détriment du Mexique et l'assujettissement des esclaves dans le Sud ? La liberté étant l'un des fondements de la nation, jusqu'à quand faudrait-il tolérer la juxtaposition de l'esclavage et de la liberté ? La question de l'esclavage se heurtait au soupçon du complot sudiste et tuait toute velléité d'expansion là où des occasions se présentaient en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Au-delà, du côté de l'Extrême-Orient, les timides avancées américaines étaient obtenues dans un climat de tensions anti-occidentales en Chine et dans le sillage des puissances européennes, notamment la Grande-Bretagne et la France, qui est résumée par l'historien Thomas A. Bailey par la formule suivante : « Les États-Unis faisaient une politique de la canonnière sans canonnière. »

Bibliographie sélective

BAUER, K. Jack, *Zachary Taylor: Soldier, Planter, Statesman of the Old Southwest*, 1985.

BANDER, Frederick M., *James Buchanan and the American Empire*, 1994.

BOURNE, Kenneth, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, 1967.

BROWN, Charles H., *Agents of Manifest Destiny : the Lives and Times of the Flibusters*, 1980.

BURNS, E. Bradford, *Patriarch and Folk : the Emergence of Nicaragua, 1798-1858*, 1991.

CAMPBELL, Charles S., *From Revolution to Rapprochement: the United States and Great Britain, 1783-1900*, 1974.

CHAFFIN, Tom, *Fatal Glory : Narciso López and the First Clandestine U.S. War against Cuba*, 1996.

COHEN, Warren I., *America's Response to China : An Interpretive History of Sino-American Relations*, 2000.

DONALD, David H., *Charles Sumner and The Rights of Man*, 1970.

DOWNS, Jacques M., *The Golden Ghetto : The American Commercial Community at Canton and the Shaping of American China Policy, 1784-1844*, 1997.

DOWTY, Alan, *The Limits of American Isolation : the United States and the Crimean War*, 1971.

DULLES, Foster R., *Yankees and Samurai: America's Role in the Emergence of Modern Japan, 1791-1900*, 1965.

ETTINGER, Amos A., *The Mission to Spain of Pierre Soulé, 1853-1855: A Study in the Cuban Diplomacy of the United States*, 1932.

FAIRBANK, John K., *Trade and Diplomacy on the China Coast: The Opening of the Treaty Ports, 1842-1854*, 2 vols, 1953.

FAY, Peter W., *The Opium War, 1840-1842*, 1975.

FINDLING, John E., *Close Neighbors, Distant Friends : United States-Central American Relations*, 1987.

FREEHLINC, William W., *The Road to Disunion*, 1990.

FUJITA, Fumiko, *American Pioneers and the Japanese Frontier : American Experts in Nineteenth Century Japan*, 1994.

GARA, Larry, *The Presidency of Franklin Pierce*, 1991.

GARBER, Paul N., *The Gadsden Treaty*, 1923.

GIBSON, Arrell M., *Yankees in Paradise : The Pacific Basin Frontier*, 1993.

GOLDSTEIN, Jonathan, *Philadelphia and the China Trade, 1682-1846 : Commercial, Cultural, an Attitudinal Effects*, 1978.

GRAHAM, Gerald S., *The China Station : War and Diplomacy, 1830-1860*, 1978.

GULICK, Edward V., *Peter Parker and the Opening of China*, 1973.

HAGAN, Kenneth J., *This People's Navy : The Making of American Sea Power*, 1991.

HENSON, Curtis, T., *Commissioners and Commodores : The East India Squadron and American Diplomacy in China*, 1982.

HORSMAN, Reginald, *Race and Manifest Destiny : The Origins of American Racial Anglo-Saxonism*, 1981.

HUNT, Michael H., *Ideology and U.S. Foreign Policy*, 1987.

– *The Making of a Special Relationship : The United States and China to 1914*, 1997.

JOHANNSEN, Robert W., *Stephen A. Douglas*, 1973.

JOHNSON, Robert E., *Far China Station : The U.S. Navy in Asian Waters, 1800-1898*, 1979.

JONES, Wilbur D., *The American Problem in British Diplomacy, 1841-1861*, 1974.

KLEIN, Philip S., *President James Buchanan : a Biography*, 1962.

LAFFEBER, Walter, *The Clash : A History of U.S.-Japan Relations*, 1997.

LANGLEY, Lester D., *The Cuban Policy of the United States : A Brief History*, 1968.

– *Struggle for the American Mediterranean : United States-European Rivalry in the Gulf Caribbean, 1776-1904*, 1976.

LAYTON, Thomas N., *The Voyage of the « frolic » : New England Merchants and the Opium Trade*, 1997.

LONG, David F., *Gold Braid and Foreign Relations : Diplomatic Activities of u.s. Naval Officers, 1798-1883*, 1988.

MAY, Robert E., *John A. Quitman : Old South Crusader*, 1985.

– *The Southern Dream of a Caribbean Empire, 1854-1861*, 1973.

McDOUGALL, Walter A., *Let the Sea Make a Noise: A History of the North Pacific from Magellan to MacArthur*, 1993.

MORISON, Samuel E., « Old Bruin » J. : *Commodore Matthew C. Perry, 1794-1858*, 1967.

NEU, Charles E., *The Troublesome Encounter: The United States and Japan*, 1975.

NEUMANN, William L., *America Encounters Japan : From Perry to MacArthur*, 1963.

NICHOLS, Roy F., *Franklin Pierce : Young Hickory of the Granite Hills*, 1958.

PEREZ, Louis A., *Cuba and the United States : Ties of Singular Intimacy*, 1997.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 1, Cohen, Warren 1., ed.

PERKINS, Dexter, *The Monroe Doctrine, 1826-1867*, 1933.

PERRY, John C., *Facing West: Americans and the Opening of the Pacific*, 1994.

POTTER, David, *The Impending Crisis, 1848-1861*, 1976.

ROSENSTONE, Robert A., *Mirror in the Shrine : American Encounters with Meiji Japan*, 1988.

SAUL, Norman E., *Distant Friends : The United States and Russia, 1763-1867*, 1991.

SCHOONOVER, Thomas D., *The United States in Central America, 1860-1911 : Episodes of Social Imperialism and Imperial Rivalry in the World System*, 1991.

SCHROEDER, John H., *Shaping a Maritime Empire : The Commercial and Diplomatic Role of the American Navy, 1829-1861*, 1985.

SHEWMAKER, Kenneth E., « Daniel Webster and the Politics of Foreign Policy, 1850-1852 », *Journal of American History* 63 (1976) : 303-15.

– « Forging the 'Great Chain' : Daniel Webster and the Origins of American Foreign Policy toward East Asia and the Pacific, 1841-1852 », *American Philosophical Society* 129 (1985) : 225-59.

SILBEY, Joel H., *The Partisan Imperative : The Dynamics of American Politics Before the Civil War*, 1985.

SMITH, Elbert B., *The Presidencies of Zachary Taylor and Millard Fillmore*, 1988.

– *The Presidency of James Buchanan*, 1975.

SPENCER, Donald S., *Louis Kossuth and Young America : A Study of Sectionalism and Foreign Policy, 1848-1852*, 1977.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

TREAT, Payson, J., *Diplomatic Relations between the United States and Japan: 1853-1895*, 2 vols, 1932.

VAN ALSTYNE, Richard W., *The United States and East Asia*, 1973.

VARG, Paul A., *New England and Foreign Relations, 1789-1850*, 1983.

WALL, James T., *Manifest Destiny Denied : America's First Intervention in Nicaragua*, 1981.

WALWORTH, Arthur, *Black Ships Off Japan : The Story of Commodore Perry's Expedition*, 1946.

WARNER, Donald F., *The Idea of Continental Union : Agitation for the Annexation of Canada to the United States, 1849-1893*, 1960.

WILEY, Peter B., *Yankees in the Land of the Gods : Commodore Perry and the Opening of Japan*, 1990.

WILLIAMS, Mary W., *Anglo-American Isthmian Diplomacy, 1815-1915*, 1916.

Chapitre IX

La diplomatie américaine à l'épreuve de la guerre de Sécession (1861-1865)

1860	Décembre : sécession de la Caroline du Sud
1861	Janvier-février : sécession du Sud profond et création de la Confédération 12 avril : attaque de Fort Sumter par les Confédérés, retrait des troupes de l'Union Avril-mai : sécession du reste des États du Sud à l'exception des États-frontières (le Delaware, le Maryland, une partie de la Virginie qui devient la Virginie occidentale, le Kentucky et le Missouri) 13 mai : proclamation de neutralité britannique Juillet : victoire du Sud à la première bataille de Bull Run Novembre : affaire du <i>Trent</i>
1862	Prise de Fort Henry et Fort Donelson par le général unioniste Ulysses Grant Prise de la Nouvelle-Orléans par l'amiral unioniste Farragut Mars-juillet : échec de la campagne de McClellan sur la péninsule au sud de Richmond Août : seconde bataille de Bull Run, victoire du Sud Septembre : McClellan parvient à arrêter l'avancée du général Robert E. Lee à la bataille d'Antietam Septembre : proclamation préliminaire d'émancipation de Lincoln Décembre : nouvelle défaite nordiste à la bataille de Fredericksburg Projet de médiation britannique et française
1863	Janvier : proclamation finale d'émancipation Mai : victoire du général Lee à Chancellorsville Juillet : premières grandes victoires du Nord à Gettysburg et Vicksburg Émeutes raciales à New York contre la conscription Discours de Gettysburg par Lincoln Novembre : Grant défait les forces confédérées à Chattanooga
1864	Mai-juin : affrontement entre Lee et Grant dans le nord de la Virginie Septembre : chute d'Atlanta incendiée par le général nordiste Sherman Novembre : réélection d'Abraham Lincoln contre McClellan Novembre-décembre : avancée de Sherman en Géorgie (tactique de la terre brûlée)
1864-1867	Règne de l'empereur Maximilien au Mexique
1865	Janvier : vote par le Congrès du XIII^e amendement à la Constitution abolissant l'esclavage Avril : prise de Petersburg par Grant et capitulation de Lee à Appomatox Avril : assassinat de Lincoln et tentative d'assassinat sur le secrétaire d'État Seward Avril-mai : reddition des dernières troupes confédérées

Le paradoxe de la guerre de Sécession est qu'elle eut, dès ses premières heures, une dimension internationale. Les hostilités furent ouvertes le 12 avril 1861, lorsque les forces confédérées positionnées à Charleston ouvrirent le feu sur le fort Sumter tenu par l'armée de l'Union. Comme

annoncé durant la campagne présidentielle de 1860, les États du Sud avaient fait sécession par vague dès l'annonce de l'élection d'Abraham Lincoln à la présidence en novembre 1860. Qu'il fût un abolitionniste extrémiste ou un modéré désireux d'abolir l'esclavage en arrêtant son expansion, pour les Sudistes, il représentait un parti politique désireux d'empêcher les Sudistes de conserver leur mode de vie et d'étendre leur « section » vers l'Ouest comme les autres parties des États-Unis. La Caroline d'Amérique fut la première à quitter l'Union, suivie de six États. Après l'attaque de Fort Sumter, quatre autres États les rejoignirent au sein de la Confédération des États du Sud qui venait de se doter d'une constitution et d'un gouvernement provisoire installé à Montgomery dans l'Alabama. En réponse, le président Lincoln convoqua une milice de 75 000 hommes pour venir à bout de *l'insurrection* des États du Sud car, officiellement, pour le gouvernement fédéral, il n'y avait pas sécession. La Confédération n'avait pas d'existence légale.

Dès les premières heures du conflit, le gouvernement de Lincoln s'attacha à éviter de voir la position des États-Unis dégénérer sur le plan international et préserver l'Union en remportant de rapides victoires militaires pour tuer la rébellion dans l'œuf. Il était donc impératif de faire l'impossible pour empêcher des puissances étrangères de s'immiscer dans une « querelle de famille » en reconnaissant la Confédération. Une telle reconnaissance internationale l'aurait légitimée et lui aurait donné accès à une aide internationale qui aboutirait à une guerre longue et à l'indépendance du Sud. Lincoln et son secrétaire d'État, William H. Seward de New York, étaient par principe opposés à toute intervention internationale, qu'elle prît la forme d'une offre de médiation, un appel au cessez-le-feu ou la reconnaissance de l'indépendance de la Confédération. En d'autres termes, pour eux, la Confédération n'existait pas et ne devait recevoir aucune reconnaissance, ni *de facto*, ni *de jure*. Cette position de principe fut difficile à tenir, en particulier durant les dix-huit premiers mois de la guerre, alors que la situation militaire du Nord était singulièrement précaire.

L'une des puissances causant le plus de souci était la Grande-Bretagne dont la reconnaissance de la confédération ou la neutralité serait vitale pour l'issue de la guerre. On pensait que les autres Européens risquaient

de suivre son exemple. Or, des décennies de méfiance vis-à-vis des Britanniques étayaient ces craintes : on les soupçonnait de vouloir la destruction de l'Union et de rechercher à tirer profit d'une situation anarchique offerte sur un plateau à cause de la rébellion des Sudistes. Les Britanniques se feraient un plaisir d'exploiter les divisions pour réduire la place des États-Unis dans le monde et reconquérir leur influence perdue en Amérique du Nord. Sans effort, elle contribuerait à l'effondrement de l'empire américain, à la fin de la « destinée manifeste ». La personnalité du Premier ministre, Lord Palmerston, confirmait les craintes des Unionistes qui se souvenaient de ses prises de position belliqueuses au moment de l'affaire McLeod. Pourtant, au vu des deux parties en présence, la position britannique n'était pas facile à déterminer. De fait, la permanence de l'esclavage dans le Sud faisait que toute reconnaissance de la Confédération serait critiquée par les abolitionnistes britanniques. Or, les Britanniques reçurent ici le soutien inattendu du Président lui-même qui, durant les premiers mois de la guerre, proclamait sans relâche qu'il s'agissait d'un conflit pour restaurer l'Union et que l'esclavage n'était pas un enjeu.

Aussi, vus de l'extérieur, les deux antagonistes se livraient un combat obscur au sujet du droit des États, de la violation de ces droits par le gouvernement fédéral, du droit des Sudistes à disposer d'eux-mêmes, du refus du Nord d'accepter l'idée de sécession qui n'était pas prévue par le pacte national constitutionnel. Pour les Britanniques, l'état de belligérance était évident, la sécession un fait accompli et l'on se demandait comment le Nord ferait pour contraindre un adversaire aussi puissant à rejoindre les rangs de l'Union. Le Sud était composé de 11 États, avec 9 millions d'habitants dont 4 millions d'esclaves, et il avait l'avantage psychologique de se battre pour défendre son mode de vie. De plus, ses chefs militaires semblaient beaucoup plus capables que ceux du Nord. En face, avec ses 22 millions d'habitants, le Nord possédait des avantages économiques considérables et pouvait se permettre de combattre pendant des mois. Faute de vainqueurs, la guerre se terminerait sans doute par une reconnaissance *de facto* de l'existence et de l'indépendance du Sud. Les deux parties s'engagèrent donc dans une bataille militaire qui se joua aussi sur le terrain diplomatique.

La diplomatie de l'Union

Le Président et le secrétaire d'État prirent la direction de la politique étrangère du pays, usant de leurs prérogatives pour transformer le Congrès en une quasi-chambre d'enregistrement. Les circonstances exceptionnelles de la guerre civile justifiait des pouvoirs exceptionnels que Lincoln utilisa tout en étant accusé par ses adversaires politiques d'abus de pouvoir. William H. Seward était l'adversaire malheureux de Lincoln dans la course à l'investiture du Parti républicain. Aussi le pays avait-il été surpris de voir Lincoln lui proposer le poste de deuxième personnage de l'exécutif, tout autant que de le voir accepter. Ceux qui connaissaient l'anglophobie de Seward et ses idées arrêtées sur l'expansionnisme américain s'inquiétaient de voir ainsi diriger la politique étrangère du pays par un homme qui n'en avait aucune expérience - le Président - et un homme qui en avait trop et se prenait pour le président. Ainsi, il épouvanta les autres membres du gouvernement et les diplomates en poste à Washington en rédigeant un mémorandum en date du 1^{er} avril 1861 dans lequel il suggérait de « demander des explications » à toutes les puissances étrangères se comportant de manière préjudiciable aux intérêts américains : la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne. En déclarant la guerre à ces puissances, on créerait un sursaut de sentiment national qui arrêterait la machine infernale de la sécession. Si la sécession se confirmait quand même, les menaces du gouvernement donneraient un signal fort aux Européens et les mettraient en garde contre toute intervention aux côtés des rebelles.

Le Président opposa une fin de non-recevoir à ce projet dangereux sans pour autant ôter sa confiance à son fougueux ministre. Les biographes de Seward s'interrogent encore sur le sérieux que Seward accordait lui-même à son mémorandum. En réalité, les menaces proférées eurent un effet temporisateur sur les trois puissances citées car, dans les mois qui suivirent le début de la guerre, elles ne se précipitèrent pas pour prendre une position définitive en faveur de l'une ou l'autre partie. Le 21 mai, Seward rédigea une dépêche à l'intention du gouvernement britannique qui contenait des termes particulièrement offensants : le gouvernement des États-Unis menaçait les Britanniques de guerre s'ils reconnaissaient la

Confédération. Le Président fut obligé de tempérer la missive en recommandant au nouveau ministre américain à Londres, Charles Francis Adams (fils de John Quincy et petit-fils de John Adams) de ne pas la remettre et de la conserver. Les résistances du Président et le bon sens finirent par convaincre Seward qu'il était dangereux de compter sur un sursaut national et qu'en fait le Nord risquait de se trouver en guerre contre le Sud et les Européens au même moment. De plus, à supposer que le sursaut patriotique ait eu lieu, les divisions entre le Nord et le Sud demeuraient non résolues et rien ne garantissait à Washington que le Sud ne déciderait pas de signer une paix séparée avec les Européens, laissant le Nord seul face à eux.

Seward se résolut donc à élaborer une politique étrangère plus adaptée à la réalité du terrain. L'une des mesures préconisées fut l'établissement d'un blocus des ports sudistes s'étendant de la baie du Chesapeake jusqu'à l'embouchure du Rio Grande. Le 19 avril, Lincoln annonça son intention de le faire sans réussir à convaincre quiconque dans la mesure où la marine de l'Union ne disposait pas d'un nombre suffisant de navires pour rendre le blocus effectif. Une centaine de navires (dont une majorité était vétuste ou en mauvais état) devaient fermer 185 baies et près de 5 000 kilomètres de côte à une Confédération dont la viabilité reposait sur le maintien de ses relations commerciales avec l'extérieur. Peu à peu, le blocus se fit de plus en strict et les briseurs de blocus confédérés eurent de plus en plus de difficulté à le franchir et à ravitailler le Sud. À la fin de la guerre, la marine contrôlait quasiment tous les ports sudistes et avait détruit ou saisi plus de 1 500 navires. Les partenaires étrangers du Sud s'élevèrent bien contre un blocus contraire au droit international et le gouvernement confédéré tenta d'obtenir la fermeture des ports britanniques aux navires nordistes, mais le gouvernement britannique ne souhaitait pas s'engager dans un conflit maritime pouvant dégénérer en guerre contre les États-Unis. Il admit que le blocus était légitime.

La position du Nord était néanmoins incohérente au plan diplomatique. L'existence du blocus tendait à considérer que la Confédération était une entité belligérante et « étrangère », et qu'il existait bien une situation de guerre entre elle et les États-Unis. Du point de vue des Européens, le fait d'être neutres leur garantissait le droit de commercer avec le Nord et le

Sud. Or, l'ironie de l'histoire est que le gouvernement fédéral déniait ce droit aux Britanniques alors que les Américains étaient toujours présentés comme les champions du droit des pays neutres et avaient même livré une guerre contre les Britanniques pour protéger ce droit. Toute la rhétorique de l'Union consistait à présenter la guerre comme un conflit interne et les Sudistes comme des rebelles. Or, en droit international, le terme de rébellion conférait un statut plus organisé que celui de simple insurrection et une existence internationale au groupe désigné comme tel. La situation était donc plutôt confuse, l'attitude du Président ajoutant à la confusion déjà ressentie par les Européens. Une reconnaissance même indirecte du statut de belligérant au Sud le mettait un pas de plus vers l'indépendance et renforçait son sentiment de cohésion nationale.

Au début de la guerre, les Européens, conscients d'une contradiction aussi flagrante, conservèrent toutefois une attitude prudente. Les Britanniques ne cherchèrent pas à exploiter les faiblesses du raisonnement nordiste et adoptèrent leur « wait and see » coutumier. Puis, le 13 mai, la Reine Victoria proclama la neutralité de son pays dans ce que la Grande-Bretagne considérait comme un état de guerre signalé sur le plan du droit international par l'existence d'un blocus des ports de la partie sud des États-Unis. Cette proclamation fut immédiatement prise, dans le Nord, comme un soutien à peine déguisé à la Confédération. En se déclarant neutre, la Grande-Bretagne venait de reconnaître le statut de belligérant au Sud. Les conséquences étaient non négligeables. En effet, les navires sudistes pouvaient à présent arraisonner les navires de l'Union et se procurer du ravitaillement dans les ports neutres. La Confédération pouvait commercer avec l'Europe, demander et obtenir des prêts et acheter du matériel militaire. Par ailleurs, que valait un blocus américain face à la puissante marine britannique ? Les navires britanniques pouvaient sans difficultés briser le blocus. Les complications qui s'ensuivraient étaient incalculables en termes de conflit avec l'Union. La Confédération avait donc tout intérêt à ce que la Grande-Bretagne ignore le blocus pour qu'un incident entraîne la confrontation avec l'Union, ce qui permettrait à la Confédération de devenir indépendante. Or, pour des

raisons de bon sens, les Britanniques répugnaient à se laisser manipuler aussi ouvertement.

L'Union interpréta l'attitude du gouvernement britannique comme un soutien au Sud, alors que, dans les premiers mois de la guerre, la position britannique n'était pas encore vraiment arrêtée. La logique des uns s'opposait à celle des autres. Les Britanniques prenaient le mot « neutralité » dans tous les sens du terme et souhaitaient mettre en garde leurs sujets contre toute activité risquant d'envenimer les relations avec l'Union. De plus, à moins de reconnaître aux Sudistes le statut de puissance en guerre, tous leurs navires croisant dans des eaux contrôlées par la Grande-Bretagne devraient être soumis au même traitement que des navires pirates. Ces arguments n'étaient pas reçus par le Nord qui estimait que la Grande-Bretagne se préparait en réalité à reconnaître l'indépendance du Sud. Le Sud eut aussi la même impression trompeuse. En réalité, par cette mesure pragmatique, les Britanniques cherchaient à clarifier une situation confuse, donnant ainsi du poids au blocus théorique américain. De plus, outre les déclarations belliqueuses de Seward d'avril et mai 1861, les réactions nordistes confirmèrent le gouvernement britannique dans sa conviction qu'il fallait agir prudemment.

L'application du blocus s'avéra difficile car un minimum de coopération de la part des nations ayant une grande marine était nécessaire. La seule doctrine disponible pour l'Union était celle du « voyage continu » que les Britanniques avaient développée dans la décision *d'Essex* en 1805. Elle donnait aux États-Unis le droit de saisir des vaisseaux entrant dans un port neutre si la destination ultime de leur chargement était la Confédération. En théorie, des bateaux britanniques en route pour les Antilles britanniques pouvaient être saisis et leur cargaison confisquée s'ils étaient soupçonnés de transporter des marchandises pour le Sud. De nombreux navires furent donc capturés, comme le *Peterhoff* en 1863. Il fut arraisonné près des Îles Vierges danoises alors qu'il avait déjà débarqué son chargement dans le port mexicain de Matamoros ; lequel chargement avait déjà pris la route du Sud par voie terrestre. En 1866, la Cour suprême approuva la confiscation du vaisseau, de même que dans les cas du *Bermuda* en 1865 et du *Springbok* en 1866. Les Britanniques, malgré les dommages causés,

ne créèrent jamais d'incident à cause de ces saisies et confiscations, conscients du fait qu'ils auraient agi de même (et l'avaient déjà fait par le passé) en cas de besoin. Après avoir longtemps critiqué cette pratique du voyage continu, les Américains venaient renforcer la doctrine et confirmer le droit des belligérants à contrôler les mers.

Un des sujets épineux des relations entre l'Union et la Grande-Bretagne était la question de l'esclavage. Depuis le début de la guerre, le président Lincoln insistait pour dissocier les vraies raisons de la guerre - la préservation de l'Union - de la propagande abolitionniste et confédérée. La presse britannique et l'opinion, initialement favorables du Nord, avaient espéré que le but de la guerre était d'abolir l'esclavage. La motivation première de Lincoln était assurément qu'il ne souhaitait pas s'attirer l'hostilité des États esclavagistes ayant refusé de faire sécession et restées fidèles à l'Union : le Maryland, le Delaware, le Kentucky et le Missouri et la partie occidentale de la Virginie. Comme il l'avait fortement démontré dans son discours d'investiture de mars 1861, son but était de montrer qu'aucun État n'avait le droit de sortir de l'Union. Par ailleurs, faire reposer une guerre sur la libération des Noirs risquait de lui aliéner le soutien des racistes du Nord. En tant que Président, il était prisonnier de la racialisation du discours politique et des profondes divisions du pays. Il savait fort bien que la question de l'Union et de l'esclavage étaient intimement liés et que, pour restaurer l'Union, il fallait régler tous les problèmes ayant mené à son éclatement. Pour les Européens, le raisonnement était spécieux et beaucoup se mirent à penser que les Sudistes avaient peut-être quelque légitimité à faire sécession pour conquérir leur notion de la liberté dans la mesure où le Nord ne se plaçait pas sur le plan moral.

Durant toute l'année 1861, les États-Unis durent aussi faire face à un nouveau danger, les velléités expansionnistes de la France au Mexique. Il était certes vrai que la plupart des Européens avaient adopté la même position de neutralité prudente que les Britanniques. Mais, dans le cas de la France, l'empereur Napoléon III refusait de se cantonner dans une neutralité aussi passive et, en octobre 1861, proposa une médiation conjointe entre les deux belligérants. Ce faisant, il reconnaissait aussi la qualité de belligérants aux Sudistes à qui il laissait entendre qu'il les

soutiendrait dans leur combat en échange de leur aide au Mexique. L'opinion française était favorable à la médiation pour des raisons allant de l'idéologique au moral et à l'économique en passant par le politique. Les milieux industriels étaient désireux d'augmenter leur part du marché du coton sudiste. Les classes dirigeantes détestaient la république américaine et ses dangereux idéaux alors que le Sud était aristocratique et semblait partager de nombreuses valeurs avec les classes dirigeantes européennes. Les soutiens permanents du Nord étaient, inversement, les républicains et la classe ouvrière opposée au travail servile. Mais leur avis importait peu dans le régime politique instauré par Napoléon III. Pendant ce temps, l'Empereur se sentit autorisé à resserrer les liens avec la Confédération : il accepta de recevoir un ministre plénipotentiaire à Paris, encouragea les chantiers navals français à signer des contrats de construction de navires de guerre pour la Confédération.

La diplomatie de la Confédération

Capitalisant sur les contradictions et les incohérences de la position du Nord, la Confédération vit ses espoirs de reconnaissance augmentée. Contrairement au Nord qu'elle avait pris de vitesse sur ce terrain, la Confédération s'était dotée d'un réseau de propagandistes chevronnés agissant auprès des gouvernements européens et des opinions publiques pour expliquer leur cause, minimiser la question de l'esclavage et souligner le fait qu'ils luttèrent pour préserver leur liberté. Ils trouvèrent une oreille favorable auprès de la haute société britannique qui se persuadait que la Confédération se dirigeait immanquablement vers l'indépendance. Des instincts de classe portaient les aristocrates et les gens fortunés à soutenir les défenseurs d'une société hiérarchique et aristocratique comme celle de la Confédération, contre une Union livrée à la populace, dirigée par un Lincoln, obscur homme politique s'étant élevé socialement à la force du poignet, archétype du *common man* jacksonien. Par le fait de cette guerre, les Britanniques avaient une chance de réduire la taille des États-Unis au Nord si aucun vainqueur n'apparaissait et, en tout état de cause, de mettre à mal les idéaux républicains américains qui commençaient à avoir une dangereuse

influence en Europe et en Grande-Bretagne. L'existence de deux républiques atténuerait le poids de chacune ; elles s'annuleraient mutuellement et permettraient à la Grande-Bretagne de sécuriser son empire d'Amérique du Nord. Par ailleurs, ayant des liens commerciaux importants avec le Sud, la Grande-Bretagne ne risquait pas de perdre grand-chose si la sécession devenait permanente.

Pourtant, malgré les sympathies pour la Confédération dans les milieux politiques et d'affaires, le plus grand ennemi de la Confédération était l'origine de la création de la Confédération. Fallait-il établir un précédent et reconnaître, voire soutenir, un gouvernement insurrectionnel, quelle que fût la légitimité de son combat ? Les réformateurs, nombreux en Grande-Bretagne à cette époque, recommandaient la neutralité ou l'intervention aux côtés de l'Union pour éliminer l'esclavage des États-Unis. Sans souscrire totalement à ces arguments réformateurs, les classes laborieuses britanniques étaient du même avis. Ce genre d'arguments plaidait pour la neutralité qui permettait à la Grande-Bretagne de tirer son épingle du jeu selon que c'était l'Union qui gagnait, le Sud ou personne. Ils espéraient que l'émancipation des esclaves aurait des répercussions sur le servage existant encore en Europe et sur l'exploitation des travailleurs dans les industries. Pour eux, ignorant les rigueurs du travail industriel aux États-Unis, le Nord représentait la démocratie fondée sur l'égalité des chances, et le Sud, la suprématie blanche fondée sur l'oppression d'une main-d'œuvre servile.

Les opinions européennes étaient, on le voit, divisées, et malgré les efforts des agents confédérés, malgré les déclarations de Lincoln, la question de l'esclavage demeurait un sujet de débat constant. De plus, les déclarations des dirigeants sudistes, qui présentaient l'esclavage comme la pierre angulaire de la société sudiste, finiraient par pousser le Nord à exploiter cet argument pour susciter le soutien des Britanniques qui avaient ouvert la voie de l'abolition effective de l'esclavage en 1833 et ne pouvaient cautionner une idéologie aussi contraire à la leur. Conscients de cette faiblesse, les diplomates sudistes faisaient donc reposer toute leur dialectique sur le coton, pièce maîtresse de leurs relations commerciales avec la Grande-Bretagne. Les Sudistes étaient persuadés

que leur « roi coton » était indispensable à l'économie britannique et que, pour s'assurer un approvisionnement constant, les Britanniques seraient prêts à assister leur fournisseur principal. En effet, un Britannique sur cinq vivait directement ou indirectement de l'industrie textile, 80 % du coton transformé dans les filatures venait du Sud des États-Unis ; le produit des filatures était en partie réexporté dans l'empire. Les effets induits de l'arrêt brutal de l'approvisionnement en coton risquaient d'être sérieux. La faille du raisonnement sudiste était pourtant claire : la dépendance britannique était aussi une dépendance sudiste. En effet, les Sudistes, en guerre et ayant besoin de devises, pouvaient-ils se permettre d'arrêter de vendre leur coton à la Grande-Bretagne et à la France en même temps, fût-ce pour les obliger à les reconnaître ? Combien de temps pourraient-ils faire durer le bras de fer ? À qui vendraient-ils leur coton entre-temps ?

Dès le mois de mars 1861, la diplomatie du coton se mit en marche. Le président de la Confédération, Jefferson Davis, envoya trois agents, officieux, en Europe pour obtenir la reconnaissance de la Confédération, des prêts, du matériel militaire et des navires. En échange, ils avaient pour instruction de promettre aux gouvernements européens la libre entrée de leurs produits dans le Sud, sans droits de douane. En Grande-Bretagne, le Premier ministre refusa de les recevoir officiellement et se contenta d'une audience informelle car il s'en tenait encore à sa politique de neutralité prudente. Pour contrecarrer cette mission confédérée, le gouvernement de l'Union décida d'envoyer un nouveau plénipotentiaire à Londres, Charles Francis Adams, misant sur son expérience politique, ses connaissances britanniques et sa familiarité avec l'aristocratie britannique qu'il avait fréquentée durant ses études dans une *public school* anglaise (du temps où son père était ambassadeur des États-Unis en Grande-Bretagne). À son arrivée, le 13 mai 1861, il trouva la Proclamation de neutralité, la reconnaissance de fait du statut de belligérant pour le Sud. Craignant une reconnaissance imminente de l'indépendance du Sud, il se heurta au refus des Britanniques de préciser la teneur de leurs discussions avec les agents envoyés par Jefferson Davis. La tension entre le ministre américain et le gouvernement britannique était telle (à cause de l'affaire du *Trent*) que Adams demeura un an à l'hôtel, craignant d'être renvoyé à

tout instant ou d'être obligé de quitter la Grande-Bretagne précipitamment. Toutefois, le temps passant, il fallut bien se rendre à l'évidence : les Britanniques n'avaient toujours pas reconnu l'indépendance de la Confédération car ils étaient tout aussi conscients que les Nordistes du caractère suicidaire d'une guerre entre les deux pays. Pourtant, la situation s'envenima brutalement.

L'affaire du *Trent* et les relations avec la Grande-Bretagne

En juillet 1861, les troupes de l'Union furent mises en déroute par les troupes confédérées au cours de la première véritable bataille de la guerre : la bataille de Bull Run (près de Manassas) en Virginie. La nouvelle fut interprétée en Europe comme le signe de l'incapacité des États-Unis à gagner la guerre rapidement et, éventuellement, que le Sud pourrait conserver son indépendance. Du côté confédéré, tous les espoirs étaient permis. Lorsque James D. Bulloch, chef des services secrets de la Confédération en Europe s'adressa aux firmes privées britanniques pour obtenir des prêts en vue de la construction d'une marine pour la Confédération, il fut écouté avec beaucoup de considération. Le Président décida d'envoyer deux ambassadeurs ayant une grande expérience politique pour utiliser les bonnes nouvelles venant des champs de bataille et obtenir la reconnaissance de la Confédération : John Slidell de Louisiane fut choisi pour la France et James A. Mason de Virginie pour la Grande-Bretagne. Début novembre, ils passèrent aisément le blocus du port de Charleston et se rendirent à La Havane où ils embarquèrent à bord d'un navire britannique, le *Trent*, en partance pour Saint Thomas (îles Vierges danoises) d'où ils devaient embarquer sur un autre navire à la neutralité indiscutable et voguer tranquillement vers l'Europe.

Le *Trent* croisa la route du capitaine Charles Wilkes (connu pour ses explorations en Oregon et en Californie dans les années 1840) qui commandait l'USS *San Jacinto* naviguant alors dans les eaux cubaines. Il prit la décision d'arraisonner le navire britannique dans le Canal des Bahamas, le 8 novembre, envoya un officier à bord pour se saisir de Mason et Slidell, qu'il considérait comme des « incarnation de dépêches » (« embodiment of dispatches »), c'est-à-dire comme de la contrebande

et donc comme des traîtres aux États-Unis. Les deux hommes refusèrent d'obtempérer ; Wilkes envoya donc un détachement de marines les chercher de force. Le *Trent* fut alors autorisé à continuer son voyage. Mason et Slidell, à présent transférés sur le *San Jacinto*, furent logés dans la cabine du commandant et invités à sa table. Ils furent d'abord emmenés à la forteresse Monroe (Virginie) tenue par l'Union puis transférés à Boston.

L'action d'éclat de Wilkes fut, dans un premier temps, saluée comme un haut fait, vengeant la débâcle de Bull Run et rendant un peu la monnaie de leur pièce aux Britanniques. La Chambre des représentants vota une médaille d'or pour l'honorer, des banquets furent offerts, le ministre de la Marine, Gideon Welles, loin de le blâmer, lui accorda une promotion. Or, Wilkes avait agi sans ordres et violé le droit international. Considérer des êtres humains comme de la contrebande était une nouvelle interprétation aussi extravagante qu'inacceptable de l'usage international. Par ailleurs, la doctrine du voyage continu n'était pas respectée puisque le navire ne se rendait pas dans un port ennemi. L'arraisonnement et la fouille du *Trent* étaient donc illégales. De plus, comme on le sut plus tard, si Wilkes avait été moins impulsif et avait pris le temps de fouiller le navire, il aurait découvert que le commandant britannique s'était rendu complice de Mason en l'aidant à cacher le courrier transporté par les Confédérés, ce qui aurait fait perdre au *Trent* son statut de navire neutre. Pour l'heure, le gouvernement britannique avait toutes les raisons de protester vivement auprès du gouvernement américain. Ce qu'il fit sans tarder alors que les réactions étaient très violentes dans le pays. La guerre semblait inévitable. Charles Francis Adams se prépara même à quitter la Grande-Bretagne. Le gouvernement britannique rédigea une demande d'explications contenant trois exigences, tout en ordonnant la mobilisation de la marine et l'envoi de 11 000 hommes au Canada. Ils demandaient la libération immédiate de Mason et Slidell, des excuses en bonne et due forme et des réparations. La note contenait un ultimatum de sept jours. Ce délai s'explique par le fait que les communications entre Washington et Londres étaient à présent plus rapides depuis la pose du premier câble transatlantique entre les deux pays en 1858.

Par un concours de circonstance inouï, le télégraphe était inutilisable. Il fallut donc attendre deux semaines, le temps nécessaire à la liaison maritime la plus rapide, pour que la dépêche arrive aux États-Unis. Lorsque les Américains reçurent le document, ils ne connaissaient l'histoire du *Trent* que depuis un mois, mais ces quelques semaines avaient suffi pour que l'enthousiasme entourant l'affaire se fût calmée. La note britannique arriva donc alors que les esprits s'étaient apaisés et que certains commençaient à réfléchir aux conséquences de cet acte sur les relations avec les Britanniques. Le Président n'avait qu'une marge de manœuvre réduite, pris entre la résurgence de l'anglophobie populaire et la menace réelle d'une guerre avec la Grande-Bretagne, d'autant qu'il ne pouvait nier la responsabilité totale des États-Unis et de son officier de marine. Il reçut le soutien inattendu du prince Albert, époux de la reine Victoria, qui recommanda au ministre des Affaires étrangères britannique, Lord Lyons, de rechercher une voie permettant de sauver la face du côté américain, tout en obtenant réparation pour la Grande-Bretagne. Par exemple, il lui conseillait de demander une « explication » et non des « excuses ». Lorsque le Prince décéda à la mi-décembre 1861, le deuil national ajouta un délai supplémentaire et inattendu aux États-Unis.

Le 19 décembre, la seconde note de Lord Lyons arriva aux États-Unis. Dans le Nord, de nombreuses personnalités faisaient pression sur Seward pour qu'il trouve une issue honorable. Par ailleurs, les autres puissances européennes exprimaient leur désapprobation face à une action qui pourrait se répéter à leur détriment. Charles Francis Adams indiqua que le gouvernement britannique ne pouvait céder sur ses exigences, même s'il avait prouvé par cette seconde note qu'il pouvait en changer la forme. Il ne restait plus de choix au gouvernement américain. Le 26 décembre, le Cabinet du Président décida d'accéder aux demandes britanniques préférant éviter une seconde guerre. L'action du secrétaire d'État fut double : d'un côté, il informa les Britanniques de la décision de libérer les prisonniers, même si le gouvernement américain soutenait la légalité de l'action de Wilkes, en vertu du droit des belligérants à saisir et fouiller des navires neutres. Toutefois, la faute commise par Wilkes avait été de n'avoir pas confisqué le navire. De l'autre, il justifia l'attitude américaine

vis-à-vis des Britanniques auprès de l'opinion, en publiant une lettre dans la presse.

La lettre expliquait que les États-Unis venaient de remporter une victoire diplomatique sur la Grande-Bretagne qui avait reconnu les droits maritimes pour lesquels les États-Unis avaient combattu en 1812-14. Wilkes avait bien agi en fouillant le *Trent* car les personnes et les biens pouvaient être considérés comme de la contrebande. De plus, les Britanniques avaient réagi pour demander aux États-Unis de respecter le droit des pays neutres. Au nom du principe qu'il ne faut pas traiter les autres autrement qu'on souhaiterait être traité, les États-Unis devaient reconnaître leurs torts vis-à-vis des Britanniques. Enfin, ni Slidell, ni Mason, personnages peu essentiels, ne méritaient que l'on sacrifiât la paix entre les deux pays. Par un étrange sophisme, les États-Unis se donnaient le beau rôle en présentant l'affaire comme la victoire des droits maritimes garantis aux pays neutres. Les Britanniques furent satisfaits sur le fond mais gardèrent une certaine amertume vis-à-vis de la manipulation de Seward. Les Confédérés furent tout aussi déçus par l'attitude britannique car ils avaient espéré vivement voir la situation dégénérer. Or, l'une des leçons de l'affaire du *Trent* est que, manifestement, ni les Britanniques, ni les Nordistes ne souhaitaient pour des raisons diverses mais convergentes qu'une guerre compromettent leurs relations commerciales et leur stabilité politique. Toutefois, comme le fit remarquer Adams, le gouvernement de Palmerston était sorti renforcé de la crise et pouvait se permettre d'attendre une nouvelle faute de l'Union pour engager les hostilités. Il avait gagné du temps et la neutralité britannique avait cessé d'être prudente et passive.

Les menaces d'intervention européenne

L'année 1862 sembla démentir tous les commentaires sarcastiques de ceux qui annonçaient la défaite du Nord car il manquait cruellement de chefs militaires compétents. Elle commença effectivement par la prise de Fort Donelson par le général Ulysses Grant et celle de la Nouvelle-Orléans par le commodore David G. Farragut, fragilisant le Sud en ouvrant l'artère vitale du Mississippi au contrôle des troupes fédérales.

Tandis que le blocus se resserrait, le général McClellan se lança dans sa campagne péninsulaire en direction de la ville de Richmond. Dans le même temps, les Confédérés prenaient acte de l'échec de leur diplomatie du coton. En effet, les Britanniques avaient prudemment accumulé d'importantes réserves de coton au cours des trois années précédant la guerre en raison de récoltes records dans le Sud. De fait, la surproduction de coton sudiste avait même induit une surproduction de tissu en Grande-Bretagne et la chute des prix suivie de la fermeture de filatures et le licenciement de milliers d'ouvriers. Les Confédérés tentèrent alors de créer une pénurie en Grande-Bretagne, en détruisant 2,5 millions de balles de coton. En 1862, l'Union expédia en Grande-Bretagne du coton confisqué ; l'Égypte et l'Inde purent satisfaire la demande réduite en Grande-Bretagne. La stratégie de la pression fit long feu.

Malgré cet échec retentissant, les Confédérés avaient encore un atout : de nombreux navires de guerre étaient en construction en Grande-Bretagne ; ils étaient conçus pour être rapides et capables de briser le blocus, plus que les petites unités conçues pour la course mais au tonnage limité qui avaient de plus en plus de difficulté à passer à mesure que le blocus se resserrait et ne transportaient pas assez de marchandises. Faisant fi d'une loi de 1819, la *Foreign Enlistment Act*, qui rendait illégale la construction, l'armement ou l'équipement « d'un navire dont l'intention était de naviguer contre le commerce d'une puissance amie », les armateurs britanniques avaient accédé aux demandes de Confédérés. Pour contourner la loi, ils plaçaient le navire dans la catégorie des cargos ; puis il était acheminé vers un port en dehors des eaux territoriales britanniques, comme les Bahamas ou les Açores, le navire était équipé, armé de canons et doté d'un équipage complet devenant ainsi un redoutable corsaire.

Le gouvernement américain ne pouvait tolérer ce qu'il considérait comme le laxisme britannique face à la construction de navires de guerre pour la Confédération. À ces protestations, le gouvernement britannique répondait que les entreprises construisant des cargos pour le Sud ne violaient pas la loi. Un de ces navires de course défraya la chronique. L'agent en chef des Confédérés en Europe, James D. Bulloch avait

commandé deux navires aux chantiers navals britanniques : l'*Oreto* et l'*Enrica* qui, une fois armés, devaient s'appeler le *Florida* et l'*Alabama*. Lorsque l'*Oreto-Florida* fut terminé et se prépara à prendre la mer, Adams tenta, sans succès, de le faire retenir par les autorités britanniques et de faire arrêter la construction de l'*Enrica-Alabama*. Cette fois, Adams avait préparé un dossier contenant des preuves du contrat entre les armateurs, les frères Laird de Liverpool, et le gouvernement britannique confédéré, et sur la destination finale du bateau. La réaction du gouvernement fut trop tardive car l'*Alabama* était parti précipitamment au cours d'une sortie de routine. Arrivé aux Açores, le navire corsaire fut armé de canons, de matériel militaire et l'équipage, recruté en Grande-Bretagne, prit possession du navire.

Ces navires rapides et possédant un armement moderne causèrent de lourds dégâts aux navires marchands et aux bâtiments de guerre de l'Union patrouillant le long des côtes pour imposer le blocus. Ainsi, le *Florida* détruisit 40 bateaux avant d'être coulé par un bateau de guerre de l'Union au large du Brésil en octobre 1864. Quant à l'*Alabama*, il fut opérationnel en août 1862. À lui tout seul, il détruisit 19 bâtiments de commerce, en captura 62 ; il coula un navire de guerre de l'Union, le *Hatteras*, avant d'être coulé par l'USS *Kearsarge* au large de Cherbourg en France le 19 juin 1864. Le nombre total de navires de l'Union détruits par les navires construits par des armateurs britanniques avoisinait les 250. Les primes d'assurance connurent une inflation spectaculaire pendant la guerre, ce qui causa la faillite de nombreux marchands. De plus, pour éviter les corsaires et les assureurs, plus de 700 bateaux américains furent transférés à l'inscription britannique. La marine marchande paya un lourd tribut à la guerre de Sécession et ne retrouva pas son niveau d'avant la guerre. Jusqu'au printemps 1863, le gouvernement Palmerston demeura passif. Mais, sous la pression de l'Union, il décida d'arraisonner l'*Alexandra* en partance pour la Confédération.

La situation militaire évolua en faveur du Sud lorsqu'il apparut que la campagne de McClellan tournait court en juillet. La seconde bataille de Bull Run, du 29 au 30 août 1862, fut encore un désastre pour les troupes du Nord, défaites par le général Robert E. Lee. À l'automne, il commença

ses préparatifs pour envahir le Nord. L'influence sur l'état d'esprit des Européens fut immédiate. En Grande-Bretagne, l'ampleur des combats et le nombre de victimes poussait l'opinion à demander l'intervention pour arrêter le bain de sang. Il s'agissait de convaincre le Nord qu'il ne pourrait pas gagner la guerre et qu'il devait cesser les combats en accordant au Sud le droit à l'indépendance. Plus prosaïquement, les observateurs militaires trouvaient, comme Lord Palmerston, que les Nordistes venaient de recevoir une « bonne dérouillée » à Bull Run et de faire la preuve de leur indigence tactique. À la mi-septembre, Palmerston émit l'idée d'une proposition conjointe franco-britannique de négociation sur la base de la séparation. Si la médiation échouait, alors la France et la Grande-Bretagne reconnaîtraient de fait « l'indépendance du Sud comme un fait établi ».

La supériorité du Sud sur le terrain militaire semblait avoir eu raison des réticences des gouvernements européens. L'argument central était la crainte de voir les deux parties s'épuiser mutuellement et aboutir à l'effondrement économique de deux zones essentielles pour les échanges de la Grande-Bretagne et de la France. Or, la France n'était pas en mesure de répondre immédiatement à la proposition britannique. En effet, une opposition commençait à s'élever contre Napoléon III à cause de son intervention au Mexique et en Italie. Les Britanniques ne souhaitaient pas se lancer seuls mais ils ne pouvaient compter sur la Russie (qu'ils venaient de battre avec la France en Crimée). Enfin, les événements s'accéléraient sur le plan militaire et Palmerston jugea plus prudent d'attendre le résultat de l'invasion du Nord par Lee. Le 17 septembre 1862, les troupes nordistes arrêtaient la progression des Confédérés à la bataille d'Antietam (dans le Maryland) qui resterait comme la bataille la plus sanglante de la guerre et celle qui redonna le moral aux généraux nordistes. De fait, l'effet sur l'opinion fut que l'on demanda encore plus instamment une intervention pour arrêter le bain de sang.

Si Palmerston interpréta Antietam comme un signe de faiblesse du Sud et la nécessité d'attendre encore pour reconnaître son indépendance, les atrocités rapportées par la presse le poussaient à proposer une médiation pour arracher un cessez-le-feu aux belligérants et un traité de paix négociée. À l'inverse, à Washington, Lincoln décida de s'appuyer sur

cette première « victoire » majeure de l'Union ou « non-défaite » pour annoncer la Proclamation d'émancipation qui plaçait enfin l'esclavage au cœur du conflit. Pour lui, l'argument moral était la meilleure parade contre toute velléité interventionniste européenne. La Proclamation préliminaire parut le 22 septembre 1862 : elle annonçait qu'à compter du 1^{er} janvier 1863 seraient « à jamais libres » tous les esclaves vivant dans des secteurs encore en rébellion contre les États-Unis. Cette proclamation conditionnelle permettait de ne pas s'aliéner les États esclavagistes fidèles à l'Union - dont les esclaves n'étaient pas concernés par le document - et de s'attirer la sympathie des abolitionnistes européens critiquant l'inertie du Nord sur la question de l'esclavage. Le calcul fut contre-productif, tout du moins dans un premier temps. Les Sudistes démontrèrent qu'il s'agissait d'une mesure désespérée pour susciter des révoltes d'esclaves dans la Confédération ; les abolitionnistes soulignèrent l'anti-constitutionalité d'un tel document qui n'était qu'un expédient et ne préparait pas l'avenir. À l'étranger, la proclamation fut un non-événement et l'on ne manqua pas de relever la subtile hiérarchie établie entre les esclaves « vivant dans les territoires en rébellion » et les autres esclaves, sans oublier que, au début de 1863, l'Union ne contrôlait pas un pouce de territoire sudiste et que la majorité des esclaves n'auraient même pas connaissance de ce document.

Comme le décrivit le chargé d'affaires britannique à Washington, il s'agissait d'un document « froid, vindicatif et entièrement politique », d'une incitation directe à « l'insurrection servile ». Les journaux britanniques répétaient à longueur de colonnes que le président des États-Unis était prêt à encourager l'assassinat de femmes et enfants blancs par leurs esclaves noirs, que le Nord était aux abois, prêt à toutes les extrémités pour gagner une guerre qu'il s'avérerait incapable de gagner rapidement sur le plan militaire. La nécessité de l'intervention semblait inévitable. La seule question était de savoir quand elle aurait lieu et sous quelle forme. Le ministre des Finances britannique (*Chancellor of the Exchequer*), William E. Gladstone faisait partie des ardents partisans de l'intervention. Persuadé que le Sud avait bien mérité son indépendance, il pensait que ce serait faire un « acte de charité » que de contribuer à arrêter la guerre. Ses positions fondées sur des arguments humanitaires et

économiques le firent accuser de soutenir le Sud. En réalité, il se préoccupait tout autant des conséquences d'une guerre prolongée sur l'économie britannique et, si la guerre durait encore trop longtemps, il craignait une intervention militaire directe des Britanniques ou d'autres nations européennes. L'équilibre des puissances en Amérique du Nord ne s'en remettrait pas, de même qu'en Europe.

Le gouvernement était traversé de contradictions nées de ses liens d'interdépendance avec le Nord et le Sud. De plus, il fallait trouver des alliés en Europe pour rendre l'offre de médiation crédible tout en évitant d'être entraîné dans une intervention militaire. L'erreur des Sudistes fut de croire que les marques de sympathie impliquaient le désir de reconnaître formellement l'indépendance du Sud. Certains membres du Cabinet de Palmerston, comme son ministre de la Guerre, George Cornwall Lewis, préconisait d'attendre que les combats obligent les deux parties à négocier, que les Sudistes fassent la preuve de leur capacité à être indépendants et, surtout, que les Britanniques aient une médiation convaincante à présenter. Toute erreur de jugement risquait de se terminer par une déclaration de guerre des États-Unis. Le ministre des Affaires étrangères, Lord Russell était un partisan de l'intervention, sans pour autant aller aussi loin que la reconnaissance. Au mois de novembre 1862, il reçut le soutien de Napoléon III qui offrit de se joindre à la Grande-Bretagne et à la Russie pour négocier un armistice de six mois et une suspension du blocus pour la même durée. L'une de ses motivations fondamentales est qu'il souhaitait obtenir l'aide des Sudistes pour instaurer une monarchie au Mexique et reconstituer un nouvel empire français en Amérique du Nord. De plus, en proclamant l'émancipation des esclaves, Lincoln avait levé l'hypothèque morale pesant sur la guerre puisque la question de l'esclavage semblait résolue. Son « grand dessein » pour l'Amérique englobait un empire au Mexique, l'instauration de la monarchie en Amérique latine, la régénération du commerce atlantique français, la reconnaissance de la Confédération, l'accès aux ressources du Mexique (or et céréales), la création d'un État-tampon contre les États-Unis allant du Rio Grande au niveau du golfe de Mexique jusqu'à la pointe sud de la Basse Californie et l'océan Pacifique.

Présentant l'offre de médiation au ministre confédéré Slidell, Napoléon III ne cacha pas que si l'Union refusait, la reconnaissance de la Confédération par la France serait immédiate et il alla même jusqu'à dire qu'une intervention militaire serait peut-être souhaitable, dépassant la pensée des Britanniques. Russel avait imprudemment accepté de laisser Napoléon III prendre l'initiative et risquer d'engager la Grande-Bretagne dans un conflit avec les États-Unis. Au début du mois de novembre, il tenta de convaincre le Cabinet de la validité de la proposition française et se heurta à une opposition unanime. Le ministre de la Guerre Lewis avait préparé un mémorandum contre l'intervention dont les arguments achevèrent de convaincre les indécis. Le premier concernait la reconnaissance de la Confédération et la difficulté à définir le statut de rebelle : « Tant qu'elle n'a pas réussi, une rébellion est de la trahison ; quand elle réussit, elle devient l'indépendance. » Si les Britanniques intervenaient alors que le Sud n'avait pas réussi son indépendance, la Grande-Bretagne se trouverait dans la position d'avoir violé le droit international en s'immiscant dans les affaires internes d'un État. Un autre argument était le fait que l'on ne pouvait faire confiance à Napoléon III qui poursuivait ses propres plans et ne demandait une « médiation armée » que pour avancer ses pions.

Les Britanniques ne donnèrent pas suite, ni les Russes, qui ne souhaitaient pas indisposer l'Union alors qu'elle les avait soutenus au cours de la guerre de Crimée. Trois mois plus tard, la Confédération remporta la bataille de Fredericksburg. Napoléon III décida de proposer une médiation tout seul mais Lincoln lui opposa une fin de non-recevoir. Le Congrès vota une résolution contre toute intervention étrangère dans les affaires américaines. Après novembre 1862, les Britanniques cessèrent d'envisager une médiation entre les deux belligérants ou la reconnaissance de la Confédération. Le secrétaire d'État Seward prit d'ailleurs la mesure de ce changement au même moment lorsqu'il déclara : « Nous ne serons plus dérangés par les intrigues des Européens sur la Sécession. Elles ont fait leur temps. Je vous propose de les oublier. » L'opinion publique britannique finit par admettre la sincérité de la Proclamation d'émancipation. En posant le conflit sur le plan moral, Lincoln avait réussi à priver les derniers partisans de la reconnaissance de

la Confédération d'un argument imparable. À présent pour la Grande-Bretagne qui l'avait aboli, reconnaître le régime sudiste fondé sur l'esclavage serait immoral.

Batailles de la guerre de Sécession ayant une influence sur la diplomatie

Date	Nom/lieu	Issue
1861		
12 Avril	Fort Sumter	Victoire sudiste
21 juillet	Première bataille de Bull Run	Victoire sudiste
1862		
6 février	Fort Donelson et Fort Henry	Victoire sudiste
6-7 avril	Shiloh	Victoire sudiste
Avril-juin	Campagne péninsulaire de McClellan	Échec nordiste
29-30 août	Seconde bataille de Bull Run	Victoire sudiste
17 septembre	Antietam	Victoire nordiste
13 décembre	Fredericksburg	Victoire sudiste
1863		
1-3 juillet	Gettysburg	Victoire nordiste
4 juillet	Vicksburg	Victoire nordiste
1864		
Juin	Campagne de Petersburg	Victoire nordiste
20 juillet-2 septembre	Siège d'Atlanta	Victoire nordiste

Septembre-décembre	Marche de Sherman sur la côte atlantique	Victoire nordiste
1865		
9 avril	Appomatox	Reddition des armées de Lee

1863 : tournant militaire et diplomatique

Le mois de juillet 1863 fut le tournant militaire de la guerre et, pour la première fois depuis Fort Sumter, le Nord commença à croire qu'il pouvait vraiment gagner la guerre. La première victoire eut lieu à Gettysburg en Pennsylvanie, l'autre à Vicksburg dans le Mississippi. Assurément, ces victoires nordistes ne vinrent pas à bout de la résistance du Sud qui ne céda que plusieurs mois après mais elles mirent fin à tout rêve de reconnaissance internationale. Au début de 1864, Napoléon III, qui représentait le dernier espoir de la Confédération, décida de suspendre la livraison de navires de guerre commandés en France par des agents confédérés. L'un des vaisseaux réussit à quitter clandestinement la France pour gagner la Confédération via le Danemark mais il arriva trop tard pour avoir quelque effet.

Quant aux Britanniques, ils avaient certes abandonné l'idée de reconnaître les Confédérés, mais leurs relations avec l'Union n'en étaient pas pour autant revenues à leur niveau d'avant le début de la guerre civile. L'affaire des navires de course construits pour la Confédération dans les chantiers navals britanniques continuait à créer de nouvelles tensions. Adams venait d'engager un nouveau bras de fer avec le gouvernement britannique au sujet de deux vapeurs cuirassés appelés « béliers » capables de détruire n'importe quel bateau en bois en transperçant sa coque à l'aide d'un bélier métallique immergé. Ils étaient en cours de construction dans les chantiers des frères Laird et Adams demanda au gouvernement de les confisquer pour les empêcher de rejoindre la marine confédérée. Le gouvernement britannique répliqua qu'aucune loi n'avait été violée. Craignant une fuite spectaculaire comme

celle de l'*Alabama*, Adams fit le siège du ministère des Affaires étrangères. Or, le 1^{er} septembre, Lord Russell l'informa que son gouvernement n'avait aucune raison juridique de retenir les bateaux. Le lendemain, il décida de prendre la responsabilité de l'immobilisation des bateaux et envoya une nouvelle lettre à Adams pour atténuer la première. Entre-temps, Adams réagissant à la première lettre, envoya une réponse dans laquelle il menaçait les Britanniques de guerre. Trois jours plus tard, le 8 septembre, Adams reçut une notification officielle de la saisie des « béliers » par le gouvernement britannique. Les diplomates confédérés furent rappelés à Richmond face à l'évident refus de Britanniques de les aider.

La crise diplomatique fut évitée d'autant plus que l'efficacité militaire des « béliers » était sujette à caution. Au plan technologique, leur plus grand intérêt fut qu'ils servirent de test grandeur nature du fonctionnement et du comportement des cuirassés. Leur contribution à la guerre navale entre les États-Unis et la Confédération fut limitée mais ils ouvrirent l'ère des cuirassés et de la course à la modernisation des marines des pays européens. L'ironie voudra qu'à la fin de la guerre, les États-Unis abandonnèrent la construction de cuirassés pour revenir à la navigation vapeur et même à voile sur des navires en bois.

Le rêve impérial de Napoléon III au Mexique

La Guerre de sécession fut aussi une période de faiblesse sur un front inattendu pour les Américains qui croyaient avoir résolu la question de la recolonisation de l'Amérique par une puissance européenne lorsqu'ils avaient freiné les Britanniques dans les années 1850. Or, l'empereur des Français, Napoléon III, tenta de tirer profit de la faiblesse américaine pour reprendre pied en Amérique du Nord et reconstituer l'empire abandonné par son illustre oncle et prédécesseur, Napoléon I^{er}, lorsqu'il avait dû se résoudre à céder la Louisiane aux États-Unis. Le seul territoire disponible était le Mexique dont la construction de l'unité nationale n'était pas encore achevée, en raison de faiblesses structurelles internes et du coup porté par ces mêmes États-Unis qui avaient contribué à la fragilisation politique, économique et sociale du Mexique au cours

de la guerre de 1846-1848. Le danger était double car non seulement les Français renversaient le cours de l'histoire voulue par les États-Unis, mais ils fournissaient un argument supplémentaire à la Confédération qui pouvait se servir des appétits expansionnistes français pour leur arracher la reconnaissance de leur existence en échange de leur aide pour conquérir le Mexique.

Quelques mois avant d'annoncer sa proposition d'intervention conjointe à la fin de l'année 1863, la France avait commencé à avancer ses pions au Mexique. En janvier 1861, Benito Juárez était devenu le premier président de la république du Mexique d'origine indienne (il était Zapotec) malgré l'opposition des conservateurs, des propriétaires terriens et de l'Église catholique. Décidé à sortir son pays du marasme social et économique, il prit la décision unilatérale de suspendre le paiement de la dette extérieure du Mexique. Pris par la guerre et remettant à plus tard le problème de la dette mexicaine, le Congrès américain décida d'accorder un moratoire au Mexique. De vives protestations s'élevèrent en Europe, où se trouvaient les principaux créanciers du Mexique : la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne. En octobre 1861, Napoléon III proposa un plan d'intervention au Mexique pour contraindre le gouvernement de Juárez à honorer ses engagements internationaux : il s'agissait d'une expédition militaire conjointe française, espagnole et britannique. Non seulement la souveraineté du Mexique était menacée par une telle intervention mais, la guerre ayant déjà éclaté aux États-Unis, l'action européenne permettait à la Confédération de s'immiscer dans leurs projets pour tenter d'obtenir la reconnaissance de ces trois pays.

Le ministre des Affaires étrangères britannique, Lord James Russell, entreprit d'atténuer la portée du projet en informant le président Lincoln et en lui demandant de se joindre aux Européens. Toutefois, dans la note envoyée au président des États-Unis, il précisait que cette offre ne constituait en aucun cas « la reconnaissance des prétentions extravagantes de la doctrine Monroe ». Le secrétaire d'État Seward préféra ignorer la proposition britannique mais informa les Européens qu'ils étaient parfaitement dans leur droit d'employer la force pour exiger le paiement de la dette, sous réserve de ne pas prendre prétexte de l'intervention pour occuper le Mexique ou accroître leur influence

politique dans ce pays. Seward soupçonnait les Français, en particulier, d'avoir des visées territoriales dépassant largement les motivations financières de leurs partenaires britanniques et espagnols. Or, au début de l'année 1862, le Premier ministre, Lord Palmerston, annonça que l'instauration d'une monarchie au Mexique serait bénéfique pour stabiliser le pays et empêcher son absorption par les Nord-Américains. Le calcul britannique était double : empêcher toute décision du Congrès d'envahir le Mexique en cas de victoire du Nord dans la guerre de Sécession et impliquer les Français dans une guerre coûteuse pour reprendre l'ascendant en Europe.

En décembre 1861, le corps expéditionnaire espagnol conquiert la ville de Veracruz. Quelques mois plus tard, en avril 1862, estimant que l'action militaire était suffisante et que les coûts risquaient de s'alourdir, les Espagnols et les Britanniques décidèrent de se retirer du Mexique. Napoléon III décida de continuer l'aventure tout seul et d'établir un gouvernement fantoche au Mexique. Pour instaurer cette nouvelle monarchie, il réussit à convaincre le frère de l'empereur d'Autriche, François-Joseph, l'archiduc Ferdinand Maximilien, d'accepter le trône. Le prince autrichien avait l'avantage d'être jeune, aventureux et, surtout, catholique. On pouvait donc compter sur lui pour instaurer un régime stable et fort, capable de résister à l'expansion américaine. De plus, pour des raisons de politique interne, Napoléon III espérait regagner une popularité qui commençait à s'effriter en redonnant à la France un empire nord-américain et en rassurant les milieux catholiques français puisque l'Empire serait fils de l'Église catholique romaine. Enfin, inquiet de la croissance d'une nouvelle puissance aux frontières de la France, il espérait tirer assez de ressources de l'Empire pour faire pencher la balance de l'équilibre des puissances du côté français au détriment de la Prusse et de la Grande-Bretagne.

Après le départ des troupes britanniques et espagnoles, l'armée française marcha sur Mexico qu'elle occupa le 7 juin 1863 et où elle rencontra la résistance des troupes mexicaines. Le front se stabilisa en attendant l'arrivée de 30 000 hommes venant de France. La guerre se transforma en guérilla. En octobre 1863, une coalition de conservateurs représentant les grands propriétaires terriens, l'Église et les milieux

d'affaires vota la monarchie. En mai 1864, l'archiduc Maximilien arriva au Mexique. Exalté par sa nouvelle mission, il avait promis aux Français de prendre en charge les frais de la campagne militaire et de rembourser la dette mexicaine. Le gouvernement confédéré s'adressa à lui dès son accession au trône en lui offrant de reconnaître son gouvernement en échange de son aide ; en effet, la Confédération espérait qu'il parviendrait à convaincre la France de la reconnaître. Or, pris par la modification des rapports de forces en Europe, Napoléon III ne jugea pas opportun de reconnaître la Confédération et de risquer des complications avec le Nord dont la situation militaire devenait plus favorable. La prudence de l'Empereur français donna du temps à l'Union qui, en vérité, assistait impuissante aux développements en cours au Mexique. Inversement, les hésitations furent funestes pour l'Empereur Maximilien car son isolement donna du temps à ses opposants pour s'organiser.

Tout au long de l'année 1865, le secrétaire d'État Seward poursuivit une politique prudente pour ne pas brusquer les Français et les voir aider la Confédération. Il s'en tint au rappel des principes de la politique étrangère des États-Unis qui refusait l'intervention étrangère dans l'hémisphère, sans pour autant invoquer explicitement la doctrine de Monroe. Il était contre-productif de menacer quiconque alors que la totalité des forces armées de l'Union combattaient dans une guerre civile sanglante dont on ne voyait pas encore l'issue. Si la position diplomatique officielle était modérée, l'opinion américaine se déchaîna contre la France et réclama une action militaire contre elle dès que la guerre serait terminée. En avril 1864, la Chambre des représentants vota une résolution condamnant la violation des règles établies par les États-Unis dans l'Hémisphère. Lorsque Maximilien monta sur le trône, Seward rappela le ministre plénipotentiaire américain au Mexique et refusa de reconnaître le nouveau régime. La situation au Mexique devint un argument dans la campagne présidentielle de 1864 et, le vice-président choisi par Lincoln, Andrew Johnson, un Sudiste unioniste, promit que l'une des premières mesures à prendre serait de régler la question de la présence française au Mexique, une fois la guerre gagnée : « on ne peut fonder une monarchie sur ce continent » s'exclama-t-il au cours de la campagne présidentielle.

Napoléon III comprit lui aussi que la guerre serait gagnée par le Nord et que son aventure risquait de tourner au cauchemar car l'armée américaine était devenue la première du monde pour la première fois de son histoire. La seule incertitude concernait la date de la fin du conflit. En novembre, le général William Tecumseh Sherman se mit à avancer à marche forcée en Géorgie, décidé à atteindre la côte Atlantique. L'incendie d'Atlanta marqua les esprits. Quant au général Ulysses Grant, il marchait sur Richmond en gagnant bataille sur bataille. Pour les observateurs étrangers, ces campagnes signalaient la détermination de l'Union à briser la résistance confédérée du nord de la Virginie au Sud profond. Par ailleurs, la situation du Mexique se dégradait de jour en jour. Non seulement l'expédition était coûteuse mais la France perdait ses soutiens européens. Quant à Maximilien, il avait réussi à se rendre impopulaire et perdait le soutien de ses alliés conservateurs. Enfin, la résistance organisée par Juárez créait une instabilité chronique dans le pays. L'attitude de Napoléon III changea, il demanda à Maximilien de cesser de recevoir les Confédérés, ordonna la confiscation de deux « béliers » confédérés en cours de construction en France et prépara le retrait progressif des troupes françaises du Mexique. Lorsque la guerre de Sécession se termina par la capitulation du général Lee à Appomatox (en Virginie), la majorité des troupes était déjà en route pour la France. Le général Grant expédia l'armée du général Sheridan à la frontière mexicaine. Maximilien refusa d'abandonner son trône et, en 1867, Juárez reprit le pouvoir. Maximilien fut arrêté et fusillé le 9 juin de cette année. Ainsi se termina la dernière entreprise expansionniste européenne susceptible de menacer la sécurité américaine de manière aussi directe depuis la guerre de 1812.

Une diplomatie régénérée par la guerre ?

La Confédération perdit la guerre qui devait aboutir à son émancipation sur le terrain diplomatique autant que sur le terrain militaire. Elle ne sut pas exploiter sa supériorité militaire initiale pour obtenir la reconnaissance internationale indispensable pour assurer sa pérennité en tant que nation indépendante. Les circonstances firent que

les Britanniques, dont la position était essentielle, aient vu leur dépendance vis-à-vis du coton sudiste s'atténuer pour la première fois depuis qu'ils étaient devenus le premier client du coton produit dans le Sud. Leurs abondantes réserves ainsi que leur capacité à diversifier leurs achats ruinèrent les espoirs de la diplomatie confédérée. Inversement, du fait de leur dépendance vis-à-vis du Nord pour leur ravitaillement en blé, les Britanniques donnèrent un avantage économique objectif au Nord. Le dernier argument ne suffit pas à expliquer la décision britannique d'observer une position de neutralité car il faut aussi mentionner la sympathie pour la cause abolitionniste en Grande-Bretagne et les changements politiques en Europe focalisant toute l'attention des diplomates britanniques sur l'équilibre des pouvoirs en Europe.

La nouvelle de la victoire nordiste d'Antietam et la Proclamation d'émancipation de 1862 finirent par faire basculer l'opinion britannique du côté du Nord. En combinant l'idée de liberté et d'Union, Lincoln avait insufflé une énergie nouvelle à la cohésion nationale, ce qui rendait tout interventionnisme européen dans la guerre difficile à envisager. Par ailleurs, l'Union avait clairement fait savoir que toute intervention aux côtés de la Confédération serait interprétée comme une déclaration de guerre aux États-Unis d'Amérique. À mesure que la situation militaire évoluait et que le blocus des côtes par la marine des États-Unis se renforçait, la Confédération approchait de la banqueroute financière et l'éventualité de lui porter secours s'éloignait. La neutralité devint donc la politique la plus prudente, comme le démontrèrent *a contrario* les péripéties de la France au Mexique.

Bibliographie sélective

ADAMS, Ephraim D., *Great Britain and the American Civil War*, 2 vols., 1925.

ANASTAPLO, George, *Abraham Lincoln : A Consitutional Biography*, 1999.

BALL, Douglas B., *Financial Failure and Confederate Defeat*, 1991.

BAUER, Craig A., « The Last Effort : the Secret Mission of the Confederate Diplomat, Duncan F. Kenner », *Louisiana History* 22 (1981) : 67-95.

BELLOWS, Donald, « A Study of British Conservative Reaction to the American Civil War », *Journal of Southern History* 51 (1985) : 505-26.

BENNETT, Lerone Jr., *Forced into Glory : Abraham Lincoln's White Dream*, 1999.

BERNATH, Stuart L., *Squall Across the Atlantic : American Civil War Prize Cases and Diplomacy*, 1970.

BERWANGER, Eugene H., *The British Foreign Service and the American Civil War*, 1994.

BLACKETT, R. J. M., *Divided Hearts : Britain and the American Civil War*, 2001.

BLUMENTHAL, Henry, *A Reappraisal of Franco-American Relations, 1830-1871*, 1959.

– « Confederate Diplomacy : Popular Notions and International Realities », *Journal of Southern History* 32 (1966) : 151-71.

BOAZ, Thomas M., *Guns for Cotton : England Arms the Confederacy*, 1996.

BORITT, Gabor S., ed., *Lincoln the War President : The Gettysburg Lectures*, 1992.

– *War Comes Again : Comparative Vistas on the Civil War and World War II*, 1995.

BOURNE, Kenneth, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, 1967.

– « British Preparations for War with the North, 1861-1862 », *English Historical Review* 76 (1961) : 600-32.

– *The Foreign Policy of Victorian England, 1830-1902*, 1970.

BRAUER, Kinley J., « British Mediation and the American Civil War : A Reconsideration », *Journal of Southern History* 38 (1972) : 49-64.

– « Seward's 'Foreign War Panacea' : An Interpretation », *New York History* 55 (1974) : 133-57.

– « The Slavery Problem in the Diplomacy of the American Civil War », *Pacific Historical Review* 46 (1977) : 439-69.

CAMPBELL, Charles S., *From Revolution to Rapprochement: the United States and Great Britain, 1783-1900*, 1974.

CARROLL, Daniel B., *Henri Mercier and the American Civil War*, 1971.

CASE, Lynn M. & SPENCER, Warren F., *The United States and France : Civil War Diplomacy*, 1970.

Cox, LaWanda, *Lincoln and Black Freedom : A Study in Presidential Leadership*, 1981.

CRAWFORD, Martin, *The Anglo-American Crisis of the Mid-Nineteenth Century : The Times and America, 1850-1862*, 1987.

– ed. *William Howard Russell's Civil War : Private Diary and Letters, 1861-1862*, 1992.

CROOK, David P., *Diplomacy during the American Civil War*, 1975.

– *The North, the South, and the Powers, 1861-1865*, 1974.

CULLOP, Charles C., *Confederate Propaganda in Europe, 1861-1865*, 1969.

DIGGINS, John P., *On Hallowed Ground : Abraham Lincoln and the Foundations of American History*, 2000.

DONALD, David H., *Lincoln*, 1995.

DUSERMAN, Martin, *Charles F. Adams : 1807-1886*, 1961.

ELLISON, Mary, *Support for Secession : Lancashire and the American Civil War*, 1972.

FERRIS, Norman B., *Desperate Diplomacy : William H. Seward's Foreign Policy, 1861*, 1976.

– *The Trent Affair: A Diplomatic Crisis*, 1977.

FONER, Philip S., *British Labor and the American Civil War*, 1981.

FRANKLIN, John Hope, *The Emancipation Proclamation*, 1963.

GADDIS, John L., *Russia, the Soviet Union, and the United States : An Interpretive History*, 2nd ed., 1990.

GRAEBNER, Norman A., « Northern Diplomacy and European Neutrality », in Donald, David H., ed., *Why the North Won the Civil War*, 55-78. 1960.

GUELZO, Allen C., *Abraham Lincoln : Redeemer President*, 1999.

HAGAN, Kenneth J., *This People's Navy : the Making of American Sea Power*, 1991.

HANNA, Alfred J. & HANNA, Kathryn A., *Napoleon III and Mexico : American Triumph over Monarchy*, 1971.

HERNON, Joseph M. Jr., « British Sympathies in the American Civil War : a Reconsideration », *Journal of Southern History* 33 (1969) : 308-19.

HOLLETT, David, *The Alabama Affair : the British Shipyards Conspiracy in the American Civil War*, 1993.

HOLZER, Harold, *Lincoln Seen and Heard*, 2000.

HUBBARD, Charles M., *The Burden of Confederate Diplomacy*, 1998.

JAFFA, Harry V., *A New Birth of Freedom : Abraham Lincoln and the Coming of the Civil War*, 2000.

JENKINS, Brian, *Britain and the War for the Union*, 2 vols., 1974, 1980.

JOHANNSEN, Robert W., *Lincoln, the South, and Slavery : The Political Dimension*, 1991.

JONES, Howard, *Abraham Lincoln and a New Birth of Freedom : The Union and Slavery in the Diplomacy of the Civil War*, 1999.

– *Union in Peril : The Crisis over British Intervention in the Civil War*, 1992.

JONES, Wilbur D., « The British Conservatives and the American Civil War », *American Historical Review* 58 (1953) : 527-43.

– *The Confederate Rams at Birkenheadk*, 1961.

JORDAN, Donaldson & PRATT, Edwin J., *Europe and the American Civil War*, 1931.

LESTER, Richard I., *Confederate Finance and Purchasing in Great Britain*, 1975.

MAHIN, Dean B., *One War at a Time : The International Dimensions of the American Civil War*, 1999.

MARVEL, William, *The Alabama and the Kearsarge : The Sailor's Civil War*, 1996.

MAY, Robert E., ed., *The Union, the Confederacy, and the Atlantic Rim*, 1995.

MCPHERSON, James M., *Abraham Lincoln and the Second American Revolution*, 1990.

– *Battle Cry of Freedom : The Civil War Era*, 1988.

– *Drawn with the Sword : Reflections on the American Civil War*, 1996.

– *For Cause and Comrades : Why Men Fought in the Civil War*, 1997.

– *Ordeal by Fire : The Civil War and Reconstruction*, 2nd ed., 1992.

– *What They Fought For, 1861-1865*, 1994.

MERLI, Frank J., *Great Britain and the Confederate Navy : 1861-1865*, 1970.

MONAGHAN, Jay, *Diplomat in Carpet Slippers : Abraham Lincoln Deals with Foreign Affairs*, 1945.

MUSICANT, Ivan, *Divided Waters : The Naval History of the Civil War*, 1995.

NEELY, Mark E. Jr., *The Last Best Hope of Earth : Abraham Lincoln and the Promise of America*, 1993.

NIVEN, John, *Gideon Welles, Lincoln's Secretary of the Navy*, 1973.

NOUAILHAT, Yves-Henri, *Évolution économique des États-Unis du milieu du XIX^e siècle à 1914*, 1982.

OWSLEY, Frank L. & OWSLEY, Harriet, *King Cotton Diplomacy : Foreign Relations of the Confederate States of America*, Rev. ed. 1959.

PALUDAN, Philip S., « *A People's Contest* » : *The Union and Civil War, 1861-1865*, 1988.

– *The Presidency of Abraham Lincoln*, 1994.

PAOLINO, Ernest N., *The Foundations of the American Empire : William Henry Seward and U.S. Foreign Policy*, 1973.

PERKINS, Bradford, *The Creation of a Republican Empire, 1776-1865*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. I. Cohen, Warren I., ed.

PERKINS, Dexter, *The Monroe Doctrine, 1823-1867*, 1933.

RAAT, W. Dirk, *Mexico and the United States : Ambivalent Vistas*, 1992.

ROBINSON, Charles M., *Shack of the Confederacy : the Story of the C.S.S. Alabama*, 1995.

SAUL, Norman E., *Distant Friends : The United States and Russia, 1763-1867*, 1991.

SCHOONOVER, Thomas D., *The United States in Central America, 1860-1911 : Episodes of Social Imperialism and Imperial Rivalry in the World System*, 1991.

SPENCER, Warren F., *The Confederate Navy in Europe*, 1983.

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871*, 1988.

SY-WONYU, Aïssatou, « Some Thoughts for the President's Consideration » : le mémorandum d'avril 1861 ou la diplomatie-diversion », in *Trompe(-)l'œil. Imitation & Falsification*, P. Romanski et A. Sy-Wonyu (eds.), 2002.

TAYLOR, John M., *Confederate Raider : Raphael Semmes of the Alabama*, 1994.

THOMAS, Emory M., *The Confederate Nation, 1861-1865*, 1979.

TYRNER-TYRNAUER, A. R., *Lincoln and the Emperors*, 1962.

WARREN, Gordon H., *Fountain of Discontent: The Trent Affair and Freedom of the Seas*, 1981.

WINKS, Robin, *Canada and the United States : The Civil War Years*, 1960.

WISE, Stephen R., *Lifeline of the Confederacy : Blockade Running during the Civil War*, 1988.

WALDMAN, Albert A., *Lincoln and the Russians*, 1952.

YOUNG, Robert W., *Senator James Murray Mason : Defender of the Old South*, 1998.

Chapitre X

Le prélude à l'impérialisme (1865-1897)

1861-1865	Réintégration de la République dominicaine par l'Espagne puis retrait définitif à la fin de la guerre de Sécession
1862	Révolte des Sioux du Minnesota. Nouvelle série de guerres indiennes à l'ouest du Mississippi Vote par le Congrès du <i>Homestead Act</i> , du <i>Morrill Land Grant Act</i> et du <i>Pacific Railroad Act</i>
1862-1864	L' <i>Alabama</i> cause de nombreuses pertes à la marine de l'Union
1863	Proclamation d'émancipation Bataille de Gettysburg
1864	Massacre de Sand Creek (Colorado) Marche de William T. Sherman vers l'Atlantique
1864-1867	Règne de Maximilien au Mexique
1865	Formation du <i>Freedmen's Bureau</i> Défaite de la Confédération, assassinat de Lincoln, remplacé par Andrew Johnson Ratification du XIII ^e amendement
1866	Civil Rights Act Création du Klu Klux Klan à Pulaski (Tennessee) Le Congrès vote le XIV ^e amendement
1867	« Go west, young man » de Horace Greeley Achat de l'Alaska à la Russie et occupation de l'île de Midway dans le Pacifique. Échec du projet d'achat des îles Vierges au Danemark <i>Reconstruction Act</i> : nouvelle politique de reconstruction plus radicale
1868	<i>Impeachment</i> du président Andrew Johnson (mai) Traité Burlingame entre la Chine et les États-Unis : immigration illimitée, non intervention dans les affaires intérieures de la Chine Ratification du XIV ^e amendement Début de l'Ère Meiji au Japon
1869	Le Congrès vote le XV ^e amendement Fin des travaux du premier chemin de fer transcontinental reliant Saint Louis (Missouri) à San Francisco Traité d'annexion de la République dominicaine : rejeté par le Sénat

	Traité avec la Colombie : rejeté par le Sénat
1870	Ratification du XV ^e amendement
1871	<i>Ku Klux Klan Act</i> Traité de Washington entre les États-Unis et la Grande-Bretagne : précédent pour le règlement pacifique des différends internationaux
1872	Scandale financier du Crédit Mobilier
1873	Début de la dépression économique
1875	<i>Civil Rights Act</i> Dénonciation du <i>Whiskey Ring</i> Traité de réciprocité avec Hawaï : lie le royaume économiquement et politiquement aux États-Unis
1876	Bataille de Little Big Horn Élection présidentielle difficile : victoire de Rutherford B. Hayes contre Samuel J. Tilden démocrate (élu par le Congrès)
1877	Compromis de 1877 : fin de la Reconstruction, retrait des troupes fédérales du Sud
1878	Acquisition d'une base navale à Samoa
1879	Première ligne téléphonique reliant deux villes américaines (Boston et Lowell dans le Massachusetts)
1881	Assassinat du président Garfield Début des travaux de percement du canal de Panama par la Compagnie universelle du canal de Panama
1882	<i>Chinese exclusion Act</i> : première loi discriminatoire contre l'immigration d'un groupe particulier en raison de son origine et de sa race
1883	<i>Pendleton Act</i> sur la réforme de la fonction publique Le Congrès vote un budget pour la construction des premiers navires de guerre en acier. Début de la marine moderne
1884	Victoire de Grover Cleveland : premier président démocrate depuis la guerre de Sécession
1885-86	Publication de « Manifest Destiny » de John Fiske et « Our Country » de Josiah Strong Dernière guerre apache : déportation de Geronimo et de ses proches en Floride
1887	<i>Dawes Severalty Act</i> qui entend transformer les Indiens en petits propriétaires terriens Nouveau traité avec Hawaï qui donne aux États-Unis l'exclusivité sur le port de Pearl Harbor Coup d'État à Hawaï
1889	Première Conférence interaméricaine à Washington Établissement d'un protectorat tripartite sur Samoa (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne)

1890	Massacre de Wounded Knee Adoption par le Congrès du <i>McKinley Tariff Act</i> (qui porte préjudice à l'économie hawaïenne) « Fermeture » de la frontière Publication de <i>The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783</i> d'Alfred T. Mahan et de <i>Political Science and Comparative Constitutional Law</i> de John W. Burgess.
1891	Lynchage de onze immigrants italiens à la Nouvelle-Orléans
1892	Réélection de Grover Cleveland (démocrate)
1893	Popularisation de la théorie de la frontière de l'historien Frederick Jackson Turner Exposition universelle : la <i>World Columbian Exposition</i>, s'ouvre à Chicago Coup d'État pro-américain à Hawaï et déposition de la Reine Liliuokalani ; établissement d'un gouvernement provisoire Grande dépression économique jusqu'en 1897
1894	Grande grève des employés de Pullman Le Congrès vote le Wilson-Gorman Tariff qui annule la réciprocité avec l'Espagne et favorise Hawaï
1894-1895	Guerre sino-japonaise au sujet de la Corée 17 avril : traité de Shimonoseki
1895	Arrêt <i>Plessy vs. Ferguson</i> de la Cour suprême : déclare la ségrégation constitutionnelle Révolte des insurgés cubains contre le pouvoir colonial espagnol (février) Crise du Venezuela
1896	Février : le général Valeriano Weyler est nommé par l'Espagne pour rétablir l'ordre à Cuba. Répression brutale Février et avril : vote par le Congrès de deux résolutions proclamant la sympathie des États-Unis pour le peuple cubain et la volonté de reconnaître aux insurgés cubains le statut de belligérants Décembre : manifestation en faveur de l'indépendance de Cuba Août : découverte d'or en Alaska Victoire de McKinley aux élections présidentielles contre William Jennings Bryan
1897	<i>Dingley Tariff</i> : augmentation des droits de douane
1898	Dégradation de la situation en Chine qui est au bord de la partition en sphères d'influence 9 Février : lettre de Lôme publiée dans le <i>New York Journal</i> de William Randolph Hearst 15 Février : explosion du <i>Maine</i> dans le port de La Havane 25 Février : instructions au commodore Dewey par le sous-secrétaire à la Marine, Theodore Roosevelt Avril-août : guerre hispano-américaine ; défaite de l'Espagne 21 avril : amendement Teller

	1^{er} mai : destruction de la flotte espagnole dans la baie de Manille Juin : création de la Ligue anti-impérialiste à Boston 7 Juillet : annexion d'Hawaï par les États-Unis 1^{er} octobre-10 décembre : négociations de paix de Paris. Traité de paix de Paris : cession de Guam, Porto Rico et des Philippines (contre la somme de 20 millions de dollars) ; reconnaissance de l'indépendance de Cuba par l'Espagne
1899	Début de l'insurrection contre l'occupation américaine aux Philippines (jusqu'en 1902) Achat de l'île de Wake (17 janvier :) et de Tutuila (à Samoa en décembre) Décembre : Ratification du Traité de Paris Règlement partiel de la question de la frontière de l'Alaska 6 septembre : <i>Open Door Notes</i> envoyées aux puissances : Grande-Bretagne, Allemagne, Russie, France, Japon et Italie.
1900	<i>Foraker Act</i> qui établit le gouvernement civil aux Philippines Février : premier traité Hay-Pauncefote sur le futur canal interocéanique Été : envoi de troupes américaines en Chine pour écraser la rébellion des Boxers Réélection de McKinley et lettre circulaire aux Puissances en Chine Adoption de l'étalon-or comme base de la monnaie nationale

Autant la politique étrangère des États-Unis avant la guerre de Sécession avait semblé incohérente et globalement inefficace, autant les trente années d'après-Guerre parurent manquer singulièrement de direction au plan diplomatique. Les historiens attribuent cet état de fait à une sorte de dépression consécutive à quatre années d'intense activité diplomatique ayant eu pour but unique d'empêcher la reconnaissance de l'indépendance des rebelles confédérés. Une fois la guerre terminée, les impératifs de la reconstruction du Sud, l'indispensable reconstruction de l'unité nationale, la tentative de rénovation de l'Union par l'acquisition de nouveaux droits civiques, le renouveau de l'expansion vers le Far-West et l'entrée dans une seconde phase de révolution industrielle semblaient être des chantiers prioritaires. Le seul intérêt pour l'étranger concernait précisément le commerce international mais de manière marginale puisque la croissance du marché national absorbait la majorité de la production nationale. Certains secteurs et certaines activités très dépendantes des échanges avec l'étranger cherchaient à influencer les politiques gouvernementales en matière de commerce. Toutefois, la ligne générale des républicains au pouvoir durant la quasi-totalité du demi-siècle (occupant l'Exécutif) était l'établissement de tarifs douaniers prohibitifs pour protéger le marché national. Par ailleurs, les partisans de

l'expansion étaient peu nombreux et se heurtaient, quel que fût le projet, au refus systématique du Congrès de valider des traités ou des accords diplomatiques jugés trop « *entangling* », impliquant les États-Unis dans des relations trop étroites. L'idée de préparer l'avenir semblait absurde et très peu de personnes faisaient un lien entre le développement futur des États-Unis et la nécessité de mener une politique étrangère offensive, de présence dans l'hémisphère occidental et de vigilance dans le reste du monde.

Bien que membres du Parti républicain, des personnalités comme le secrétaire d'Etat Seward, le général Grant devenu président en 1869, ou quelques secrétaires d'État comme Hamilton Fish, James G. Blaine ou Frederick Freylinghuysen ne souscrivaient pas au strict protectionnisme et au repli sur soi économique de la majorité des républicains issus du Nord-Est et du Middle-West. Pour eux, certaines interprétations annexionnistes des années 1850 étaient encore valables, surtout en direction de l'Amérique centrale, des Caraïbes et du Pacifique, non pas pour la simple possession de territoire mais parce qu'il fallait occuper directement ou indirectement des zones stratégiques. Le terme stratégique signifiant toujours pour ces néo-expansionnistes une combinaison d'intérêts économiques, commerciaux, financiers, militaires et navals. À ces considérations d'ordre pratique, il faut ajouter l'influence des missions qui incitaient les États-Unis à ne pas fuir leurs responsabilités dans l'évangélisation et la civilisation des peuples vivant dans les ténèbres.

Les anti-impérialistes, plus nombreux, oscillaient entre deux séries d'arguments. La première tenait au fait que beaucoup d'anti-impérialistes étaient issus du Parti démocrate ; urbains, d'origine immigrée, ils rejetaient l'impérialisme pour des raisons raciales car les seules zones disponibles pour l'expansion américaine étaient peuplées de non-Blancs, souvent non-Chrétiens, habitués à l'anarchie et incapables de se gouverner eux-mêmes. L'autre série d'arguments attirait l'attention sur les dangers de l'aventurisme et de l'expansion : après tout, la guerre de Sécession avait été causée par une expansion trop rapide, mal gérée concernant l'expansion de l'esclavage. Elle avait révélé des failles profondes dans le tissu social et moral de la nation dont il était urgent de

resserrer les liens en se concentrant sur le développement interne et l'amélioration d'une Union qu'il fallait rendre « plus parfaite ». Enfin la Guerre avait aussi fragilisé le système politique américain : certes le Parti républicain, vainqueur, gardait la haute main sur la présidence et sur certains comités-clés du Congrès, mais la stabilité n'était que relative : les présidents n'étaient souvent élus que pour un mandat, les scandales politico-financiers sapèrent la crédibilité du personnel politique, aucune majorité permanente ne se faisait au Congrès. Dans ces conditions, une politique étrangère porteuse d'une programmation était encore plus difficile à élaborer que d'habitude.

Certains historiens signalent toutefois deux pistes que l'on pourrait difficilement appeler une politique cohérente mais qui constituent deux axes des activités internationales américaines durant les années 1860 à 1890 : la promotion du commerce et de la sécurité, d'une part, et la construction d'un canal interocéanique. Les deux n'étaient d'ailleurs pas mutuellement exclusifs et la confusion des priorités était la règle, tant les intérêts militaires, navals, politiques et commerciaux s'entremêlaient pour atteindre ces objectifs. En pratique, ces deux objectifs prirent la forme d'une intense activité pour obtenir des stations de ravitaillement en charbon, des débouchés commerciaux, des bases navales, des concessions territoriales ou des droits de passage auprès des différentes républiques souveraines d'Amérique centrale et des Caraïbes, dans le Pacifique et en Extrême-Orient. Le pire ennemi de la cohérence était l'indifférence de l'opinion publique. Ainsi, lorsque le premier chemin de fer transcontinental fut terminé en 1869 et que l'Espagne se retira de Saint-Domingue qu'elle avait recolonisée pendant la guerre de Sécession et que les Français se retirèrent aussi du Mexique, le sentiment d'insécurité disparut quelque peu et il n'y eut pas autant d'urgence à construire un canal pour assurer de manière continue la sécurité du pays.

De plus, l'attention était concentrée sur la pacification des Grandes plaines qui, jusqu'alors, n'avait pas été colonisée par les pionniers. Jusque dans les années 1880, l'Armée combattit contre des tribus indiennes souvent coalisées et désespérées face à la disparition prévisible de leur style de vie. La mise en place d'une politique de réserve eut pour effet de laisser le champ libre aux colons, spéculateurs et hommes d'affaires de

toutes sortes cherchant fortune dans cette partie des États-Unis. Quant aux Indiens, le gouvernement cessa de les traiter comme des nations indépendantes et s'engagea dans une politique d'assimilation et de civilisation à grande échelle devant aboutir à leur intégration totale dans le corps social américain lorsqu'ils seraient jugés aptes à se voir conférer la nationalité américaine. La supériorité numérique et technologique des Américains finit par avoir raison de la résistance armée, en dépit de sévères défaites dont celle de Little Big Horn qui reçut une publicité mondiale. L'historiographie américaine a longtemps traité la question des guerres indiennes comme un problème de politique intérieure. Or, certains historiens démontrent aujourd'hui les ramifications avec la politique étrangère du pays. Par exemple, c'est l'expansion vers l'Ouest et le déplacement de centaines de milliers de personnes qui renforça la perception d'une frontière naturelle constituée par l'océan Pacifique et, par conséquent, le déplacement vers le Pacifique et l'Extrême-Orient de l'horizon des possibles. Par ailleurs, le traitement des Indiens et la justification idéologique de leur position dans le corps social américain, en ayant recours, comme pour les Noirs, à des théories scientifiques allant du darwinisme à la craniologie en passant par le lamarckisme et l'eugénisme, servit de base au raisonnement appliqué aux peuples rencontrés au cours de l'expansion outre-mer.

L'hémisphère occidental

L'expansion à l'intérieur de l'Hémisphère fut l'une des constantes de la politique extérieure américaine durant les trente années qui suivirent la Guerre de Sécession. Mais, le récit des tentatives d'expansion montrera que la volonté politique de quelques individus se projetant dans un avenir de grandeur et d'hégémonie ne suffisait pas à provoquer l'adhésion de la nation. Elle fut le résultat d'un long processus. Le paradoxe est que, dans les années 1850, les partisans de l'implantation en Amérique latine avaient été soupçonnés de vouloir agrandir le Sud et exaucer les désirs de tous ceux qui voulaient étendre l'esclavage. Le secrétaire Seward avait lui-même constamment voté contre tout projet d'annexion de Cuba qui renforcerait l'esclavage là-bas et aux États-Unis. À présent que la guerre

avait conduit à l'abolition de l'esclavage, la voie semblait libre. Or, plus personne ne souhaitait se lancer dans une carrière expansionniste. Seward tenta bien de démontrer son point de vue. En effet, tirant les leçons de la guerre livrée à la Confédération, il constatait que les défenses maritimes américaines étaient indigentes et que, en cas de guerre avec une puissance étrangère, le golfe du Mexique pouvait être totalement fermé et l'Ouest asphyxié à moindre frais. Il était urgent de consolider la sécurité nationale en contrôlant, de manière plus ou moins directe, des positions-clés dans la mer des Antilles.

Pour lui, cependant, ces considérations sécuritaires n'étaient qu'un élément d'une stratégie plus vaste d'hégémonie commerciale américaine. Le projet de Seward n'était pas planétaire mais reposait sur une approche graduelle : il fallait construire un empire américain s'étendant sur la totalité des Amériques, du Canada à l'Argentine. Il ne donnait aucun calendrier concret ni les modalités pratiques de cet empire mais ce qui paraissait clairement était le fondement commercial de l'hégémonie américaine. Ces projections n'avaient que peu d'écho aux États-Unis où la plupart de ses projets furent enterrés, à l'exception de l'achat de l'Alaska, mais ceux qui étaient directement concernés par une éventuelle expansion nouvelle des États-Unis ne se le firent pas dire deux fois. Ainsi, le gouvernement britannique décida d'accélérer son projet de réforme du statut de ses colonies d'Amérique du Nord. En 1867, le Parlement vota le *British North America Act*, créant le dominion du Canada. Non seulement ce nouveau statut était de nature à permettre la consolidation politique de colonies disparates, mais il envoyait un signal fort aux États-Unis. Ceux-ci avaient en effet, en particulier le secrétaire d'État, publiquement déclaré que les États-Unis gardaient rancune à la Grande-Bretagne et aux Canadiens de l'aide qu'ils avaient apportée aux Confédérés pendant la guerre. Un détail important fut que des volontaires canadiens s'étaient engagés du côté des Confédérés. Aussi, lorsque les *Fenians*, une société secrète irlandaise fondée à New York en 1858 et luttant pour l'indépendance de l'Irlande, décidèrent d'envahir le Canada (en 1866 puis en 1870) et de l'échanger contre l'indépendance de l'Irlande, les États-Unis furent tentés de les soutenir et de profiter de leur

conflit avec la Grande-Bretagne pour mettre la main sur le Canada. Ils finirent par reculer pour des raisons de prudence et de bon sens : pouvaient-ils réellement encourager une rébellion contre la Grande-Bretagne alors qu'ils venaient de sortir d'une guerre gagnée parce que précisément les Britanniques n'avaient pas soutenu les rebelles ?

Seward démontra qu'il n'était pas prêt à employer n'importe quel moyen pour atteindre une fin qu'il désirait pourtant depuis des décennies. En réalité, pour lui, comme pour de nombreux expansionnistes considérant le Canada comme devant faire partie des États-Unis, la coercition ne devait être qu'un ultime recours. Il était préférable que les Canadiens fissent acte de candidature eux-mêmes, tombant comme un fruit mûr. Au même moment, Seward engagea le pays dans des négociations prometteuses en vue de l'acquisition de territoires dans les Caraïbes et en Alaska, sans avoir recours à la force. Il avait ouvert des négociations avec Haïti (Môle Saint Nicolas), Cuba, la République dominicaine, le Danemark (Îles Vierges et le Groenland), le Honduras (l'île du Tigre), et la Russie (Alaska). La seule acquisition territoriale obtenue fut l'Alaska en 1867, au terme de négociations pittoresques avec la Russie qui donnèrent lieu à des débats houleux au Congrès. L'affaire avait commencé en 1860, lorsque le plénipotentiaire russe à Washington, le baron Édouard de Stoeckl s'était alarmé d'un projet américain de construction d'une ligne télégraphique à travers l'Amérique du Nord russe puis la Sibérie pour rejoindre l'Europe. La guerre de Sécession interrompit le projet mais, une fois les hostilités terminées, Seward, poussé par les puissants intérêts économiques derrière ce projet, réactiva le projet, au printemps 1867, par le biais du ministre plénipotentiaire américain à Saint-Pétersbourg, Cassius Clay. Stoeckl fit savoir à Seward que son gouvernement accepterait de se séparer de l'Alaska. La motivation russe était essentiellement d'ordre financier car le gouvernement n'avait plus les moyens de maintenir sa présence dans un territoire qui ne lui rapportait rien. Il valait mieux vendre tant qu'ils avaient le pouvoir de vendre, avant que les Britanniques ou les Américains n'envahissent purement et simplement leur territoire. Ce faisant, ils étaient conscients des problèmes futurs qu'ils auraient à affronter une fois que les États-Unis s'étendraient à leur porte, au niveau

du détroit de Bering, près des Îles Aléoutiennes qu'ils revendiqueraient automatiquement.

Les négociations secrètes commencèrent avec Stoeckl. Toutefois Seward s'était assuré le soutien du président du Comité des Affaires étrangères du Sénat, Charles Sumner. Le 29 mars au soir, à un Stoeckl frappant à sa porte pour lui annoncer qu'il souhaitait vendre l'Alaska, Seward répondit oui tout de suite et le 30 mars, à quatre heures du matin, le traité fut signé. La Russie devait recevoir la somme de 7,2 millions de dollars, soit 2,2 millions de plus que la somme que Stoeckl avait eu pour instruction d'accepter. Malgré le soutien de Sumner, le Congrès faillit rejeter le Traité. Seward venait certes de réussir un coup diplomatique mais dans des conditions de secret en plein de cœur de Washington, sans avoir daigné tenir informé le Congrès. Celui-ci, à couteaux tirés avec l'administration du président Johnson, parlait sérieusement de demander sa destitution (le vote *d'impeachment* eut lieu en mai 1868). Seward et son apparent mépris du Congrès arrivèrent à un mauvais moment. Le 8 avril 1867, Sumner usa de son influence personnelle pour présenter des arguments imparables au cours d'un discours long de trois heures et demie, mêlant des appels à la destinée manifeste du pays à des considérations stratégiques et économiques en pariant sur l'avenir ; en 1867, l'Alaska n'avait toujours pas tenu ses promesses, ses ressources naturelles étaient encore inconnues et inexploitées, les ressources en fourrure s'épuisaient. Le Sénat finit par approuver le Traité à une confortable majorité mais la Chambre des représentants lui opposa une résistance farouche.

Certains acceptaient le principe de l'achat de l'Alaska mais regrettaient le prix exorbitant accordé par le secrétaire d'État. D'autres s'inquiétaient des futurs tiraillements avec la Grande-Bretagne, qui pouvait se sentir légitimement prise en tenailles entre la masse du parallélogramme continental américain et sa nouvelle excroissance au nord de la Colombie britannique. Si la Grande-Bretagne prenait l'achat de l'Alaska comme un prélude à l'annexion du Canada, l'Alaska valait-il vraiment la peine de se battre pour elle ? Les sceptiques et la presse désignaient l'acquisition sous des termes imagés comme « Walrussie », « la glacière de Seward », « le jardin d'ours polaires », « la folie de Seward » ou « Frigidia ». Le 14 juillet 1868, la Chambre finit par approuver le traité et ses dispositions

financières. De persistantes rumeurs de corruption circulèrent à Washinton : pour accélérer la ratification du Traité, Stoeckl aurait payé des représentants, des sénateurs, des journalistes. Seward s'en défendit et prit une décision de nature à influencer la Chambre. Tandis que les représentants se déchiraient en débats, le drapeau américain fut hissé à Sitka, officialisant le traité et le transfert de souveraineté de la Russie aux États-Unis. Certes, comparé à l'achat de la Louisiane, le prix au mètre carré était élevé mais l'affaire était encore bonne car non seulement l'amitié avec la Russie méritait que l'on fît plaisir au Tsar dans le besoin, mais aussi le territoire devrait avec le temps livrer des trésors. Seward était satisfait car son objectif n'était pas d'obtenir du territoire comme une fin en soi mais d'assurer la présence des États-Unis dans le Pacifique nord pour des raisons stratégiques de protection de la marine marchande reliant les États-Unis et l'Extrême-Orient.

L'achat de l'Alaska est donc à la charnière de deux types d'expansion : celle qui visait à l'acquisition de territoires pour y installer des colons et agrandir l'Union ; et l'expansion « sans la Constitution ». En effet, le traité entre la Russie et les États-Unis ne prévoyait pas clairement l'accès du territoire au statut d'État de l'Union. Le Traité énonçait un nouveau principe, rompant avec l'Ordonnance du Nord-Ouest de 1787 : celui de la citoyenneté sans le statut d'État car les populations de la zone seraient « admises à jouir de tous les droits, avantages et immunités des citoyens des États-Unis ». L'ambiguïté persista jusqu'en 1905 : dans l'arrêt *Rasmussen vs. U.S.*, la Cour suprême indiqua que le traité et les lois prises par la suite par le gouvernement des États-Unis concernant l'Alaska étendaient à l'Alaska les coutumes et la législation des États-Unis et, d'un point de vue pratique, incorporaient bien l'Alaska à l'Union. Ce n'est qu'en 1959 qu'il obtint le statut d'État de l'Union.

La progression des négociations avec la Russie puis des débats au Congrès laissèrent Seward plutôt confiant. Son attention se concentra, en même temps, sur la situation à Cuba. En 1868, une nouvelle insurrection contre l'Espagne se produisit. De nombreux Américains se persuadèrent

qu'il était temps d'intervenir à Cuba pour y apporter la liberté, les institutions démocratiques et républicaines, et la stabilité politique et économique. Les exilés cubains aux États-Unis œuvraient d'ailleurs dans ce sens, non pas qu'ils souhaitent passer du joug espagnol à l'empire américain mais parce qu'ils accueillaient tout soutien dans leur lutte contre le pouvoir autocratique espagnol. Seward avait quitté le secrétariat d'État, mais un expansionniste enthousiaste avait pris le relais, le président Grant, qui était persuadé que l'occasion se présentait enfin, pour la première fois, de prendre l'île avec le consentement des Cubains et le soutien du Congrès des États-Unis. Toutefois, son secrétaire d'État, Hamilton Fish était en désaccord avec lui sur la forme que devait prendre le soutien aux rebelles cubains. À Grant qui préconisait une reconnaissance diplomatique, Fish répondait par la prudence ; il ne souhaitait pas ouvrir une guerre contre l'Espagne. Par ailleurs, il avait une vision large de la position américaine et insistait sur la difficulté à trouver un soutien populaire pour une annexion belliqueuse. Comme le résuma un observateur : « Nous avons eu assez de guerres pour une génération. » Aussi, lorsque en 1869 le président Grant lui demanda de reconnaître les rebelles cubains, Fish refusa de se soumettre à cet ordre et, quand le Congrès se prépara à voter dans le même sens, il menaça de démissionner. Il s'opposa aussi aux projets de Grant d'annexion de la république dominicaine : un traité d'annexion fut signé en 1869 mais le Sénat le rejeta.

Fish ne rejetait pas l'annexion de Cuba en soi mais il craignait de porter préjudice au commerce extérieur et à la reconstruction du pays. De plus, il était engagé dans son *magnum opus*, les négociations avec les Britanniques en vue du paiement d'une indemnisation pour les dommages causés par l'Alabama pendant la guerre de Sécession. Les États-Unis se seraient placés dans une singulière position de faiblesse s'ils tentaient de négocier avec les Britanniques tout en faisant la guerre à l'Espagne. Or, les relations avec les Britanniques étaient encore une fois dans le creux de la vague du fait des agissements américains autour du Canada et des revendications concernant le navire de course confédéré, construit par des armateurs britanniques, en contournant la loi de 1819 avec - c'était la conviction américaine - la complicité des autorités britanniques.

La controverse concernant l'*Alabama*

Au sortir de la guerre de Sécession, le gouvernement américain réclama à la Grande-Bretagne le paiement d'indemnités pour compenser les dommages subis par la marine des États-Unis et par la marine marchande durant la carrière de l'*Alabama*. Une telle demande ne pouvait être négligée par les Britanniques car, indépendamment de sa légitimité, les États-Unis avaient, pour la première fois de leur histoire, la capacité militaire de joindre le geste à la parole et sinon détruire la Grande-Bretagne, du moins infliger des dégâts importants. Les États-Unis pouvaient, par exemple, lancer leur armée sur le Canada et commencer une guerre qui serait inévitablement coûteuse en vies humaines (la guerre de Sécession venait de montrer à quel point la technologie moderne pouvait être destructrice) et causerait des dommages à l'économie britannique, sans oublier les inévitables modifications de l'équilibre des puissances en Europe. Ces éléments ne signifient pas que les États-Unis souhaitent faire une guerre aux implications disproportionnées par rapport au but poursuivi. Aussi, le secrétaire d'État Seward choisit la voie pacifique de l'arbitrage, dans un climat qui était très hostile aux Britanniques.

L'opinion publique américaine gardait en mémoire ce qu'elle considérait comme la neutralité sympathique à la cause de la Confédération et beaucoup se disaient que la guerre n'aurait peut-être pas duré aussi longtemps si les Confédérés n'avaient pas eu l'impression qu'ils finiraient pas être soutenus par les Européens menés par les Britanniques. Une telle lecture était corroborée par la Proclamation de neutralité de 1861 et, surtout, par l'agitation diplomatique de 1862 en vue d'une intervention franco-britannique. Enfin, les chantiers navals britanniques avaient livré de nombreux navires briseurs de blocus, grands coureurs des mers (au total cinq) et deux « béliers » Laird qui constituaient des infractions flagrantes de la neutralité officielle.

Le raisonnement du gouvernement britannique était différent et, à plusieurs reprises, il refusa d'accéder aux demandes américaines d'arbitrage. En 1869, le gouvernement britannique finit par accepter et signa la Convention Johnson-Clarendon. Le Sénat rejeta le document au

motif qu'il ne contenait ni une demande d'excuses pour avoir livré l'*Alabama* aux Confédérés, ni une proposition d'indemnisation pour les coûts indirects générés en conséquence de l'attitude des Britanniques pendant la guerre (cette dernière objection dépassait le cadre de l'affaire de l'*Alabama*). Le chef de file de l'opposition brutale à l'offre britannique était le président du Comité des Affaires étrangères lui-même, Charles Sumner : il exigeait des indemnités pour les dommages directs et indirects, soit une somme estimée à deux milliards de dollars. Il suggéra donc le transfert du Canada aux États-Unis comme solde de tout compte. Les Britanniques objectèrent, à juste titre, qu'ils ne pouvaient verser de réparations de guerre alors qu'ils n'avaient livré aucune guerre contre les États-Unis. Par ailleurs, à ce rythme, tous les neutres devaient payer des indemnités pour ce conflit et pour d'autres, ce qui signifiait que les Britanniques pouvaient aussi exiger, rétroactivement, des indemnités pour le rôle joué par les États-Unis au cours des guerres napoléoniennes ou même la guerre de Crimée.

Le bras de fer risquait de s'éterniser. Le Sénat rappelait le montant des dommages causés par le seul *Alabama*, soit 15 millions, y ajoutait l'augmentation spectaculaire des primes d'assurance qui avait ruiné plusieurs négociants américains et conduit à l'inscription de centaines de bateaux américains sur le registre de nations neutres, et la continuation de la guerre ainsi que les pertes en vies humaines et matériel causées. En effet, Sumner démontrait que la guerre aurait pu s'arrêter en 1863, lors de la défaite sudiste à Gettysburg mais les Confédérés avaient vu leur moral soutenu par la continuation des constructions navales en Angleterre et l'espoir de se voir reconnaître diplomatiquement, ce que les Britanniques n'avaient à aucun moment explicitement démenti. Il en faisait une affaire d'honneur national, agitant « la chemise ensanglantée » (« *waiving the bloody shirt* »), pratique récurrente durant toute la seconde moitié du siècle. Par ailleurs, le gouvernement n'ayant plus de marge de manœuvre depuis la guerre que venait de lui livrer le Congrès pour destituer le président Johnson, le secrétaire Seward fut impuissant et ne parvint pas à débloquer la situation (à supposer même qu'ils ne se réjouît pas de déstabiliser ainsi les Britanniques).

Il fallut attendre le changement de gouvernement pour voir les tensions s'apaiser quelque peu. Les nouveaux président, Ulysses Grant, et secrétaire d'Etat, Hamilton Fish ouvrirent des négociations avec le gouvernement britannique à l'été 1869 et arrivèrent rapidement à un accord. Encore une fois, les Américains bénéficiaient d'un climat international préoccupant pour les Britanniques : les relations franco-prussiennes se dégradaient (la guerre finira par éclater en 1870) et leurs propres rapports avec les Russes s'étaient altérés. Or, au vu des bonnes relations entre Russes et Américains, ceux-ci accepteraient volontiers de construire des navires pour les Russes en s'appuyant sur des arguments similaires à ceux des Britanniques. En janvier 1871, le gouvernement signa son accord pour un accord général d'arbitrage. Sir John Rose, ouvrit des négociations avec Fish : de février à mai 1871, une Haute commission conjointe composée de dix membres se mit à l'ouvrage et rédigea un traité, le traité de Washington, signé le 8 mai 1871.

Outre le fait qu'il constitue le premier traité d'arbitrage moderne, ce traité entreprit de résoudre plusieurs différends encore en suspens. D'abord, la question des dommages causés par l'*Alabama* mais aussi les demandes britanniques d'indemnisation pour les dommages causés aux sujets britanniques pendant la guerre de Sécession (soit environ 2 millions de dollars). Ensuite, les deux parties acceptèrent le principe de la libre circulation sur les canaux du réseau du Saint-Laurent et des Grands lacs. Elles affinèrent aussi la question des pêcheries récemment remises en cause par les Américains qui avaient abrogé le traité Marcy-Elgin de réciprocité (1854). Enfin, le Traité de Washington prévoyait le recours à l'arbitrage pour déterminer le statut des îles San Juan situées entre l'île de Vancouver (en Colombie britannique) et le territoire de Washington (résultant du partage en deux de l'immense territoire de l'Oregon à l'occasion de l'incorporation de l'État d'Oregon en 1869). La frontière était contestée par les États-Unis depuis que l'on avait découvert de l'or sur le territoire de la Colombie britannique. Les États-Unis ne mentionnèrent pas l'idée d'obtenir une indemnisation pour les dommages indirects. En échange, les Britanniques exprimèrent leur « regret » et acceptèrent la constitution d'un tribunal d'arbitrage composé de cinq membres devant se réunir à Genève, en Suisse, pour régler

définitivement la question des indemnités de l'*Alabama*. Pour satisfaire les Américains et préserver l'avenir, le traité élaboré un nouveau principe de droit international : un pays neutre devait faire preuve de « diligence » pour empêcher le départ d'un navire soupçonné d'être engagé dans une guerre contre une puissance étrangère amie et ce pays ne pouvait autoriser l'utilisation de ses ports et voies navigables par les belligérants. Deux semaines après la signature du traité, le Sénat l'approuva. Il faut souligner que Charles Sumner avait perdu son influence sur le Sénat et venait d'être remplacé par Simon Cameron à la tête du Comité des Affaires étrangères.

Le tribunal d'arbitrage se réunit donc, en décembre de la même année mais sa tâche fut malaisée. Le représentant des États-Unis, Charles Francis Adams, ancien plénipotentiaire à Londres (pendant toute la durée de la guerre) et très proche de Seward et Sumner, ouvrit les discussions en réintroduisant la question des dommages indirects que les négociateurs avaient soigneusement évitée au cours des négociations de Washington. En cela, il obéissait aux instructions de Fish qui entendait placer la barre des négociations le plus haut possible. Ni Fish ni Adams ne pensaient sérieusement que les Britanniques allaient accepter le principe, mais ils poursuivaient deux objectifs : tenter d'obtenir le maximum des Britanniques et, plus subtilement, faire la preuve aux Sénateurs et au peuple américain qu'ils avaient fait tout leur possible pour faire reconnaître le principe des indemnités pour dommages indirects. Or, s'ils avaient échoué, c'est parce que ce principe était contraire au droit international, comme le prouvaient les résultats d'une cour d'arbitrage estimable. La manoeuvre obéissait donc à des impératifs de politique politicienne interne au Parti républicain. Fish avoua d'ailleurs à Adams : « Je n'ai jamais pensé une seconde que le Tribunal accorderait un cent pour des "dommages indirects". » Par ailleurs, ni Adams ni les Britanniques ne pouvaient ignorer que de telles indemnités constitueraient un dangereux précédent pour tous les pays neutres. Or, telle était la vocation des États-Unis depuis leur fondation.

Le rejet du principe par un tribunal arbitral le rendait obsolète et, surtout, impossible à opposer un jour aux États-Unis. En juin 1872, les membres du tribunal rendirent un avis consultatif rejetant l'inscription de

la question des dommages indirects à l'ordre du jour. Les Britanniques, dont le délégué avait refusé de siéger depuis l'annonce d'Adams, acceptèrent la formule de sortie de crise et la question fut définitivement abandonnée. Au final et comme prévu, en septembre 1872, le tribunal arbitral condamna les Britanniques pour n'avoir pas fait preuve de la « diligence due » à l'application de sa proclamation de neutralité durant la guerre de Sécession. La Grande-Bretagne était donc responsable des 15,5 millions de dégâts matériels causés par *l'Alabama*, le *Florida* et le *Shenandoah*. Le délégué britannique, le *Lord chief justice* Sir Alexander Cockburn, quitta la salle en colère parce que le tribunal avait inclus deux navires non prévus au commencement des débats, mais la décision fut saluée comme juste en Grande-Bretagne et la somme fut versée aux États-Unis.

Quant aux autres sujets discutés par le traité de Washington, ils furent l'objet d'une multiplicité de procédures d'arbitrage. Les indemnités exigées par les Britanniques furent réglées par un autre tribunal arbitral, siégeant à Washington. Les Britanniques obtinrent le paiement de 2 millions pour compenser les pertes subies par le blocus illégal des côtes par le gouvernement américain. L'empereur d'Allemagne, le Kaiser Guillaume, qui s'était proposé comme arbitre, accorda les îles San Juan aux États-Unis. Un autre tribunal régla le problème des pêcheries en accordant 5,5 millions aux Britanniques, l'équivalent des profits réalisés par les Américains grâce aux privilèges accordés dans le traité de 1871. Dans chacun de ces cas, les gouvernements acceptèrent d'honorer leurs engagements malgré quelques grincements de dents. Les tumultueuses relations américano-britanniques entrèrent dans une nouvelle phase, celle de la volonté de recourir à des procédures d'arbitrage pour régler pacifiquement les différends les opposant. Le maintien de relations et l'évitement des conflits armés étaient d'autant plus nécessaires que les Britanniques devaient faire face à la montée des antagonismes en Europe tandis que les Américains s'engageaient dans la recherche d'un moyen de construire le canal interocéanique sans se heurter aux Britanniques et d'accroître de leur influence en Amérique latine.

La doctrine Monroe et l'Amérique latine

En 1869, le monde entier apprit la nouvelle extraordinaire de l'ouverture officielle du Canal de Suez. L'intérêt pour la construction d'un canal interocéanique se trouva renouvelé par cette prouesse technologique de Ferdinand de Lesseps qui, lui-même, se lança dans le projet de construction de son deuxième canal, cette fois en Amérique. Outre les difficultés techniques et financières faisant partie intégrante d'un tel projet, les États-Unis devaient faire face à un obstacle diplomatique non négligeable : le traité Clayton-Bulwer de 1850 qui prévoyait le contrôle conjoint par la Grande-Bretagne et



Carte 9. Les cinq itinéraires principaux pour construire un canal en Amérique centrale

les États-Unis. En 1869, le président Grant décida de remettre en cause le traité en annonçant que les États-Unis devaient exercer ce contrôle de manière exclusive et ce pour des raisons de sécurité nationale. Violant ouvertement les dispositions du Traité, il nomma une Commission du canal interocéanique, dirigée par le contre-amiral Ammen, dont la mission était de constituer des expéditions scientifiques dans l'isthme américain et faire un rapport sur les différentes routes possibles, se prononcer sur la faisabilité technique et financière, et sur les conditions politiques en présence. En 1876, la Commission rejeta la route de Panama (il existait plusieurs options sur l'isthme de Darien en Colombie) et celle du Mexique (Tehuantepec), et recommanda de construire le canal au Nicaragua. Les arguments étaient économiques et techniques, mais aussi politiques.

En 1879, Lesseps réussit à obtenir une concession du gouvernement colombien qui l'autorisa à creuser un canal dans sa province de Panama. Persuadé que le projet de Lesseps aboutirait, le gouvernement américain s'alarma de la perspective de voir construire un canal non américain, qui risquait de tomber sous le contrôle du gouvernement français voire du gouvernement britannique, comme celui de Suez dans lequel les Britanniques venaient d'obtenir une participation majoritaire en 1879. L'incurie politique régnant en Colombie risquait de mener à une prise de position militaire de puissances européennes souhaitant protéger le canal. Or, en l'absence de tout accord international signé par la France sur la libre utilisation du canal par toutes les nations, les Français risquaient d'imposer des droits de passage discriminatoires. De plus, l'affaire devenait une question de principe, celui de la prédominance américaine en Amérique centrale et l'on se remit à reparler de la doctrine Monroe. En 1880, Lesseps arriva aux États-Unis pour tenter de répondre aux craintes exprimées par les Américains, faire la promotion de son projet et obtenir une participation financière d'investisseurs américains.

En mars 1880, le président des États-Unis, Rutherford B. Hayes, envoya un message au Sénat dans lequel il dénonçait le projet de Lesseps qui se préparait à construire un canal sur « une partie virtuelle de la côte américaine ». L'idée que l'isthme de Panama était une extension du territoire des États-Unis était extravagante, mais cette nouvelle définition

du territoire réel et virtuel créait un devoir nouveau : « les États-Unis ont le droit et le devoir d'affirmer sans relâche le droit de superviser et d'exercer leur autorité sur tout canal interocéanique nécessaire à la protection de nos intérêts nationaux. » Après Grant et Hayes, personne ne pouvait douter de la volonté américaine de contrôler le canal. Pour prendre possession symboliquement de l'Amérique centrale, Hayes ordonna l'envoi de deux bâtiments de la marine des États-Unis.

Lesseps ne tint aucun compte des déclarations présidentielles et continua à mettre en œuvre son projet. Aussi, en 1881, le gouvernement américain rechercha l'appui des Britanniques. Le secrétaire d'Etat, James G. Blaine leur proposa de renégocier le traité Clayton-Bulwer pour l'abroger ou le modifier dans le sens du contrôle exclusif par les États-Unis. Les conditions avaient changé depuis 1850 et, à présent, la notion de contrôle conjoint compromettait l'avenir des États-Unis et constituait une violation de la doctrine Monroe. Le ministre des Affaires étrangères, Lord Grenville, rappela leurs engagements aux États-Unis. Ils étaient donc obligés de prendre en compte les Britanniques, qui profiteraient de toute façon d'un canal américano-britannique ou d'un canal français. En 1881, les travaux de percement du canal débutèrent. Au même moment, cherchant toujours les moyens de construire un canal tout seul, le gouvernement américain tenta d'améliorer sa position au Nicaragua qui, de toute façon, avait les faveurs d'une coalition de groupes d'intérêts œuvrant pour l'accroissement de la présence américaine dans la région : des hommes d'affaires (en particulier les puissantes Chambres de commerce de New York et San Francisco) et des proto-navalistes du département de la Marine et de la marine des États-Unis. Le Congrès autorisa la formation de la Compagnie du canal maritime qui devait négocier avec le gouvernement du Nicaragua. De son côté, Blaine tenta encore d'obtenir la coopération des Britanniques et l'annulation de la clause du Traité Clayton-Bulwer portant sur le contrôle conjoint. Face au refus britannique, le nouveau secrétaire d'État, Frederick Frelinghuysen, décida d'ignorer le traité et, en décembre 1884, en signa un nouveau avec le président du Nicaragua, le général Joaquín Zavala qui donnait aux États-Unis des droits de transit en échange d'une alliance permanente et

la protection du Nicaragua par les États-Unis. Ce traité fut rejeté par le Sénat à cause de ces dispositions dangereuses, jugées trop « entangling ».

Toutefois, le vote fut serré, ce qui démontre que la question d'un canal exclusif intéressait de plus en plus les dirigeants politiques du pays. L'un des arguments qui avaient fait échouer les partisans du Traité était la faiblesse et l'instabilité du Nicaragua qui risquaient de faire basculer les États-Unis dans des conflits dont ils ne contrôlaient pas tous les tenants et aboutissants. Mais les opposants au traité faisaient aussi remarquer que l'on ne devait pas sous-estimer la réaction britannique devant une violation aussi flagrante des engagements internationaux. En 1884, la politique « exclusiviste » des républicains fut renversée par le nouveau président démocrate, Grover Cleveland, qui déclara que le canal devait être ouvert à toutes les nations et retira du Sénat le traité Frelinghuysen-Zavala. Il refusait les complications internationales prévisibles en Amérique centrale et avec les Britanniques. L'enthousiasme expansionniste retomba pour un temps, d'autant plus que la Compagnie du canal maritime ne parvenait pas à souscrire suffisamment de fonds privés pour le projet du Nicaragua. Dans le même temps, la compagnie de Lesseps fit faillite, victime de ses errements internes (mauvaise gestion, corruption, banqueroute frauduleuse) et des conditions épouvantables de travail (fièvre jaune, malaria, coulées de boue, etc.).

Parallèlement à cette offensive, le gouvernement américain décida de s'engager de manière plus active dans le mouvement panaméricain. Les idéaux panaméricains avaient beaucoup de peine à se réaliser en raison des contradictions propres aux mouvements multilatéraux fondés sur des États-nations poursuivant des intérêts parfois opposés. L'un des facteurs de confusion était les États-Unis eux-mêmes, comme en témoignait la doctrine Monroe : telle qu'énoncée, elle proclamait des idéaux de paix et de prospérité par les liens commerciaux, mais en pratique, elle était devenue une doctrine unilatéralement vouée à la prospérité des États-Unis. Tout au long des années 1820 à 1880, les États-Unis suscitèrent chez leurs voisins latino-américains toute une palette de sentiments allant du rejet de l'impérialisme yankee à la fascination pour son dynamisme, son esprit d'entreprise et son évident succès matériel. Malgré ces obstacles, les pays d'Amérique latine croyaient à l'utilité du

panaméricanisme, comme instrument de développement économique par le commerce. Or, lorsqu'il devint secrétaire d'État, James G. Blaine constata le déséquilibre de la balance commerciale américaine vis-à-vis des Latino-Américains. S'alarmant de cette situation qui démontrait la faiblesse de la pénétration commerciale américaine et, par conséquent, le dynamisme des Européens sur les marchés de leurs voisins du Sud, il rechercha des moyens de resserrer les liens avec eux.

En 1881, il convoqua une Conférence américaine internationale pour discuter des relations économiques comme moyen d'éviter la guerre entre Américains. Les États-Unis venaient de constater amèrement qu'ils étaient impuissants à voir leurs tentatives de médiation ne serait-ce qu'acceptées par les Latino-Américains au cours des mois passés : conflit entre le Mexique et le Guatemala, le Costa Rica et la Colombie ; la guerre entre le Chili et le Pérou assisté de la Bolivie. Son successeur, Frederick Frelinghuysen, annula la conférence au motif que les Européens risquaient d'en tirer ombrage. Une fois les républicains revenus au pouvoir et Blaine au même poste, il convoqua le 1^{er} octobre 1889, à Washington la Première conférence américaine internationale (ou Conférence panaméricaine). Dix-huit nations furent représentées. S'ils rejetèrent le principe de la baisse des droits de douane et du recours obligatoire à l'arbitrage en cas de conflit entre États, les délégués arrivèrent à un consensus minimal sur la création d'une Union panaméricaine, le Bureau international des républiques américaines, destinée à collecter des renseignements utiles pour la promotion du commerce entre les États. Concrètement, la conférence fit la promotion de traités de réciprocité, de l'amélioration des réseaux de communication et de transport. La Conférence panaméricaine eut donc de timides résultats, en partie du fait de la méfiance des Latino-Américains vis-à-vis des États-Unis et de l'opposition du Parti républicain qui restait convaincu qu'une politique protectionniste défendait mieux les intérêts américains.

Cette méfiance fut confirmée lorsque, en 1891-92, les Américains contribuèrent à saper les fondations du mouvement en intervenant dans la guerre civile du Chili, ce qui mena deux pays au bord de la rupture des

relations diplomatiques. Au cours d'une rixe dans le port de Valparaiso, des marins américains furent arrêtés, 17 blessés et 2 tués. Le Président envoya un message de guerre au Congrès. Le Chili décida qu'il était prudent de présenter des excuses officielles en janvier 1892. Néanmoins, la proximité idéologique et la convergence des intérêts des pays de l'Hémisphère permit de perpétuer de manière minimale l'idée qu'il était utile de tenir de telles conférences sur une base régulière.

L'appel du Pacifique et de l'Extrême-Orient

La fascination des Américains pour l'Extrême-Orient n'avait pas disparu du fait de la guerre de Sécession. Les partisans du développement du commerce reprirent leurs activités tandis que la prééminence des raisonnements militaires durant la guerre créa une nouvelle tradition de réflexion sur l'avenir de l'armée, de la marine, et de leur rôle dans l'évolution de la politique étrangère des États-Unis. Le Pacifique et l'Extrême-Orient devinrent une sorte de terrain d'entraînement à grande échelle pour les officiers de marine qui, jusque dans les années 1890, furent, à côté des consuls, les artisans de la présence américaine dans ces parties du globe. Ils étaient devenus des acteurs essentiels - le plus illustre étant le commodore Perry au Japon en 1852-1853 - car du fait de l'éloignement, ils avaient des ordres d'une grande latitude et d'une grande souplesse, lesquels émanaient souvent conjointement du département de la Marine et du département d'État. L'attrait principal de l'Extrême-Orient était les potentialités en matière commerciale ; il ne faut toutefois pas sous-estimer un autre facteur : les missionnaires qui voyaient la Chine, par exemple, comme une terre idéale d'évangélisation. La présence des marchands et des missionnaires américains en Asie impliquait qu'il fallait les protéger. Le rôle de la Marine se résumait d'ailleurs souvent à organiser des expéditions punitives pour venger des exactions commises contre des Américains.

Or, les impératifs de la navigation vapeur commandaient l'existence de stations de ravitaillement en charbon, et aussi en vivres et eau potable.

Cet impératif n'impliquait pas la souveraineté sur les stations mais la pratique introduite par les Européens ainsi que les rivalités entre les pays faisaient que l'opinion générale de l'époque était que l'on devait se procurer des bases navales et des stations de ravitaillement exclusives pour ne pas avoir à dépendre des caprices des autorités locales ou des renversements d'alliance entre Occidentaux. La fin du premier transcontinental accrut la nécessité de se doter de voies maritimes vers l'Asie, ainsi que de construire un canal interocéanique, comme nous l'avons vu. C'est dans ce but que le secrétaire Seward avait cautionné l'occupation de Midway par un officier de Marine désireux d'exploiter la situation idéale de l'île, à mi-chemin (*mid-way*) entre les ports de San Francisco et Yokohama. Le *Pacific Squadron* sillonnant le Pacifique nord et sud s'était félicité de cette acquisition et de l'achat de l'Alaska. Mais, les États-Unis n'avaient pas de base navale dans le Pacifique sud. D'où l'idée qu'il fallait explorer les possibilités du côté de Samoa, sans pour autant abandonner les négociations concernant Hawaï (qui avaient elles aussi échoué en 1867).

L'archipel de Samoa s'avéra être un point de confrontation pour les États-Unis en raison de sa position géographique sur la route de l'Australie et de l'avantageux port naturel de Pago Pago (sur l'île de Tutuila) qui intéressait aussi les Britanniques et les Allemands, venus tard à l'expansion coloniale et désireux de rattraper le temps perdu. Avant la guerre de Sécession, les seuls Américains ayant quelque intérêt pour Samoa, comme pour Hawaï, étaient les baleiniers. Toutefois, une compagnie maritime faisant la liaison entre San Francisco et l'Asie avait réussi à convaincre le gouvernement qu'il fallait obtenir des droits d'accès aux ports de Pago Pago et Apia. En 1872, un officier fut chargé de négocier un traité avec le Grand chef de Pago Pago, mais le document fut rejeté par le Comité des Affaires étrangères du Sénat et ne fut même pas examiné en session complète. En 1873, un observateur américain fut envoyé auprès du grand chef par le Département d'État. Il s'y adapta si bien qu'il devint Premier ministre et œuvra pour rapprocher ses deux pays. Il s'attira les foudres des Britanniques et des Allemands au point que la marine britannique l'arrêta. En 1878, le prince héritier, La Mamea, se rendit en visite à Washington et offrit Samoa aux États-Unis pour

qu'ils y établissent un protectorat. Le gouvernement américain refusa mais, le 17 janvier, signa un traité qui devint le point de départ d'une politique samoane concertée. Les États-Unis obtinrent le droit d'établir une station navale en échange de leurs bons offices en cas de conflit entre Samoa et une nation étrangère, en l'occurrence la Grande-Bretagne ou l'Allemagne. Les Britanniques justifiaient leur présence par la proximité de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, tandis que les Allemands réclamaient le droit à développer leur commerce dans le Pacifique.

En 1879, ces deux pays exigèrent les mêmes termes car les trois nations se soupçonnaient mutuellement de vouloir annexer Samoa, qui devint un concentré d'intrigues orchestrées par des officiers de Marine et des civils de toutes sortes qu'ils fussent consuls ou agents commerciaux. À l'été 1886, la situation était devenue explosive tant et si bien que le secrétaire d'État américain proposa une conférence tripartite à Washington. Elle se déroula en juin et juillet et n'aboutit à rien car les Américains refusaient de négocier tant que les deux autres protagonistes n'admettaient pas le principe du maintien de l'autonomie de Samoa. C'est alors que, à la fin de l'année 1888, l'Allemagne ouvrit les hostilités en déclarant la guerre à Samoa où une révolte avait éclaté contre le gouvernement fantoche instauré par les Allemands en janvier 1886. Ils arrêtaient le Roi, déclarèrent la loi martiale. Les marins britanniques et américains assistèrent impuissants au putsch tout en menaçant d'ouvrir le feu sur la marine allemande. Le Kaiser envisagea de déclarer la guerre aux États-Unis mais le chancelier Otto von Bismarck choisit une voie plus pacifique, de peur de compromettre les intérêts allemands en Amérique latine.

Il invita donc les protagonistes occidentaux à ouvrir des négociations. La conférence de Berlin aboutit à un accord, le 14 juin 1889, établissant un protectorat tripartite sur l'archipel de Samoa, restaurant la monarchie et accordant aux États-Unis la jouissance du port de Pago Pago. Le protectorat s'avéra impossible à appliquer. Dix années plus tard, une nouvelle guerre civile éclata contre l'occupation étrangère. Mais, avec la victoire des États-Unis contre l'Espagne en 1898, ils devinrent *de facto* une puissance dans le Pacifique et en Extrême-Orient, et l'Allemagne changea d'attitude. Les trois gouvernements se rencontrèrent encore à

Berlin et décidèrent de partager l'archipel en deux zones, allemande et américaine. Les Britanniques avaient décidé de se retirer du jeu en échange de concessions dans d'autres parties du globe. Les événements de Samoa sont un exemple spectaculaire de la capacité des États-Unis à mettre de côté certains principes de sa politique étrangère, comme le *non entanglement* (qui était pourtant et dans les mêmes années opposé à tout traité d'alliance en Amérique centrale) pour défendre des intérêts commerciaux largement fantasmatiques.

La détermination des États-Unis s'exprima encore plus dans une autre zone du Pacifique présentant encore plus d'intérêt : l'archipel d'Hawaï. La présence américaine, comme dans le cas de Samoa, datait de l'époque des baleiniers bien que Hawaï, du fait de sa situation, servît aussi d'escale pour toutes de navires en partance pour l'Asie. La fin de la guerre de Sécession permit le renouveau de l'intérêt pour ces îles qui présentaient le triple d'avantage d'être propices à l'agriculture (essentiellement le sucre), à l'installation d'une base navale et à compter une population-cible pour les missionnaires. Les secrétaires d'État Marcy, en 1855, et Seward, en 1867, avaient en vain tenté de convaincre le Congrès qu'il fallait resserrer les liens politiques et commerciaux avec Hawaï avant qu'une autre puissance ne le fasse. Les deux traités de réciprocité obtenus avaient fini par être rejetés par le Sénat. La politique des successeurs de Seward fut alors de faire en sorte qu'Hawaï ne tombe pas sous le contrôle des Britanniques, des Français ou des Allemands. L'avantage principal des États-Unis étant leur proximité géographique et le fait que de nombreux Américains s'étaient installés dans l'archipel pour investir dans la production agricole et, surtout, les plantations de sucre. Les Américains d'Hawaï devinrent peu à peu une minorité puissante de grands propriétaires terriens. En 1875, les producteurs de sucre exportant presque exclusivement vers les États-Unis s'alarmèrent de la politique protectionniste du gouvernement américain et demandèrent l'entrée libre du sucre hawaïen aux États-Unis. Faute de ce privilège, ils établiraient des liens plus étroits avec les Britanniques. Le Congrès se précipita pour voter un Traité de réciprocité qui autorisa, pour sept ans, l'entrée libre des produits hawaïens en échange de l'engagement de ne pas transférer de droits économiques ou territoriaux à un autre pays.

La conséquence fut un développement spectaculaire et le resserrement des liens avec les États-Unis. Les États-Unis étant devenus un marché libre pour le sucre hawaïen, la richesse des sucriers fut multipliée par dix. Or, le coût de ce développement fut la nécessité d'importer de la main-d'œuvre bon marché pour travailler dans les plantations. Le traité Burlingame de 1868 avait lui aussi dynamisé l'émigration de Chinois, rapidement suivis de Japonais vers les États-Unis, dont une grande partie choisit de s'arrêter à Hawaï. À la fin du siècle, la moitié de la population de l'archipel était étrangère. La minorité nord-américaine contrôlait les deux tiers de la terre utile à Hawaï qui ressemblait de plus en plus à un protectorat américain. Paradoxalement, la composition asiatique de la population était un argument contre l'annexion car, aux États-Unis, certains craignaient les conflits raciaux que l'on voyait déjà se développer en Californie et dans tous les États de l'Ouest où des immigrants asiatiques avaient afflué pour participer à la construction des chemins de fer et à l'exploitation minière. L'hostilité contre les Chinois était exacerbée par la crise économique qui s'installa en 1873 ; ils devinrent des boucs émissaires du fait des différences culturelles, de leur volonté d'accepter des bas salaires et de leur utilisation par les patrons comme briseurs de grève. La pression des États ayant accueilli ces immigrants fut telle que le Congrès vota, en 1882, la première loi de restriction de l'immigration de son histoire, la *Chinese Exclusion Act*. Elle suspendait l'entrée des Chinois sur le territoire américain pour dix ans et fut renouvelée régulièrement jusqu'à la fin des années 1920.

En 1884, le Traité de réciprocité fut renouvelé avec Hawaï bien que le Sénat mît trois ans à l'approuver. Le gouvernement hawaïen accorda aux États-Unis le droit exclusif d'utiliser le port de Pearl Harbor pour y installer une base navale. En 1887, un coup d'État orchestré par les planteurs blancs imposa au Roi une constitution réservant le pouvoir législatif aux propriétaires. À sa mort en 1891, sa sœur, la reine Liliuokalani, prit le pouvoir. Moins souple que son frère, elle entreprit de desserrer l'étau du pouvoir des planteurs. Leur réaction fut de faire pression sur le gouvernement américain pour qu'il annexe Hawaï. Le changement à la tête d'Hawaï était le dernier épisode d'une série noire pour les planteurs qui avaient commencé avec le vote du *McKinley Tariff*

en 1890 qui remet en cause le libre accès au marché américain : certes le sucre restait sur la liste des produits entrant aux États-Unis sans droit de douane, mais les producteurs américains avaient obtenu une subvention pour les protéger de la compétition du sucre hawaïen, cubain, etc. Ainsi, si Hawaï devenait américaine, les mêmes droits s'appliqueraient au sucre hawaïen. Au printemps 1892, le porte-parole des sucriers se rendit à Washington pour s'entretenir de la question de l'annexion.

De son côté, en janvier 1893, la Reine fit publier un décret royal annonçant l'application d'une nouvelle constitution fondée sur des principes autocratiques et qui restituait le pouvoir aux autochtones de l'archipel. Une semaine plus tard, la monarchie fut renversée au cours d'une révolution menée par les planteurs blancs. La quasi-totalité des 3 000 colons américains demanda l'annexion par les États-Unis. Le plénipotentiaire américain en poste à Hawaï, John L. Stevens, qui n'avait jamais caché ses accointances avec les planteurs et son opinion en faveur de l'annexion, demanda l'aide du bâtiment de la marine américaine présent dans le port d'Honolulu, fit débarquer les marines et reconnut immédiatement le nouveau régime, sans attendre les instructions de Washington. La Reine capitula sans résistance, promettant toutefois de revenir et d'obtenir sa restauration par le gouvernement américain lui-même. Stevens proclama que Hawaï était devenu un protectorat. Le gouvernement provisoire dépêcha donc des représentants aux États-Unis pour signer un traité d'annexion et le soumettre sans tarder au Sénat. Aux États-Unis, un débat national s'ouvrit sur l'opportunité et la légitimité de l'annexion. Les partisans de l'annexion en appelaient aux intérêts économiques et stratégiques des États-Unis, rappelant que s'ils faisaient défaut aux planteurs, ceux-ci mettraient à exécution leur ancienne menace de se placer sous la protection de la Grande-Bretagne; de plus, les Japonais étaient tout aussi capables de se saisir de l'archipel. Les opposants, souvent issus du Parti démocrate, soulignaient les motivations douteuses des annexionnistes et rappelaient le caractère illicite de la prise de pouvoir. Certains avançaient des arguments racistes contre la population non-blanche d'Hawaï et se demandaient s'il était opportun d'incorporer des territoires peuplés de races inférieures.

Or, en mars 1891, les États-Unis avaient un nouveau président issu du parti démocrate, Grover Cleveland, revenu après sa défaite de 1888. Connu pour ses positions anti-expansionnistes ou anti-impérialistes (terme que l'on commençait à employer dans les années 1890 pour distinguer l'expansion continentale de l'expansion outre-mer), Cleveland s'interposa avant que le Sénat ne débutât l'examen du traité d'annexion et il le retira du débat. Les circonstances du changement de régime à Hawaï n'étant pas des plus claires, il souhaita avoir un rapport circonstancié pour que le Congrès pût se décider en toute sérénité. Très informé sur la question d'Hawaï, il considérait l'annexion comme problématique : les électeurs sudistes du Parti démocrate accepteraient-ils l'annexion d'une population non blanche alors que la ségrégation raciale était devenue un fait accompli dans le Sud ? Les États-Unis étaient-ils prêts à annexer des territoires non contigus ? Allait-il être le Président inaugurant un changement aussi radical dans les usages expansionnistes du pays ? Les Hawaïens accepteraient-ils la sujétion à un gouvernement étranger ?

La mission d'enquête pourrait au moins lever quelques incertitudes. Le rapport de James Blount conclut que, sans le soutien de Stevens, la révolution n'aurait pas réussi. Il précisa aussi que la majorité de la population était attachée à la Reine et à la royauté. Le Président, en voulant gagner du temps et sans doute poussé par une sincère volonté de clarifier la situation, se voyait à présent contraint de restaurer le pouvoir royal. Or, le gouvernement provisoire était composé d'Américains et ne semblait pas disposé à restituer le pouvoir à une reine désireuse d'établir un pouvoir autocratique. Il y avait quelque chose d'absurde à voir la république américaine contribuer à restaurer une monarchie se présentant comme despotique, fût-elle populaire. Il s'en remit donc au Congrès qui ne fit rien. Par ailleurs, la Reine avait promis de punir les rebelles et demandait la tête des chefs de la rébellion, ce qui acheva de ruiner sa cause. En 1894, malgré ses pressions, le Congrès signa une convention avec Hawaï prévoyant la rédaction d'une constitution républicaine. Le 4 juillet 1894, la république d'Hawaï fut proclamée, le Président la reconnut et le Congrès restitua à Hawaï son statut privilégié sur le marché du sucre. Le contexte raciste et antiasiatique avait desservi la cause de la reine d'Hawaï.

L'un des derniers espaces d'expansion pour les États-Unis fut la Corée qui semblait propice à l'établissement de relations privilégiées. La proximité du Japon en pleine révolution Meiji faisait craindre une poussée expansionniste qui exclurait les Occidentaux de Corée s'il leur venait l'idée de l'envahir. Officiellement, la Corée, le « pays du matin calme » était un territoire dépendant de la Chine. Son isolement lui valait le surnom de « royaume ermite » et il avait en commun avec les Chinois et les Japonais d'être hostile à toute intrusion étrangère, occidentale. En 1871, les États-Unis avaient envoyé une expédition pour obtenir un traité concernant la protection des marins naufragés. Mais les Coréens avaient ouvert le feu et, en guise de représailles, la Marine des États-Unis avait détruit plusieurs forts, tuant près de trois cents personnes. L'échec de cette mission ne découragea pas les Américains et, en 1880, une mission fut envoyée en Corée, devenue indépendante sous la pression du Japon qui l'avait obligée, en 1876, à se libérer de la tutelle chinoise. Le commodore Robert Wilson Shufeldt réussit à signer le premier Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation avec une puissance occidentale de l'histoire de la Corée. Le traité de 1882 accordait des privilèges de la nation la plus favorisée et le droit à des représentations consulaires.

Comme dans les autres traités avec les puissances asiatiques, les Américains avaient demandé des privilèges d'extraterritorialité, mais ceux-ci ne furent accordés que de manière temporaire. Plus intéressant, le traité prévoyait une clause de bons offices, qui ne fut jamais appliquée par les États-Unis. Le Sénat approuva le traité en 1884 sans pour autant que les États-Unis n'eussent la possibilité de développer leurs relations commerciales avec la Corée qui fut happée dans le tourbillon des relations conflictuelles opposant la Chine, le Japon et la Russie. En 1894, le Japon déclara la guerre à la Chine qui, après sa défaite, plongea dans un chaos dont les puissances étrangères tentèrent de profiter pour obtenir la partition du pays. Encore une fois, les Américains se retrouvèrent isolés, décidés à défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine contre le Japon, la France, la Russie et l'Allemagne. En tant que grande puissance coloniale en Asie et en Chine (dont elle occupait l'île de Hong Kong), les Britanniques avaient une attitude ambivalente qui les

ferait peut-être pencher du côté de l'intégrité de la Chine. La politique dite de la « porte ouverte » était la seule solution pour conserver de l'influence en Chine, sans payer le prix de l'interventionnisme militaire.

Le grand rapprochement avec la Grande-Bretagne

Les années 1860 à 1890 furent aussi celles du resserrement des liens avec la Grande-Bretagne et du développement d'une solidarité atlantique certes ambiguë mais réelle, en particulier pour les partenaires internationaux des deux pays. Le rapprochement mit du temps à se mettre en place, il fut régulièrement menacé d'arrêt mais, au final, aboutit à une pacification des relations entre l'ancienne métropole et son ancienne colonie. À la fin du siècle, si les Américains étaient encore prisonniers d'un sentiment d'infériorité culturelle vis-à-vis de l'Europe, ils ne souffraient plus de la comparaison et avaient gagné le respect des Européens pour leurs capacités économiques, leur esprit d'entreprise et leur adaptabilité. Du fait de leurs intérêts divergents, en particulier dans l'hémisphère américain, Britanniques et Américains approchèrent plusieurs fois du gouffre, mais l'essentiel sembla toujours l'emporter sur les péripéties du moment.

L'un des sujets récurrents de discorde dans l'histoire des relations américano-britannique était les droits de pêche accordés mutuellement et régulièrement remis en cause. Ainsi, dans les années 1880, les Américains décidèrent de suspendre les droits accordés aux Canadiens par le traité de Washington de 1871. Les Canadiens rétorquèrent que les États-Unis avaient violé les privilèges de pêche accordés dans la vénérable Convention de 1818. En 1887, le Congrès donna au Président (Cleveland) tout pouvoir pour fermer les ports américains aux Canadiens. Celui-ci décida de se servir de cette autorisation comme d'un moyen de pression sur les Canadiens. En novembre, une Convention anglo-américaine se réunit donc à Washington pour rechercher un compromis qui souffrit du contexte électoral car on devait élire le Président et renouveler le Congrès. Le Sénat, toujours contrôlé par le Parti républicain, craignait de perdre des voix au profit du Parti démocrate s'il donnait l'impression de céder devant les Britanniques, alors que les

démocrates craignaient de perdre les voix de leur électorat irlandais qui interpréterait ce traité comme un signe de faiblesse devant « l'Anglais ». Le Sénat jugea plus efficace de rejeter le traité. Aussi, poursuivant toujours des buts électoralistes, le démocrate Cleveland, adopta une ligne plus dure contre les Britanniques en demandant au Congrès de l'autoriser à suspendre toute exportation vers le Canada. Quelques hommes d'affaires républicains, dont le Parti avait lui-même contribué à créer cette situation absurde, s'évertuèrent à trouver une sortie de crise. Toutefois, la campagne présidentielle fut caractérisée par la virulence des arguments anti-britanniques et anti-canadiens.

C'est dans ce contexte que se produisit un événement surprenant. Un Américain originaire de Californie écrivit une lettre au plénipotentiaire britannique, Sir Lionel Sackville-West, pour lui demander son avis sur la position réelle du candidat Cleveland à propos de la crise. Sackville-West répondit en affirmant que Cleveland était «pro-britannique », violant une règle de base du code diplomatique qui veut que les diplomates n'interviennent pas publiquement dans les affaires intérieures d'un pays hôte. Un mois plus tard, le citoyen américain remit la lettre au *Los Angeles Times* qui la rendit publique. L'effet fut dévastateur pour les Britanniques qui furent présentés comme intervenant dans la campagne présidentielle et pour Cleveland dépeint comme un pantin aux ordres de Londres. Le Président demanda le départ de Sackville-West. Les Britanniques, furieux du comportement américain et de l'anglophobie flagrante de la presse, refusèrent d'envoyer un remplaçant, attendant l'investiture du nouveau Président, le républicain Benjamin Harrison.

La nouvelle administration ne parvint pourtant pas à améliorer les relations avec les Britanniques car elle aussi se trouva embourbée dans une affaire surprenante: les phoques de la mer de Bering. En 1867, les États-Unis avaient pris possession de l'Alaska et, en particulier, des îles Pribilof où vivaient près de quatre millions de phoques. Les animaux étaient victimes d'un massacre car leur fourrure était considérablement appréciée depuis que la demande avait augmenté. Des défenseurs des droits des animaux s'étaient émus de la disparition prochaine de l'espèce si rien n'était fait. Le gouvernement américain décida de contrôler la chasse en la limitant aux mâles. La décision était impossible à appliquer

car l'anatomie des phoques rendait difficile la détermination du sexe de l'animal. Par ailleurs, aucune mesure n'existait pour restreindre la chasse au large ou chasse pélagique. Par conséquent, les chasseurs canadiens évitaient de pénétrer dans les eaux territoriales américaines et chassaient au-delà de la limite légale des trois miles, tuant mâles et femelles.

Le président Harrison envoya donc une mise en garde aux Canadiens: quiconque s'engageait dans la chasse au phoque pélagique était susceptible d'être arrêté et son bateau saisi. Il autorisa des navires de la marine des États-Unis à patrouiller dans la mer de Bering, devenue ainsi une mer intérieure (*mare clausum*) et non plus les eaux internationales. Au début de l'année 1890, les Britanniques furent informés du fait que la chasse au phoque pélagique était à présent « illégale » et qu'ils risquaient de se voir traiter en pirates. Pour étayer cette décision, le gouvernement rappela que les Russes avaient l'habitude de dépasser la limite des trois miles et qu'ils avaient donc transmis aux États-Unis ce « droit prescriptif ». Au milieu du mois de juin, le gouvernement britannique envoya une réponse qui rejetait la totalité des arguments américains et leur demanda de se préparer à être tenus « responsables des conséquences » de leurs actes contraires au droit international.

Après une année complète de dialogue de sourds, les deux pays soumièrent l'affaire de la chasse au phoque à un tribunal arbitral qui se réunit, à l'automne 1893, à Paris. Le tribunal débouta les États-Unis car la mer de Bering était une mer internationale. Les États-Unis n'avaient donc aucun droit de propriété exclusive sur ses ressources. Ils furent condamnés à payer des indemnités aux Britanniques. Au début du XX^e siècle, le gouvernement américain, toujours poussé par les défenseurs des animaux, participa, aux côtés des grandes puissances maritimes, à des conférences pour réguler la chasse aux phoques.

Les années 1890 commencèrent mal entre les deux pays car il était assez préoccupant de voir une telle tension exploser pour des sujets aussi marginaux et les opinions s'enflammer aussi vite. Que se passerait-il si un événement grave survenait? Il arriva en 1895 lorsque les Américains s'immiscèrent dans un conflit frontalier opposant les Britanniques et les Vénézuéliens. Il est vrai que le Venezuela n'avait jamais admis la frontière tracée en 1840 par un explorateur britannique, Robert

Schomburgk, entre son territoire et la Guyane britannique. La frontière permettait aux Britanniques d'avoir la haute main sur le fleuve Orénoque et de contrôler une voie fluviale essentielle au commerce de la partie nord de l'Amérique du Sud. Or, dans les années 1880, on découvrit de l'or dans la zone litigieuse et le Venezuela décida de rompre ses relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne. Il offrit de recourir à l'arbitrage et, les Britanniques ayant accepté avec des réserves importantes, le Venezuela fit appel aux États-Unis. Le gouvernement britannique refusa les propositions américaines. Le climat ne fit que se dégrader entre les trois parties.

Les États-Unis étaient à présent inquiets face à la pénétration commerciale européenne en Amérique latine et cherchaient un moyen d'augmenter les exportations américaines vers ces pays. Or, ils se heurtaient partout à la profondeur des liens entre les Britanniques et les pays d'Amérique du Sud, en particulier. Durant le second mandat du président Cleveland, son secrétaire d'État Richard Olney, qui était très proche des milieux d'affaires américains, s'inquiéta de la position britannique. Il fut aussi influencé par la lecture d'un opuscule contre la Grande-Bretagne, intitulé *British Aggression in Venezuela, or the Monroe Doctrine on Trial*, paru en 1894 sous la plume de William Scruggs, ancien plénipotentiaire au Venezuela qui, curieusement, était à présent agent spécial du Venezuela. Scruggs était persuadé que la victoire britannique lui donnerait le contrôle d'une partie vitale de l'Amérique latine. Par ailleurs, au Nicaragua, les Britanniques avaient suscité les plus grandes craintes en capturant le port de Corinto et son bureau des douanes en représailles après l'expulsion du consul britannique et des dommages causés au cours de troubles politiques. Les troupes britanniques se retirèrent le mois suivant mais l'intervention laissa une impression très négative.

Alarmés par l'apparente volonté britannique de «coloniser l'Amérique latine », en 1895, le Congrès approuva une résolution conjointe demandant au Président de recommander aux deux pays de soumettre leur différend à un tribunal arbitral. Cleveland ne pouvait reculer dans la mesure où certaines voix de son parti commençaient à l'accuser de

laxisme en matière de politique étrangère après son inaction à Hawaï et son manque de réaction devant l'intervention britannique au Nicaragua. La note du 20 juillet 1895 envoyée aux Britanniques invoquait explicitement la doctrine Monroe. Pour Olney, les États-Unis avaient le droit d'intervenir dans les différends impliquant l'Amérique latine et la doctrine Monroe. Rappelant le triomphe de la doctrine dans l'affaire mexicaine, il fustigeait l'attitude des Britanniques au Venezuela et les mettait en garde contre la tentation d'employer la force, ce qui constituerait une violation de la doctrine Monroe. Pour lui, les États-Unis étaient pratiquement souverains sur ce continent. Outre ces affirmations unilatérales, la note d'Olney avait une tonalité menaçante car il demandait une réponse à l'offre d'arbitrage avant la réunion du Congrès en décembre. Le paradoxe de l'invocation de la doctrine est que, pour la première fois, elle était invoquée par les États-Unis pour assister un petit pays menacé par une grande puissance, conformément à la philosophie altruiste de la doctrine. Olney lui avait juste ajouté un corollaire en l'interprétant comme le droit des États-Unis à arbitrer les différends impliquant une nation de l'Hémisphère à une puissance étrangère.

Du côté britannique, l'incompréhension fut totale. Le Premier ministre, Lord Salisbury, ne jugea pas urgent de répondre à la note américaine, sous-estimant la portée de l'implication du gouvernement américain dans une affaire de frontière qui - c'était son avis - ne les concernait pas. Par un malheureux concours de circonstances, la réponse arriva le 6 décembre, alors que la session du Congrès avait déjà commencé. Son ton et son contenu furent mal ressentis : Salisbury rejetait l'argumentation d'Olney, refusait de reconnaître la validité de la doctrine Monroe et l'opération sémantique qui consistait à donner un sens au mot américain qui permettait aux États-Unis de considérer que «Amérique» et «États-Unis» étaient interchangeables. Le 1^{er} décembre, le Président envoya un message spécial au Congrès lui demandant de l'autoriser à nommer une commission américaine chargée de définir la frontière et de l'imposer aux Britanniques. De fait, le ton du message de Cleveland était extrêmement belliqueux en appelant à venger l'honneur national bafoué par la désinvolture des Britanniques et leur refus de reconnaître un point de droit international élaboré par les États-Unis. Toutefois, en choisissant de

laisser du temps à une commission pour définir la frontière, le Président laissait une porte de sortie.

Le budget de la commission fut rapidement voté par le Congrès et le pays tout entier se mit à parler de guerre contre les Britanniques. La popularité des États-Unis atteignit des sommets au Venezuela. Quelques esprits moins échauffés soulignaient bien le côté dérisoire d'une guerre pour un sujet aussi mince, mais l'opinion fut satisfaite de pouvoir encore une fois se lancer dans un accès d'anglophobie. En attendant les résultats des travaux de la commission, la parole revint aux diplomates. Les Britanniques étaient à présent très conscients du danger et voulaient à tout prix éviter une querelle absurde et inutile alors que leur position en Afrique du Sud était précaire (elle aboutira à la guerre des Boers en 1898). De plus, des rumeurs de guerre s'élevaient encore en Turquie et en Chine. En Europe, les Britanniques, inquiets de la croissance de leur rival allemand, commençaient à souffrir de leur Splendide isolement: en janvier 1896, le Kaiser envoya même un télégramme de soutien à Kruger, le chef de la rébellion boer contre l'occupation britannique. Du côté américain, des groupes de pression œuvrèrent pour améliorer la situation. Ainsi, Joseph Pulitzer se mit à publier dans son journal, *World*, des lettres et des témoignages pro-britanniques écrits par des mouvements pacifistes, des juristes spécialistes en droit international.

En janvier 1897, un traité fut signé entre la Grande-Bretagne et les États-Unis, le traité Olney-Pauncefote, prévoyant le recours à l'arbitrage pour le règlement des différends. Après de nombreux amendements, le Sénat, craignant de perdre du pouvoir en matière de politique étrangère, décida de rejeter le traité en mai. Toutefois, en février, la Grande-Bretagne et le Venezuela signèrent un traité réglant la question de la frontière. Un tribunal arbitral devait régler tous les problèmes de frontière sauf dans les zones occupées par des sujets britanniques ou des citoyens vénézuéliens depuis plus de 50 ans. En octobre 1899, le tribunal arbitral accorda aux Britanniques près de 90 % du territoire litigieux, laissant au Venezuela le contrôle de l'embouchure de l'Orénoque. Au fond, on était quasiment revenu au statu quo *ante*. Le différend concernant la frontière du Venezuela eut des conséquences diplomatiques importantes, la non moindre étant le rapprochement entre les États-Unis et la Grande-

Bretagne. En apparence, les Britanniques avaient reculé devant l'affirmation agressive de la doctrine Monroe par les États-Unis. L'opinion américaine avait pu constater que ses dirigeants ne reculaient pas pour défendre des questions de principe. Trois ans plus tard, ce « jingoïsme » nouveau s'exprimera aux dépens de l'Espagne. Toutefois, beaucoup avaient aussi ressenti le caractère irrationnel et dangereux de certains aspects des relations américano-britanniques. Désireux de sortir de leur isolement, les Britanniques choisirent d'aplanir les difficultés avec les Américains (l'une des dernières sera le traité Clayton-Bulwer qui sera abrogé au début du XX^e siècle). En se rapprochant, les deux pays réussirent à consolider leur place dans l'échiquier politique international et, dans le cas des États-Unis, à l'agrandir.

Toutefois, le coût diplomatique du rapprochement américano-britannique et de la crise du Venezuela fut un certain malaise en Amérique latine devant les interprétations de plus en plus exclusives de la doctrine Monroe par les États-Unis. Aussi, en 1896, un groupe d'États latino-américains, dont l'Argentine, le Chili et le Mexique, se réunit à Mexico pour dénoncer l'expansionnisme et le jingoïsme américain. Quant aux Vénézuéliens, ils s'estimèrent floués par les États-Unis qui les avaient exclus des négociations avec les Britanniques pour ensuite les contraindre à signer un traité dont ils ne voulaient pas et qui les désavantageait. Enfin, en Europe, les puissances ayant des intérêts coloniaux ou commerciaux en Amérique latine contestèrent la nouvelle interprétation extrême de la doctrine Monroe. Estimant que les États-Unis étaient allés trop loin, ils étaient loin d'imaginer qu'un nouveau corollaire à la doctrine serait énoncé en 1904 par un autre président ultra-expansionniste, Theodore Roosevelt, qui transforma les ratiocinations défensives de Monroe en instrument offensif d'hégémonie en Amérique latine.

La tentation de l'impérialisme

Les trois décennies ayant suivi la guerre de Sécession furent une période de montée en puissance économique des États-Unis. La politique étrangère s'installa dans une tripartition relativement cohérente qui fut

décrite par Alfred T. Mahan, observateur avisé de la politique étrangère de son pays: dans les Caraïbes, les États-Unis recherchaient la prééminence ; en Europe, ils pratiquaient l'abstention ; en Extrême-Orient, ils ne refusaient pas la coopération avec les grandes puissances. La qualité essentielle des responsables américains fut de ne jamais se départir d'une forme élastique de pragmatisme, malgré les incohérences et ce que l'historien David Pletcher appelle le « manque de volonté » de s'engager franchement dans une politique construite, raisonnée et volontariste. De fait, le pouvoir en matière de politique étrangère était détenu par le Congrès qui se convertit très lentement aux arguments des partisans d'une implication plus grande dans les affaires du monde. Jusqu'à la fin du siècle, la priorité resta le développement de la sécurité nationale et les théoriciens de l'expansionnisme devaient le justifier à l'intérieur de l'hémisphère occidental considéré comme la taille maximale du cercle d'influence auquel devaient prétendre les États-Unis.

La tripartition n'était pas étanche et certains événements ne peuvent se classer dans une catégorie fixe. De plus, la politique menée par le gouvernement fut souvent motivée par des éléments moins défensifs que la simple protection des intérêts américains. En effet, sauf dans les cas où ils étaient directement impliqués, les États-Unis ne vécurent pas dans l'unilatéralisme permanent. Ils participèrent à la conférence de Berlin sur le Congo en 1884 et inaugurèrent le statut d'observateur actif dans de nombreuses conférences internationales. Ils signèrent l'un de leurs premiers traités politiques multilatéraux depuis l'indépendance en devenant membres de la Croix-Rouge internationale, et participèrent à de nombreuses conférences « techniques » ayant pour but de tenter de régler la circulation des biens et services (postes, télécommunications, transport maritime, etc.), fidèles en cela à leur vocation de promoteur du commerce comme garant de la paix internationale.

Enfin, la plupart des activités furent pilotées par des groupes privés, économiques, commerciaux ou missionnaires (en Asie et en Afrique) qui contribuèrent, alors que l'opinion générale était au repli sur soi, à maintenir une présence à l'étranger et à préparer l'évolution des mentalités vers la nécessité d'assumer des responsabilités internationales.

Rétrospectivement, les incursions dans le Pacifique, en Extrême-Orient et même en Afrique témoignent d'un engagement international imminent, mais il faut rappeler que les contemporains les vécurent plutôt comme de l'aventurisme pouvant mettre en danger la nation face à des puissances belliqueuses alors qu'elle se reconstruisait psychologiquement des séquelles de la guerre de Sécession.

Interventions armées à l'étranger (1860-1898)

1851 Turquie	En réponse au massacre d'étrangers (dont des Américains) à Jaffa (janvier), le gouvernement ordonne le déploiement de l'Escadre de Méditerranée (<i>Mediterranean Squadron</i>) le long de la côte
1851 Île de Johannis (Afrique orientale)	En août, les marins du <i>Dale</i> font un raid de représailles pour venger la mise en captivité abusive du commandant d'un navire baleinier
1852-53 Argentine	Du 3 au 12 février 1852 et du 17 septembre 1852 au mois d'avril 1853, les marines débarquent et se positionnent à Buenos Aires pour protéger les intérêts américains menacés pendant une révolution
1853 Nicaragua	Du 11 au 13 mars : débarquement pour protéger les vies et intérêts américains menacés durant des troubles politiques
1853-54 Japon	Démonstrations de force du commodore Perry et « ouverture du Japon »
1853-54 Îles Ryukyu et Bonin	Obligé d'attendre la réponse des Japonais l'autorisant à débarquer, le commodore Perry fait une démonstration navale, faisant débarquer ses Marines à deux reprises, arrachant une concession au chef la ville de Naha sur l'île d'Okinawa qu'il entend utiliser comme port de ravitaillement. Il fait aussi une démonstration de force aux Îles Bonin pour obtenir des facilités commerciales
1854 Chine	Du 4 au 15 juin : des navires britanniques et américains débarquent des troupes pour protéger leurs intérêts à Shangai durant la guerre civile
1854 Nicaragua	Du 9 au 15 juillet : bombardement et incendie de San Juan del Norte (Greytown) pour venger le ministre plénipotentiaire américain insulté par le gouvernement du Nicaragua
1855 Chine	Du 19 au 21 mai : interventions de troupes américaines pour protéger les intérêts américains à Shangai Du 3 au 5 août : bataille contre des pirates près de Hong Kong
1855 Îles Fidji	12 septembre au 4 novembre : opération de représailles pour les dommages subis par les résidents et marins américains
1855	25 au 29 novembre : des forces navales américaines et européennes

Uruguay	débarquent à pour protéger leurs nationaux au cours d'une tentative de révolution à Montevideo
1856 Panama, (république de Nouvelle Grenade)	19-22 septembre : insurrection et débarquement pour protéger des intérêts américains
1856 Chine	22 octobre au 6 décembre : protection des intérêts américains durant les hostilités entre Britanniques et les Chinois à Canton et venger l'attaque d'un bateau battant pavillon américain

1857 Nicaragua	Avril à mai, puis novembre à décembre : en mai, le commandant C.H. Davis de la marine des États-Unis, en compagnie de quelques marines reçoit la reddition de William Walker, qui avait tenté de reprendre le contrôle du pays. En novembre et décembre de la même année, les navires américains, <i>Saratoga</i> , <i>Wabash</i> et <i>Fulton</i> s'opposent à une autre tentative de prise en mains du Nicaragua par Walker. Le commodore Hiram Paulding décide de débarquer ses troupes et de forcer Walker à retourner aux États-Unis. Il fut désavoué par le secrétaire d'État Lewis Cass et mis à la retraite
1858 Uruguay	2 au 27 janvier : deux bateaux de guerre américains débarquent leurs troupes pour protéger des intérêts au cours d'une révolution à Montevideo
1858 Îles Fidji	Du 6 au 16 octobre : expédition punitive contre des autochtones ayant assassiné deux citoyens américains à Waya
1858-59 Turquie	Le secrétaire d'État demande un déploiement de force le long des côtes du Levant après le massacre d'Américains à Jaffa et le mauvais traitement dans d'autres secteurs pour « rappeler aux autorités (de Turquie) la puissance des États-Unis »
1859 Paraguay	Le Congrès autorise un escadron naval à chercher réparation pour l'attaque d'un navire sur le fleuve Parana en 1855. Après cette démonstration de force, les États-Unis obtiennent des excuses
1859 Mexique	Deux cents soldats américains traversent le Rio Grande à la poursuite du bandit mexicain Cortina
1859 Chine	31 juillet au 2 août : débarquement à Shanghai pour protéger des intérêts américains
1860 Angola (Afrique de l'Ouest portugaise)	1 ^{er} mars : les résidents américains de Kissebo en appellent à la marine américaine et britannique pour les protéger au cours de démêlés avec les autochtones
1860 Baie de Panama (Colombie)	27 septembre au 8 octobre : débarquement pour protéger des intérêts américains durant une révolution
1863 Japon	16 juillet : l'USS <i>Wyoming</i> riposte contre des tirs essuyés par le navire américain <i>Pembroke</i> à Shimonoseki

1864 Japon	14 juillet au 3 août : protection de l'ambassadeur américain au cours de la visite à Yedo pour négocier les revendications américaines auprès du Japon en impressionnant les Japonais avec la puissance américaine
1864 Japon	4 au 14 septembre : des forces américaines, britanniques, françaises et néerlandaises obligent le Japon et le prince de Nagato en particulier à autoriser le passage des navires marchands étrangers par le détroit de Shimonoseki conformément aux traités signés
1865 Panama	9 et 10 mars : des forces américaines interviennent pour protéger les vies et les biens de résidents américains durant une révolution
1866 Mexique	Novembre : pour protéger les résidents américains, le général Sedgwick et 100 hommes obtiennent la reddition de la ville de Matamoros. Sedgwick reçoit l'ordre de se retirer et le président des États-Unis désavoue son initiative
1866 Chine	20 juin au 7 juillet : expédition punitive contre une attaque du consulat américain de Newchwang
1867 Nicaragua	Occupation de Managua et de Leon par les marines
1867 Formose	13 juin : débarquement et incendie de cases pour venger l'assassinat de l'équipage d'un navire naufragé
1868 Japon	4 au 8 février, 4 avril au 12 mai, 12 et 13 juin : à Osaka, Hiogo, Nagasaki, Yokohama et Negata des forces américaines débarquent pour protéger les intérêts américains au cours de la guerre civile japonaise causée par la question de l'abolition du shogunat et la restauration du Mikado
1868 Uruguay	7 et 8 février, 19 au 26 février : protection des résidents étrangers et du bâtiment des douanes au cours d'une insurrection à Montevideo
1868 Colombie	Protection des passagers et du fret en transit à Aspinwall durant l'absence de policiers et de soldats colombiens en raison du décès du président de Colombie
1870 Mexique	17 et 18 juin : destruction du navire <i>Pirate Forward</i> , échoué alors qu'il avait remonté le fleuve Tecapan sur plus de 60 kilomètres
1870 Hawaï	21 septembre : des troupes américaines mettent le drapeau national en berne à la mort de la reine Kalama alors que le consul des États-Unis refusait de le faire
1871 Corée	Du 10 au 12 juin : attaque par un détachement américain de cinq forts en guise de représailles pour les dommages subis par les Américains et, en particulier, l'assassinat de l'équipage du <i>General Sherman</i> qui fut incendié, et les attaques sur des petits navires américains sondant le fleuve Salée
1873 Baie de Panama (Colombie)	Du 7 au 22 mai, du 23 septembre au 9 octobre : protection des intérêts américains durant des troubles politiques

1873 Mexique	Les troupes américaines franchissent la frontière à la poursuite de voleurs de bétail. Les Mexicains rendent la pareille. Malgré les fréquentes protestations du Mexique, les soldats agissaient sur ordre de leur hiérarchie. Les raids sont enfin officialisés par un accord de 1882. Ils se poursuivent jusqu'en 1896
1874 Hawaï	12 au 20 février : débarquement pour préserver l'ordre et protéger les biens et les vies américains durant le couronnement du nouveau roi
1876 Mexique	18 mai : opérations de police dans la ville de Matamoros provisoirement sans gouvernement

1882 Égypte	Du 14 au 18 juillet : débarquement de troupes américaines pour protéger les intérêts américains durant le conflit opposant les Britanniques aux Égyptiens et le sac d'Alexandrie par les Arabes
1885 Colon, province de Panama (Colombie)	Les 18 et 19 janvier : protection de valeurs transportées par la Compagnie de chemin de fer de Panama (<i>Panama Railroad</i>), ainsi que des coffres-forts de la compagnie durant une révolution. En mars, avril et mai, à Colon et Panama, ces forces aidèrent à rétablir la liberté de passage en temps de révolution
1888 Corée	Juin : débarquement pour protéger les résidents américains à Séoul contre les probables émeutes populaires
1888 Haïti	Le 20 décembre : démonstration de force pour contraindre le gouvernement à rendre le bateau américain qu'ils avaient saisi au motif qu'il avait brisé le blocus
1888-89 Samoa	Du 14 novembre au 20 mars : débarquement pour protéger le consulat et les citoyens américains pendant la guerre civile
1889 Hawaï	Les 30 et 31 juillet : protection d'intérêts menacés lors d'une révolution à Honolulu
1890 Argentine	Protection du consulat et de la légation de Buenos Aires
1891 Haïti	Protection des vies et biens américains sur l'île de Navassa
1891 Détroit de Bering	2 juillet au 5 octobre : intervention contre la chasse au phoque pélagique
1891 Chili	28 au 30 août : protection du consulat américain et des femmes et enfant qui s'y étaient réfugiés durant la révolution à Valparaiso
1893 Hawaï	Du 16 janvier au 1 ^{er} avril : débarquement de marines pour protéger les vies et biens américains mais la marine américaine est accusée d'avoir apporté son soutien au gouvernement provisoire de Sanford B. Dole. Action désavouée par le gouvernement américain
1894 Brésil	Janvier : déploiement de forces pour protéger le commerce américain et le transport maritime à Rio de Janeiro durant la guerre civile brésilienne

1894 Nicaragua	Du 6 juillet au 7 août : les troupes protègent les intérêts américains à Bluefields à la suite d'une révolution
1894-95 Chine	Déploiement de marines à Tientsin ; ils font ensuite route vers Pékin pour protéger les Américains durant la guerre sino-japonaise
1894-95 Chine	Un navire de la marine est amené sur le sable pour servir de fort à Newchwang et protéger des citoyens américains
1894-96 Corée	Du 24 juillet au 3 avril : des marines sont envoyés protéger la légation américaine et les citoyens américains vivant Séoul pendant et après la guerre sino-japonaise

1895 Colombie	Du 8 au 9 mars : protection des intérêts américains lors d'une attaque de la ville de Bocas del Toro by par des bandits armés
1896 Nicaragua	Du 2 au 4 mai : les forces américaines protègent les intérêts américains à Corinto durant des troubles politiques
1898	Les 7 et 8 février : débarquement pour protéger des vies et des biens américains à San Juan del Sur
1898 Guerre hispano-américaine	Le 25 avril 1898 : déclaration de guerre contre l'Espagne, à la suite de l'insurrection de Cuba contre la colonisation espagnole et l'explosion du <i>Maine</i> dans le port de La Havane
1898-99 Chine	Du 5 novembre au 15 mars : les forces américaines assurent la garde de la légation de Pékin et du consulat de Tsientsin durant le conflit entre l'impératrice douairière et son fils
1899 Nicaragua	Débarquement anglo-américain à San Juan del Norte (22 février-5 mars) et à Bluefields quelques semaines plus tard au cours de l'insurrection du général Juan P. Reyes
1899 Samoa	De février au 15 mai : débarquement anglo-américain pour protéger leurs intérêts respectifs et participer à la guerre de succession déchirant l'île
1899-1901 Philippines	Envoi d'un corps expéditionnaire à la suite de la guerre contre l'Espagne pour conquérir l'archipel et s'opposer à la guérilla indépendantiste

Bibliographie sélective

ALLEN, Helena G., *The Betrayal of Queen Liliuokalani, Last Queen of Hawaii, 1838-1917*, 1982.

ANDERSON, David L., *Imperialism and Idealism : American Diplomats in China, 1861-1898*, 1985.

ANDERSON, Stuart, *Race and Rapprochement: Anglo-Saxonism and Anglo-American Relations, 1895-1904*, 1981.

BARTH, Gunther P., *Bitter Strength : A History of the Chinese in the United States, 1850-1870*, 1964.

BEALE, Howard K., *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power*, 1956.

BEISNER, Robert L., *From the Old Diplomacy to the New, 1865-1900*, 2nd ed., 1986.

– *Twelve against Empire: The Anti-Imperialists, 1898-1900*, 1968.

BOURNE, Kenneth, *Britain and the Balance of Power in North America, 1815-1908*, 1967.

BRADFORD, Richard H., *The Virginius Affair*, 1980.

BRANDS, H. W., *Bound to Empire : The United States and the Philippines*, 1992.

– *T.R. The Last Romantic*, 1997.

BROWN, Dee, *Bury My Heart at Wounded Knee : An Indian History of the American West*, 1970.

BROWN, Robert C., *Canada's National Policy, 1883-1900 : A Study in Canadian-American Relations*, 1964.

CALHOUN, Charles W., *Gilded Age Cato : The Life of Walter Q. Gresham*, 1988.

CAMPBELL, Alexander E., *Great Britain and the United States, 1895-1903*, 1960.

CAMPBELL, Charles S., *Special Business Interests and the Open Door Policy*, 1951.

– *The Transformation of American Foreign Relations, 1865-1900*, 1976.

CHAY, Jongsuk, *Diplomacy of Asymmetry : Korean-American Relations to 1910*, 1990.

CHÊN, Jerome, *China and the West : Society and Culture, 1815-1937*, 1979.

CHESTER, Edward W., *Clash of Titans : Africa and U.S. Foreign Policy*, 1974.

CLENDENEN, Clarence, COLLINS, Robert & DUIGNAN, Peter, *Americans in Africa, 1865-1900*, 1966.

CLYMER, Kenton J., *Protestant Missionaries in the Philippines, 1898-1916 : An Inquiry into the American Colonial Mentality*, 1986.

COHEN, Warren I., *America's Response to China : An Interpretive History of Sino-American Relations*, 2000.

COOK, Adrian, *The Alabama Claims : American Politics and Anglo-American Relations, 1865-1900*, 1975.

COOLING, Benjamin F., *Gray Steel and Blue Water Navy : The Formative Years of America's Military-Industrial Complex, 1881-1917*, 1979.

CRAPOL, Edward P., *America for Americans : Economic Nationalism and Anglophobia in the Late Nineteenth Century*, 1973.

– *James G. Blaine : Architect of Empire*, 2000.

CROWE, Sybil E., *The Berlin WestAfrican Conference, 1884-1885*, 1942.

DARBY, Phillip, *Three Faces of Imperialism : British and American Approaches to Asia and Africa, 1870-1970*, 1987.

DAVIDS, Jules, *American Political and Economic Penetration of Mexico, 1877-1920*, 1976.

DAVIS, Calvin D., *The United States and the First Hague Peace Conference*, 1962.

DECONDE, Alexander, *Ethnicity, Race, and American Foreign Policy : A History*, 1992.

DEVINE, Michael J., *John W Foster : Politics and Diplomacy in the Imperial Era, 1873-1917*, 1981.

DOENECKE, Justus D., *The Presidencies of James A. Garfield and Chester A. Arthur*, 1981.

DRAKE, Frederick C., *The Empire of the Seas : A Biography of Rear Admirai Robert Wilson Shufeldt*, USN, 1984.

DUIGNAN, Peter & GANN, L. H., *The United States and Africa : A History*, 1984.

DULLES, Foster Rhea, *Prelude to World Power : 1860-1900*, 1965.

DUNNE, Finley Peter, *Mr. Dooley in Peace and War*, 1899.

EGGERT, Gerald G., *Richard Olney : Evolution of a Statesman*, 1974.

FAULKNER, Harold U., *Politics, Reform and Expansion, 1890-1900*, 1959.

FOHLEN, Claude, HEFFER Jean & Weil François, *Canada et États-Unis depuis 1770*, 1997.

FLYNT, Wayne & BERKLEY, Gerald W., *Taking Christianity to hina : Alabama Missionaries in the Middle Kingdom, 1850-1950*, 1997.

FRIEDBERG, Aaron L., *The Weary Titan: Britain and the Experience of Relative Decline, 1865-1905*, 1988.

FRITZ, Henry E., *The Movement for Indian Assimilation, 1860-1890*, 1963.

FRY, Joseph A., *Henry S. Sanford: Diplomacy and Business in Nineteenth-Century America*, 1982.

– *John Tyler Morgan and the Search for Southern Autonomy*, 1992.

GAY, James T., *American Fur Seal Diplomacy: the Alaska Fur Seal Controversy*, 1987.

GOLDBERG, Joyce S., *The Baltimore Affair*, 1986.

GOULD, Lewis L., *The Presidency of William McKinley*, 1980.

– *The Spanish-American War and President McKinley*, 1982.

GRAHAM, Gael, *Gender, Culture, and Christianity: American Protestant Schools in China, 1880-1930*, 1995.

GRENVILLE, John A. S. & YOUNG, George B., *Politics, Strategy, and American Diplomacy : Studies in Foreign Policy, 1873-1917*, 1966.

HAGAN, Kenneth J., *American Gunboat Diplomacy and the Old Navy, 1877-1889*, 1973.

– *This People's Navy: The Making of American Sea Power*, 1991.

HANNA, Alfred J. & HANNA, Kathryn A., *Napoleon III and Mexico: American Triumph over Monarchy*, 1971.

HARRINGTON, Fred H., *God, Mammon, and the Japanese : Horace N. Allen and Korean-American Relations, 1884-1905*, 1944.

HEADRICK, Daniel R., *The Invisible Weapon : Telecommunications and International Politics, 1851-1945*, 1991.

HEALY, David F., *Drive to Hegemony: The United States in the Caribbean, 1898-1917*, 1988.

– *U.S. Expansionism : The Imperialist Urge in the 1890s*, 1970.

HEFFER, Jean, *Les États-Unis et le Pacifique : histoire d'une frontière*, 1995.

HERNANDEZ, Jose M., *Cuba and the United States : Intervention and Militarism, 1868-1933*, 1993.

HILL, Patricia R., *The World Their Household : The American Woman's Foreign Mission Movement and Cultural Transformation, 1870-1920*, 1985.

HOFSTADTER, Richard, *Social Darwinism in American Thought, 1860-1915*, 1944.

– « Manifest Destiny and the Philippines », in Daniel Aaron, ed., *America in Crisis, 173-200*. 1952.

HOLBO, Paul S., *Tarnished Expansion : The Alaska Scandal, the Press, and Congress, 1867-1871*, 1983.

HOOGENBOOM, Ari A., *Rutherford B. Hayes : Warrior and President*, 1995.

HUNT, Michael H., *Ideology and U.S. Foreign Policy*, 1987.

– *The Making of a Special Relationship : The United States and China to 1914*, 1997.

IRIYE, Akira, *Across the Pacific: An Inner History of American-East Asian Relations*, 1967.

JENKINS, Brian, *Fenians and Anglo-American Relations during Reconstruction*, 1969.

JENSEN, Ronald J., *The Alaska Purchase and Russian American Relations*, 1975.

JOHNSON, Robert E., *Far China Station : The U.S. Navy in Asian Waters, 1800-1898*, 1979.

KARNOW, Stanley, *In Our Image : America's Empire in the Philippines*, 1989.

KASPI, André, *Les Américains : les États-Unis de 1607 à nos jours*, 1986.

KENNEDY, Paul M., *The Samoan Tangle : A Study in Anglo-German-American Relations, 1878-1900*, 1974.

KOISTINEN, Paul A., *Mobilizing for Modern War: The Political Economy of American Warfare, 1865-1919*, 1997.

KUSHNER, Howard I., *Conflict on the Northwest Coast: American-Russian Rivalry in the Pacific Northwest, 1790-1867*, 1975.

KUYKENDALL, Ralph S., *The Hawaiian Kingdom : The KalaKaua Dynasty, 1874-1893*, vol. 1, 1967.

LAFEBER, Walter, *The American Search for Opportunity, 1865-1913*, 1993. *The Cambridge History of American Foreign Relations*, vol. 2. Cohen, Warren I. ed.

– *The New Empire : An Interpretation of American Expansion, 1860-1898*, 1963, 1998.

LAKE, David A., *Power, Protection, and Free Trade : International Sources of U.S. Commercial Strategy, 1887-1939*, 1988.

LANGLEY, Lester D., *The Cuban Policy of the United States : A Brief History*, 1968.

– *Struggle for the American Mediterranean : United States-European Rivalry in the Gulf Caribbean, 1776-1904*, 1976.

LEE, Yur-Bok, *Diplomatic Relations Between the United States and Korea, 1866-1887*, 1970.

LINDERMAN, Gerald F., *The Mirror of War : American Society and the Spanish-American War*, 1974.

LINN, Brian M., *The U.S. Army and Counterinsurgency in the Philippine War, 1899-1902*, 1989.

LONG, David F., *Gold Braid and Foreign Relations : Diplomatic Activities of U.S. Naval Officers, 1798-1883*, 1988.

MASTERMAN, Sylvia, *The Origins of International Rivalry in Samoa, 1845-1884*, 1934.

MATTOX, Henry E., *The Twilight of Amateur Diplomacy: The American Foreign Service and Its Senior Officers in the 1890s*, 1989.

MAY, Ernest R., *Impérial Democracy: The Emergence of America as a Great Power*, 1961.

McCABE, James O., *The San Juan Water Boundary Question*, 1965.

McCLAIN, Charles J., *In Search of Equality : The Chinese Struggle Against Discrimination in Nineteenth-Century America*, 1994.

McCLELLAN, Robert, *The Heathen Chinese : A Study of American Attitudes Toward China, 1890-1905*, 1971.

McCORMICK, Thomas J., *China Market: America's Quest for Informal Empire, 1893-1901*, 1967.

McFEELY, William S., *Grant: A Biography*, 1981.

MÉLANDRI, Pierre, *Histoire des États-Unis depuis 1865*, nouvelle édition révisée et augmentée, 1984.

MILLER, Stuart C., *The Unwelcome Immigrant: The American Image of the Chinese, 1785-1882*, 1969.

MORRIS, Edmund, *The Rise of Theodore Roosevelt*, 1979.

NEIDHARDT, Wilfried, *Fenianism in North America*, 1975.

NEVINS, Allan, *Hamilton Fish : The Inner History of the Grant Administration*, 1936.

NOUAILHAT, Yves-Henri, *Les États-Unis et le monde de 1898 à nos jours*, 1997, 2000.

OFFNER, John L., *An Unwanted War: The Diplomacy of the United States and Spain Over Cuba, 1895-1898*, 1992.

ORDE, Anne, *The Eclipse of Great Britain : The United States and British Imperial Decline, 1895-1956*, 1996.

OSBORNE, Thomas J., « *Empire Can Wait* » : *American Opposition to Hawaiian Annexation, 1893-1898*, 1981.

PAKENHAM, Thomas, *The Scramble for Africa, 1876-1912*, 1991.

PAOLINO, Ernest N., *The Foundations of the American Empire: William Henry Seward and U.S. Foreign Policy*, 1973.

PEREZ, Louis A., *Cuba and the United States : Ties of Singular Intimacy*, 1997.

– *Cuba Between Empires, 1878-1902*, 1982.

PERKINS, Bradford, *The Great Rapprochement : England and the United States, 1895-1914*, 1968.

PERKINS, Dexter, *The Monroe Doctrine, 1867-1907*, 1937.

PIKE, Frederick B., *Chile and the United States, 1880-1962 : The Emergence of Chile's Social Crisis and the Challenge to United States*

Diplomacy, 1963.

PLESUR, Milton, *America's Outward Thrust : Approaches to Foreign Affairs, 1865-1890*, 1971.

PLETCHER, David M., *The Awkward Years : American Foreign Relations under Garfield and Arthur*, 1961.

– *The Diplomacy of Trade and Investment : American Economic Expansion in the Hemisphere, 1865-1900*, 1998.

PRATT, Julius W., *Expansionists of 1898*, 1936.

PRIEST, Loring B., *Uncle Sam's Stepchildren : The Reformation of United States Indian Policy, 1865-1887*, 1969.

RAAT, W. Dirk, *Mexico and the United States : Ambivalent Vistas*, 1992.

REDKEY, Edwin S., *Black Exodus : Black Nationalist and Back-to-Africa Movements, 1890-1910*, 1969.

ROSENBERG, Emily S., *Spreading the American Dream American Economie and Cultural Expansion, 1890-1945*, 1982.

RICARD, Serge, *Theodore Roosevelt : et la justification de l'impérialisme*, 1986.

– *Theodore Roosevelt : principes et pratique d'une politique étrangère*, 1991.

– ed. *An American Empire : Expansionist Cultures and Policies, 1881-1917*, 1990.

– & James Bolner, eds., *La République impérialiste: l'expansionnisme et la politique extérieure des États-Unis, 1885-1909 : Études et documents*, 1987.

– & Hélène Christol, eds., *Anglo-Saxonism in U.S. Foreign Policy: The Diplomacy of Imperialism, 1899-1919*, 1991.

RUIZ, Ramon E., *Cuba : The Making of a Revolution*, 1968.

– *The People of Sonora and Yankee Capitalists*, 1988.

Russ, W. A. Jr., *The Hawaiian Republic, 1894-98*, 1961.

– *The Hawaiian Revolution, 1893-94*, 1959.

RYDELL, Robert W., *All the World's a Fair: Visions of Empire at American International Expositions, 1876-1916*, 1984.

– *World of Fairs : The Century-of-Progress Expositions*, 1993.

SATER, William F., *Chile and the United States : Empires in Conflict*, 1990.

SAUL, Norman E., *Concord and Conflict: The United States and Russia, 1867-1914*, 1996.

– *Distant Friends : The United States and Russia, 1763-1867*, 1991.

SCHMITT, Karl M., *Mexico and the United States, 1821-1973 : Conflict and Coexistence*, 1974.

SCHIRMER, Daniel B., *Republic or Empire: American Resistance to the Philippine War*, 1972.

SCHONBERGER, Howard B., *Transportation to the Seaboard: The Communication Revolution and American Foreign Policy, 1860-1900*, 1971.

SCHOONOVER, Thomas, *Dollars over Dominion : The Triumph of Liberalism in Mexican-United States Relations, 1861-1867*, 1978.

– *The United States in Central America, 1860-1911 : Episodes of Social Imperialism and Imperial Rivalry in the World System*, 1991.

SCHOULTZ, Lars, *Beneath the United States : A History of U.S. Policy Toward Latin America*, 1998.

SEAGER II, Robert, Alfred Thayer Mahan, 1977.

SHIPPEE, Lester B., *Canadian-American Relations, 1849-1874*, 1939.

SHULMAN, Mark R., *Navalism and the Emergence of American Sea Power, 1882-1893*, 1995.

SKINNER, Elliott P., *African Americans and U.S. Policy Toward Africa, 1850-1924 : In Defense of Black Nationality*, 1992.

SMITH, Ephraim K., « 'A Question from Which We Could Not Escape' : William McKinley and the Décision to Acquire the Philippine Islands », *Diplomatic History* 9 (1985) : 363-75.

SMITH, Goldwin, *The Treaty of Washington, 1871, 1941.*

SMITH, Joseph, *Illusions of Conflict : Anglo-American Diplomacy Toward Latin America, 1865-1896, 1979.*

SOCOLOFSKY, Homer E. & SPETTER, Allan B., *The Presidency of Benjamin Harrison, 1987.*

SPECTOR, Ronald, *Admiral of the New Empire : The Life and Career of George Dewey, 1974.*

SPROUT, Harold & Margaret, *The Rise of American Naval Power, 1776-1918, 1944.*

SPURR, David, *The Rhetoric of Empire : Colonial Discourse in Journalism, Travel Writing, and Imperial Administration, 1993.*

STEPHANSON, Anders, *Manifest Destiny : American Expansionism and the Empire of Right, 1995.*

STEVENS, S. K., *American Expansion in Hawaii, 1842-1898, 1945.*

STILL, William N. Jr., *American Sea Power in the Old World: The United States Navy in European and Near Eastern Waters, 1865-1917, 1980.*

STUART, Reginald C., *United States Expansionism and British North America, 1775-1871, 1988.*

TANSILL, Charles C., *The United States and Santo Domingo, 1798-1873 : A Chapter in Caribbean Diplomacy, 1938.*

TERRILL, Tom, *The Tariff, Politics, and American Foreign Policy, 1874-1901, 1973.*

TOMPKINS, E. Berkeley, *Anti-Imperialism in the United States, 1970.*

TOPIK, Steven C., *Trade and Gunboats : The United States and Brazil in the Age of Empire, 1996.*

TRASK, David F., *The War with Spain in 1898, 1981.*

TRAVIS, Frederick F., *George Kennan and the American-Russian Relationship, 1865-1924*, 1990.

TREFOUSSE, Hans L., *Carl Schurz : A Biography*, 1982.

TSAI, Shih-shan Henry, *China and the Overseas Chinese in the United States, 1868-1911*, 1983.

VAN DEUSEN, Glyndon G., *William Henry Seward*, 1967.

VESTAL, Stanley, *War-Path and Council Fire*, 1948.

WALKER, Mabel G., *The Fenian Movement*, 1969.

WARNER, Donald F., *The Idea of Continental Union: Agitation for the Annexation of Canada to the United States, 1849-1893*, 1960.

WASHBURN, Wilcomb E., *The Indian in America*, 1975.

WEEKS, Philip, *Farewell, My Nation : The American Indian and the United States, 1820-1890*, 1990.

WEEMS, John E., *The Fate of the Maine*, 1992.

WELCH, Richard E. Jr., *The Presidencies of Grover Cleveland*, 1988.

WESTON, Rubin F., *Racism in U.S. Imperialism : The Influence of Racial Assumptions on American Foreign Policy, 1893-1946*, 1972.

WIEBE, Robert H., *The Search for Order, 1877-1920*, 1967.

WILKINS, Mira, *The Emergence of Multinational Enterprise: American Business Abroad from the Colonial Era to 1914*, 1970.

WILLIAMS, Walter L., *Black Americans and the Evangelization of Africa, 1877-1900*, 1982.

WILLIAMS, William A., *The Roots of the Modern American Empire*, 1969.

– *The Tragedy of American Diplomacy*, 1959, 1962.

YOUNG, Marilyn B., *The Rhetoric of Empire*, 1968.

Conclusion

À la recherche d'un nouvel ordre mondial

1896	Victoire de William McKinley aux élections présidentielles contre William Jennings Bryan
1897	Découverte d'or en Alaska <i>Dingley Tariff</i> : augmentation des droits de douane
1898	Février : explosion du <i>Maine</i> dans le port de La Havane Avril-août : guerre hispano-américaine ; défaite de l'Espagne Juillet : annexion d'Hawaï par les États-Unis Décembre : traité de paix de Paris : cession de Guam, Porto-Rico et des Philippines (contre la somme de 20 millions de dollars) ; reconnaissance de l'indépendance de Cuba
1899	Début de l'insurrection contre l'occupation américaine aux Philippines (fin en 1902) Ratification du traité de Paris <i>Open Door Notes</i> envoyés aux puissances : Grande-Bretagne, Allemagne, Russie, France, Japon et Italie
1900	Envoi de troupes américaines en Chine pour écraser la rébellion des Boxers <i>Foraker Act</i> qui établit le gouvernement civil aux Philippines Réélection de McKinley Adoption de l'étalon-or comme base de la monnaie nationale
1901	Amendement Platt au projet de traité entre les États-Unis et Cuba : autorise l'intervention militaire américaine à Cuba
1902	Fin de la guerre aux Philippines

La fin des années 1890 est marquée par une modification spectaculaire du comportement international des États-Unis. L'expansion outre-mer présentait des différences marquées avec l'expansion territoriale et continentale qui avait caractérisé l'histoire des États-Unis de la fondation des colonies britanniques à la fin de la guerre de Sécession. L'un des points communs entre toutes les entreprises du passé était la contiguïté des territoires nouveaux avec les frontières du pays. L'expansion des années 1890 différait par sa localisation géographique: non seulement les

territoires acquis étaient éloignés (ce qui avait déjà été le cas de l'Alaska) mais ils étaient séparés de la masse continentale des États-Unis par des océans et, comme pour les Philippines, se trouvaient à des milliers de kilomètres des centres névralgiques de la nation. Par ailleurs, rompant avec la « tradition » antérieure de colonisation dans les deux sens du terme (installation de citoyens fermiers et extension d'un modèle politique), le nouvel impérialisme entendait occuper des territoires à des fins économiques, commerciales et stratégiques, pour en faire des moyens de l'accroissement de la place des États-Unis dans le monde et non des fins en soi. Ces territoires devaient servir de comptoirs, de relais ou de centres commerciaux situés à des points importants des grandes routes commerciales internationales. De plus, le développement du commerce étant indissociable de l'accroissement de la marine, ces possessions serviraient aussi de bases navales ou de centres de ravitaillement pour une marine moderne à vapeur.

Dans l'esprit de la plupart des expansionnistes, l'expansion territoriale à l'ancienne était terminée et devait être remplacée par une expansion de type colonial, au sens européen du terme. En termes institutionnels, beaucoup préconisaient le statut de dépendances sans que l'on fût pour autant obligé de leur appliquer l'ancien schéma d'inclusion dans l'Union qui avait fait ses preuves durant tout le XIX^e siècle. En outre, les territoires nouvellement acquis étaient des îles densément peuplées que l'on ne pouvait espérer coloniser en y implantant une forte population américaine. Elles avaient leur propre homogénéité démographique qui inquiétait les tenants de l'anglo-saxonisme réactivé durant les années 1880.

Les débats historiographiques sur les années d'impérialisme ont opposé deux écoles. L'une, traditionnelle, décrit les années 1890 et l'impérialisme comme une « aberration », pour reprendre l'expression de Samuel F. Bemis. En effet, le pays avait adopté des positions impérialistes qui ne correspondaient pas à son expérience passée. L'autre, révisionniste, propose une vision plus dialectique de l'impérialisme et attire l'attention, comme le fait Walter La Feber, sur les signes avant-coureurs perceptibles dans les comportements néo-expansionnistes au cours des années 1860 à 1880. Pour lui, « les États-Unis ne se lancèrent pas sur la voie de

l'expansionnisme à la fin des années 1890 d'une manière soudaine et instantanée ». L'empire que les Américains contrôlaient outre-mer « n'était pas en rupture avec leur histoire mais une culmination naturelle de celle-ci ». En réalité, la poussée expansionniste des années 1840 avait ouvert une ère de progrès économique, technologique et industriel qui, à son tour, fondait l'expansion des années 1890.

Il est vrai que, jusque dans les années 1870, les Américains pouvaient se cantonner dans une attitude isolationniste, fondée sur leur volonté de s'abstenir d'intervenir dans les conflits européens et, surtout, sur la protection des côtes par la marine américaine et une exceptionnelle situation géographique (protégés par deux Océans). Ils s'étaient ainsi dotés de doctrines politiques reflétant leur situation: la doctrine Monroe, la sécurité nationale sans alliance militaire. Toutefois, à mesure que leur puissance économique croissait et qu'ils contribuaient à l'évolution des échanges mondiaux et à la construction d'un nouveau monde de consommation, les Américains prenaient conscience de l'existence du monde extérieur. Culturellement, une sorte d'internationalisme se répandit dans le sillage du progrès matériel: les télégraphes, téléphones, câbles sous-marins rapprochaient les personnes et les peuples, soumis à plus d'informations politiques, économiques et culturelles en provenance d'ailleurs.

Plusieurs facteurs expliquent l'évolution de l'expansion à l'impérialisme à la fin du siècle. L'un des plus cités est la « fermeture de la frontière », officiellement annoncée par le rapport du Surintendant chargé du recensement de 1890 : l'expansion territoriale était terminée, il n'y avait plus de « frontière » au sens de ligne provisoire séparant les terres organisées politiquement et les terres « sauvages ». Certes, la majeure partie du territoire américain était encore disponible aux colons individuels, mais l'idée de la possibilité de toujours aller plus à l'Ouest pour conquérir des territoires non civilisés n'avait plus cours. Si l'on devait envisager une expansion, elle devait nécessairement avoir lieu outre-mer puisqu'il était non envisageable de retirer du territoire aux voisins immédiats des États-Unis. Une sorte d'angoisse saisit tous ceux qui croyaient que les États-Unis étaient par nature expansifs et qu'ils ne

survivraient pas à la stase rendue inévitable par l'absence de terres disponibles. De plus, socialement, la frontière avait eu un effet positif sur le corps social car, en vertu de la théorie de la « soupape de sécurité », quiconque souhaitait changer de vie et se donner de nouvelles chances pouvait partir pour l'Ouest. Les pessimistes voyaient se profiler à l'horizon tous les maux sociaux et politiques ayant conduit à la décadence de l'Europe.

Outre ces facteurs psychologiques, les historiens citent unanimement les facteurs économiques. Dès les années 1870, les États-Unis produisaient plus que le marché national ne pouvait absorber, que ce soit sur le plan agricole ou industriel. Malgré les divergences d'intérêts des agriculteurs et des industriels (perceptible dans les controverses sur les droits de douane), ces deux acteurs économiques s'accordaient pour dire que la recherche de marchés nouveaux devenait une urgence nationale. De plus, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis voyaient leur balance commerciale tendre vers l'excédentaire, ce qui renversa leur perception du commerce international. Devenus exportateurs nets précisément en 1898, ils étaient parties prenantes dans la course aux marchés pour écouler une production agricole et manufacturière excédentaire. De nombreux hommes politiques se mirent à tenter de convaincre leurs contemporains de la nécessité d'obtenir des marchés étrangers pour maintenir la croissance économique et la prospérité. James G. Blaine, secrétaire d'État de Garfield puis de Harrison se mit à rechercher des marchés en Amérique latine, en Asie, en Afrique. De plus, la concurrence internationale tendait à prouver que les tenants de l'impérialisme avaient raison, eux qui craignaient que les Européens ne se saisissent des derniers territoires disponibles.

Par ailleurs, cette vision du monde était étayée par des ratiocinations intellectuelles fondées sur une application à la politique étrangère des théories du darwinisme social. Reprenant les notions de « lutte pour la vie » et « survie du plus fort », les adeptes de ces théories les appliquaient au substrat idéologique hérité de la période de la « destinée manifeste » des années 1840 et en déduisaient que les Américains appartenaient aux « plus forts » du fait de leur supériorité raciale. Leur

supériorité civilisationnelle leur donnait le droit de faire tout ce qu'il fallait pour survivre, même aux dépens des plus faibles. Les moins extrémistes préféraient atténuer les rigueurs du darwinisme revisité par le Britannique Herbert Spencer ou l'Américain William Graham Sumner en se convaincant que les « plus faibles », les peuples primitifs rencontrés, pourraient bénéficier de l'influence salubre des « plus forts » ; en retour, ceux-ci avaient le devoir de protéger ceux-là et de les guider sur le chemin du progrès, de l'autodétermination et de la démocratie. Parmi les tenants de cette nouvelle interprétation du darwinisme, se retrouvaient des personnalités venues d'horizons aussi différents que: le révérend congrégationnaliste Josiah Strong, l'historien John Fiske, le politiste John Burgess, des personnalités publiques comme James G. Blaine, Henry Cabot Lodge, Albert K. Beveridge ou Theodore Roosevelt, des membres de la marine comme Alfred Thayer Mahan. Outre ces « racistes scientifiques », un autre groupe joua un rôle prééminent dans le développement d'une idéologie impérialiste aux États-Unis : les missionnaires. Durant les trente dernières années du siècle, certaines Églises appelèrent au renouveau ou au développement de l'action missionnaire dans les zones primitives du monde.

La conséquence ou la manifestation de cette nouvelle destinée manifeste est donc une présence internationale accrue à la fin du XIX^e siècle, la nouvelle ère débutant avec la crise du Venezuela de 1895, la guerre hispano-américaine et l'annexion d'Hawaï en 1898, au terme de guerre les États-Unis devinrent « propriétaires » des anciennes possessions espagnoles des Caraïbes et d'Asie: Porto Rico, Guam et l'archipel des Philippines.

La guerre contre l'Espagne confirma tous ces espoirs car elle fournit enfin aux États-Unis des territoires outre-mer permettant d'accroître leur présence internationale, d'avoir accès à de nouveaux marchés et de commander plusieurs routes maritimes essentielles. Ainsi, les Philippines avaient le double avantage de contenir de nombreuses matières premières et de servir de « gigantesque entrepôt » en vue du marché chinois qui continuait à susciter de nombreux espoirs. S'il est vrai que cette guerre augmenta la confiance en soi des États-Unis et ouvrit de nouvelles perspectives, elle donna aussi lieu à des débats fondamentaux sur la

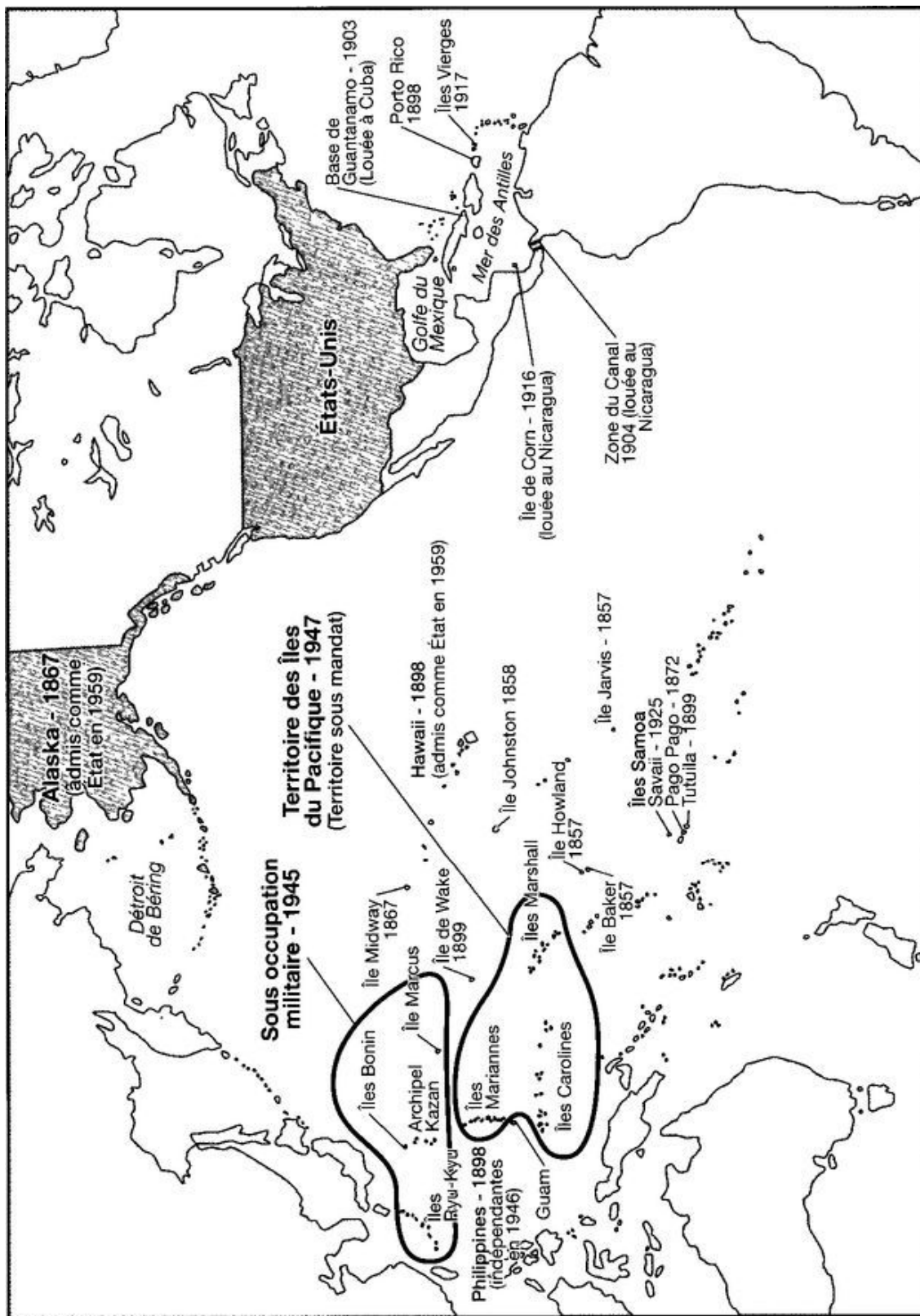
nature même des États-Unis et leur place dans le monde: quelle était la finalité de la guerre? Quel prix la nation est-elle prête à payer? Les États-Unis pouvaient-ils posséder des colonies sans y perdre leur âme? Comment traiter les peuples assujettis ? La radicalisation des positions entre impérialistes et anti-impérialistes laissa des traces dans la vie politique américaine car leurs débats donnèrent lieu à un réexamen des idéaux fondateurs du pays.

Toutefois, l'acceptation d'un « empire informel » ne fut jamais unanime et l'on ne peut guère dire que l'impérialisme fut un mouvement national non seulement parce que les partis politiques manquaient de cohésion sur ce sujet, mais aussi du fait des clivages profonds engendrés par la guerre de Sécession et non réglés. De plus, la résurgence de mouvements politiques et sociaux de contestation du capitalisme sauvage achevait de diviser les esprits et de donner l'impression que la fin des années 1890 fut, malgré les apparences et le ton triomphaliste des impérialistes, une ère de doute et de pessimisme sur l'avenir du modèle américain.

Pour le meilleur et pour le pire, les États-Unis venaient de défaire l'une des plus anciennes puissances coloniales du monde et se trouvaient face aux responsabilités de la gestion concrète d'un empire colonial, fût-il modeste, comparé à celui des Britanniques ou des Français. Toute l'histoire diplomatique américaine du XIX^e aurait pu se résumer par la recherche d'une indépendance diplomatique fondée sur l'évitement des responsabilités internationales. L'entrée dans une carrière impériale renverse ce paradigme: comment assumer des responsabilités internationales tout en conservant l'indépendance et l'intégrité morale qui avaient construit le sentiment d'appartenance nationale et le sens d'un destin exceptionnel? L'une des conséquences psychologiques de la guerre hispano-américaine est assurément le sentiment de grandeur nationale et le sens d'une destinée internationale. Comme le souligne l'humoriste Finley Peter Dunne à travers son personnage Mr. Dooley :

Hennesy (avec un fort accent irlandais) : - Nous sommes un grrrand peuple.

Mr. Dooley : -Ouais, un grrrand peuple. Un grrrand peuple. Et l'meilleur, c'est que nous le savons.



Carte 10. Les États-Unis et les principaux États et territoires d'outre-mer (avec leurs dates d'acquisition)

En un siècle, les États-Unis avaient étendu leur souveraineté sur la moitié de l'Amérique du Nord et, à la fin du siècle, accru leur présence dans le monde: non seulement ils étaient sur le point d'exercer le contrôle sur « leur hémisphère » sans opposition des Européens, mais ils étaient en position d'être écoutés par ces mêmes Européens qui devaient maintenant compter avec eux. Enfin, ils étaient devenus une puissance importante en Asie et dans le Pacifique.

Au tournant du XX^e siècle, les États-Unis faisaient partie intégrante de la communauté internationale. Ils n'avaient certes pas encore accédé au statut de grande puissance de premier rang, mais les événements internationaux avaient accéléré leur entrée sur la scène. La guerre hispano-américaine, la libération de Cuba, l'annexion d'îles des Caraïbes et du Pacifique, la colonisation des Philippines, ainsi que le rapprochement avec la Grande-Bretagne et les proclamations contenues dans les *Open Door Notes* les plongeaient dans un monde de responsabilités et d'interdépendances qui ne pouvaient que devenir plus complexes. La nation était-elle préparée à tant de changements en si peu de temps? Certains contemporains pouvaient légitimement en douter et le siècle fut aussi l'histoire du jeu de balancier entre l'isolationnisme et le refus d'engagements internationaux imposés, d'une part, et la prise en charge de responsabilités internationales toujours plus lourdes à porter. En 1899, les États-Unis firent un pas supplémentaire en direction de l'implication internationale en participant à la première conférence internationale de Paix à La Haye (Pays-Bas). Il s'agit de la première conférence internationale politique à laquelle les États-Unis participèrent. Le tsar de Russie était à l'origine de cette idée : inquiet de voir s'instaurer une course à l'armement entre les grandes puissances, il avait suscité une conférence sur le désarmement. Vingt-six pays firent le déplacement pour tenter de définir des codes de comportement en temps de guerre et rechercher les moyens de promouvoir le règlement pacifique des différends à travers la Cour d'arbitrage de La Haye récemment créée.

Les grandes nations européennes s'alarmaient aussi du rapprochement entre les Britanniques et les Américains après un siècle de relations extrêmement ambiguës. À présent, les liens entre les deux grandes nations qui se présentaient comme une fraternité d'Anglo-Saxons inquiétaient car, contrairement à la pratique américaine du siècle passé, les États-Unis d'aujourd'hui pouvaient fort bien se décider à signer des traités d'alliance et à prendre parti dans des conflits européens. La participation américaine à la Première Guerre mondiale semble corroborer ce point de vue. Mais, le refus du Sénat des États-Unis d'accepter le traité de Versailles témoigne de la permanence de la politique de *non-entanglement*, de la volonté des États-Unis de ne pas être entraînés dans des conflits dont ils ne contrôlaient pas les enjeux et aussi du fait que la société américaine s'était développée en tournant le dos à l'Europe aux plans culturel et politique.

Sélection de sites Internet

Abolitionnisme, esclavage, noirs

<http://www.amistad.mysticseaport.org/main/welcome.html>

<http://www.loc.gov/exhibits/african/influ.html>

<http://www.newdeal.feri.org/asn/index.htm>

<http://www.loc.gov/exhibits/african/perstor.html.html>

<http://www.digital.nypl.org/schomburg/writers-aa19/toc.html>

<http://www.digital.nypl.org/schomburg/images-aa19/>

<http://lcweb.loc.gov/rr/print/082-slave.html>

<http://www.pbs.org/wgbh/aia/home.html>

<http://www.docsouth.unc.edu/neh/neh.html>

Affaires financières et économiques

<http://www.odur.let.rug.nl/~usa/E/usbank/bank04.htm>

<http://www.syracuse.com/features/eriecanal>

<http://www.connerprairie.org/historyonline/ntlroad.html>

Affaires indiennes

<http://www.library.okstate.edu/kappler>

<http://www.si.edu/nmai>

<http://www.cherokee.org/culture/history.asp>

<http://www.americanwest.org/pages/indians.htm>

<http://www.memory.loc.gov/ammem./award97/ndfathml/ngphome.htm>

1

<http://odur.let.rug.nl/~usa/B/geronimo/geronixx.htm>

Affaires politiques

<http://www.odur.let.rug.nl/~usa/E/uswhig/whigsxx.htm>

<http://www.americanhistory.si.edu/presidency/index.html>

<http://www.odur.let.rug.nl/~usa/E/uswhig/whigsxx.htm>

La jeune république

<http://www.earlyamerica.com>

Rebellion du Whiskey

<http://www.whiskeyrebellion.org>

Affaire XYZ

<http://www.gi.grolier.com/presidents/aae/side/xyzaffr.html>

Aspects politiques et constitutionnels

Les Federalist Papers :
<http://www.law.emory.edu/FEDERAL/federalist>

La Constitution: <http://www.law.emory.edu/FEDERAL/usconst.html>

Les Congrès continentaux :
<http://memory.loc.gov/ammem/bdsds/bdsds-home.html>

ou lcweb2.loc.gov/ammem/amlaw/lawhome.html

La capitale de la nation (construction du Capitole) :
<http://lcweb.loc.gov/exhibits/us.capitol/s0.html>

Le collège électoral: <http://nara.gov/fedreg/elctcoll/index.html>

La Maison-Blanche: <http://www.whithousehistory.org>

<http://www.impeach-andrewjohnson.com>

<http://www.ohiohistory.org/onlinedoc/hayes/index.cfm>

<http://www.history.ohio-state.edu/projects/mckinley/default.htm>

Conquête de l'Ouest

Californie: <http://memory.loc.gov/ammem/cbhtml/cbhome.html>

Kansas: <http://www.kancoll.org/galtrl.htm>

Cow-boys: http://history.cc.ukans.edu/heritage/old_west/cowboy.html

Expédition Lewis et Clark

http://www.lib.virginia.edu/speccol/exhibits/lewis_clark/home.html/

ou <http://www.pbs.org/lewisandclark>

ou <http://www.cp.duluth.mn.us/~tmcs/lewsclrkl.htm>

<http://www.connerprairie.org/explore/prairietown.html>

<http://www.xmission.com/~drury/amm.html>

Pionniers

<http://www.kancoll.org/galtrl.html>

<http://www.xmission.com/~drury/amm.html>

<http://memory.loc.gov/ammem/umhtml/umhome.html>

La Guerre de 1812

<http://members.tripod.com/~war1812/index.html>

<http://www.yale.edu/lawweb/avalon/diplomacy/britian/br1814.htm>

Guerre contre le Mexique

<http://www.sunsite.dcaa.unam.mx/revistas/1847>

Guerre hispano-américaine

<http://www.boondocksnet.com/centennial/index.html>

<http://www.loc.gov/rr/hispanic/1898>

<http://memory.loc.gov/ammem/sawhtml/sawhome.html>

<http://www.history.ohio-state.edu/projects/mckinley/SpanAmWar.htm>

Impérialisme et anti-impérialisme

<http://www.boondocksnet.com/ail98-35.html>

<http://www.smplanet.com/imperialism/toc.html>

<http://historicaltextarchive.com/USA/twenty/filipino.html>

<http://www.theodoreroosevelt.org/>

La Quasi-guerre avec la France

<http://www.yale.edu/lawweb/avalon/quasi.htm>

Révolution

<http://revolution.h-net.msu.edu>

<http://scarlett.libs.uga.edu/darchive/hargrett/maps/colamer.html>

<http://scarlett.libs.uga.edu/darchive/hargrett/maps/revamer.html>

<http://users.erols.com/candidus/index.htm>

<http://www.nps.gov/inde/visit.html>

Sécession

<http://www.odur.let.rug.nl/~usa/H/1990/ch5-p6.html>

<http://www.history.furman.edu/~beson/docs>

<http://www.law.umkc.edu/faculty/projects/ftrials/Brown.html>

<http://www.pbs.org/wgbh/aia/part4>

<http://www.nac.gmu/mmts/50proto.html>

<http://leweb2.loc.gov/ammem/mchtml/corhome.html>

<http://www.kancoll.org/galbks.html>
<http://www.thoughtfultech.com/MMTS/50essay.html>
<http://sunsite.utk.edu/civil-war/warweb.html>
<http://www.cwc.lsu.edu/>
<http://www.historyplace.com/civilwar/index.html>
<http://www.ncwa.org>

Sites sur des aspects de la guerre ou des personnages importants

<http://jeffersondavis.rice.edu>
<http://memory.loc.gov/ammem/alhtml/alrintr.html>
<http://jefferson.village.virginia.edu/vshadow/vshadow.html>
<http://memory.loc.gov/ammem/cwphtml/cwhome.html>
<http://www.awod.com/gallery/probono/cwchas/cwlayout.html>
<http://www.alincolnassoc.com/>
<http://www.tulane.edu/~latner/CrisisMain.html>
http://www.itd.nps.gov/cwss/history/aa_history.htm
<http://scriptorium.lib.duke.edu/collections/civil-war-women.html>

Les traités barbaresques

<http://www.yale.edu/lawweb/avalon/diplomacy/barbary>

John Adams

<http://www.ipl.org/div/potus/jadams.html>

Alexander Hamilton

<http://www.odur.let.rug.nl/~usa/B/hamilton/hamilxx.htm>

Thomas Jefferson

<http://pbs.org/jefferson/> ou <http://etext.virginia.edu/jefferson/>

James Madison

<http://www.jmu.edu/madison/madison.htm>

Alexis de Tocqueville

<http://www.tocqueville.org>

George Washington

Archives personnelles: <http://www.virginia.edu/gw/papers> ou
<http://memory.loc.gov/ammem/gwhtml/gwhome.html>

Résidence : <http://www.mountvernon.org/>



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.



z-library.se

singlelogin.re

go-to-zlibrary.se

single-login.ru



[Official Telegram channel](#)



[Z-Access](#)



<https://wikipedia.org/wiki/Z-Library>